

PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

VOLUME CXI



PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

DU 16 MARS 1976
AU 18 OCTOBRE 1976

FROM THE 16th MARCH 1976
TO THE 18th OCTOBER 1976

DANS LA VINGT-CINQUIÈME ANNÉE
DU RÈGNE DE SA MAJESTÉ

ELIZABETH DEUX

ÉTANT LA QUATRIÈME SESSION DE LA
TRENTIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

IN THE TWENTY-FIFTH YEAR
OF THE REIGN OF HER MAJESTY

ELIZABETH THE SECOND

BEING THE FOURTH SESSION OF THE
THIRTIETH LEGISLATURE OF
THE PROVINCE OF QUÉBEC

Président

L'HONORABLE
JEAN-NOËL LAVOIE

SESSION 1976

President

THE HONOURABLE
JEAN-NOËL LAVOIE

SESSION 1976

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamation: Convocation de la session	VII
Proclamation: Dissolution de la 30 ^e Législature	367
Proclamation: Élections générales, 15 novembre 1976	369
État des travaux de la session	IX
Procès-verbaux de l'Assemblée nationale	1
Membres du Conseil exécutif et Adjointes parlementaires	373
Les officiels de l'Assemblée nationale	377
Les cadres supérieurs de l'Assemblée nationale	377
Liste alphabétique des districts électoraux et de leurs représentants	379
Liste alphabétique des membres, répartie par district électoral	383
Index	387

CONTENTS

	PAGE
Proclamation: Convocation of the session	VII
Proclamation: Dissolution of the 30th Legislature	367
Proclamation: General Elections, November 15th 1976	369
Statement of work of the session	IX
Votes and proceedings of the National Assembly	1
Members of the Executive Council and the Parliamentary Assistants	373
The officials of the National Assembly	377
The officers of the National Assembly	377
The electoral districts of the National Assembly and the Members thereof	379
The Members of the National Assembly and their electoral districts	383
Index	423

PROCLAMATION



Canada
Province de HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L.S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,

SALUT.

PROCLAMATION

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le seizième jour de mars prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

Canada
Province of HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L.S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the National Assembly of Québec.

GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the sixteenth day of March next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le cinquième jour de mars, l'an de grâce mil neuf cent soixante-seize et de Notre règne le vingt-cinquième.

Par ordre,

*Le secrétaire de la
chancellerie à Québec.*
RENÉ BLONDIN.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, on the fifth day of March, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-six, in the twenty-fifth year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN.
*Clerk of the Crown in
Chancery, at Québec.*

ÉTAT DES TRAVAUX STATEMENT OF WORK
 DE OF
LA SESSION DE THE SESSION OF
1976 1976

—
**4^e SESSION DE LA 30^e
 LÉGISLATURE**
 —

—
**BEING THE 4th SESSION OF THE
 30th LEGISLATURE**
 —

La session s'ouvre le mardi 16 mars 1976.

The session opened on Tuesday, the 16th day of March 1976.

La dissolution a lieu le 18 octobre 1976.

Dissolution took place on the 18th day of October 1976.

Séances	59	Number of sittings	59
Documents déposés sur le bureau de la Chambre; réponses aux ordres de l'Assemblée	151	Documents laid before the Assembly, Returns to Orders of the Assembly	151
Projets de loi présentés à l'Assemblée nationale:		Bills introduced in the National Assembly:	
Projets de loi publics	57	Public bills	57
Projets de loi privés	24	Private bills	24
Projets de loi sanctionnés:		Bills sanctioned:	
Projets de loi publics	43	Public bills	43
Projets de loi privés	20	Private bills	20
Avis de questions et de motions	89	Notices of Motions and Questions	89

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Greffier des archives.

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Clerk of Archives.

PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

25 ELIZABETH II, 1976

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 16 mars 1976

Tuesday, March 16th 1976

À quinze heures, M. le Président prend le fauteuil.

At three o'clock P.M., Mr President took the Chair.

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée dans l'Assemblée nationale, accompagné de son aide de camp et occupe le fauteuil du Président.

The Honourable the Lieutenant-Governor entered the National Assembly accompanied by his Aide-de-Camp, and occupied the President's Chair.

Alors l'honorable lieutenant-gouverneur ouvre la session par le message suivant à l'adresse du Parlement.

The Honourable the Lieutenant-Governor then opened the Session with the following message addressed to Parliament.

Madame et messieurs de l'Assemblée nationale,

Madam and Gentlemen of the National Assembly,

En mil neuf cent soixante-sept, le Québec s'est fait la TERRE DES HOMMES. Il a maintenant rendez-vous avec la Jeunesse du monde.

In nineteen hundred and sixty-seven, the province of Québec became MAN AND HIS WORLD. It now has an appointment with the Youth of the World.

Pour la jeunesse du Québec et du Canada, les Jeux olympiques ont une valeur morale exceptionnelle. La décision prise d'assurer la relève de la ville de Montréal et l'invitation faite et renouvelée au Gouvernement fédéral d'apporter une aide additionnelle ont comme raison première celle de permettre aux Québécois et aux Canadiens d'enrichir leur expérience indi-

For the youth of the province of Québec and Canada, the Olympic Games have exceptional moral worth. The primary reason for the decision to take up the challenge by the City of Montreal and the invitation made and reiterated to the Federal Government to provide additional assistance were put forward to allow the people of Québec and Canadians to broad-

viduelle et collective des enseignements de l'idéal olympique.

L'Assemblée nationale a déjà voté une loi créant la Régie des installations olympiques dont l'administration est sujette, en la manière prévue, à l'exercice du pouvoir de contrôle et de surveillance de cette Assemblée. Le gouvernement est convaincu que les membres de cette Assemblée voudront s'associer à la volonté commune des Québécois pour tout mettre en oeuvre afin que le grand rendez-vous de juillet soit à la hauteur des espoirs de la Jeunesse du monde.

La conjoncture économique

Tous les pays industrialisés ont à faire face au double problème d'un ralentissement de l'activité économique et d'une poussée sans précédent de l'inflation. Le Canada et le Québec ne font pas exception.

Le gouvernement en a tenu compte au niveau de sa politique et de ses programmes de développement et de croissance économiques. Il a même pris, à cet égard, des mesures particulières pour pallier aux effets négatifs d'une conjoncture internationale difficile: une Régie québécoise des mesures anti-inflationnistes a été créée et un programme vigoureux d'austérité a été mis sur pied en vue de limiter la croissance des dépenses non essentielles. Tout semble maintenant indiquer qu'à l'échelle nord-américaine la reprise économique est amorcée et qu'elle permettra au gouvernement de continuer d'améliorer le niveau de vie des Québécois, et de développer ses programmes de création d'emplois, de logement et de justice sociale.

Cette Assemblée sera de nouveau appelée à appuyer la politique économique du gouvernement à l'occasion du dépôt de projets de loi particuliers, de l'étude des crédits budgétaires et de la présentation du discours sur le budget.

en their individual and collective experience in the learning of the Olympic ideal.

The National Assembly has already passed a bill to establish the Olympic Installations Board, the administration of which, as regards this matter, is under the power and control of the Assembly. The government believes that the Members of the Assembly wish to be associated with the common will of the people of Québec to put forward a common effort so that the great meeting in July will prove equal to the hopes of the Youth of the World.

The economic situation

All the industrialized nations are faced with the twofold problem of a slowdown in economic activity and an unprecedented rise in inflation. Canada and the province of Québec are no exception.

The government has taken this into account at the level of its policies and programmes for economic growth and development. In this respect, it has even taken particular steps to palliate the negative effects of a difficult international situation: a Québec Inflation Control Commission has been established, and a strong austerity programme has been set up for the purpose of limiting the growth of non-essential expenditures. Everything now seems to show that at the North American level, the economic recovery has begun, and that it will allow the government to continue to raise the standard of living of the people of Québec and develop its programmes for the producing of employment, housing and social justice.

The Assembly will again be asked to second the economic policy of the government respecting particular government bills, the examination of the budgetary estimates and the presentation of the budget speech.

*Les négociations des secteurs public
et parapublic*

C'est dans le contexte de cette conjoncture économique difficile que le gouvernement a entrepris avec les employés du secteur public et parapublic la négociation de leur contrat de travail.

Le gouvernement veut donner à ses employés de bonnes conditions de travail. C'est une question de justice et de saine administration. C'est aussi une condition du maintien de la qualité des services offerts au public.

Des ententes ont déjà été conclues avec plusieurs syndicats dont celui représentant les fonctionnaires et ouvriers à l'emploi du gouvernement. Tout est mis en oeuvre pour en arriver dans tous les secteurs à des contrats négociés.

Le gouvernement rappelle simplement la caractéristique fondamentale d'une négociation dans le secteur public: on y négocie des fonds publics et non des profits. Les offres gouvernementales représentent des gains substantiels pour les employés. Les offres monétaires sont, cependant, fondées sur la capacité de payer des contribuables. Le Québec doit vivre selon ses moyens.

Le gouvernement tient à établir très clairement que les négociations dans ce secteur ne doivent pas servir à des fins politiques. Par ailleurs, le gouvernement doit prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le respect absolu et intégral de la loi et sauvegarder les intérêts du public en général et, en particulier, ceux des enfants dans les écoles et des malades dans les institutions de santé.

Les présentes négociations seront poursuivies avec célérité et bonne foi, dans le meilleur intérêt de toutes les parties en cause et de l'ensemble des Québécois.

*The negotiations in the public and
parapublic sectors*

The negotiating of the labour agreement between the government and the employees in the public and parapublic sectors is being carried out with regard to the difficult economic situation.

The government wishes to give its employees good working conditions. This is a matter of justice and proper administration. It is also one of the conditions involved in the maintaining of the quality of the services provided for the public.

Agreements have already been made with several unions, including the one representing the civil servants and workmen in the employ of the government. Every effort is being put forward to obtain negotiated agreements in all the sectors.

The government merely wishes to point out the basic characteristic of the negotiations in the public sector: it is public funds and not profits that are being negotiated. The government offers represent substantial gains for the employees. However, the monetary offers are based on the taxpayer's ability to pay. The province of Québec must live within its means.

The government wishes to establish very clearly that the negotiations in this sector must not be used for political purposes. Furthermore, the government must take all the necessary measures to guarantee complete and full respect for the law and to safeguard the interests of the people in general, and in particular, those of the children in the schools and the patients in the health institutions.

The present negotiations will be carried out with rapidity and in good faith, in the best interests of all the parties concerned and the people of the province of Québec as a whole.

Le programme d'action du gouvernement

L'énoncé des politiques et des programmes législatif et administratif de cette quatrième session de la trentième Législature se situe dans le contexte de l'importante réforme opérée récemment au niveau du Conseil exécutif.

Le gouvernement a, en effet, pris la décision de porter dans l'ordre politique, législatif et administratif la méthode déjà éprouvée au niveau de l'administration financière et budgétaire de l'État, et c'est dans ce nouveau cadre qu'il soumet à l'Assemblée nationale le présent programme d'action.

1. La vie démocratique

La valorisation de l'Assemblée nationale est impérative. À cette fin, le gouvernement vous propose le programme législatif suivant :

— La poursuite de la réforme électorale en apportant de nouvelles modifications à la carte électorale et en adoptant une loi portant sur les contributions électorales aux partis politiques et aux candidats à une élection.

— La modernisation de l'Assemblée nationale en opérant une révision en profondeur de la Loi de la Législature et en édictant de nouvelles règles sur les situations de conflits d'intérêts des membres de l'Assemblée, ainsi que d'autres catégories d'administrateurs publics.

2. La réforme administrative

L'accroissement de l'efficacité administrative de l'État demeure une condition essentielle à l'amélioration de la qualité des services publics. Le gouvernement est à élaborer une politique de déconcentration administrative au profit de certaines régions à croissance lente, en vue d'y installer de nouveaux services ou organismes gouvernementaux ou d'y transférer des services ou des organismes existants.

The government's plan of action

The policies and the legislative and administrative programmes for this Fourth Session of the Thirtieth Legislature will be put forward within the context of the important reform recently carried out at the level of the Executive Council.

In fact, in the organizing of its policies, legislation and administration, the government has decided to use the method that has already proved its worth at the level of the financial and budgetary administration of the province, and the present plan of action will be submitted to the National Assembly within this framework.

1. Democratic life

The upgrading of the National Assembly is imperative. For this purpose, the government will introduce the following legislative programme :

— The continuation of electoral reform by making new changes to the electoral map and by adopting a bill on election contributions to political parties and to candidates for election.

— The modernizing of the National Assembly by making a detailed revision of the Legislature Act and by enacting new rules respecting conflict of interest situations involving the Members of the Assembly, together with other categories of public administrators.

2. Administrative reform

Increasing the administrative efficiency of the province is still one of the essential conditions in the improving of the quality of the public services. The government is drawing up a decentralization policy to help certain slow-growth regions by establishing new government services or bodies in such regions, or by transferring existing services or bodies to them.

Au titre de la réforme administrative, le gouvernement propose:

— La réorganisation complète des tribunaux, la formation d'un Conseil de la magistrature et la constitution d'une Cour unique regroupant tous les juges nommés par le Québec.

— Des modifications à la Loi de la fonction publique autorisant, entre autres, la Commission de la fonction publique à déléguer certains pouvoirs aux ministères de façon à leur permettre d'accélérer les procédures de gestion de leur personnel.

— L'adoption d'une modification à la Loi de l'administration financière, en vue d'amener les entreprises publiques à soumettre au gouvernement leurs plans de développement.

— Enfin, le gouvernement compte prendre des mesures pour situer dans un cadre opérationnel les interventions qu'il est appelé à prendre dans les cas de désastres naturels.

3. *La qualité de vie*

Le niveau de développement économique et social du Québec permet au gouvernement de reconnaître la valeur de l'objectif de l'amélioration de la qualité de vie.

Le monde du tourisme, des loisirs et des sports prend une signification de plus en plus grande en regard des besoins et des aspirations du citoyen. Le gouvernement propose à cette Assemblée un programme fournissant une base au développement de cet important secteur d'activité. Les éléments de ce programme législatif sont les suivants:

— La création d'un ministère du Tourisme, des Loisirs et des Parcs, et la constitution d'une commission de surveillance et de contrôle de ces activités.

— L'adoption d'une loi des loisirs et des sports permettant l'élaboration d'une politique cohérente et dynamique avec la participation de tous ceux qui oeuvrent dans le milieu.

Under the heading of administrative reform, the government will propose:

— The complete reorganization of the judiciary, the establishment of a Magistrature Council and the establishment of a single Court grouping all the judges appointed by the province of Québec.

— Amendments to the Civil Service Act to authorize among other changes the Civil Service Commission to delegate certain of its powers to the Departments to allow them to accelerate their procedures respecting personnel management.

— The adoption of an amendment to the Financial Administration Act, for the purpose of inducing the Crown Corporations to submit their development plans to the government.

— Lastly, the government intends to take measures to place the interventions which it has to take in the event of natural disasters, within an operational framework.

3. *The quality of life*

The level of Québec's economic and social development has made it possible for the government to recognize the worth of the objective of improving the quality of life.

The world of tourism, sports and recreation is taking on increasing significance as regards the needs and hopes of the ordinary people. The government will submit a programme to the Assembly, to provide a legal and functional basis for the development of this important field of activity. The elements of this legislative programme are the following:

— The establishment of a Tourism, Recreation and Parks Department, and the setting up of a Supervisory and Control Commission for such activities.

— The adoption of a bill respecting recreation and sport, to allow the drawing up of a coherent and dynamic policy to include all the people working in this field.

La condition culturelle particulière du Québec commande une vigilance et une créativité de tous les instants en vue d'assurer l'affirmation de la personnalité culturelle des Québécois.

Au cours des prochains mois, le gouvernement s'engage à déposer devant l'Assemblée nationale les éléments d'une nouvelle politique culturelle consignés dans un livre vert. Le gouvernement entend, par ailleurs, prendre des mesures en vue d'assurer la conservation et la mise en valeur du patrimoine, et il vous propose d'adopter une loi créant un conseil de la culture québécoise.

Dans l'ordre économique, le gouvernement propose à cette Assemblée l'examen de deux aspects majeurs de la protection des droits socio-économiques du citoyen.

La Loi de la protection du consommateur fera l'objet d'une révision en profondeur qui en élargira considérablement le champ d'application. Le gouvernement complète, par ailleurs, l'élaboration d'une importante politique en matière d'assurance-automobile, en vue d'améliorer la situation de l'automobiliste sans avoir à recourir à un régime étatique d'assurance-automobile.

Dans le même ordre d'idée, de nouvelles mesures de sécurité routière seront éventuellement adoptées et intégrées à un prochain Code de la route.

Le Conseil du Statut de la femme prépare un plan de développement de la condition féminine. Le gouvernement vous propose, par ailleurs, de reconnaître les droits de la femme en ce qui concerne, notamment, le fonctionnement du Régime de rentes et l'organisation des syndicats professionnels.

Enfin, le gouvernement accordera une attention prioritaire à la définition d'une politique de la qualité de vie des personnes âgées.

4. Les ressources humaines

L'évolution démographique du Québec tout autant que les problèmes d'adapta-

Québec's particular cultural condition requires an ever present vigilance and creativity for the purpose of ensuring the asserting of the cultural personality of the people of Québec.

During the next few months, the government will undertake to table, in the National Assembly, the elements of a new cultural policy which will be shown in a Green Paper. In addition, the government intends to take measures to ensure the preservation and development of our heritage, and you will be asked to adopt a bill to establish a *conseil de la culture québécoise*.

In the economic sector, the government will ask the Assembly to consider two major aspects to protect the socio-economic rights of the people.

The Consumer Protection Act will be the subject of an in-depth revision, which will considerably broaden its field of application. Furthermore, the government is completing the drawing up of an important policy on automobile insurance for the purpose of improving the lot of the motorist, without having to establish a government operated automobile insurance plan.

Along these same lines, new and firm measures on highway safety will eventually be adopted and incorporated into a future Highway Code.

The Council on the Status of Women is preparing a development plan on the feminine condition. The government will also ask you to recognize women's rights, particularly as regards the operating of the Pension Plan and the organizing of professional syndicates.

Lastly, the government will give priority attention to the drawing up of a policy on the quality of life of the aged.

4. Human resources

The increase in Québec's population together with the problems involved in

tion de l'individu et de la famille au changement technologique soulève le problème fondamental des ressources humaines de la collectivité.

Le gouvernement se propose de reconnaître cette nouvelle dimension de la réalité politique en vous présentant un projet de loi qui élargira le mandat du ministère de l'Immigration pour en faire un ministère de la Population et de l'Immigration. Le gouvernement compte également organiser sur une base plus fonctionnelle les instruments de compilation, de recherche et d'analyse des données démographiques.

Le gouvernement reconnaît la condition et les droits particuliers des personnes handicapées. Il vous propose, en conséquence, l'adoption d'une loi créant un Office des handicapés en vue d'aider ces personnes à jouer pleinement leur rôle de citoyens à part entière du Québec.

La définition et la mise en oeuvre d'une politique de médecine du travail et de salubrité et de sécurité du milieu du travail, en particulier dans le domaine de l'amiante, prennent une importance prioritaire. Des travaux sont présentement en cours, et le gouvernement compte soumettre à cette Assemblée les éléments de solution qui s'imposent.

Le gouvernement entend continuer de satisfaire aux exigences d'une démocratie sociale adaptée aux besoins des Québécois. Il vous propose d'adopter la loi concernant la protection de la jeunesse et, dans le cadre des négociations en cours avec le Gouvernement fédéral, il entend vous soumettre l'examen des éléments d'orientation d'une politique du revenu minimum garanti.

Il y a maintenant plus de dix ans que le Québec a entrepris la réforme de son système d'éducation. En vue de faire le point et répondre aux attentes de la population québécoise, le gouvernement a confié au ministre de l'Éducation la préparation d'un livre vert sur l'enseignement élémentaire et secondaire. Ce document

the adaptation of individuals and families to technological change, raises the fundamental problem of human resources in the province.

The government intends to recognize this new dimension of political reality by introducing a bill which will broaden the terms of reference of the Department of Immigration to make it a Population and Immigration Department. The government also intends to organize the machinery for the compiling, research and analysis of the demographic data on the population on a more functional basis.

The government is aware of the condition and particular rights of handicapped persons. It will therefore propose the adoption of an Act to establish a Handicapped Persons Bureau, to help these persons to play their part as full-time citizens of the province of Québec.

The defining and putting into effect of a policy on industrial and health medicine and safety in the industrial environment, particularly in the asbestos sector, have become of prime importance. Work is being carried out at the present time, and the government intends to lay before the Assembly the elements required for a solution.

The government intends to continue to meet the requirements of a social democracy adapted to the needs of the people of Québec. It will propose the adoption of the Youth Protection Act, and within the framework of the negotiations being held at the present time with the Federal Government, it intends to ask you to examine the guidelines for a minimum guaranteed income policy.

Ten years have now gone by since the province of Québec undertook the reform of its educational system. To review the situation and fulfil the expectations of the people of Québec, the government has entrusted the Minister of Education with the task of drawing up a Green Paper on elementary and secondary education. This

sera déposé à l'Assemblée nationale et il fera l'objet de consultations.

Le gouvernement proposera, par ailleurs, l'adoption d'un nouveau régime de prêts et bourses aux étudiants.

Dans le domaine du travail et de la main-d'oeuvre, le gouvernement va donner suite à son projet de modernisation de la Loi des accidents du travail en proposant un projet de loi redéfinissant les pouvoirs et les fonctions de la Commission des accidents du travail. Il vous soumettra, de plus, l'adoption d'une loi portant sur les conditions générales de travail garanties.

Le gouvernement vous invite à amender le Code du travail de façon à tenir compte des avis du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et de l'expérience acquise. Conformément à la décision prise au moment de l'étude de la Loi sur la langue officielle, il y sera alors fait état des droits à l'usage de la langue française en matière de négociation et de présentation des griefs.

La Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre doit être modifiée, de même que les dispositions sur les licenciements collectifs.

Le gouvernement vous propose, enfin, d'adopter une nouvelle loi des bureaux de placement privés.

5. L'aménagement du territoire

L'aménagement du territoire prend une signification de plus en plus grande. L'objectif de l'aménagement rationnel et humain du territoire québécois acquiert une importance nouvelle que le gouvernement veut reconnaître.

Le gouvernement entend inviter cette Assemblée à étudier le rapport du groupe de travail sur l'urbanisation qui sera rendu public prochainement.

Au cours de la présente session, le gouvernement vous propose dans cette même perspective, l'adoption de mesures importantes et significatives en ce qui concerne

paper will be tabled in the National Assembly, and will be the subject of consultations.

The government will also propose a new students loans and scholarships plan.

In the field of labour and manpower, the government will follow up its plan to modernize the Workmen's Compensation Act by introducing a bill to redefine the powers and responsibilities of the Workmen's Compensation Commission. In addition, you will be asked to pass a bill respecting guaranteed general working conditions.

The government will ask you to amend the Labour Code for the purpose of including the recommendations of the Advisory Council on Labour and Manpower based on previous experience. In accordance with the decision made at the time of the examination of the Official Language Act, consideration will be given to the use of the French language in matters of negotiation and the presenting of grievances.

The Manpower Vocational Training and Qualification Act must be amended, as well as the provisions respecting collective layoffs.

Lastly, the government will propose the adoption of a new bill on private employment offices.

5. Territorial development

Territorial development is becoming increasingly important. The objective of the rational and human development of the territory of the province of Québec is taking on a new significance which the government wishes to recognize.

The government intends to ask the Assembly to examine the report of the Working Group on Urbanization, which will be made public in the near future.

In the same perspective and during the present session, the government will ask you to adopt important and significant measures regarding municipal land use

l'urbanisme et l'aménagement du territoire municipal et la conservation du territoire agricole.

La refonte en profondeur de la législation en ce qui concerne les parcs de conservation et de récréation vous sera également soumise.

Le gouvernement souhaite, par ailleurs, sensibiliser cette Assemblée à l'importance qu'il y a de doter le Québec d'une politique plus cohérente dans le domaine de l'administration des terres publiques et des biens immobiliers appartenant à l'État.

À cette fin, le gouvernement compte vous soumettre certains éléments d'une politique foncière qu'il a entrepris de définir. Dans un premier temps, cette Assemblée est invitée à prendre les mesures nécessaires en vue d'apporter une solution adéquate au problème de la vente des terres à des non-résidents.

Le gouvernement se propose de soumettre à cette Assemblée une politique générale des transports, au niveau de l'aménagement du territoire.

L'Office de planification et de développement du Québec poursuit ses travaux de définition de schémas régionaux de développement qui prendront une importance certaine en regard des politiques futures d'aménagement du territoire. Ces travaux sauront correspondre aux aspirations et aux besoins des populations régionales.

6. Ressources naturelles et développement industriel

Le développement et la croissance économiques demeurent la grande préoccupation du gouvernement.

Dans l'ordre de la mise en valeur des ressources naturelles comme dans celui du développement industriel, les sociétés d'État à vocation économique jouent un rôle déterminant.

Le gouvernement invite cette Assemblée à participer à leur développement en augmentant cette fois les ressources de la Société générale de financement, de la Raffinerie de sucre du Québec, de la Sidé-

planning and development and the conservation of agricultural lands.

The detailed revision of the legislation respecting preservation and recreational parks will also be submitted to you.

In addition, the government hopes to make the Assembly aware of the importance of providing the province of Québec with a more coherent policy on the administration of the public lands and immovable assets of the province.

For this purpose, the government intends to submit to you certain elements of a land policy which it has started to define. As a first step, the Assembly will be asked to take the necessary measures for the purpose of providing an adequate solution to the problem of the selling of land to non-residents.

The government intends to submit to the Assembly a general policy on transport, at the territorial development level.

The Québec Planning and Development Bureau is continuing its work on the drawing up of regional development schemes which will become definitely important as regards future territorial development policies. This work will fulfil the aspirations and needs of the regional populations.

6. Natural resources and regional development

Economic development and growth still form the principal preoccupation of the government.

The business-oriented Crown Corporations are playing a decisive part in the natural resources utilization sector as well as in that of industrial development.

The government will ask the Assembly to participate in their development, this time by increasing the means of the General Investment Corporation, the Québec Sugar Refinery, the Québec Steel Complex

rurgie québécoise et du Centre de recherche industrielle. En ce qui concerne l'établissement d'un complexe sidérurgique intégré, on vous demande de donner ainsi votre appui à la deuxième phase d'expansion de la sidérurgie québécoise qui implique notamment une importante participation de la sidérurgie d'État au complexe minier de la Fire Lake-Port-Cartier et l'augmentation de la production de l'usine de Contrecoeur. Depuis sa création, le Centre de recherche industrielle contribue au développement de l'industrie manufacturière. Cette Assemblée est appelée à fournir à cet organisme de recherche appliquée de nouveaux moyens lui permettant de jouer un rôle encore plus significatif dans le progrès industriel.

La mise en valeur des ressources forestières a fait l'objet d'un imposant réaménagement des politiques et programmes gouvernementaux. Ce réaménagement se poursuit, en particulier dans le domaine de la révocation des quelque dix mille milles carrés de concessions forestières. Le gouvernement entend soumettre à l'attention de l'Assemblée un important document de travail concernant les intentions gouvernementales en matière de gestion de forêts publiques et d'utilisation rationnelle de la ressource forestière.

L'Assemblée nationale a voté la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles. La mise en oeuvre de cet important programme se poursuit et elle est sur le point d'être complétée.

En vue de favoriser le développement de la petite et moyenne entreprise dans toutes les régions, le gouvernement propose à cette Assemblée l'adoption d'une loi permettant la création des sociétés de développement des entreprises québécoises.

Le gouvernement a l'intention de mener une importante étude sur le commerce en détail en raison de l'importance exceptionnelle de ce secteur dans l'activité économique. Dans la même perspective, le gouvernement est à définir avec les intéressés, les modalités d'une participation

and the *Centre de recherche industrielle*. As regards the establishment of an integrated steel complex, you will also be asked to give your support to the second expansion phase of the Québec steel works which particularly involves an important participation by the provincially-owned steel works in the Fire Lake-Port-Cartier mining complex and the increasing of the production of the Contrecoeur plant. Since it was established, the *Centre de recherche industrielle* has been contributing to the development of the manufacturing industry. The Assembly will be asked to provide this applied research organization with new means to allow it to play an even more significant part in industrial progress.

The utilization of the forest resources has been the subject of a detailed revision of the government's policies and programmes. This revision is being continued, particularly as regards the cancellation of some ten thousand square miles of timber limit grants. The government intends to bring to the attention of the Assembly an important working paper on the government's intentions in matters respecting the administration of public forests and the rational utilization of forest resources.

The Act respecting farm income stabilization insurance has been adopted by the National Assembly. The putting into effect of this important programme is being carried out and is on the point of being completed.

In order to promote the development of small and average-sized businesses in every region, the government will ask the Assembly to pass a bill respecting corporations for the development of Québec business firms.

The government intends to carry out a detailed survey of the retail trade because of the exceptional importance of this sector of economic activity. With the same thought in mind, the government is working with the interested parties to draw up an outline of the methods to be used for

plus directe et plus significative du mouvement coopératif à la réalisation des objectifs économiques et sociaux de l'État.

À la lumière du rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé, le gouvernement entend poursuivre la lutte qu'il mène contre la criminalité.

Conclusion: Le fédéralisme canadien

1. Les arrangements fiscaux

Le Québec est engagé dans le processus de la renégociation des arrangements fiscaux entre les provinces et le Gouvernement fédéral.

L'Assemblée nationale est appelée à suivre de très près l'évolution des choses dans ce domaine fondamental du fonctionnement du fédéralisme canadien qui comprend des programmes aussi importants que la péréquation, la garantie des recettes fiscales provinciales et les programmes à frais partagés.

Le gouvernement informe cette Assemblée que, dans les présentes négociations, le Québec fait valoir la nécessité d'aborder les discussions dans le contexte d'une réforme globale permettant d'en arriver à des arrangements permanents et que ses propositions s'articulent autour de deux grandes lignes, soit l'amélioration de la formule de péréquation et le retrait fiscal définitif des programmes à frais partagés.

2. Le rapatriement de la Constitution

Par ailleurs, les gouvernements québécois ont toujours cherché à consacrer par le rapatriement de la Constitution, le principe de la souveraineté canadienne acquise dans les faits depuis fort longtemps.

Le gouvernement du Québec a plus d'une fois démontré son attachement à la valeur du fédéralisme canadien. Il n'accepte pas, cependant, qu'un rapatriement

a more direct and more meaningful participation by the cooperative movement towards reaching the economic and social objectives of the province.

In the light of the report of the Commission of Inquiry on Organized Crime, the government intends to continue its fight against crime.

Conclusion: Canadian Federalism

1. Fiscal arrangements

The province of Québec has undertaken the process of renegotiating the fiscal arrangements between the provinces and the Federal Government.

The National Assembly will be asked to follow very closely the development of matters in this fundamental field in the functioning of Canadian federalism, which includes such important programmes as equalization, the guaranteeing of provincial tax returns and shared-cost programmes.

The government wishes to inform the Assembly that in the present negotiations, the province of Québec is emphasizing the necessity to carry out the discussions in the context of an overall form to make it possible to have permanent arrangements, and that its proposals contain two important points, namely the improving of the equalization formula and the final fiscal withdrawal from shared-cost programmes.

2. The repatriation of the Constitution

It must be added, that through the repatriation of the Constitution, the governments of the province of Québec have always sought to establish the principle of Canadian sovereignty that was acquired to all intents and purposes a very long time ago.

More than once, the government of the province of Québec has shown its attachment to the value of Canadian federalism. However, it cannot allow the unilateral

unilatéral de la Constitution par le Gouvernement fédéral vienne remettre en cause les principes mêmes du fédéralisme.

Le rapatriement unilatéral serait un rapatriement sans l'accord des provinces, et sans formule d'amendement garantissant une réelle participation des gouvernements provinciaux à la modification de la Constitution.

Le rapatriement unilatéral serait encore un rapatriement sans mécanisme de révision constitutionnelle, laissant au seul Gouvernement fédéral l'initiative et la mise en oeuvre de l'adaptation de la Constitution à l'évolution de la réalité politique, économique, sociale et culturelle du Canada.

Au surplus, un rapatriement unilatéral serait, à toutes fins utiles, une fin de non-recevoir aux demandes répétées de tous les gouvernements québécois pour obtenir préalablement les garanties dont le Québec a besoin pour assurer le maintien de son identité culturelle.

Cette Assemblée comprendra facilement que le Gouvernement du Québec ne peut accepter le procédé du rapatriement unilatéral, ni un rapatriement sans formule d'amendement, sans mécanisme de révision et sans garantie. Aussi le gouvernement entend-il poursuivre, suivant l'échéance qui convient et dans le resserrement des liens et rapports avec les autres gouvernements provinciaux, la définition des exigences qu'il est de son devoir de poser pour rapatrier la Constitution.

Le gouvernement indique enfin à cette Assemblée que, dans l'ordre des priorités, il entend avant tout faire porter ses efforts sur la relance économique et la lutte à l'inflation, la signature des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, la conclusion des nouveaux arrangements fiscaux entre le Gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, le succès des Jeux olympiques et la mise en oeuvre du présent énoncé de ses politiques économiques, sociales et culturelles.

repatriation of the Constitution by the Federal Government to cause the very principles of federalism to be questioned.

Unilateral repatriation would be a repatriation without the agreement of the provinces, and without any amending formula to guarantee the genuine participation of the provincial governments in the amending of the Constitution.

Unilateral repatriation would also be a repatriation without any formula for constitutional revision, leaving the Federal Government as the sole authority for the carrying out and putting into effect of the adaptation of the Constitution to the political, economic, social and cultural reality of Canada.

Furthermore, for all useful purposes, unilateral repatriation would serve as a refusal of the repeated requests from all the governments of the province of Québec to obtain the prior guarantees which Québec needs to maintain its cultural identity.

The Assembly will easily understand that the government of the province of Québec cannot accept the unilateral repatriation process, nor can it accept any repatriation without an amending formula, with no formula for revision and without any guarantees. Also, in accordance with the appropriate time-limit and working in closer co-operation with the other provinces, the government intends to continue to assert the demands that it has a duty to make regarding the repatriation of the Constitution.

Lastly, the government wishes to advise the Assembly that among its priorities, it intends, first and foremost, to devote its efforts to economic recovery and the fight against inflation, the signing of collective agreements in the public and parapublic sectors, the concluding of new fiscal arrangements between the Federal Government and the provincial governments, the success of the Olympic Games, and the implementing of this statement of its economic, social and cultural policies.

Le gouvernement est convaincu que ce programme d'action correspond au désir de l'immense majorité des Québécois et qu'il reçoit l'appui des membres de cette Assemblée.

Madame et Messieurs de l'Assemblée nationale,

Je prie Dieu de vous éclairer dans vos délibérations et de répandre l'abondance de ses bienfaits sur le Québec et sur ceux qui l'habitent.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose :

Que la Commission de l'Assemblée nationale soit instituée et que MM. Bienvenue, Blank, Brown, Burns, Caron, Desjardins, Hardy, Lachapelle, Lacroix, Lamontagne, Lavoie, Léger, Lessard, Levesque, Ostiguy et Veilleux en soient les membres.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forêt, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Sanson, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—97.

CONTRE—NAYS:— 0.

The government is convinced that this plan of action will meet the wishes of the great majority of the people of the province of Québec and that it will be given the support of the Members of the Assembly.

Madam and Gentlemen of the National Assembly,

May God enlighten you in your deliberations and shower His blessings upon the province of Québec and all its people.

The Honourable the Lieutenant-Governor retired, accompanied by his Aide-de-Camp.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved :

That the Committee on the National Assembly be appointed and that Messrs Bienvenue, Blank, Brown, Burns, Caron, Desjardins, Hardy, Lachapelle, Lacroix, Lamontagne, Lavoie, Léger, Lessard, Levesque, Ostiguy and Veilleux be members thereof.

The motion was adopted on the following vote:

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, à compter de neuf heures trente minutes, la Commission de l'Assemblée nationale siégera à la Salle 91 «A».

À quinze heures trente-huit minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Levesque gave the following notice:
Tomorrow, the Committee on the National Assembly will sit in Room 91 "A", commencing at nine-thirty o'clock A.M.

At thirty-eight minutes past three o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

APPENDICE

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le premier ministre.	Rapport annuel des activités de Sidbec.	1968, ch. 77, art. 10.	Durant le cours de la session.
Le premier ministre.	Rapport des activités de la Société de développement de la Baie James.	1971, ch. 34, art. 33.	Sans délai.
Le premier ministre.	Rapport des activités du Conseil du statut de la femme pour l'année financière précédente.	1973, ch. 7, art. 18.	Sans délai.
Le premier ministre.	Rapport des activités de l'Office des professions du Québec pour son année financière précédente.	1973, ch. 43, art. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport annuel des activités du Conseil interprofessionnel du Québec.	1973, ch. 43, art. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport de l'activité de tout Bureau institué au sein d'une corporation professionnelle, et l'état financier de la corporation.	1973, ch. 43, art. 102.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours du début de la session suivante.
Le premier ministre.	Copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis le début de la session précédente en rapport avec le Bureau de l'éditeur officiel du Québec.	1969, ch. 26, art. 6.	Dans les quinze premiers jours de l'ouverture de chaque session.

APPENDIX

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Prime Minister.	Annual report of the activities of Sidbec.	1968, ch. 77, s. 10.	At each session.
The Prime Minister.	Report of the activities of the James Bay Development Corporation.	1971, ch. 34, s. 33.	Forthwith.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Council on the Status of Women for the previous fiscal year.	1973, ch. 7, s. 18.	Forthwith.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Québec Professions Board for its preceding fiscal year.	1973, ch. 43, s. 16.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Prime Minister.	Annual report of the activities of the Québec Inter-professional Council.	1973, ch. 43, s.22.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Prime Minister.	Report of the activities of any Bureau established within a professional corporation, and the financial statement of the corporation.	1973, ch. 43, s. 102.	Within thirty days after it is received if the National Assembly is in session or, if it is not, within ten days after the opening of the next session.
The Prime Minister.	Copies of all orders in council passed since the opening of the preceding session concerning the Office of the Québec Official Publisher.	1969, ch. 26, s. 6.	Within the first fifteen days following the opening of each session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le premier ministre.	Rapport des activités de l'Office de planification et de développement du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 16, art. 96.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport des activités de la Régie de la langue française pour l'année civile précédente, sur l'état de la langue française au Québec et sur les enquêtes effectuées.	1974, ch. 6, art. 96.	Aussitôt que reçu en cours de session, sinon dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport détaillé sur les activités de son ministère dans le domaine de la diffusion de la langue française au cours de l'année financière précédente.	1974, ch. 6, art. 102.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des finances.	Arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil accordant une pension de retraite aux membres du personnel de la fonction publique.	S. R. Q. 1964, ch. 14, art. 9.	Pendant la session en cours ou la session suivante.
Le ministre des finances.	État de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence.	1970, ch. 17, art. 42.	Pas plus tard que le troisième jour de la session au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature des mandats.
Le ministre des finances.	État des comptes publics pour l'année financière qui vient d'expirer.	1970, ch. 17, art. 72.	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'année financière ou, si la Législature ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.
Le ministre des finances.	Rapport du Vérificateur général.	1970, ch. 17, art. 79.	

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Prime Minister.	Report of the activities of the Québec Planning and Development Bureau for its previous fiscal year.	1969, ch. 16, s. 9b.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Régie de la langue française for the preceding calendar year, on the state of the French language in the province of Québec and on the inquiries made.	1974, ch. 6, s. 96.	As soon as it is received during a session or, if between sessions, within thirty days of the opening of the next session.
The Prime Minister.	A detailed report of the activities of his department devoted to dissemination of the French language during the preceding fiscal year.	1974, ch. 6, s. 102.	Within fifteen days of the opening of each session.
The Minister of Finance.	Orders in council granting an annual pension to members of the civil service.	R. S. Q. 1964, ch. 14, s. 9.	During the current or next ensuing session.
The Minister of Finance.	Statement of all reports and special warrants, and of all expenditures incurred in consequence thereof.	1970, ch. 17, s. 42.	Not later than the third day on which the National Assembly sits after the signing of the warrants.
The Minister of Finance.	Statement of the public accounts for the previous fiscal year.	1970, ch. 17, s. 72.	Not later than the 31st day of December following the expiration of the fiscal year to which they relate, if the Legislature is in session, or, if it is not, not later than the fifteenth day after it is in session.
The Minister of Finance.	Report of the Auditor-General.	1970, ch. 17, s. 79.	Not later than the 31st day of December following the expiration of the fiscal year to which they relate, if the Legislature is in session, or, if it is not, not later than the fifteenth day after it is in session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des finances.	État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la Loi des employés publics et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature.	S. R. Q. 1964, ch. 12, art. 42.	Dans les quinze jours après l'ouverture de chaque session.
Le ministre des finances.	Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	1965 (1 ^e session), ch. 23, art. 40.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Règlements de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	1965 (1 ^e session), ch. 23, art. 13.	Dans les quinze jours si l'Assemblée nationale est alors en session; sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport des activités de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 28, art. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport des activités de la Société des alcools du Québec pour l'année financière précédente.	1971, ch. 20, art. 59.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Detailed statement of all securities given under the authority of the Public Officers Act, and of any changes that may have been made thereto since the period of the previous return submitted to the Legislature.	R. S. Q. 1964, ch. 12, s. 42.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Finance.	Annual report of the Québec Deposit and Investment Fund.	1965 (1st session), ch. 23, s. 40.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Regulations of the Québec Deposit and Investment Fund.	1965 (1st session), ch. 23, s. 13.	Within fifteen days if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Finance.	Report of the activities of "Société d'exploitation des loteries et courses du Québec" for its previous fiscal year.	1969, ch. 28, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the activities of the Québec Liquor Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 20, s. 59.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des finances.	Rapport de l'administration du curateur public pour l'année financière précédente.	1971, ch. 81, art. 40.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	État des rapports du contrôleur des finances, des décisions du Conseil du trésor, et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances.	1970, ch. 17, art. 55.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du trésor.
Le ministre des finances.	Rapport de la Régie des mesures anti-inflationnistes sur le mouvement des prix, profits, rémunérations et dividendes en fonction des directives gouvernementales, ainsi que leur efficacité et leur utilité générale ou particulière vis-à-vis de certaines catégories d'entreprises ou de personnel.	1975, ch. 16, art. 41.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport des constatations sur les enquêtes faites par la Régie pour déterminer si des fournisseurs de biens ou de services ou des catégories d'entre eux, non assujettis aux directives gouvernementales, sont d'une importance telle pour la lutte contre l'inflation qu'ils devraient être assujettis à un règlement.	1975, ch. 16, art. 41.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Copie de tous les avis reçus par le lieutenant-gouverneur en conseil ou émanant de ce dernier, à l'effet que les directives gouvernementales concernant les mesures anti-inflationnistes n'ont pas été respectées.	1975, ch. 16, art. 51.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Report of the administration of the public curator for his preceding fiscal year.	1971, ch. 81, s. 40.	Within thirty days after being received, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Statement of the reports of the Comptroller of Finance, of the decisions of the Treasury Board, and of any expenditure incurred according to a warrant of payment issued in spite of the refusal of the Comptroller of Finance.	1970, ch. 17, s. 55.	Not later than the third day during which the National Assembly is sitting after the signing of the warrant issued upon the order of the Treasury Board.
The Minister of Finance.	Report of the Inflation Control Commission on changes in prices, profits, compensation and dividends in relation to the government directives and the effectiveness and workability of the directives both in general and in their application to particular classes of businesses or personnel.	1975, ch. 16, s. 41.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the findings of the Commission on the inquiries made to determine whether certain suppliers of goods or services or certain classes thereof, to whom the government directives do not apply, are of such strategic importance to the combatting of inflation that a regulation should be made applicable to them.	1975, ch. 16, s. 41.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister Finance.	A copy of all the notices received by or emanating from the Lieutenant-Governor in Council, showing that the government directives respecting anti-inflation measures have not been followed.	1975, ch. 16, s. 51.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days of the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des finances.	Rapport du commissaire de la Régie des mesures anti-inflationnistes sur chaque enquête qu'il fait et sur l'exercice des fonctions et pouvoirs que lui confère la loi.	1975, ch. 16, art. 52.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Motion d'examen de toute proclamation prolongeant l'application de la Loi concernant les mesures anti-inflationnistes.	1975, ch. 16, art. 134.	Dans les trois jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de son ministère pour la dernière année financière.	1974, ch. 26, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de la Société de cartographie du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 39, art. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport par la Société de cartographie du Québec de l'évaluation des actions ou biens acquis d'entreprises poursuivant les mêmes fins.	1969, ch. 39, art. 15.	Dans les quinze jours de l'acquisition, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.	1959/60, ch. 23, art. 4.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Report of the Commissioner of the Inflation Control Commission on each inquiry he makes and on the performance of his duties and the exercise of his powers under this Act.	1975, ch. 16, s. 52.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	A motion for consideration of a proclamation for the continuation in force of the Act respecting anti-inflation measures.	1975, ch. 16, s. 134.	Not later than three days after being adopted if the National Assembly is in session, or, if it is not, within fifteen days of the opening of the next session or of the resumption of business.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of his department for the last fiscal year.	1974, ch. 26, s. 4.	Within fifteen days of the opening of each session.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of the Québec Cartography Company for its previous fiscal year.	1969, ch. 39, s. 18.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Report by the Québec Cartography Company on the valuation of the shares or property acquired from undertakings pursuing the same objects.	1969, ch. 39, s. 15.	Within fifteen days of the acquisition, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under section 4 of the Act to ensure the industrial stability and progress of the town and region of Matane.	1959/60, ch. 23, s. 4.	Within the first fifteen days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour stabiliser la petite industrie.	S. R. Q. 1964, ch. 92, art. 100.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec pour son année financière précédente.	1973, ch. 21, art. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil approuvant un paiement visé à l'article 7 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	1973, ch. 21, art. 9.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil nécessaires pour mettre à effet les dispositions de la Loi des terres et forêts.	S.R.Q. 1964, ch. 92, art. 6.	Dans les dix premiers jours de la session.
Le ministre des terres et forêts.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 18 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	1973, ch. 21, art. 18.	Dans les quinze jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 108 de la Loi des terres et forêts.	S.R.Q. 1964, ch. 92, art. 108 et 1974, ch. 28, art. 32.	Dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivant la fin de l'année financière du gouvernement.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport de l'Office du crédit agricole du Québec concernant l'administration de la Loi sur le crédit forestier pour l'année financière précédente.	1975, ch. 33, art. 51.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under the Act to stabilize small industry.	R. S. Q. 1964, ch. 92, s. 100.	Within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company for the previous fiscal year.	1973, ch. 21, s. 25.	Forthwith, if the National Assembly is in session, or, if not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Every order of the Lieutenant-Governor in council approving a payment contemplated in section 7 of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.	1973, ch. 21, s. 9.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council necessary to carry out the provisions of the Lands and Forests Act.	R.S.Q. 1964, ch. 92, s. 6.	Within the first ten days of the session.
The Minister of Lands and Forests.	Every order in council passed in virtue of section 18 of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.	1973, ch. 21, s. 18.	Within fifteen days of its adoption if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days of the following session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under section 108 of the Lands and Forests Act.	R.S.Q. 1964, ch. 92, s. 108 and 1974, ch. 28, s. 32.	Within fifteen days of the opening of the session following the end of the fiscal year of the government.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the Québec Farm Credit Bureau on the administration of the Forestry Credit Act for the preceding fiscal year.	1975, ch. 33, s. 51.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport détaillé annuel des biens et des opérations de la Commission hydroélectrique de Québec.	S. R. Q. 1964, ch. 86, art. 19.	Durant le cours de la session.
Le ministre des richesses naturelles.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique.	S. R. Q. 1964, ch. 85, art. 7.	Dans les quinze jours de leur adoption, si l'Assemblée nationale est alors en session, sinon, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière.	1965 (1 ^{re} session), ch. 36, art. 18.	Durant le cours de la session.
Le ministre des richesses naturelles.	Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil approuvant un paiement visé à l'article 6c de la Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière.	1973, ch. 20, art. 6.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport des demandes faites à la Régie de l'électricité et du gaz, des ordonnances qu'elle a rendues depuis son entrée en fonction ou, selon le cas, depuis son rapport précédent; du nombre, de la nature et du résultat des enquêtes faites pendant la même période.	S. R. Q. 1964, ch. 87, art. 36.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, au cours des trois premières semaines de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport des activités de la Société québécoise d'initiatives pétrolières pour son année financière précédente.	1969, ch. 36, art. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Natural Resources.	Detailed annual report of the property and operations of the Québec Hydro-Electric Commission.	R. S. Q. 1964, ch. 86, s. 19.	During the session.
The Minister of Natural Resources.	Every order in council adopted under the Act governing the exportation of electric power.	R. S. Q. 1964, ch. 85, s. 7.	Within fifteen days of their adoption, if the National Assembly is then in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Natural Resources.	Annual report of the Québec Mining Exploration Company.	1965 (1st session), ch. 36, s. 18.	During the session.
The Minister of Natural Resources.	Every order of the Lieutenant-Governor in council approving a payment contemplated in section 6c of the Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company	1973, ch. 20, s. 6.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Natural Resources.	Report of the applications made to the Electricity and Gas Board and of the orders issued by it since the beginning of its functions or, as the case may be, since its last report; of the number, nature and result of the investigations made during the same period	R. S. Q. 1964, ch. 87, s. 36.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first three weeks of the following session.
The Minister of Natural Resources.	Report of the activities of the Québec Petroleum Operations Company for its preceding fiscal year.	1969, ch. 36, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, and if it is not, within the thirty days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de la loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des richesses naturelles.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Québec Mines, Limited.	1947, ch. 40, art. 1.	Immédiatement, si la Législature est en session, et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour augmenter le domaine cultivable de la province.	1946, ch. 31, art. 3.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 101, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport contenant un compte rendu de toutes les sommes payées en vertu de la Loi des sociétés de colonisation, ainsi que des opérations des diverses sociétés établies en vertu de ses dispositions, et de tous les résultats obtenus, de la manière la plus complète et détaillée que possible.	S. R. Q. 1964, ch. 104, art. 17.	Durant le cours de la session.
Le ministre de l'agriculture.	Sur l'ordre du lieutenant-gouverneur, copies de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des sociétés de colonisation.	S. R. Q. 1964, ch. 104, art. 18.	Dans les dix jours après l'ouverture de la session.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des opérations de la Régie de l'assurance-récolte du Québec pour l'année précédente.	1974, ch. 31, art. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des opérations de la Régie des marchés agricoles du Québec pour l'année précédente.	1966/67, ch. 45, art. 12A.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Natural Resources.	Every order in council adopted in virtue of the Act to authorize the concession of certain water-powers to Belleterre Québec Mines, Limited.	1947, ch. 40, s. 1.	Forthwith, if the Legislature is in session, or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Agriculture.	All the orders in council passed under the Act to enlarge the arable domain of the Province.	1946, ch. 31, s. 3.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Agriculture.	Report of the activities of his department for the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 101, s. 4.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Agriculture.	Detailed report containing a statement of all the sums paid under the Act respecting Colonization Societies and specifying, as fully and completely as possible, the operations of the various societies thereunder established, and the results obtained by them.	R. S. Q. 1964, ch. 104, s. 17.	During the session.
The Minister of Agriculture.	Upon orders from the Lieutenant-Governor, copies of all the orders in council by which any townships or portions of townships are set apart for Colonization Societies.	R. S. Q. 1964, ch. 104, s. 18.	Within ten days after the opening of the session.
The Minister of Agriculture.	Report of the operations of the Québec Crop Insurance Board for the previous year.	1974, ch. 31, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Agriculture.	Report of the operations of the Québec Agricultural Marketing Board for the previous year.	1966/67, ch. 45, s. 12A.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des activités de la Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles pour son année financière précédente.	1975, ch. 41, art. 26.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	1975, ch. 42, art. 4.	Dans les quinze jours de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des activités de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires pour son exercice financier précédent.	1975, ch. 42, art. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des transports.	Rapport annuel des activités de son ministère.	1972, ch. 54, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des transports.	Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi concernant la route Trans-Canada.	1950, ch. 44, art. 4; 1972, ch. 54, art. 1.	Dans les vingt jours de la session suivante.
Le ministre des transports.	Rapport des biens, des opérations, des revenus et des dépenses de l'Office des autoroutes du Québec au 31 décembre de chaque année.	S. R. Q. 1964, ch. 134, art. 34; 1972, ch. 54, art. 1.	Dans les quinze jours suivants, si l'Assemblée nationale est en session, sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Agriculture.	Report of the activities of the Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles for its previous fiscal year.	1975, ch. 41, s. 26	Within thirty days if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Agriculture	Every directive bearing on the goals and orientations of the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	1975, ch. 42, s. 4.	Within fifteen days of its approval by the Lieutenant-Governor in Council if the National Assembly is in session, if not, within fifteen days of the opening of the next session or of the resumption of its work.
The Minister of Agriculture.	Report of the activities of the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires for its previous fiscal year.	1975, ch. 42, s. 18.	Forthwith, if the National Assembly is in session, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Transport.	Annual report of the activities of his department.	1972, ch. 54, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Transport.	Copies of the orders in council passed under the Act respecting the Trans-Canada Highway.	1950, ch. 44, s. 4; 1972, ch. 54, s. 1.	Within the first twenty days of the following session.
The Minister of Transport.	Report of the property, the operations, revenues and expenses of the Québec Autoroutes Authority as at December 31st of each year.	R. S. Q. 1964, ch. 134, s. 34; 1972, ch. 54, s. 1.	Within the ensuing fifteen days if the National Assembly is then in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des transports.	Arrêtés ministériels adoptés en vertu de l'article 72 de la Loi de la voirie.	S. R. Q. 1964, ch. 133, art. 73; 1972, ch. 54, art. 1.	Immédiatement, si la Législature est en session, et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivant leur adoption.
Le ministre des transports.	Rapport de la Société des traversiers Québec-Lévis pour son année financière précédente.	1971, ch. 65, art. 20.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des transports.	Rapport des activités de la Commission des transports du Québec pour la précédente année financière.	1972, ch. 55, art. 26.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport de l'activité de son ministère pour l'exercice financier précédent.	1973, ch. 27, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport annuel sur tous les travaux sous son contrôle indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun, et contenant toutes autres informations nécessaires.	S. R. Q. 1964, ch. 138, art. 7.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Les arrêtés en conseil, ou un résumé de ceux-ci, établis sous le régime de la section 2 de la Loi du ministère des Travaux publics.	S. R. Q. 1964, ch. 138, art. 55.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Transport.	Orders in council passed under section 72 of the Roads Act.	R. S. Q. 1964, ch. 133, s. 73; 1972, ch. 54, s. 1.	Forthwith, if the Legislature is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session following their adoption.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Québec-Lévis Ferry Company for its previous fiscal year.	1971, ch. 65, s. 20.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Québec Transport Commission for the preceding fiscal year.	1972, ch. 55, s. 26.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Public Works and Supply.	Report of the activities of his Department for the preceding fiscal year.	1973, ch. 27, s. 12.	Within the six months following the end of the preceding fiscal year.
The Minister of Public Works and Supply.	Annual report on all the works under his control, showing the state of each work and the amounts received and expended in respect thereof, with such further information as may be required.	R. S. Q. 1964, ch. 138, s. 7.	Within the first ten days of each session.
The Minister of Public Works and Supply.	The orders in council passed under Division II of the Public Works Act, or a summary thereof.	R. S. Q. 1964, ch. 138, s. 55.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport des activités de la Société de développement immobilier du Québec pour son année financière précédente.	1971, ch. 43, art. 15.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1968, ch. 43, art. 5.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège, après l'expiration de ce délai.
Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.	Rapport des activités du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour son année financière précédente et des études qu'il a effectuées ou a fait effectuer.	1968, ch. 44, art. 15.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session; sinon à l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.	Rapport des opérations de la Commission des accidents du travail durant le cours de l'année finissant le 31 décembre précédent.	S. R. Q. 1964, ch. 159, art. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, et si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.	Rapport des activités de l'Office de la construction du Québec pour l'année financière précédente.	1975, ch. 51, art. 1h.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Public Works and Supply.	Report of the activities of the Québec Real Estate Development Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 43, s. 15.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1968, ch. 43, s. 5.	Within six months following the end of each fiscal year or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits following the expiration of such delay.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of the Advisory Council on Labour and Manpower for its preceding fiscal year and the studies it has carried out or caused to be carried out.	1968, ch. 44, s. 15.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, at the opening of the following session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the operations of the Workmen's Compensation Commission as at December 31st of the previous year.	R. S. Q. 1964, ch. 159, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of the Office de la construction du Québec for the preceding fiscal year.	1975, ch. 51, s. 1h.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.	Rapport des activités de la Régie des entreprises de construction du Québec pour l'exercice financier précédent.	1975, ch. 53, art. 24.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.	Rapport du conseil d'administration sur la gestion et la direction du syndicat mis en tutelle.	1975, ch. 57, art. 11.	Dans les quinze jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport du ministère des affaires municipales pour l'année précédente.	S. R. Q. 1964, ch. 169, art. 3.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport des activités du Conseil consultatif de l'environnement pour l'année financière précédente.	1972, ch. 49, art. 19.	Sans délai.
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport des activités de la Société d'habitation du Québec pour son année financière précédente.	1966/67, ch. 55, art. 24.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport des activités du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain.	1968, ch. 56, art. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of the Régie des entreprises de construction du Québec for the preceding fiscal year.	1975, ch. 53, s. 24.	Within thirty days, if the National Assembly is in session, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the board of trustees of the management and control of the union under trusteeship.	1975, ch. 57, s. 11.	Within fifteen days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days of the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs and Environment.	Report of the proceedings of his department during the year then next preceding.	R. S. Q. 1964, ch. 169, s. 3.	Within the first ten days of each session.
The Minister of Municipal Affairs and Environment.	Report of the activities of the Advisory Council on the Environment for the preceding fiscal year.	1972, ch. 49, s. 19.	Forthwith.
The Minister of Municipal Affairs and Environment.	Report of the activities of the Québec Housing Corporation for its previous fiscal year.	1966/67, ch. 55, s. 24.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs and Environment.	Report of the activities of the Greater Québec Water Purification Board.	1968, ch. 56, s. 22.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport des activités de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'année financière précédente.	1969, ch. 85, art. 278.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport de la Régie des installations olympiques sur les biens en sa possession et sur ses activités pour son exercice financier précédent.	1975, ch. 72, art. 30.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 57, art. 5.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport annuel des biens et des opérations de la Régie de la Place des Arts.	1964, 12-13 Eliz. II, ch. 19, art. 17.	À chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport des activités de la Commission des biens culturels du Québec pour l'année écoulée.	1972, ch. 19, art. 7.	Sans délai.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport annuel des biens, des opérations et de l'état général des affaires de la Régie du Grand Théâtre de Québec.	1970, ch. 16, art. 14.	À chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	États financiers de la corporation du Musée des beaux-arts de Montréal pour chaque exercice financier.	1972, ch. 21, art. 14.	Le plus tôt possible.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport des activités de l'Institut québécois du cinéma pour l'exercice financier précédent.	1975, ch. 14, art. 72.	Dans les quinze jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Municipal Affairs and Environment.	Report of the activities of the Outaouais Development Corporation for the preceding fiscal year.	1969, ch. 85, s. 278.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs and Environment.	Report of the Régie des installations olympiques of the property in its possession and its activities for its preceding fiscal year.	1975, ch. 72, s. 30.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Cultural Affairs.	A detailed report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 57, s. 5.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the Régie de La Place des Arts on the property in its possession and respecting its operations.	1964, 12-13 Eliz. II, ch. 19, s. 17.	Each session.
The Minister of Cultural Affairs.	Report of the activities of the Cultural Property Commission of Québec, for the preceding year.	1972, ch. 19, s. 7.	Forthwith.
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the Régie du Grand Théâtre de Québec on the property in its possession and respecting its operations showing the general state of its affairs.	1970, ch. 16, s. 14.	Each session.
The Minister of Cultural Affairs.	The financial statement of the corporation of the Montreal Museum of Fine Arts, for each fiscal year.	1972, ch. 21, s. 14.	As soon as possible.
The Minister of Cultural Affairs.	Report of the activities of the Institut québécois du cinéma for the previous fiscal year.	1975, c. 14, s. 72.	Within fifteen days after it is received, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires inter-gouvernementales.	Rapport détaillé de son activité durant la précédente année financière.	1974, ch. 15, art. 9.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 199, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.	Rapport des activités du bureau « Hébergement Québec-Olympiques 76 » pour l'année financière précédente.	1974, ch. 77, art. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, sinon dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités du ministère des affaires sociales.	1970, ch. 42, art. 11.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de la Commission des affaires sociales pour l'année financière précédente.	1974, ch. 39, art. 41.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la Loi de la protection de la santé publique.	1972, ch. 42, art. 22.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après l'adoption de l'arrêté.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel des activités du Conseil des affaires sociales et de la famille pour l'année financière précédente.	1970, ch. 43, art. 17.	Sans délai.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Intergovernmental Affairs.	Detailed report of his activities during the preceding fiscal year.	1974, ch. 15, s. 9.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Tourism, Fish and Game.	Detailed report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 199, s. 4.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Tourism, Fish and Game.	Report of the activities of the "Hébergement Québec-Olympiques 76" Bureau for its previous financial year.	1974, ch. 77, s. 22.	Forthwith if the National Assembly is in session, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Social Affairs Department.	1970, ch. 42, s. 11.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Social Affairs Commission for its previous fiscal year.	1974, ch. 39, s. 41.	Within thirty days after receipt thereof, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Any order in council made under section 17 of the Public Health Protection Act.	1972, ch. 42, s. 22.	Not later than the third day during which the National Assembly is sitting, after the making of the order.
The Minister of Social Affairs.	Annual report on the activities of the Family and Social Affairs Council for the previous fiscal year.	1970, ch. 43, s. 17.	Forthwith.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de tout conseil régional de la santé et des services sociaux.	1971, ch. 48, art. 38.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport détaillé des activités de l'Office de la prévention et du traitement de l'alcoolisme et des autres toxicomanies, pour chaque exercice financier.	1968, ch. 48, art. 14.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel des activités de la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour l'année financière précédente.	1969, ch. 53, art. 20.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Toute directive approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie de l'assurance-maladie du Québec dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.	1969, ch. 53, art. 26 et 1974, ch. 40, art. 22.	Dans les cinq jours de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister of Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of every regional health and social service council.	1971, ch. 48, s. 38.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Detailed report of the activities of the Office for the Prevention and Treatment of Alcoholism and other Toxicomanias, for each fiscal year.	1968, ch. 48, s. 14.	Within six months after the end of each fiscal year, or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits after the expiration of such delay.
The Minister of Social Affairs.	Annual report of the activities of the Québec Health Insurance Board for its previous fiscal year.	1969, ch. 53, s. 20.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Every directive approved by the Lieutenant-Governor in Council bearing on the goals and orientations of the Québec Health Insurance Board in the performance of the functions entrusted to it by law.	1969, ch. 53, s. 26. and 1974, ch. 40, s. 22.	Within five days of its approval by the Lieutenant-Governor in Council, if the National Assembly is in session or, if not, within five days of the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités, pour la précédente année financière, de la Commission de révision instituée en vertu de l'article 30 de la Loi de la protection du malade mental.	1972, ch. 44, art. 45.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec.	1965 (1 ^e session), ch. 24, art. 30.	Immédiatement, après le 31 mars, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport quinquennal de l'analyse actuarielle de la Régie des rentes du Québec.	1965, ch. 24, art. 225.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport d'un projet de loi modifiant la Loi du Régime de rentes du Québec.	1965, ch. 24, art. 225.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de la Régie des rentes du Québec, en vertu du Régime des allocations familiales du Québec, pour l'année financière précédente.	1973, ch. 36, art. 30.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities, for the previous fiscal year, of the Board of Review established under section 30 of the Mental Patients Protection Act.	1972, ch. 44, s. 45.	Within thirty days after receipt thereof, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Annual report of the Québec Pension Board.	1965 (1st session), ch. 24, s. 30.	Forthwith, after March 31st if the National Assembly is in session, or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Social Affairs.	The actuarial report of the Québec Pension Board for every five years.	1965, ch. 24, s. 225.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first five days of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report on a bill to amend the Québec Pension Plan.	1965, ch. 24, s. 225.	Forthwith, if the National Assembly is in session, or if it is not, within the first five days of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Québec Pension Board, in accordance with the Québec Family Allowances Plan, for the preceding fiscal year.	1973, ch. 36, s. 30.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'éducation.	Rapport détaillé de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 233, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'éducation.	Rapport annuel sur les activités du Conseil supérieur de l'éducation et sur l'état et les besoins de l'éducation.	S. R. Q. 1964, ch. 234, art. 9.	À chaque session.
Le ministre de l'éducation.	Rapport des activités du Conseil des universités pour son année financière précédente.	1968, ch. 64, art. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Tout plan d'investissements universitaires, s'il en est, préparé pour les cinq ans à venir.	1968, ch. 65, art. 4.	Sans délai.
Le ministre de l'éducation.	Rapport annuel des activités de l'Université du Québec, y compris celles des instituts de recherche et écoles supérieures.	1968, ch. 66, art. 25.	Sans délai.
Le ministre de l'éducation.	Rapport des activités de la Commission consultative de l'enseignement privé pour l'année scolaire précédente.	1968, ch. 67, art. 8.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Rapport d'étape indiquant l'orientation générale des recommandations principales du Conseil scolaire de l'île de Montréal sur la restructuration scolaire de l'île de Montréal.	1972, ch. 60, art. 4.	Dès que possible.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour son année financière précédente.	1968, ch. 60, art. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Education.	A detailed report of the activities of his department during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 233, s. 4.	Within fifteen days after the opening of each session.
The Minister of Education.	Annual report on the activities of the Superior Council of Education and the state and needs of education.	R. S. Q. 1964, ch. 234, s. 9.	At each session.
The Minister of Education.	Report of the activities of the Council of Universities for its preceding fiscal year.	1968, ch. 64, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within the thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Education.	Any university investments plan prepared for the next five years.	1968, ch. 65, s. 4.	Forthwith.
The Minister of Education.	Annual report of the activities of the University of Québec, including those of research institutes and superior schools.	1968, ch. 66, s. 25.	Forthwith.
The Minister of Education.	Report of the activities of the Private Education Advisory Commission for the preceding academic year.	1968, ch. 67, s. 8.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Education.	An interim report indicating the general orientation of the principal recommendations of the School Council of the island of Montreal on the school reorganization for the island of Montreal.	1972, ch. 60, s. 4.	As soon as possible.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the Central Québec Industrial Park Corporation for its preceding fiscal year.	1968, ch. 60, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société de développement industriel du Québec pour son année financière précédente.	1971, ch. 64, art. 34.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société générale de financement du Québec pour son année financière précédente.	1973, ch. 69, art. 3.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société Inter-Port de Québec pour son année financière précédente, accompagné d'un budget prévisionnel pour les deux années à venir.	1974, ch. 57, art. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics.	S. R. Q. 1964, ch. 12, art. 6; 1965 (1 ^e session) ch. 16, art. 4 ^a et 1969, ch. 26, art. 95.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le ministre de la justice.	Rapport annuel des activités de la Commission de police du Québec.	1968, ch. 17, art. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Régie des loteries et courses du Québec pour la précédente année financière.	1969, ch. 28, art. 19.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the Québec Industrial Development Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 64, s. 34.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the General Investment Corporation of Québec for its preceding fiscal year.	1973, ch. 69, s. 3.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the Société Inter-Port de Québec on its activities for the previous fiscal year, with its estimated budget for the two ensuing years.	1974, ch. 57, s. 16.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Justice.	List of commissions issued to officers in the civil service during the year.	R. S. Q. 1964, ch. 12, s. 6; 1965 (1st session) ch. 16, s. 4a and 1969, ch. 26, s. 95.	Within the first fifteen days of the session.
The Minister of Justice.	Annual report of the activities of the Québec Police Commission.	1968, ch. 17, s. 27.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Justice.	Report of the activities of "Régie des loteries et courses du Québec" for the previous fiscal year.	1969, ch. 28, s. 19.	Within thirty days after being received, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre la justice.	Rapport des activités du Conseil consultatif de la justice pour l'année financière précédente.	1971, ch. 13, art. 15.	Sans délai.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Commission des services juridiques pour l'exercice financier précédent.	1972, ch. 14, art. 95.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités et des recommandations de la Commission des droits de la personne pour l'année civile précédente.	1975, ch. 6, art. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Société québécoise d'information juridique pour l'exercice financier précédent.	1975, ch. 12, art. 16.	Sans délai.
Le procureur général.	Rapport des activités de la Commission de contrôle des permis d'alcool.	1971, ch. 19, art. 193 et 1974, ch. 14, art. 79.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'immigration.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1968, ch. 68, art. 10.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapport de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	1967, ch. 72, art. 7.	Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Advisory Council on Justice for the preceding financial year.	1971, ch. 13, s. 15.	Forthwith.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Legal Services Commission for the preceding fiscal year.	1972, ch. 14, s. 95.	Within six months after the end of each fiscal year.
The Minister of Justice.	Report of the activities and the recommendations of the Commission des droits de la personne for the preceding calendar year.	1975, ch. 6, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session, or if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Société québécoise d'information juridique for the previous fiscal year.	1975, ch. 12, s. 16.	Forthwith.
The Attorney-General.	Report of the activities of the Liquor Permit Control Commission.	1971, ch. 19, s. 193 and 1974, ch. 14, s. 79.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Immigration.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1968, ch. 68, s. 10.	Within six months following the end of each fiscal year or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day following the expiry of such delay.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Report of the activities of his department during the fiscal year then next preceding.	1967, ch. 72, s. 7.	Within thirty days of the opening of each session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Règlements, s'il en est, adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil concernant la loi des caisses d'épargne et de crédit.	1968, ch. 76, art. 1.	Sans délai.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapport des opérations de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec pour l'année précédente.	1966/67, ch. 73, art. 20.	Immédiatement, après le 31 mars, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours du début de la session suivante.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	État indiquant les permis accordés à des compagnies étrangères dans le cours de l'année financière précédente, le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis et les honoraires payés pour chaque permis.	S. R. Q. 1964, ch. 282, art. 13 et 1969, ch. 26, art. 71.	À chaque session.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapport du surintendant des assurances sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent.	1974, ch. 70, art. 324.	Au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si la Législature ne siège pas à cette date, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapport des activités du Conseil consultatif des institutions financières pour l'année financière précédente.	1975, ch. 76, art. 29.	Immédiatement.
Le ministre de la fonction publique.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1969, ch. 14, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre de la fonction publique.	Rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec.	1965 (1 ^o session) ch. 14 art. 3 et 17 et 1969 ch. 14, art. 23.	Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Any regulations adopted by the Lieutenant-Governor in council respecting the Savings and Credit Unions Act.	1968, ch. 76, s. 1.	Forthwith.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Report of the operations of the Québec Deposit Insurance Board for the previous year.	1966/67, ch. 73, s. 20.	Forthwith, after March 31st if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	A statement showing the licenses issued to extra-provincial corporations during the preceding fiscal year, the authorized capital of the extra-provincial corporations licensed and the fees paid for each license.	R. S. Q. 1964, ch. 282, s. 13 and 1969, ch. 26, s. 71.	Each session.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Report of the Superintendent of Insurance on the affairs of all the insurers in the province of Québec for the year ending on the 31st of December of the preceding year.	1974, ch. 70, s. 324.	Not later than the 30th of June following the end of each year or, if the Legislature is not sitting at that date, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Report of the activities of the Advisory Committee on Financial Institutions for the preceding fiscal year.	1975, ch. 76, s. 29.	Forthwith.
The Minister of the Civil Service.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1969, ch. 14, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of the Civil Service.	Annual report of the Québec Civil Service Commission.	1965, (1st session) ch. 14, s. 3 and 17 and 1969 ch. 14, s. 23.	Within thirty days after the opening of each session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la fonction publique.	Rapport annuel de la Commission administrative du régime de retraite.	1973, ch. 12, art. 26.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du revenu.	État détaillé annuel des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, des taxes, droits et péages payables à la couronne ou des confiscations ou pénalités pécuniaires imposées pour contravention aux lois fiscales ou à l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu.	1972, ch. 22, art. 94.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des communications.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1969, ch. 65, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des communications.	Rapport des activités de l'Office de radio-télédiffusion du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 17, art. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des communications.	Rapport annuel du secrétaire général de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.	1968, ch. 7, art. 6.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de la session suivante.
Le ministre des communications.	Copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis la session précédente en rapport avec les impressions et la <i>Gazette officielle du Québec</i> .	S. R. Q. 1964, ch. 54, art. 29 et 1969, ch. 26, art. 142, édicté par art. 6.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Civil Service.	Annual report of the Pension Commission.	1973, ch. 12, s. 26	Forthwith, if the National Assembly is then in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Revenue.	Annual detailed statement of remissions made by the Lieutenant-Governor in Council, of any tax, duty or toll payable to the Crown, or for any forfeiture or pecuniary penalty imposed for any breach of a fiscal law or to the management of any public work producing a toll or revenue.	1972, ch. 22, s. 94.	Within the first fifteen days of the next session thereof.
The Minister of Communications.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1969, ch. 65, s. 12.	Within six months after the end of each fiscal year.
The minister of Communications.	Report of the activities of the Québec Broadcasting Bureau for its previous fiscal year.	1969, ch. 17, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Communications.	Annual report of the Secretary General of the Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.	1968, ch. 7, s. 6.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Communications.	Copies of all orders in council passed since the preceding session respecting printing work and the <i>Québec Official Gazette</i> .	R. S. Q. 1964, ch. 54, s. 29 and 1969, ch. 26, s. 142, enacted by s. 6.	Within the first fifteen days of each session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des communications.	Rapport annuel de l'Éditeur officiel du Québec.	1968, ch. 8, art. 25 et 26, édictés par art. 8.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le président de l'Assemblée nationale.	Les jugements et les rapports qu'il a reçus des juges concernant les élections contestées et un compte rendu des procédures qu'il a faites à cet égard.	S. R. Q. 1964, ch. 8, art. 85.	Sans délai.
Le président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel des activités et des recommandations du Protecteur du citoyen.	1968, ch. 11, art. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le président de l'Assemblée nationale.	Arrêté en conseil nommant trois députés, membres du Conseil exécutif, commissaires de la régie interne de l'Assemblée nationale; et aussi, trois autres députés, membres du Conseil exécutif, comme commissaires suppléants.	S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 54 et 1971, ch. 9, art. 8.	Au début de chaque session.
Le président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition adoptée par les commissaires et qui serait une dérogation aux lois, règlements et règles qui régissent l'administration et le personnel de l'Assemblée nationale.	S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 55 et 1971, ch. 9, art. 9.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après l'approbation d'une telle disposition.
Le président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition autorisant le paiement d'une partie du coût des primes payables aux fins d'un plan d'assurance collective sur la vie des députés.	1971, ch. 9, art. 19.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après son adoption.
Le président général des élections.	Rapport détaillé et imprimé sur chaque élection générale, ainsi que sur les élections partielles qui ont eu lieu pendant la Législature précédente.	1973, ch. 10, art. 21c.	Après chaque élection générale.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Communications.	Annual report by the Québec Official Publisher.	1968, ch. 8, ss. 25 and 26, enacted by s. 8.	Within the first fifteen days of the session.
The President of the National Assembly.	Judgments and reports received from Judges with reference to the controverted elections, and a statement of his own proceedings thereon.	R. S. Q. 1964, ch. 8, s. 85.	Without delay.
The President of the National Assembly.	Annual report of the activities and recommendations of the Public Protector.	1968, ch. 11, s. 28.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The President of the National Assembly.	Order in council selecting three members of the National Assembly, already members of the Executive Council, as Commissioners of the Internal Economy of the National Assembly; and also, three other members of the Executive Council as substitute commissioners.	R.S.Q. 1964, ch. 6, s. 54 and 1971, ch. 9, s. 8.	At the beginning of each session.
The President of the National Assembly.	Any measure adopted by the commissioners and which would be a derogation to the acts, regulations and rules applicable to the administration and staff of the National Assembly.	R. S. Q. 1964, ch. 6, s. 55 and 1971, ch. 9, s. 9.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after approval of such measure.
The President of the National Assembly.	Any measure adopted to authorize payment of a portion of the cost of the premiums payable for the purposes of a group life insurance plan for members.	1971, ch. 9, s. 19.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after it is adopted.
The Chief Returning-Officer.	Detailed and printed report on every general election and on the by-elections held during the preceding Legislature.	1973, ch. 10, s. 21c.	After every general election.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Fin)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le bibliothécaire de la Législature.	Rapport imprimé indiquant l'état dans lequel se trouve la bibliothèque et contenant, en appendice, une liste cataloguée des livres dont la bibliothèque s'est enrichie depuis le rapport précédent.	Règlement de l'Assemblée nationale, art. 178.	À l'ouverture de chaque session.

Préparé conformément à l'article 178 du règlement de l'Assemblée nationale.

Le secrétaire général,

RENÉ BLONDIN.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.--(Concluded)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Librarian of the Legislature.	Printed report on the present state of the library with, appended thereto, a catalogue of the books added to the library since the preceding report.	Standing Order 178 of the National Assembly.	At the opening of each session.

Prepared in accordance with Standing Order 178 of the National Assembly.

RENÉ BLONDIN,

Secretary General.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 17 mars 1976

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Bourassa:

Projet de loi no 1.—Loi du ministère du tourisme, des loisirs et des parcs.

Par Mme Bacon:

Projet de loi no 8.—Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels;

Projet de loi no 9.—Loi modifiant la Loi concernant les caisses d'établissement.

Par M. Quenneville:

Projet de loi no 14.—Loi modifiant la Loi sur les impôts.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 10, « Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations », est présenté par Mme Bacon.

Mme Bacon propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

Wednesday, March 17th 1976

Three o'clock P.M.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Bourassa:

Bill No. 1.—Tourism, Recreation and Parks Department Act.

By Mrs Bacon:

Bill No. 8.—An Act to amend the Professional Syndicates Act;

Bill No. 9.—An Act to amend the Act respecting *caisses d'établissement*.

By Mr Quenneville:

Bill No. 14.—An Act to amend the Taxation Act.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 10, "An Act to amend the Special Corporate Powers Act", was introduced by Mrs Bacon.

Mrs Bacon moved that the said bill be read the first time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 10 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 10 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Goldbloom:

Rapport du groupe de travail sur l'urbanisation au Québec.

(*Document de la session no 3.*)

By Mr Goldbloom:

Report of the Working Group on Urbanization in the province of Québec.

(*Sessional Papers, No. 3.*)

Par M. Berthiaume:

Copie d'une lettre, en date du 16 mars 1976, adressée à M. Raymond Garneau, ministre des Finances, par M. Gérard Larose, Vérificateur général, concernant le dépôt du rapport du Vérificateur général à l'Assemblée nationale, pour l'année financière terminée le 31 mars 1975.

(*Document de la session no 4.*)

By Mr Berthiaume:

Copy of a letter, dated March 16th 1976, forwarded to the Minister of Finance, Mr Raymond Garneau, by Mr Gérard Larose, the Auditor-General, respecting the tabling in the National Assembly of the report of the Auditor-General, for the fiscal year ended March 31st 1975.

(*Sessional Papers, No. 4.*)

Par M. le Président:

Quatrième rapport de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux et aussi un atlas sur lesdits districts électoraux.

(*Document de la session no 5.*)

By Mr President:

The fourth report of the Standing Committee on Reform of the Electoral Districts together with an atlas concerning the said electoral districts.

(*Sessional Papers, No. 5.*)

M. le Président s'exprime comme suit:

Mr President made the following announcement:

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée la lettre suivante:

LE PROTECTEUR DU CITOYEN

Québec, 27 décembre 1975.

Monsieur Jean-Noël Lavoie,
Président de l'Assemblée nationale
du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous confirmer officiellement ma démission comme Protecteur du citoyen, à la suite de ma nomination à la Cour fédérale du Canada.

Comme le veut l'article 7 de la Loi, mon adjoint, Me Robert Lévêque, assumera par intérim la responsabilité du bureau à compter de mon départ définitif le 15 janvier 1976, et soumettra à l'Assemblée, au moment voulu et de la façon habituelle, le rapport des activités de l'année 1975.

J'ose espérer qu'on jugera valablement structurée et bien implantée l'institution qu'on m'a demandé de faire vivre en 1969; je pars, en tout cas, avec la satisfaction de penser qu'elle est et restera en mesure de répondre aux objectifs qu'on lui avait assignés.

Je voudrais une dernière fois exprimer ma vive reconnaissance à tous les membres de l'Assemblée pour la confiance qu'ils m'ont accordée, et vous dire à vous-même personnellement combien précieux ont été pour moi au cours de ces années cet encouragement et cette collaboration sur lesquels je savais toujours pouvoir compter.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de mes sentiments respectueux.

(Signé) LOUIS MARCEAU.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du message inaugural.

I have the honour to inform the Assembly of the following letter:

THE PUBLIC PROTECTOR

Québec, December 27th 1975.

Mr Jean-Noël Lavoie,
President of the National Assembly
of Québec,
Government Buildings,
Québec.

Mr President,

Allow me to confirm officially my resignation as Public Protector, following my appointment to the Federal Court of Canada.

In accordance with section 7 of the Act, my assistant, Mr Robert Lévêque, will assume the responsibilities of the office on an interim basis commencing from the time of my definite departure on January 15th 1976, and will submit the report of the activities for 1975 to the Assembly at the proper time and in the usual manner.

I dare to hope that the institution which I was asked to set up in 1969 will be found to be validly structured and well established. In any event, I am leaving with the satisfaction of believing that it is and will be able to reach the objectives assigned to it.

Lastly, I would like, once again, to express my deep appreciation to all the Members of the Assembly for the confidence that they have given me, and to tell you personally how valuable this encouragement and co-operation on which I have always been able to depend, has been to me.

Yours very truly,

(Signed) LOUIS MARCEAU.

The Order of the Day being read for the consideration of the inaugural message.

Et un débat s'élève.

M. Morin propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour la faillite de sa gestion économique, son inaction et son incompétence devant la grave crise économique que connaît actuellement le Québec.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Samson.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN NOËL LAVOIE.

And a debate arising thereon.

Mr Morin moved:

That the Assembly do censure the government for the failure of its economic administration, its inertia and its incompetence as regards the serious economic depression existing in the province of Québec at the present time.

The debate was adjourned on motion of Mr Samson.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 18 mars 1976

Quinze heures

Thursday, March 18th 1976

Three o'clock P.M.

M. Caron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le 17 mars 1976, afin:

a) de désigner les membres qui feront partie des commissions élues permanentes, ainsi que ceux qui agiront comme présidents de celles-ci;

b) d'adopter certains amendements proposés par la sous-commission chargée de l'étude du règlement de l'Assemblée nationale.

(Document de la session no 6.)

Sur la motion de M. Caron, le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale est adopté quant à la première partie, article a) désignant les membres qui feront partie des commissions élues permanentes, ainsi que ceux qui agiront comme présidents de celles-ci.

La liste des membres qui ont été choisis par la Commission de l'Assemblée nationale pour faire partie des commissions élues permanentes est la suivante:

Mr Caron, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly which sat on March 17th 1976, for the purpose of:

(a) appointing the members who shall form the Select Standing Committees together with those who will act as Chairmen thereof;

(b) adopting certain amendments proposed by the Sub-committee entrusted with the examination of the Standing Orders of the National Assembly.

(Sessional Papers, No. 6.)

On motion of Mr Caron, the report of the Committee on the National Assembly was adopted as regards the first part, Item (a) appointing the members who shall form the Select Standing Committees together with those appointed to act as Chairmen thereof.

List of the members appointed by the Committee on the National Assembly to be members of the following Select Standing Committees:

Commission des Affaires municipales—Committee on Municipal Affairs:

MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Boutin, Caron, Chagnon, Déziel, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Leduc, Léger, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Roy, Samson.

Commission des Affaires sociales—Committee on Social Affairs:

MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bonnier, Boudreault, Charron, Choquette, Forget, Fortier, Giasson, Lecours, Malépart, Massicotte, St-Germain, Samson.

Commission de l'Agriculture—Committee on Agriculture:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Burns, Carpentier, Dionne, Drummond, Faucher, Fraser, Houde (Abitibi-Est/East), Lessard, Massicotte, Ostiguy, Pelletier, Roy, Samson, Vaillancourt.

Commission de l'Assemblée nationale—Committee on the National Assembly:

MM./Messrs Bienvenue, Blank, Brown, Burns, Caron, Desjardins, Hardy, Lachapelle, Lacroix, Lamontagne, Lavoie, Léger, Lessard, Levesque, Ostiguy, Veilleux.

Commission des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières—Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:

Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bellemare (Johnson), Bonnier, Boutin, Burns, Chagnon, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Léger, Marchand, Massé, Picotte, Roy, Samson, Tremblay.

Commission des Corporations professionnelles—Committee on Professional Corporations:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Brisson, Burns, Caron, Ciaccia, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Houde (Abitibi-Est/East), Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lecours, Morin, Pelletier, Perreault, Picard, Pilote, Quenneville, Samson, Séguin, St-Germain, Vallières.

Commission de l'Éducation, des Affaires culturelles et des Communications—Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Bérard, Bienvenue, Charron, Choquette, Côté, Bonnier, Déom, Lapointe, Léger, Parent (Prévost), St-Germain, Samson, Tardif, Veilleux.

Commission des Engagements financiers—Committee on Financial Commitments:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Brown, Caron, Carpentier, Charron, Denis, Fraser, Lacroix, Lessard, Ostiguy, Parent (Hull), Roy, Samson, Sylvain, Veilleux.

Commission des Finances, des Comptes publics et du Revenu—Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:

MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Berthiaume, Boutin, Déom, Garneau, Malépart, Mercier, Morin, Pepin, Saindon, Samson, Vallières.

Commission de la Fonction publique—Committee on the Civil Service:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Boudreault, Burns, Cadieux, Charron, Dufour, Garneau, Lachance, Lachapelle, Parent (Hull), Pepin, Samson, Sylvain, Vallières.

Commission de l'Industrie et du Commerce, du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche—Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Cadieux, Côté, Déom, Denis, Lachance, Lacroix, Lapointe, Lessard, Malouin, Marchand, Morin, Saint-Pierre, Samson.

Commission de la Justice—Committee on Justice:

MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bienvenue, Burns, Ciaccia, Choquette, Desjardins, Lalonde, Levesque, Pagé, Perreault, Samson, Springate, Sylvain, Tardif.

Commission de la Présidence du conseil, de la Constitution et des Affaires intergouvernementales—Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:

MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bourassa, Brown, Beauregard, Choquette, Cloutier, Desjardins, Gratton, Malouin, Morin, Pagé, Perreault, Samson, Tardif.

Commission des Richesses naturelles et des Terres et Forêts—Committee on Natural Resources and Lands and Forests:

MM./Messrs Assad, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bérard, Carpentier, Ciaccia, Cournoyer, Faucher, Lessard, Malouin, Pelletier, Perreault, Picotte, Samson.

Commission des Transports, des Travaux publics et de l'Approvisionnement—Committee on Transport, Public Works and Supply:

MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Brown, Chagnon, Faucher, Lessard, Mailloux, Mercier, Saindon, Samson, Tremblay, Verreault.

Commission du Travail, de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration—Committee on Labour and Manpower, and Immigration:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Boudreault, Burns, Charron, Déziel, Harvey (Jonquière), Harvey (Dubuc), Lachance, Malépart, Pagé, St-Germain, Samson, Veilleux, Verreault.

La liste des membres qui ont été choisis par la Commission de l'Assemblée nationale pour agir comme présidents des différentes commissions élues permanentes est la suivante:

MM. Bédard (Chicoutimi), Brisson, Cornellier, Gratton, Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, Picard, Pilote et Séguin.

List of the members appointed by the Committee on the National Assembly, to act as Chairmen of the various Select Standing Committees:

Messrs. Bédard (Chicoutimi), Brisson, Cornellier, Gratton, Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, Picard, Pilote and Séguin.

M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élection permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a siégé les 10 et 24 avril 1975 et le 12 février 1976 aux fins d'entendre les responsables de la Commission des accidents du travail du Québec ainsi que toutes autres parties y intéressées.

(Document de la session no 7.)

Le projet de loi no 2, « Loi sur les loisirs et le sport », est présenté par M. Phaneuf.

M. Phaneuf propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Faucher, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—87.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 2 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Phaneuf:

Projet de loi no 3.—Loi de la Commission des loisirs et du sport.

Par M. Goldbloom:

Projet de loi no 12.—Loi sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire municipal.

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Labour, Manpower, and Immigration which sat on April 10th and 24th 1975 and on February 12th 1976 for the purpose of hearing the officers of the Québec Workmen's Compensation Commission together with any other persons interested therein.

(Sessional Papers, No. 7.)

Bill No. 2, "An Act respecting recreation and sport", was introduced by Mr Phaneuf.

Mr Phaneuf moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 2 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Phaneuf:

Bill No. 3—An Act respecting the Commission des loisirs et du sport.

By Mr Goldbloom:

Bill No. 12.—An Act respecting municipal land use planning and development.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Garneau:

État des rapports et des dépenses encourues au 15 mars 1976 sur les mandats spéciaux autorisés depuis la prorogation de la Législature, pour l'année financière 1975/76.

(*Document de la session no 8.*)

Par M. Cloutier:

Rapport annuel du ministère des Affaires intergouvernementales, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 9.*)

Par M. Levesque:

Liste des commissions sous le grand sceau délivrées aux employés publics pendant l'année 1975 (S.R.Q. 1964, chapitre 12, article 6).

(*Document de la session no 10.*)

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur la motion de censure suivante:

De M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour la faillite de sa gestion économique, son inaction et son incompetence devant la grave crise économique que connaît actuellement le Québec. »

M. Samson propose:

Que le gouvernement est à blâmer pour avoir omis de prendre ses responsabilités en ne réclamant pas pour le Québec, le contrôle de: son crédit, sa fiscalité directe, son commerce, son immigration.

Et le débat continue.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

The following documents were tabled:

By Mr Garneau:

Statement of reports and the expenditures incurred as at March 15th 1976 on the special warrants authorized since the prorogation of the Legislature, for the 1975/76 fiscal year.

(*Sessional Papers, No. 8.*)

By Mr Cloutier:

Annual report of the Department of Intergovernmental Affairs, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 9.*)

By Mr Levesque:

List of commissions under the Great Seal issued to officers in the civil service during 1975 (R.S.Q. 1964, chapter 12, section 6).

(*Sessional Papers, No. 10.*)

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motion of non-confidence:

By Mr Morin:

“*That* the Assembly do censure the government for the failure of its economic administration, its inertia and its incompetence as regards the serious economic depression existing in the province of Québec at the present time.”

Mr Samson moved:

That the government must be censured for having failed to claim, on behalf of the province of Québec, the control of: its credit, its direct taxation, its commerce, its immigration.

And the debate continuing thereon.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

M. Bellemare (Johnson) propose:

Mr Bellemare (Johnson) moved:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir abandonné, comme condition préalable au rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la nécessité de s'entendre sur un nouveau partage des pouvoirs et des ressources entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux.

That the Assembly do censure the government for having renounced, as a prerequisite condition for the repatriation of the British North America Act, the necessity for an agreement on a new distribution of powers and resources between the central government and the provincial governments.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Léger.

The debate was adjourned on motion of Mr Léger.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mr Levesque gave the following notice:

Mardi, le 23 mars 1976, à compter de dix heures trente minutes, à la Salle 81 « A », la Commission élue permanente des affaires municipales siègera aux fins d'entendre les organismes intéressés à l'administration de la Communauté urbaine de Québec (C.U.Q.).

On Tuesday, March 23rd 1976, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit at ten-thirty o'clock A.M., in Room 81 "A", for the purpose of hearing the bodies interested in the administration of the Québec Urban Community (Q.U.C.).

Jeudi, le 25 mars 1976, à compter de dix heures trente minutes, au Salon Rouge, la Commission de l'Assemblée nationale siègera aux fins d'entendre les compagnies et les personnes identifiées dans une motion adoptée le 11 mars 1976 par la Commission de l'Assemblée nationale.

On Thursday, March 25th 1976, the Committee on the National Assembly will sit at ten-thirty o'clock A.M., in the Red Room, for the purpose of hearing the companies and persons identified in a motion adopted on March 11th 1976 by the Committee on the National Assembly.

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 19 mars 1976

Dix heures

Le projet de loi no 4, « Loi sur les parcs », est présenté par M. Simard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi no 5, « Loi modifiant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec », est présenté par M. Saint-Pierre.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Brisson, Brown, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Simard, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—65.

CONTRE—NAYS:—0.

Friday, March 19th 1976

Ten o'clock A.M.

Bill No. 4, "Parks Act", was introduced by Mr Simard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 5, "An Act to amend the Charter of the Centre de recherche industrielle du Québec", was introduced by Mr Saint-Pierre.

Mr Saint-Pierre moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

En conséquence, le projet de loi no 5 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour la faillite de sa gestion économique, son inaction et son incompétence devant la grave crise économique que connaît actuellement le Québec. »

De M. Samson:

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis de prendre ses responsabilités en ne réclamant pas pour le Québec, le contrôle de: son crédit, sa fiscalité directe, son commerce, son immigration. »

De M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir abandonné, comme condition préalable au rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la nécessité de s'entendre sur un nouveau partage des pouvoirs et des ressources entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. »

M. Léger propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus de nommer un médiateur dans les présentes négociations avec les enseignants, conformément à la demande des commissions scolaires, des parents, des enseignants et du Conseil supérieur de l'éducation.

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dionne.

Bill No. 5 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for the failure of its economic administration, its inertia and its incompetence as regards the serious economic depression existing in the province of Québec at the present time."

By Mr Samson:

"*That* the government must be censured for having failed to claim, on behalf of the province of Québec, the control of: its credit, its direct taxation, its commerce, its immigration."

By Mr Bellemare (Johnson):

"*That* the Assembly do censure the government for having renounced, as a prerequisite condition for the repatriation of the British North America Act, the necessity for an agreement on a new distribution of powers and resources between the central government and the provincial governments."

Mr Léger moved:

That the Assembly do censure the government for its refusal to appoint a mediator in the present negotiations with the teachers, in accordance with the request from the school boards, parents, teachers and the Superior Council of Education.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Dionne.

À douze heures dix minutes, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At ten minutes past twelve o'clock noon, on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 23 mars 1976

Quinze heures

Tuesday, March 23rd 1976

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Que la Commission élue permanente des affaires municipales siège aujourd'hui, à compter de vingt heures quinze minutes, à la Salle 81 « A », pour poursuivre l'audition des représentants des organismes intéressés à l'administration de la Communauté urbaine de Québec (C.U.Q.).

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque moved:

That the Select Standing Committee on Municipal Affairs do sit today at eight-fifteen o'clock P.M., in Room 81 "A", to continue hearing the representatives of the bodies interested in the administration of the Québec Urban Community (Q.U.C.).

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Léger, Lessard, Levesque, Mailoux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes :

De M. Morin :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour la faillite de sa gestion économique, son inaction et son incompétence devant la grave crise économique que connaît actuellement le Québec. »

De M. Samson :

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis de prendre ses responsabilités en ne réclamant pas pour le Québec, le contrôle de : son crédit, sa fiscalité directe, son commerce, son immigration. »

De M. Bellemare (Johnson) :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir abandonné, comme condition préalable au rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la nécessité de s'entendre sur un nouveau partage des pouvoirs et des ressources entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. »

De M. Léger :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus de nommer un médiateur dans les présentes négociations avec les enseignants, conformément à la demande des commissions scolaires, des parents, des enseignants et du Conseil supérieur de l'éducation. ».

M. Roy propose :

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus d'adopter les mesures qui s'imposent en matière d'habitation et de logement et pour l'absence de politique véritable pour favoriser le développement de l'économie agricole.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence :

By Mr Morin :

"*That* the Assembly do censure the government for the failure of its economic administration, its inertia and its incompetence as regards the serious economic depression existing in the province of Québec at the present time."

By Mr Samson :

"*That* the government must be censured for having failed to claim, on behalf of the province of Québec, the control of: its credit, its direct taxation, its commerce, its immigration."

By Mr Bellemare (Johnson) :

"*That* the Assembly do censure the government for having renounced, as a prerequisite condition for the repatriation of the British North America Act, the necessity for an agreement on a new distribution of powers and resources between the central government and the provincial governments."

By Mr Léger :

"*That* the Assembly do censure the government for its refusal to appoint a mediator in the present negotiations with the teachers, in accordance with the request of the school boards, parents, teachers and the Superior Council of Education."

Mr Roy moved :

That the Assembly do censure the government for its refusal to adopt the measures that are essential in matters of housing and dwellings and for the absence of a genuine policy to promote the development of the agricultural economy.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Vaillancourt.

The debate was adjourned on motion of Mr Vaillancourt.

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

At ten o'clock P.M., on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 24 mars 1976

Quinze heures

M. Garneau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 24 mars 1976.

(Document de la session no 1.)

M. Levesque propose:

Que l'étude des crédits de chacun des ministères soit déferée aux commissions élues appropriées, sauf l'étude des crédits

Wednesday, March 24th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Garneau presented to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec forwards to the National Assembly the Estimates for the fiscal year ending March 31st 1977, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

HUGUES LAPOINTE.

Government House,
Québec, March 24th 1976.

(Sessional Papers, No. 1.)

Mr Levesque moved:

That all the estimates of the various departments be referred to the appropriate Select Committees for examination

de l'Assemblée nationale et toute autre qu'il sera jugé opportun de déferer à la commission plénière.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—96.

CONTRE—NAYS:—0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Roy :

1. Combien de livres de sirop d'érable de classe C et D, de la récolte 1974, ont été achetées par la Raffinerie de Sucre du Québec, en vertu d'une entente intervenue le 11 juin 1975 entre Ottawa et Québec ?

2. Quel est le montant de la perte encourue découlant de l'entente signée par Ottawa et Québec pour l'achat et la vente du sirop d'érable de classe C et D de la récolte de 1974 ?

3. Quel est le montant de la perte assumé par Ottawa en vertu de l'entente intervenue le 11 juin 1975 entre Agriculture Canada et le ministère de l'Agriculture du Québec ?

Réponse de M. Drummond :

1. 4,000,000 de livres.
2. et 3. Le processus de récupération sera terminé sous peu. Dès que le tout sera complété, il nous fera plaisir de vous faire parvenir les résultats.

with the exception of the examination of the estimates of the National Assembly, and any others which it shall be deemed expedient to refer to the Committee of the Whole.

The motion was adopted on the following vote:

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Roy :

1. How many pounds of Class C and D maple syrup, from the 1974 crop, were purchased by the Québec Sugar Refinery under an agreement dated June 11th 1975 which was made between Ottawa and Québec ?

2. What was the amount of the loss incurred resulting from the agreement signed between Ottawa and Québec for the purchase and sale of Class C and D maple syrup from the 1974 crop ?

3. What amount of the loss was assumed by Ottawa under the agreement made on June 11th 1975 between Agriculture Canada and the Québec Department of Agriculture ?

Answer by Mr Drummond :

1. 4,000,000 pounds.
2. and 3. The recovery process has not been finished. We will be pleased to give you the results as soon as the work is completed.

Question de M. Bellemare (Johnson):

1. Quel est le coût total des travaux exécutés jusqu'au 1er septembre 1975 à la Place Royale?

2. À quel montant est évalué ce qui reste de travaux à exécuter?

3. Quel est le montant des honoraires de toutes sortes payés jusqu'ici pour chaque maison?

4. Dans quel cas y a-t-il eu des soumissions publiques?

Réponse de M. L'Allier:

1. \$7,505,322.00.

2. Le montant des travaux restant à exécuter est de l'ordre de 15 millions de dollars.

3. Architectes	\$ 950,000.00;
Ingénieurs	435,000.00;
Arpenteurs	6,000.00;
Avocats	62,000.00;
Notaires	34,000.00;
Four 22 maisons	1,487,000.00.

4. Dix maisons avec soumissions publiques depuis 1973: Amiot - Langlois - Clinique - Gueroult - Morin - Quessy - Grenon - Maheu - Couillard - Du Roy.

Sur la motion de M. Morin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

1. Copie de l'entente intervenue le 13 septembre 1971 entre la Commission de la capitale nationale, le gouvernement du Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais concernant un projet d'usine d'épuration des eaux.

2. Copie du projet d'entente entre les mêmes parties modifiant ladite entente, soumis à la C.R.O. au mois de novembre 1975.

M. Parent (Hull) dépose sur le bureau de la Chambre un document concernant ladite motion.

(Document de la session no 11.)

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. What was the total cost of the work carried out at Place Royale as at September 1st 1975?

2. What is the estimated cost of the work remaining to be carried out?

3. What is the total amount paid to date for fees of any kind in respect of each house?

4. In what cases were public tenders called for?

Answer by Mr L'Allier:

1. \$7,505,322.00.

2. The cost of the work remaining to be carried out is estimated at about 15 million dollars.

3. Architects	\$ 950,000.00;
Engineers	435,000.00;
Surveyors	6,000.00;
Lawyers	62,000.00;
Notaries	34,000.00;
For 22 houses	1,487,000.00.

4. Ten houses with public tenders since 1973: Amiot - Langlois - Clinique - Gueroult - Morin - Quessy - Grenon - Maheu - Couillard - Du Roy.

On motion of Mr Morin,—

Ordered, that there be laid before the House:

1. A copy of the agreement made on September 13th 1971 between the National Capital Commission, the government of the province of Québec and the Outaouais Regional Community, concerning a water purification plant.

2. A copy of the draft agreement between the same parties amending the said agreement, submitted to the O.R.C. in November 1975.

Mr Parent (Hull) tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 11.)

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

De M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour la faillite de sa gestion économique, son inaction et son incompetence devant la grave crise économique que connaît actuellement le Québec. »

De M. Samson:

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis de prendre ses responsabilités dans les relations fédérales-provinciales en ne réclamant pas pour le Québec le contrôle des pouvoirs qui lui sont attribués par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, dont son crédit, sa fiscalité directe, son commerce, son immigration. »

De M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir abandonné, comme condition préalable au rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la nécessité de s'entendre sur un nouveau partage des pouvoirs et des ressources entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. »

De M. Léger:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus de nommer un médiateur dans les présentes négociations avec les enseignants, conformément à la demande des commissions scolaires, des parents, des enseignants et du Conseil supérieur de l'éducation. »

De M. Roy:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus d'adopter les mesures qui s'imposent en matière d'habitation et de logement. »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Déziel.

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for the failure of its economic administration, its inertia and its incompetence as regards the serious economic depression existing in the province of Québec at the present time."

By Mr Samson:

"*That* the government must be censured for having failed to accept its responsibilities in federal-provincial relations by not claiming for Québec the control of the powers attributed to it under the British North America Act, namely its credit, its direct taxation, its commerce, its immigration."

By Mr Bellemare (Johnson):

"*That* the Assembly do censure the government for having renounced, as a prerequisite condition for the repatriation of the British North America Act, the necessity for an agreement on a new distribution of powers and resources between the central government and the provincial governments."

By Mr Léger:

"*That* the Assembly do censure the government for its refusal to appoint a mediator in the present negotiations with the teachers, in accordance with the request of the school boards, parents, teachers and the Superior Council of Education."

By Mr Roy:

"*That* the Assembly do censure the government for its refusal to adopt the measures that are essential in matters of housing and dwellings."

The debate was adjourned on motion of Mr Déziel.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, à compter de dix heures trente minutes, au Salon Rouge, la Commission de l'Assemblée nationale siégera aux fins d'entendre les compagnies et les personnes identifiées dans une motion adoptée le 11 mars 1976 par la Commission de l'Assemblée nationale, et la Commission élue permanente des engagements financiers siégera à la même heure à la Salle 91 « A ».

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the Committee on the National Assembly will sit at ten-thirty o'clock A.M., in the Red Room, for the purpose of hearing the companies and persons identified in a motion adopted on March 11th 1976 by the Committee on the National Assembly, and the Select Standing Committee on Financial Commitments will sit at the same time in Room 91 "A".

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 25 mars 1976

Quinze heures

M. Boutin, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a siégé le 2 décembre 1975 et le 23 mars 1976 aux fins d'entendre les représentants des organismes intéressés à l'administration de la Communauté urbaine de Québec (C.U.Q.).

(Document de la session no 12.)

Le projet de loi no 6, « Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts », est présenté par M. Levesque, pour M. Saint-Pierre.

M. Levesque propose, pour M. Saint-Pierre, que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Thursday, March 25th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Boutin, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which sat on December 2nd 1975 and on March 23rd 1976, for the purpose of hearing the representatives of the bodies interested in the administration of the Québec Urban Community (Q.U.C.).

(Sessional Papers, No. 12.)

Bill No. 6, "An Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act", was introduced by Mr Levesque, on behalf of Mr Saint-Pierre.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Saint-Pierre, that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Goldbloom, Gratton, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 6 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Cournoyer:

Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 13.)

Rapport annuel du ministère des Richesses naturelles, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 14.)

Par M. Forget:

Statistiques régionales des affaires sociales, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 15.)

Par M. L'Allier:

Rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec, pour l'année 1975.

(Document de la session no 16.)

Conformément à l'article 132 du règlement, M. Garneau donne avis qu'à une séance subséquente, l'Assemblée se transformera en commission plénière pour voter en bloc des crédits provisoires.

Bill No. 6 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr Cournoyer:

Annual report of the Québec Mining Exploration Company (SOQUEM), for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 13.)

Annual report of the Department of Natural Resources, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 14.)

By Mr Forget:

Regional statistics on Social Affairs, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 15.)

By Mr L'Allier:

Annual report of the Cultural Property Commission of Québec, for 1975.

(Sessional Papers, No. 16.)

In accordance with Standing Order 132, Mr Garneau gave notice that at a future sitting, the Assembly will resolve itself into Committee of the Whole to vote provisional appropriations as a lump sum.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que soient approuvées par cette Assemblée les modifications au règlement adoptées par la Commission de l'Assemblée nationale à la séance du 17 mars 1976 et contenues dans son rapport déposé le 18 mars 1976.

Que ces modifications soient inscrites au procès-verbal.

Et un débat s'éleva.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, la modification apportée à l'article 123.—1 est reportée à l'article 161 du règlement.

La motion principale est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:— M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Erisson, Brown, Burns, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—73.

CONTRE—NAYS:— MM./Messrs Choquette, Roy.—2.

Les modifications au règlement adoptées par la Commission de l'Assemblée nationale et approuvées par cette Assemblée, sont les suivantes:

Article 10-A

Le règlement est modifié en ajoutant, après l'article 10, l'article 10-A suivant:

« 10-A. Le président ne participe pas aux délibérations de l'Assemblée et ne vote pas, sauf en cas d'égalité des voix. »

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved:

That the Assembly do consent to the amendments to the Standing Orders adopted by the Committee on the National Assembly at its sitting of March 17th 1976 and contained in its report tabled on March 18th 1976.

That such amendments be entered in the Votes and Proceedings.

And a debate arising thereon.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the amendment to Standing Order 123.—1 was added to Standing Order 161.

The main motion was then adopted on the following division:

The amendments to the Standing Orders adopted by the Committee on the National Assembly and approved by the Assembly are as follows:

Standing Order 10-A

The Standing Orders are amended by adding, after Standing Order 10, Standing Order 10-A, as follows:

"10-A. The President shall not participate in the debates of the Assembly and shall not vote, except in the event of a tie-vote."

Article 21

L'article 21 du règlement est modifié en ajoutant, à la troisième ligne, après le mot « date », les mots « et à l'heure ».

L'article 21 se lit donc comme suit :

« 21.—Lorsque l'Assemblée s'est ajournée, le président ou le secrétaire doit, à la demande du premier ministre, à la date et à l'heure que celui-ci indique, convoquer l'Assemblée par les moyens qu'il juge les plus efficaces, et l'Assemblée reprend ses travaux sans tenir compte de la date et de l'heure qui avaient été antérieurement fixées. »

Article 28. — 2

Le règlement est modifié en ajoutant, dans l'article 28, deuxième paragraphe, à la troisième ligne, après le mot « prononce », les mots suivants: « la suspension ou ».

Le paragraphe 2 de l'article 28 se lit donc comme suit :

« 2. Le président, avant de déclarer une séance ouverte, vérifie le quorum de l'Assemblée et à défaut, il prononce la suspension ou l'ajournement. Le président de la commission plénière agit de même à l'égard de celle-ci. Le quorum de l'Assemblée et de la commission plénière est ensuite présumé tant que son défaut n'a pas été signalé par un député ou constaté par le résultat d'un vote. »

Article 34

Le règlement est modifié en ajoutant dans l'article 34, après le paragraphe 2, le paragraphe 3 suivant :

« 3. Un député peut, avec la permission du président, s'expliquer sur un fait qui, bien que ne constituant pas une violation de privilège, le concerne en tant que député ou qui concerne en tant que député un de ses collègues absent. Les explications doivent être brèves et présentées de façon à ne pas provoquer de débat. Il doit en avoir donné un avis écrit au président, exposant

Standing Order 21

Standing Order 21 is amended by adding, in the third line, after the word "date", the words "and at the time".

Standing Order 21 now reads as follows:

"21.—When the Assembly stands adjourned, the President or the Secretary shall, at the request of the Prime Minister and on the date and at the time he has indicated, convoke the Assembly by such means as he considers most effective, and the Assembly shall resume its work regardless of the date and time previously named."

Standing Order 28. — 2

The Standing Orders are amended by adding, in the third line of the second paragraph of Standing Order 28, after the word "sitting", the words "suspended or".

Paragraph 2 of Standing Order 28 now reads as follows:

"2. The President, before declaring a sitting open, shall ascertain whether there is a quorum, and if not, shall declare the sitting suspended or adjourned. The Chairman of the Committee of the Whole shall do likewise regarding the Committee. Thereafter, a quorum of the Assembly or of the Committee of the Whole shall be presumed until its absence is pointed out by a Member or becomes apparent on a vote."

Standing Order 34

The Standing Orders are amended by adding, after the second paragraph of Standing Order 34, paragraph 3 as follows:

"3. A Member may, with the permission of the President, explain himself respecting some matter which, even though it does not constitute a breach of privilege, concerns him as a Member or which concerns as a Member one of his colleagues who is absent. The explanations shall be brief and shall be presented in a manner that will not give rise to debate. He shall submit a

brièvement la question, au moins une heure avant l'ouverture de la séance. »

Article 38

Le règlement est modifié en ajoutant à l'article 38, au paragraphe 5, dans la deuxième ligne, après le mot « ajournement » les mots « ou la suspension » et dans la deuxième et la troisième ligne, après le mot « ajournement » les mots « ou la suspension ».

Le paragraphe 5 de l'article 38 se lit donc comme suit :

« 5. Lorsqu'un vote est en cours à l'heure fixée pour l'ajournement ou la suspension d'une séance, l'ajournement ou la suspension est prononcé dès que le résultat du vote a été proclamé. »

Article 50

Le règlement est modifié en ajoutant, dans l'article 50, dans la deuxième ligne, après le mot « protester », les mots « et à rétablir les faits ».

L'article 50 se lit donc comme suit :

« 50.—Un député qui soulève une question de privilège doit se borner à protester et à rétablir les faits; ses paroles ne doivent se rapporter à aucun sujet qui prête à discussion et nul débat ne peut s'ensuivre. »

Article 51

Le règlement est modifié en ajoutant, dans l'article 51, à la quatrième ligne, après le chiffre 46, les mots « ou une autre peine que pourra lui imposer l'Assemblée ».

L'article 51 se lit donc comme suit :

« 51.—Un député qui se rend coupable d'une violation des droits de l'Assemblée ou d'un de ses membres encourt les peines mentionnées aux articles 45 et 46 ou une autre peine que pourra lui imposer l'Assemblée. »

written notice thereof to the President, giving a brief summary of the matter, at least one hour before the opening of the sitting."

Standing Order 38

The Standing Orders are amended by adding, in the second line of the fifth paragraph of Standing Order 38, after the word "adjournment", the words "or the suspension", and by adding, in the second and third lines, after the word "adjournment", the words "or the suspension".

Paragraph 5 of Standing Order 38 now reads as follows:

"5. When a vote is being taken at the time appointed for the adjournment or the suspension of a sitting, the adjournment or the suspension shall be declared as soon as the result of the vote has been announced."

Standing Order 50

The Standing Orders are amended by adding, in the second line of Standing Order 50, after the word "protesting", the words "and setting the facts in their true light".

Standing Order 50 now reads as follows:

"50.—A Member raising a question of privilege shall confine himself to protesting and setting the facts in their true light; he shall not speak to any subject that may give rise to a debate, and no debate shall ensue."

Standing Order 51

The Standing Orders are amended by adding, after the figure 46 in the fourth line of Standing Order 51, the words "or any other penalty which the Assembly may impose upon him".

Standing Order 51 now reads as follows:

"51.—A Member guilty of a breach of the privileges of the Assembly or of any Member shall be liable to the penalties mentioned in Standing Orders 45 and 46 or any other penalty which the Assembly may impose upon him."

Article 65

Le règlement est modifié en ajoutant à l'article 65 le paragraphe suivant :

« Le président peut également modifier dans sa forme une motion pour la rendre recevable. »

Article 81-A

Le règlement est modifié en ajoutant après l'article 81, l'article 81-A suivant :

« 81.—A. Dès que la Commission de l'Assemblée nationale a terminé l'examen de l'affaire qui lui a été déférée, en vertu de l'article 80 ou de l'article 81, le rapporteur dépose à l'Assemblée un rapport suffisamment détaillé et contenant les recommandations de la Commission, y compris, s'il y a lieu, la peine qu'elle croit devoir être imposée.

2. La prise en considération du rapport peut avoir lieu à la séance qui suit son dépôt, en la manière prévue à l'article 123.

3. Les recommandations de la Commission peuvent être agréées, rejetées ou agréées avec amendements. »

Article 83. - 1

Le règlement est modifié en ajoutant, dans l'article 83, dans le premier paragraphe, à la troisième ligne, après le mot « Assemblée » les mots « ou une commission ».

Le paragraphe 1 de l'article 83 se lit donc comme suit :

« 83.—1. Sur une motion principale, un député qui a le droit de prendre la parole peut, lorsque l'Assemblée ou une commission n'est pas saisie d'un amendement, poser la question préalable en proposant que la motion principale soit immédiatement mise aux voix. »

Standing Order 65

The Standing Orders are amended by adding, to Standing Order 65, the following paragraph:

“The President may also change the form of a motion to render it admissible.”

Standing Order 81-A

The Standing Orders are amended by adding, after Standing Order 81, Standing Order 81-A, as follows:

“81.—A. As soon as the Committee on the National Assembly has completed its examination of the matter entrusted to it, under Standing Order 80 or Standing Order 81, the reporter shall table, in the Assembly, a sufficiently detailed report which will also contain the recommendations of the Committee, including, if expedient, the penalty which it considers should be imposed.

2. The report may be considered at the sitting following that during which it was tabled, in the manner provided in Standing Order 123.

3. The recommendations of the Committee may be agreed to, rejected or agreed to with amendments.”

Standing Order 83. - 1

The Standing Orders are amended by adding, in the third line of the first paragraph of Standing Order 83, after the word “Assembly”, the words “or a Committee”.

Paragraph 1 of Standing Order 83 now reads as follows:

“83.—1. On a main motion, a Member entitled to speak may, when there is no amendment before the Assembly or a Committee, put the previous question by proposing that the main motion be immediately put to the vote.”

Article 84

Le règlement est modifié en remplaçant dans l'article 84, au paragraphe 1, la deuxième ligne par la suivante:

« prévue aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 3 du ».

Article 90

Le règlement est modifié en remplaçant, dans l'article 90, à la huitième ligne, le chiffre « 128 » par le chiffre « 125 ».

Article 101

L'article 101 du règlement est modifié en enlevant le paragraphe « c) » et en le remplaçant par le paragraphe « d) » et en ajoutant les deux nouveaux paragraphes « d) » et « e) » suivants:

- d) au leader parlementaire du gouvernement, à l'occasion du débat prévu à l'article 156;
- e) au ministre dans le cas prévu à l'article 179, paragraphe 2. »

Article 113-A

Le règlement est modifié en ajoutant après l'article 113, l'article 113-A suivant:

« 113-A.—1. Nonobstant l'article 118, un projet de loi prévu à l'article 113 doit, après la première lecture, être envoyé à une commission élue à la suite d'une motion non annoncée du leader parlementaire du gouvernement, qui est décidée sans débat ni amendement.

2. La Commission tient une audition publique, étudie le projet de loi article par article et fait rapport.

3. Le rapport, déposé à l'Assemblée, est mis aux voix immédiatement, sans débat ni amendement. La deuxième lecture du projet de loi est fixée à la séance subséquente et elle ne peut faire l'objet de l'amendement prévu à l'article 121.

Standing Order 84

The Standing Orders are amended by replacing the second line of the first paragraph of Standing Order 84, by the following:

“provided in paragraphs 2, 3 and 4 of Standing Order 3”.

Standing Order 90

The Standing Orders are amended by replacing, in the eighth line of Standing Order 90, the figure “128” by the figure “125”.

Standing Order 101

Standing Order 101 is amended by striking out paragraph “c)” and replacing it by paragraph “d)”, and by adding the two new paragraphs “d)” and “e)”, as follows:

- “d) to the Government House Leader, in the course of the debate provided for in Standing Order 156;
- e) to the Minister, in the case provided for in paragraph 2 of Standing Order 179.”

Standing Order 113-A

The Standing Orders are amended by adding, after Standing Order 113, Standing Order 113-A, as follows:

“113-A.—1. Notwithstanding Standing Order 118, a bill provided under Standing Order 113 must, after first reading, be referred to a Select Committee following a motion without notice by the Government House Leader, which shall be decided without any debate or amendment.

2. The Committee shall hold a public hearing, examine the bill section by section and submit a report.

3. The report, tabled in the Assembly, shall be put to the vote immediately, without any debate or amendment. The bill shall be read the second time at the next sitting, and may not be the subject of the amendment provided for in Standing Order 121.

4. Nonobstant les articles 114 et 115, le projet de loi n'est pas envoyé de nouveau en commission et, à moins que cinq députés ne s'y opposent, la troisième lecture a lieu à la même séance.

5. La durée des discours sur les motions de deuxième et troisième lecture est celle prévue au deuxième paragraphe de l'article 94. »

Article 118-A

Le règlement est modifié en ajoutant après l'article 118, l'article 118-A suivant :

« 118-A.—1. Sauf dans le cas prévu à l'article 113-A, lorsqu'un projet de loi est envoyé à une commission élue après la première lecture, avis doit en être donné par le secrétaire des commissions dans la *C Gazette officielle du Québec*. Après cet avis, les personnes ont un délai de 30 jours pour déposer au secrétariat des commissions cent exemplaires de leur mémoire, accompagnés d'un bref résumé.

2. Après ce délai, le secrétaire des commissions fait parvenir à chaque membre de la commission un exemplaire des mémoires et des résumés.

3. Il convoque les personnes qui ont déposé des mémoires au moins sept jours avant la réunion où elles se feront entendre.

4. Pour des raisons d'urgence, l'Assemblée peut dispenser le secrétaire de donner l'avis dans la *C Gazette officielle*, elle peut modifier le délai pour la présentation des mémoires et celui pour la convocation des personnes qui veulent se faire entendre.

5. À l'ouverture de la séance, le président donne lecture de l'ordre du jour. Il appelle à tour de rôle les personnes convoquées et si celles-ci ne se présentent pas ou ne sont pas prêtes à procéder, elles perdent leur droit de se faire entendre, à moins que la commission n'en décide autrement.

4. Notwithstanding Standing Orders 114 and 115, the bill shall not be referred to a Committee again, and unless an objection is raised by five Members, the bill shall be read the third time at the same sitting.

5. The length of the speeches on the motions for second and third reading shall be that provided for in the second paragraph of Standing Order 94."

Standing Order 118-A

The Standing Orders are amended by adding, after Standing Order 118, Standing Order 118-A, as follows:

"118-A.—1. Except in the case provided in Standing Order 113-A, when a bill has been referred to a Select Committee following the first reading, the Secretary of Committees shall give notice thereof in the *Québec Official Gazette*. Following such notice, the persons shall have a delay of 30 days to deposit, at the Secretariat of Committees, one hundred copies of their briefs, together with a short summary.

2. Following such delay, the Secretary of Committees shall forward a copy of the briefs and summaries to each member of the Committee.

3. He shall convene the persons who have deposited briefs at least seven days prior to the meeting at which they will be heard.

4. For reasons of urgency, the Assembly may exempt the Secretary from giving the notice in the *Official Gazette*, it may change the delay for the presenting of briefs and that for the convening of the persons wishing to be heard.

5. At the opening of the sitting, the Chairman shall read the Agenda Paper. He shall call the persons convened in turn, and if they are not present when they are called, or if they are not ready to proceed, they shall lose their right to be heard, unless decided otherwise by the Committee.

6. Lorsqu'elle croit être suffisamment renseignée, la commission peut décider de cesser les auditions.

7. Elle présente à l'Assemblée le rapport prévu à l'article 144. »

Article 122

Le règlement est modifié en remplaçant l'article 122 par le suivant :

« 122.—Après la deuxième lecture, un projet de loi, sauf s'il est de subsides, doit être envoyé à la commission élue appropriée ou en commission plénière, sur une motion non annoncée du leader parlementaire du gouvernement; cette motion n'est pas susceptible de débat ni d'amendement. »

Article 123.—8

Le règlement est modifié en remplaçant dans l'article 123, dans le huitième paragraphe, à la troisième et à la quatrième ligne, les mots « avant l'adoption du rapport » par les mots « et le rapport est ensuite agréé ou rejeté globalement ».

Le paragraphe 8 se lit donc comme suit :

« 8. Quand le débat est terminé, les votes sur les amendements sont pris successivement de la manière indiquée par le président et le rapport est ensuite agréé ou rejeté globalement. »

Article 125

Le règlement est modifié en ajoutant, dans l'article 125, à la première ligne, après le mot « Avant », les mots « le vote de ».

La première phrase de l'article 125 se lit donc comme suit :

« 125.—Avant le vote de la troisième lecture, celui qui a présenté un projet de loi peut proposer, par une motion non annoncée, qu'il soit renvoyé en commission plénière pour y proposer un amendement qu'il indique. »

6. When it considers that it has been sufficiently informed, the Committee may decide to end its hearings.

7. It shall submit the report provided in Standing Order 144 to the Assembly."

Standing Order 122

The Standing Orders are amended by replacing Standing Order 122, by the following :

"122.—After second reading, a bill, except a bill of supply, shall be referred to the appropriate Select Committee or to Committee of the Whole, on a motion without notice by the Government House Leader; such motion cannot be debated or amended."

Standing Order 123.—8

The Standing Orders are amended by replacing, in the fourth and fifth lines of the eighth paragraph of Standing Order 123, the words "before the adoption of the report", by the words "and the report shall then be agreed to or rejected in its entirety".

Paragraph 8 now reads as follows :

"8. At the conclusion of the debate, the votes on the amendments shall be taken in the order and in the manner indicated by the President, and the report shall then be agreed to or rejected in its entirety."

Standing Order 125

The Standing Orders are amended by adding, in Standing Order 125, in the first line, after the word "Before", the words "the vote on".

The first sentence in Standing Order 125 now reads as follows :

"125.—Before the vote on third reading, the Member who has introduced a bill may propose, by a motion without notice, that it be referred to Committee of the Whole to propose thereto the amendment he indicates."

Article 126

Le règlement est modifié en remplaçant l'article 126 par le suivant :

« 126.—Le débat sur la motion de troisième lecture d'un projet de loi est restreint à son contenu. Cette motion ne peut être amendée. La durée des discours sur cette motion est celle prévue au deuxième paragraphe de l'article 94, sauf que le chef d'un parti reconnu ou son représentant a droit à une heure. »

Article 132

Le règlement est modifié en remplaçant, dans l'article 132, dans le paragraphe 1, à la sixième ligne, les mots « un sixième », par les mots « un quart ».

Article 135

L'article 135 du règlement est modifié en remplaçant les paragraphes 6), 9) et 13) par les suivants :

- 6) la commission de l'agriculture;
- 9) la commission des affaires municipales et de l'environnement;
- 13) la commission des consommateurs, coopératives et institutions financières;

Article 144

Le règlement est modifié en remplaçant l'article 144 par le suivant :

« 144.—Il est dressé par le secrétaire et signé par le rapporteur un rapport de la commission qui tient lieu de procès-verbal, et les délibérations des commissions sont consignées au journal des Débats. »

Article 148

Le règlement est modifié en ajoutant à l'article 148, après le deuxième paragraphe, le paragraphe suivant :

« 3. Lorsqu'une commission étudie les crédits d'un ministère, tout député peut se faire entendre, qu'il soit membre ou non de ladite commission. »

Standing Order 126

The Standing Orders are amended by replacing Standing Order 126, by the following:

“126.—The debate on the motion for third reading of a bill shall be limited to its content. Such motion cannot be amended. The duration of the speeches on such motion shall be that provided in the second paragraph of Standing Order 94, with the exception that the Leader of a recognized party or his representative shall be entitled to speak for one hour.”

Standing Order 132

The Standing Orders are amended by replacing, in the sixth line of the first paragraph of Standing Order 132, the words “one-sixth”, by the words “one-quarter”.

Standing Order 135

Standing Order 135 is amended by replacing paragraphs 6), 9) and 13), by the following:

- 6) Committee on Agriculture;
- 9) Committee on Municipal Affairs and the Environment;
- 13) Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions;

Standing Order 144

The Standing Orders are amended by replacing Standing Order 144, by the following:

“144.—The secretary shall draw up a report of the Committee which shall be signed by the reporter and shall replace the minutes, and the proceedings of the Committees shall be reported in the Journal of Debates.”

Standing Order 148

The Standing Orders are amended by adding, after the second paragraph of Standing Order 148, the following paragraph:

“3. When a Committee is examining the estimates of a Department, any Member may be heard, whether or not he is a member of the said Committee.”

Article 149

Le règlement est modifié en remplaçant l'article 149 par le suivant :

« 149.—Le vote en commission a lieu à main levée, à moins qu'en commission élue, un membre demande l'enregistrement des noms. Le président ne vote pas, sauf en cas d'égalité des voix. »

Article 156

L'article 156 du règlement est modifié en ajoutant, dans le deuxième alinéa, à la dixième ligne, après le chiffre « 94 » les mots « et le leader parlementaire du gouvernement a un droit de réplique ».

Article 160

L'article 160 du règlement est modifié en retranchant dans la deuxième ligne les mots « après la deuxième lecture ».

Article 161

Le règlement est modifié en ajoutant, à la fin de l'article 161, les paragraphes suivants :

« Une commission peut en tout temps faire à l'Assemblée des rapports spéciaux ou intérimaires, sur une motion qui ne peut être faite qu'une seule fois au cours d'une séance. »

« Toutefois, un membre d'une commission peut s'opposer au dépôt d'un rapport fait par cette commission en exposant brièvement les motifs de son opposition. Si le président juge que le rapport est entaché d'irrégularités, il peut ordonner au rapporteur de la commission d'y apporter les corrections requises. »

Article 179

L'article 179 du règlement est modifié en ajoutant dans le deuxième paragraphe, à la quatrième ligne, après le mot « commentaire » les mots « auquel le ministre peut répondre par une courte réplique ».

Le paragraphe 2 de l'article 179 se lit donc comme suit :

Standing Order 149

The Standing Orders are amended by replacing Standing Order 149, by the following :

“149.—Voting in committee shall be by a show of hands, unless, in a Select Committee, a member asks that the names be taken down. The Chairman shall not vote, except in the event of a tie-vote.”

Standing Order 156

Standing Order 156 is amended by adding, in the tenth line of the second paragraph, after the figure “94”, the words, “and the Government House Leader shall have a right of reply”.

Standing Order 160

Standing Order 160 is amended by striking out, in the first and second lines, the words “after second reading”.

Standing Order 161

The Standing Orders are amended by adding, at the end of Standing Order 161, the following paragraphs :

“A Committee may, at any time, submit special or interim reports to the Assembly, on a motion which may be made only once during a sitting.”

“However, any member of a Committee may object to the tabling of a report made by such Committee by giving a brief explanation of his objection. If the President considers that the report is vitiated by irregularities, he may order the reporter of the Committee to make the required corrections thereto.”

Standing Order 179

Standing Order 179 of the Standing Orders is amended by adding, in the fifth line of the second paragraph, after the word “commentaries”, the words “which the Minister may answer with a brief reply”.

Paragraph 2 of Standing Order 179 now reads as follows :

« 2. À la suite d'une déclaration ministérielle, le chef de l'opposition officielle et les autres chefs de partis reconnus ou leurs représentants ont le droit de faire un bref commentaire auquel le ministre peut répondre par une courte réplique. »

Les règles de pratique que l'Assemblée nationale a adoptées le 26 avril 1972, concernant des projets de loi envoyés aux commissions parlementaires après la première lecture, sont abrogées.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes :

De M. Morin :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour la faillite de sa gestion économique, son inaction et son incompetence devant la grave crise économique que connaît actuellement le Québec. »

De M. Samson :

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis de prendre ses responsabilités dans les relations fédérales-provinciales en ne réclamant pas pour le Québec le contrôle de tous les pouvoirs qui lui sont attribués par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. »

De M. Bellemare (Johnson) :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir abandonné, comme condition préalable au rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la nécessité de s'entendre sur un nouveau partage des pouvoirs et des ressources entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. »

De M. Léger :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus de nommer un médiateur dans les présentes négociations avec les enseignants, conformément à la

"2. Following a Ministerial Declaration, the Leader of the Official Opposition and the Leaders of the other recognized parties or their representatives shall be entitled to make brief commentaries which the Minister may answer with a concise reply."

The Rules of Procedure respecting the referral of private bills to Standing Committees after first reading, which were adopted by the National Assembly on April 26th 1972, are rescinded.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence :

By Mr Morin :

"*That* the Assembly do censure the government for the failure of its economic administration, its inertia and its incompetence as regards the serious economic depression existing in the province of Québec at the present time."

By Mr Samson :

"*That* the government must be censured for having failed to accept its responsibilities in federal-provincial relations by not claiming for Québec the control of all the powers attributed to it under the British North America Act."

By Mr Bellemare (Johnson) :

"*That* the Assembly do censure the government for having renounced, as a prerequisite condition for the repatriation of the British North America Act, the necessity for an agreement on a new distribution of powers and resources between the central government and the provincial governments."

By Mr Léger :

"*That* the Assembly do censure the government for its refusal to appoint a mediator in the present negotiations with the teachers, in accordance with the request

demande des commissions scolaires, des parents, des enseignants et du Conseil supérieur de l'éducation. »

De M. Roy:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus d'adopter les mesures qui s'imposent en matière d'habitation et de logement. »

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

of the school boards, parents, teachers and the Superior Council of Education."

By Mr Roy:

"*That* the Assembly do censure the government for its refusal to adopt the measures that are essential in matters of housing and dwellings."

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

At ten o'clock P.M., on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 26 mars 1976

Dix heures

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Goldbloom:

Rapport des membres du groupe de travail sur l'habitation, intitulé: « Habiter au Québec », en date de janvier 1976.

(Document de la session no 17.)

Par M. Harvey (Jonquière):

Rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1975.

(Document de la session no 18.)

Par M. Berthiaume:

Les volumes 1 et 2 des comptes publics de la province de Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1975.

(Document de la session no 19.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 14, « Loi modifiant la Loi sur les impôts ».

Friday, March 26th 1976

Ten o'clock A.M.

The following documents were tabled:

By Mr Goldbloom:

Report by the members of the Working Group on Housing, entitled: "Living in the Province of Québec", dated January 1976.

(Sessional Papers, No. 17.)

By Mr Harvey (Jonquière):

Annual report of the Québec Workmen's Compensation Commission, for 1975.

(Sessional Papers, No. 18.)

By Mr Berthiaume:

Volumes 1 and 2 of the Public Accounts of the province of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 19.)

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the second reading of bill No. 14, "An Act to amend the Taxation Act".

M. Quenneville informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Quenneville propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lapointe, Larivière, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—65.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 14 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes :

De M. Morin :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour la faillite de sa gestion économique, son inaction et son incompetence devant la grave crise économique que connaît actuellement le Québec. »

De M. Samson :

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis de prendre ses responsabilités dans les relations fédérales-provinciales en ne réclamant pas pour le Québec le contrôle de tous les pouvoirs qui lui sont attribués par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. »

Mr Quenneville informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Quenneville moved that the said bill be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote :

FOR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lapointe, Larivière, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—65.

AGAINST—NAYS:—0.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 14 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence :

By Mr Morin :

“*That* the Assembly do censure the government for the failure of its economic administration, its inertia and its incompetence as regards the serious economic depression existing in the province of Québec at the present time.”

By Mr Samson :

“*That* the government must be censured for having failed to accept its responsibilities in federal-provincial relations by not claiming for Québec the control of all the powers attributed to it under the British North America Act.”

De M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir abandonné, comme condition préalable au rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la nécessité de s'entendre sur un nouveau partage des pouvoirs et des ressources entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. »

De M. Léger:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus de nommer un médiateur dans les présentes négociations avec les enseignants, conformément à la demande des commissions scolaires, des parents, des enseignants et du Conseil supérieur de l'éducation. »

De M. Roy:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus d'adopter les mesures qui s'imposent en matière d'habitation et de logement. ».

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bonnier.

À treize heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

By Mr Bellemare (Johnson):

"*That* the Assembly do censure the government for having renounced, as a prerequisite condition for the repatriation of the British North America Act, the necessity for an agreement on a new distribution of powers and resources between the central government and the provincial governments."

By Mr Léger:

"*That* the Assembly do censure the government for its refusal to appoint a mediator in the present negotiations with the teachers, in accordance with the request of the school boards, parents, teachers and the Superior Council of Education."

By Mr Roy:

"*That* the Assembly do censure the government for its refusal to adopt the measures that are essential in matters of housing and dwellings."

The debate was adjourned on motion of Mr Bonnier.

At one o'clock P.M., the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 30 mars 1976

Quinze heures

Le projet de loi no 7, « Loi sur la protection du consommateur », est présenté par Mme Bacon.

Mme Bacon propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—83.

CONTRE.—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la première fois.

Tuesday, March 30th 1976

Three o'clock P.M.

Bill No. 7, "Consumer Protection Act", was introduced by Mrs Bacon.

Mrs Bacon moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

The said bill was accordingly read the first time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 7 est déferé pour étude à la Commission élue permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Saint-Pierre:

Copie d'une lettre, en date du 15 décembre 1975, de M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce, adressée à M. Charles Boulva, président de la société Canadif, concernant l'enrichissement de l'uranium au Canada.

(Document de la session no 20.)

Par M. Berthiaume:

Rapport annuel du Vérificateur général, pour l'année financière terminée le 31 mars 1975.

(Document de la session no 21.)

Par M. le Président:

Copies de deux arrêtés en conseil, portant les nos 871-76 et 872-76, en date du 17 mars 1976, concernant la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale, nommant trois députés, membres du Conseil exécutif, commissaires de la régie interne de l'Assemblée nationale; et aussi, trois autres députés, membres du Conseil exécutif, comme commissaires suppléants (S.R.Q. 1964, ch. 6, art. 54 et L.Q. 1971, ch. 9, art. 8.).

(Document de la session no 22.)

Par M. L'Allier:

Rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal, pour l'année 1974/75, contenu dans le volume 7, numéro 3, de la revue trimestrielle du Musée des beaux-arts de Montréal.

(Document de la session no 23.)

Par M. Quenneville:

État détaillé annuel des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil,

On motion of Mr Levesque, bill No. 7 was referred to the Select Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for consideration.

The following documents were tabled:

By Mr Saint-Pierre:

Copy of a letter dated December 15th 1975, by the Minister of Industry and Commerce, Mr Guy Saint-Pierre, forwarded to Mr Charles Boulva, President of the Canadif Corporation, concerning the enrichment of uranium in Canada.

(Sessional Papers, No. 20.)

By Mr Berthiaume:

Annual report of the Auditor-General, for the fiscal year ended March 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 21.)

By Mr President:

Copies of two Orders in Council, dated March 17th 1976 and bearing Nos. 871-76 and 872-76, respecting the Commission of Internal Economy of the National Assembly, appointing three members of the National Assembly, already members of the Executive Council, as Commissioners of the Internal Economy of the National Assembly; and also, three other members of the Executive Council as substitute commissioners (R.S.Q. 1964, ch. 6, s. 54 and S.Q. 1971, ch. 9, s. 8.).

(Sessional Papers, No. 22.)

By Mr L'Allier:

Annual report of The Montreal Museum of Fine Arts for 1974/75, contained in Volume 7, Number 3, of the quarterly review of The Montreal Museum of Fine Arts.

(Sessional Papers, No. 23.)

By Mr Quenneville:

Annual detailed statement of remissions made by the Lieutenant-Governor in

des taxes, droits et péages payables à la couronne ou des confiscations ou pénalités pécuniaires imposées pour contravention aux lois fiscales ou à l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu (1972, ch. 22, art. 94).
(*Document de la session no 24.*)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires sociales siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu siègera aujourd'hui à compter de vingt heures quinze minutes, à la Salle 81 « A », pour l'étude, article par article, du projet de loi no 14, « Loi modifiant la Loi sur les impôts ».

Sur la motion de M. Garneau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits, pour voter en bloc des crédits provisoires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977.

La proposition principale de voter en bloc ces crédits provisoires est étudiée et adoptée.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière pour l'étude des crédits a voté en bloc des crédits provisoires, soit une somme n'excédant pas, en tout, \$2,101,078,366.67, qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province, pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

Council, of any tax, duty or toll payable to the Crown, or for any forfeiture or pecuniary penalty imposed for any breach of a fiscal law or to the management of any public work producing a toll or revenue (1972, ch. 22, s. 94).
(*Sessional Papers, No. 24.*)

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of Social Affairs.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit this evening at eight-fifteen o'clock, in Room 81 "A", for the section by section examination of bill No. 14, "An Act to amend the Taxation Act".

On motion of Mr Garneau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the estimates, to vote provisional appropriations as a lump sum, for the fiscal year ending March 31st 1977.

The main motion to vote provisional appropriations as a lump sum was considered and adopted.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole for the examination of the estimates has voted provisional appropriations, as a lump sum, namely a sum not exceeding, in all \$2,101,078,366.67 which shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this province, for defraying, for the fiscal year ending 31 March 1977, the charges and expenses of the government and public service of the province, not otherwise provided for, being the aggregate of

a) de trois douzièmes du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, i.e.: \$2,093,030,575;

b) de trois douzièmes additionnels des crédits du programme 3 pour le ministère des affaires culturelles (4), i.e.: \$1,299,625;

c) de cinq douzièmes additionnels des crédits du programme 3 pour le ministère des terres et forêts (19), i.e.: \$6,748,166.67.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le rapport est adopté.

M. Hardy, pour M. Garneau, présente en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: Projet de loi no 20, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le Président reprend le fauteuil.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour la faillite de sa gestion économique, son inaction et son incompetence devant la grave crise économique que connaît actuellement le Québec. »

De M. Samson:

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis de prendre ses responsabilités

(a) three-twelfths of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the province, for the said fiscal year, as laid before the National Assembly at the present session of the Legislature, viz.: \$2,093,030,575;

(b) an additional three-twelfths of the appropriations under programme 3 for the Department of Cultural Affairs (4), viz.: \$1,299,625;

(c) an additional five-twelfths of the appropriations under programme 3 for the Department of Lands and Forests (19), viz.: \$6,748,166.67.

With the unanimous consent of the Assembly, the report was adopted.

Mr Hardy, on behalf of Mr Garneau, accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 20, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1977, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for the failure of its economic administration, its inertia and its incompetence as regards the serious economic depression existing in the province of Québec at the present time."

By Mr Samson:

"*That* the government must be censured for having failed to accept its responsi-

dans les relations fédérales-provinciales en ne réclamant pas pour le Québec le contrôle de tous les pouvoirs qui lui sont attribués par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. »

De M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir abandonné, comme condition préalable au rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la nécessité de s'entendre sur un nouveau partage des pouvoirs et des ressources entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. »

De M. Léger:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus de nommer un médiateur dans les présentes négociations avec les enseignants, conformément à la demande des commissions scolaires, des parents, des enseignants et du Conseil supérieur de l'éducation. »

De M. Roy:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus d'adopter les mesures qui s'imposent en matière d'habitation et de logement. ».

M. Gallienne propose que le débat soit ajourné.

La motion est adoptée après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Mercier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission éeue permanente des finances, des comptes publics et du revenu qui a étudié après la deuxième lecture, le projet de loi no 14, « Loi modifiant la Loi sur les impôts ».

Ledit projet de loi est rapporté sans amendement.

(*Document de la session no 25.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Mercier, ledit rapport est adopté.

bilities in federal-provincial relations by not claiming for Québec the control of all the powers attributed to it under the British North America Act."

By Mr Bellemare (Johnson):

"*That* the Assembly do censure the government for having renounced, as a prerequisite condition for the repatriation of the British North America Act, the necessity for an agreement on a new distribution of powers and resources between the central government and the provincial governments."

By Mr Léger:

"*That* the Assembly do censure the government for its refusal to appoint a mediator in the present negotiations with the teachers, in accordance with the request of the school boards, parents, teachers and the Superior Council of Education."

By Mr Roy:

"*That* the Assembly do censure the government for its refusal to adopt the measures that are essential in matters of housing and dwellings."

Mr Gallienne moved that the debate be adjourned.

The motion was adopted on division.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Mercier, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue which examined bill No. 14, "An Act to amend the Taxation Act", following second reading.

The said bill was reported without amendment.

(*Sessional Papers, No. 25.*)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Mercier, the said report was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Hardy, pour M. Quenneville, le projet de loi no 14 est lu la troisième fois.

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Quenneville, bill No. 14 was read the third time.

At ten o'clock P.M., on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trentième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 31 mars 1976

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Cournoyer:

Rapport annuel des activités de la Société de développement de la Baie James, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1975.

(Document de la session no 26.)

Rapport annuel de la Régie de l'électricité et du gaz, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 27.)

Par M. Lalonde:

Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues par le procureur général du Québec, en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée, requis par l'article 178.22 du Code criminel, pour l'année 1975.

(Document de la session no 28.)

Par Mme Bacon:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'année 1975.

(Document de la session no 29.)

Wednesday, March 31st 1976

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Cournoyer:

Annual report of the activities of the James Bay Development Corporation, for the fiscal year ended December 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 26.)

Annual report of the Electricity and Gas Board, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 27.)

By Mr Lalonde:

Annual report, for 1975, respecting the authorizations obtained by the Attorney-General of Québec under the Protection of Privacy Act, in accordance with section 178.22 of the Criminal Code.

(Sessional Papers, No. 28.)

By Mrs Bacon:

Annual report of the Québec Deposit Insurance Board, for 1975.

(Sessional Papers, No. 29.)

M. Lamontagne, Vice-Président de l'Assemblée nationale, soulève une question de privilège au sujet d'un article paru dans le journal « Le Soleil » de Québec, en date du 30 mars 1976, traitant de l'augmentation salariale des députés, et il dépose un exemplaire dudit journal.

(Document de la session no 30.)

M. Blank, Vice-Président de l'Assemblée nationale, soulève une question de privilège au sujet d'un article paru dans le journal « The Montreal Star » de Montréal, en date du 31 mars 1976, traitant de l'augmentation salariale des députés, et il dépose un exemplaire dudit journal.

(Document de la session no 31.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Morin:

1. Quel est le nom, la description cadastrale, la superficie, la localisation, la date d'implantation de chacun des refuges d'oiseaux migrateurs présentement administrés par Environnement Canada en territoire québécois ?

2. Pour chacun, quel a été le mode d'acquisition et quels droits territoriaux le gouvernement fédéral détient-il ?

M. Levesque propose que cette question soit convertie en motion pour production de document.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Mr Lamontagne, Vice-President of the National Assembly, raised a question of privilege concerning an article appearing in the March 30th 1976 issue of the Québec newspaper "Le Soleil", concerning the salary increase for the Members, and he tabled a copy of the said newspaper.

(Sessional Papers, No. 30.)

Mr Blank, Vice-President of the National Assembly, raised a question of privilege concerning an article appearing in the March 31st 1976 issue of the Montreal newspaper "The Montreal Star", concerning the salary increase for the Members, and he tabled a copy of the said newspaper.

(Sessional Papers, No. 31.)

QUESTIONS AND ANSWERS

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Morin:

1. What is the name, cadastral description, location and the date of the establishment of each of the migratory bird sanctuaries at present administered by Environment Canada in the territory of the province of Québec ?

2. Respecting each one, what was the method of acquisition and what territorial rights are held by the federal government ?

Mr Levesque moved that the question be converted into a motion for the production of a document.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Tremblay, Veilleux, Verreault.
—88.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, M. Simard dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(*Document de la session no 32.*)

Mr Simard accordingly tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 32.*)

Question de M. Lessard:

1. L'actuel surintendant de la réserve et du parc Saint-Maurice a-t-il obtenu du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche l'autorisation d'occuper, à l'année longue, un chalet au lac Brown?

2. Si oui, de qui cette autorisation porte-t-elle la signature?

3. Ce chalet est-il loué ou simplement réservé?

Question by Mr Lessard:

1. Did the Department of Tourism, Fish and Game grant permission to the present superintendent of Saint-Maurice Park to occupy a cottage at Lake Brown all the year round?

2. If so, whose signature is on the authorization?

3. Is this cottage rented or merely reserved?

Réponse de M. Simard:

1. Oui, pour son travail exclusivement.

2. Il est admis par la Direction générale des parcs, depuis plusieurs années, que le surintendant peut utiliser un camp comme pied-à-terre à l'intérieur d'un parc pour fins de travail.

3. Le camp est réservé tout simplement au surintendant pour fins de travail.

Answer by Mr Simard:

1. Yes, exclusively for his work.

2. For several years, the Parks Branch has been allowing the superintendent to use a cottage as a place to stay in a park for work purposes.

3. The cottage is merely reserved for the superintendent for work purposes.

Question de M. Léger:

Quels sont les noms des administrateurs et des propriétaires de l'édifice Montval, 201, Place Charles Lemoyne (Longueuil), où loge une annexe du Palais de Justice de Montréal?

Question by Mr Léger:

Who are the administrators and proprietors of the Montval Building, 201 Place Charles Lemoyne (Longueuil), which contains an annexe to the Montreal Court House?

Réponse de Mme Bacon :

Président : Laurent Gendron ;
Vice-président : Pierre Giroux ;
Trésorier : Jean-Paul Dagenais ;
Secrétaire : François Giroux ;
Montval Inc. (Siège social),
450, rue Sherbrooke, Montréal, P.Q.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Revenu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la deuxième lecture des projets de loi suivants :

Projet de loi no 2.—Loi sur les loisirs et le sport ;

Projet de loi no 3.—Loi de la Commission des loisirs et du sport.

Sur la motion de M. Levesque, l'ordre de deuxième lecture desdits projets de loi est révoqué et ils sont déferés pour étude, après la première lecture, à la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures :

À la Salle 81 « A », la Commission des affaires sociales siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À la Salle 91 « A », la Commission des finances, des comptes publics et du revenu siégera pour l'étude des crédits du ministère du Revenu.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes :

Answer by Mrs Bacon :

President : Laurent Gendron ;
Vice-president : Pierre Giroux ;
Treasurer : Jean-Paul Dagenais ;
Secretary : François Giroux ;
Montval Inc. (Corporate seat),
450 Sherbrooke Street, Montreal, P.Q.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of Revenue.

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the second reading of the following bills :

Bill No. 2.—An Act respecting recreation and sport ;

Bill No. 3.—An Act respecting the Commission des loisirs et du sport.

On motion of Mr Levesque, the Order for second reading of the said bills was rescinded and they were referred to the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications for consideration, following first reading.

Mr Levesque gave the following notice :
Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit at ten o'clock A.M. :

In Room 81 "A", the Committee on Social Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of Social Affairs.

In Room 91 "A", the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit for the examination of the estimates of the Department of Revenue.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence :

De M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour la faillite de sa gestion économique, son inaction et son incompetence devant la grave crise économique que connaît actuellement le Québec. »

De M. Samson:

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis de prendre ses responsabilités dans les relations fédérales-provinciales en ne réclamant pas pour le Québec le contrôle de tous les pouvoirs qui lui sont attribués par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. »

De M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir abandonné, comme condition préalable au rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la nécessité de s'entendre sur un nouveau partage des pouvoirs et des ressources entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. »

De M. Léger:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus de nommer un médiateur dans les présentes négociations avec les enseignants, conformément à la demande des commissions scolaires, des parents, des enseignants et du Conseil supérieur de l'éducation. »

De M. Roy:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus d'adopter les mesures qui s'imposent en matière d'habitation et de logement. »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Marchand.

Aujourd'hui, mercredi 31 mars 1976, à dix-sept heures quarante-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Blank, Vice-Président de l'Assemblée nationale, de M. Veilleux,

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for the failure of its economic administration, its inertia and its incompetence as regards the serious economic depression existing in the province of Québec at the present time."

By Mr Samson:

"*That* the government must be censured for having failed to accept its responsibilities in federal-provincial relations by not claiming for Québec the control of all the powers attributed to it under the British North America Act."

By Mr Bellemare (Johnson):

"*That* the Assembly do censure the government for having renounced, as a prerequisite condition for the repatriation of the British North America Act, the necessity for an agreement on a new distribution of powers and resources between the central government and the provincial governments."

By Mr Léger:

"*That* the Assembly do censure the government for its refusal to appoint a mediator in the present negotiations with the teachers, in accordance with the request of the school boards, parents, teachers and the Superior Council of Education."

By Mr Roy:

"*That* the Assembly do censure the government for its refusal to adopt the measures that are essential in matters of housing and dwellings."

The debate was adjourned on motion of Mr Marchand.

Today, Wednesday, March 31st 1976, at five forty-five o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Blank, Vice-President of the National Assembly, of Mr Veilleux,

le représentant du Premier ministre, de M. Samson, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 14 Loi modifiant la Loi sur les impôts;
- 20 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, et pour d'autres fins du service public.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

the Delegate of the Prime Minister, of Mr Samson, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 14 An Act to amend the Taxation Act;
- 20 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1977, and for other purposes connected with the public service.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 1er avril 1976

Quinze heures

M. Hardy dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant :

Rapport annuel de la Régie des services publics, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 33.)

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes :

De M. Morin :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour la faillite de sa gestion économique, son inaction et son incompetence devant la grave crise économique que connaît actuellement le Québec. »

De M. Samson :

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis de prendre ses responsabilités dans les relations fédérales-provinciales en ne réclamant pas pour le Québec le contrôle de tous les pouvoirs qui lui sont attribués par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. »

Thursday, April 1st 1976

Three o'clock P.M.

Mr Hardy tabled the following document :

Annual report of the Public Service Board, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 33.)

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence :

By Mr Morin :

“*That* the Assembly do censure the government for the failure of its economic administration, its inertia and its incompetence as regards the serious economic depression existing in the province of Québec at the present time.”

By Mr Samson :

“*That* the government must be censured for having failed to accept its responsibilities in federal-provincial relations by not claiming for Québec the control of all the powers attributed to it under the British North America Act.”

De M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir abandonné, comme condition préalable au rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la nécessité de s'entendre sur un nouveau partage des pouvoirs et des ressources entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. »

De M. Léger:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus de nommer un médiateur dans les présentes négociations avec les enseignants, conformément à la demande des commissions scolaires, des parents, des enseignants et du Conseil supérieur de l'éducation. »

De M. Roy:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus d'adopter les mesures qui s'imposent en matière d'habitation et de logement. »

Le débat est terminé.

Les motions de censure sont alors mises aux voix.

La motion de censure de M. Morin est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Choquette, Léger, Morin, Roy, Samson.—9.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—83.

By Mr Bellemare (Johnson):

“*That* the Assembly do censure the government for having renounced, as a prerequisite condition for the repatriation of the British North America Act, the necessity for an agreement on a new distribution of powers and resources between the central government and the provincial governments.”

By Mr Léger:

“*That* the Assembly do censure the government for its refusal to appoint a mediator in the present negotiations with the teachers, in accordance with the request of the school boards, parents, teachers and the Superior Council of Education.”

By Mr Roy:

“*That* the Assembly do censure the government for its refusal to adopt the measures that are essential in matters of housing and dwellings.”

The debate was concluded.

The motions of non-confidence were then put to the vote.

The motion of non-confidence by Mr Morin was rejected on the following division:

La motion de censure de M. Samson est rejetée, les voix se divisant comme suit :

The motion of non-confidence by Mr Samson was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Choquette, Léger, Morin, Roy, Samson.—9.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—83.

La motion de censure de M. Bellemare (Johnson) est rejetée, les voix se divisant comme suit :

The motion of non-confidence by Mr Bellemare (Johnson) was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Choquette, Léger, Morin, Roy, Samson.—9.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—83.

La motion de censure de M. Léger est rejetée, les voix se divisant comme suit :

The motion of non-confidence by Mr Léger was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Choquette, Léger, Morin, Roy, Samson.—9.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—83.

La motion de censure de M. Roy est rejetée, les voix se divisant comme suit: The motion of non-confidence by Mr Roy was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Choquette, Léger, Morin, Roy, Samson.—9.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—83.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront immédiatement après l'ajournement de l'Assemblée et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siègera pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit immediately after the adjournment of the Assembly and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit for the examination of the estimates of the Department of Transport

À la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires sociales siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À la Salle 91 « A »:

La Commission des finances, des comptes publics et du revenu siégera pour l'étude des crédits du ministère du Revenu.

À seize heures vingt-quatre minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of Social Affairs.

In Room 91 "A":

The Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit for the examination of the estimates of the Department of Revenue.

At twenty-four minutes past four o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 2 avril 1976

Dix heures

Friday, April 2nd 1976

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi no 22, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré », est présenté par M. Saint-Pierre.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 22, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", was introduced by Mr Saint-Pierre.

Mr Saint-Pierre moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Chagnon, Charron, Cornellier, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—71.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 22 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 22 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Goldbloom dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant :

Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'année 1974.

(Document de la session no 34.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège immédiatement à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Revenu.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Mardi, le 6 avril 1976, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner :

Au Salon Rouge :

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siègera pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

À la Salle 81 « A » :

La Commission des affaires sociales siègera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

M. Levesque propose :

Que l'amendement suivant soit apporté au règlement de l'Assemblée nationale pour la durée de la présente session :

L'article 10 du règlement est modifié en ajoutant après le paragraphe 6, le paragraphe 6A suivant :

« 6A. Il accorde à un chef dont le parti était reconnu lors de la Législature précédente, un temps de parole analogue à celui que prévoit le règlement pour les chefs des partis reconnus autres que le premier ministre et le chef de l'Opposition officielle. »

Et un débat s'élève.

Mr Goldbloom tabled the following document :

Annual report of the Québec Housing Corporation, for 1974.

(Sessional Papers, No. 34.)

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit immediately in Room 91 "A", for the examination of the estimates of the Department of Revenue.

Mr Levesque gave the following notice :

On Tuesday, April 6th 1976, the following Select Standing Committees will sit at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn :

In the Red Room :

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit for the examination of the estimates of the Department of Transport.

In Room 81 "A" :

The Committee on Social Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of Social Affairs.

Mr Levesque moved :

That the following amendment be made to the Standing Orders of the National Assembly for the duration of the present session :

Standing Order 10 is amended by adding after paragraph 6, paragraph 6A, as follows :

"6A. He shall grant, to any Leader whose party was recognized during the preceding Legislature, a time to speak similar to that provided under the Standing Orders for the Leaders of recognized parties, other than the Prime Minister and the Leader of the Official Opposition."

And a debate arising thereon.

La motion est alors adoptée, après division des voix, avec la dissidence de M. Roy.

À douze heures cinquante minutes, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The motion was then adopted on division, with Mr Roy dissenting.

At fifty minutes past twelve o'clock noon, the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 6 avril 1976

Quinze heures

Le projet de loi no 16, « Loi modifiant la Loi de la division territoriale », est présenté par M. Levesque, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 25, « Loi concernant le Village olympique », est présenté par M. Garneau.

M. Garneau propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Tuesday, April 6th 1976

Three o'clock P.M.

Bill No. 16, « An Act to amend the Territorial Division Act », was introduced by Mr Levesque, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 25, "An Act respecting the Olympic Village", was introduced by Mr Garneau.

Mr Garneau moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Ciaccia, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Veilleux.—81.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 25 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 25 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Garneau:

Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'année 1975.

(Document de la session no 35.)

By Mr Garneau:

Annual report of the Québec Deposit and Investment Fund, for 1975.

(Sessional Papers, No. 35.)

Par M. Toupin:

Copies des arrêtés en conseil et règlements adoptés en vertu des articles 4, 5, 6, 97, 98 et 108 de la Loi des terres et forêts (S.R.Q. 1964, ch. 92, art. 108 et L.Q. 1974, ch. 28, art. 32).

(Document de la session no 36.)

By Mr Toupin:

Copies of Orders in Council and regulations adopted under sections 4, 5, 6, 97, 98 and 108 of the Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, ch. 92, s. 108 and S.Q. 1974, ch. 28, s. 32).

(Sessional Papers, No. 36.)

Copies des arrêtés en conseil et règlements adoptés en vertu des articles 9 et 18 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (L.Q. 1973, ch. 21 articles 9 et 18).

(Document de la session no 37.)

Copies of Orders in Council and regulations passed in virtue of sections 9 and 18 of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act (S.Q. 1973, ch. 21, sections 9 and 18).

(Sessional Papers, No. 37.)

Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 38.)

Annual report of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company (REXFOR), for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 38.)

Par M. Lachapelle:

Rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 39.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec, pour l'année terminée le 31 mai 1975.

(Document de la session no 40.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 41.)

Par M. Hardy:

Copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis la session précédente en rapport avec les impressions et la *Gazette officielle du Québec* (S.R.Q. 1964, ch. 54, art. 29 et L.Q. 1969, ch. 26, art. 142, édicté par art. 6).

(Document de la session no 42.)

Par M. Levesque:

Rapport annuel de la Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 43.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement au Salon Rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires sociales siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 22, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré ».

By Mr Lachapelle:

Annual report of The Order of Nurses of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 39.)

Annual report of the Professional Corporation of Dental Technicians of Québec, for the year ended May 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 40.)

Annual report of the Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 41.)

By Mr Hardy:

Copies of all Orders in Council passed since the preceding session respecting printing work and the *Québec Official Gazette* (R.S.Q. 1964, ch. 54, s. 29 and S.Q. 1969, ch. 26, s. 142, enacted by s. 6).

(Sessional Papers, No. 42.)

By Mr Levesque:

Annual report of the Liquor Permit Control Commission of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 43.)

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit immediately in the Red Room, for the examination of the estimates of the Department of Transport.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of Social Affairs.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 22, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec".

M. Saint-Pierre informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois. Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures

M. le Président reprend le fauteuil.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Hardy, pour M. Levesque, le projet de loi no 22 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche.

Mme Bacon propose que le projet de loi no 8, « Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Hardy, pour M. Levesque, le projet de loi no 8 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Mme Bacon propose que le projet de loi no 9, « Loi modifiant la Loi concernant les caisses d'établissement », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Mr Saint-Pierre informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Saint-Pierre moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, bill No. 22 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game.

Mrs Bacon moved that bill No. 8, "An Act to amend the Professional Syndicates Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, bill No. 8 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Mrs Bacon moved that bill No. 9, "An Act to amend the Act respecting *caisses d'établissement*", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Hardy, pour M. Levesque, le projet de loi no 9 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de Mme Bacon, le projet de loi no 10, « Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Hardy, pour M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

À vingt heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, bill No. 9 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mrs Bacon, bill No. 10, "An Act to amend the Special Corporate Powers Act", was read the second time.

On motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

At fifty-five minutes past eight o'clock P.M., on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 7 avril 1976

Quinze heures

Wednesday, April 7th 1976

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Que vu l'état critique prévalant dans le domaine de l'éducation en raison des nombreux conflits qui risquent de compromettre l'année scolaire, il y a urgence, en vue de l'adoption du projet de loi no 23, « Loi concernant le maintien des services dans le domaine de l'éducation et abrogeant une disposition législative », laquelle disposition se retrouve à l'article 24 du chapitre 52 des lois de 1975, et conformément à l'article 84, paragraphe 2 du règlement:

1. de suspendre l'application des articles 24, 30, 31, 33, cinquièmement et huitièmement, 35, deuxièmement, 49, premièrement, 57, 68, 77, 78, 79, 80, 87, 88, 115, 116, 134 et 174 du règlement; que, nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques; que, de plus, la commission plénière fasse rapport au plus tard trois heures après le début de ses travaux.

Mr Levesque moved:

That in view of the critical situation prevailing in the sector of education because of the many disputes which threaten to jeopardize the school year, it is urgent, for the purpose of passing bill No. 23, "An Act respecting the maintaining of services in the sector of education and repealing a certain legislative provision", which provision is shown in the Statutes of Québec 1975, chapter 52, section 24, and in accordance with paragraph 2 of Standing Order 84:

1. to suspend the application of Standing Orders 24, 30 and 31, the fifth and eighth paragraphs of Standing Order 33, the second paragraph of Standing Order 35, the first paragraph of Standing Order 49, Standing Orders 57, 68, 77, 78, 79, 80, 87, 88, 115, 116, 134 and 174; that notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public; that furthermore, the Committee of the Whole do report not later than three hours after the beginning of its work.

2. En conséquence, que l'application des règles ci-dessus énumérées soit suspendue et que l'Assemblée puisse siéger sans interruption de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, tous les jours de la semaine sauf le dimanche, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement et ce, jusqu'à l'adoption du projet de loi no 23.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Samson.—7.

M. Bienvenue présente, en conséquence, le projet de loi no 23, « Loi concernant le maintien des services dans le domaine de l'éducation et abrogeant une disposition législative », et propose que ce projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

2. That the application of the Standing Orders enumerated above be suspended accordingly and that the Assembly may sit without interruption from ten o'clock in the forenoon until such time as it decides to adjourn, every day of the week except on Sundays, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by the provisions of Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesday's sittings, all of which until the passing of bill No. 23.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following division:

Mr Bienvenue accordingly introduced bill No. 23, "An Act respecting the maintaining of services in the sector of education and repealing a certain legislative provision", and moved that such bill be read the first time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—81.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Samson.—7.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la première fois et remis au cours de la présente séance pour la deuxième lecture.

M. Bienvenue informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi no 23, « Loi concernant le maintien des services dans le domaine de l'éducation et abrogeant une disposition législative ».

M. Bienvenue propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois. Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Morin propose:

« Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant à la fin les mots « dans cinq jours ». »

Et un débat s'élève sur cet amendement.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

The said bill was accordingly read the first time and ordered for second reading during the present sitting.

Mr Bienvenue informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the consideration of bill No. 23, "An Act respecting the maintaining of services in the sector of education and repealing a certain legislative provision".

Mr Bienvenue moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Mr Morin moved:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding at the end thereof the words "this day five days"."

And a debate arising on this amendment.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue sur l'amendement.

And the debate continuing on the amendment.

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit :

The amendment was then rejected on the following division :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard.—5.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugregard, Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Shanks, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Vallières, Veilleux, Verreault.—65.

ABSTENTION:—M./Mr Samson.—1.

Et le débat continue sur la motion principale.

And the debate continuing on the main motion.

0 heure, jeudi 8 avril 1976

Midnight, Thursday, April 8th 1976

La motion principale est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The main motion was then adopted on the following division :

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Gallienne, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Saint-Pierre, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—67.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard, Morin, Samson.—7.

En conséquence, le projet de loi no 23 est lu la deuxième fois.

Bill No. 23 was accordingly read the second time.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

Mr Levesque moved that the said bill be referred for section by section examination to the Committee of the Whole.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

The motion was adopted on the following division :

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Gallienne, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Saint-Pierre, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—67.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard, Morin, Samson.—7.

À trois heures quatorze minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à onze heures.

At fourteen minutes past three o'clock A.M., with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until eleven o'clock A.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 8 avril 1976

Onze heures

M. Saint-Pierre dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport sur l'étude réalisée par l'Université Concordia pour le compte du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, en date de janvier 1976, concernant les connaissances économiques des étudiants du secondaire IV et V.

(Document de la session no 44.)

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 23, « Loi concernant le maintien des services dans le domaine de l'éducation et abrogeant une disposition législative », est étudié en commission plénière.

À douze heures trente minutes, la commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bienvenue, l'Assemblée suspend ses travaux jusqu'à quatorze heures trente minutes.

Thursday, April 8th 1976

Eleven o'clock A.M.

Mr Saint-Pierre tabled the following document:

Report on the survey carried out by Concordia University on behalf of the Department of Industry and Commerce of Québec, in January 1976, concerning the knowledge of economics of the students in Secondary IV and V.

(Sessional Papers, No. 44.)

On motion of Mr Levesque, bill No. 23, "An Act respecting the maintaining of services in the sector of education and repealing a certain legislative provision", was considered in Committee of the Whole.

At twelve-thirty o'clock noon, progress was reported and leave granted to the committee to sit again during the present sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bienvenue, the Assembly suspended its work until two-thirty o'clock P.M.

À quatorze heures trente minutes, l'Assemblée reprend ses travaux.

Sur la motion de M. Bienvenue, le projet de loi no 23, « Loi concernant le maintien des services dans le domaine de l'éducation et abrogeant une disposition législative », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu.

M. Blank propose que le rapport soit adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, St-Germain, Syivain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—78.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Samson.—7.

En conséquence, le rapport est adopté et le projet de loi no 23 est remis au cours de la présente séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège immédiatement au Salon Rouge pour étudier, article par article, le projet de loi no 22, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré ».

M. Bienvenue propose que le projet de loi no 23, « Loi concernant le maintien des services dans le domaine de l'éducation et abrogeant une disposition législative », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

At two-thirty o'clock P.M., the Assembly resumed its work.

On motion of Mr Bienvenue, bill No. 23, "An Act respecting the maintaining of services in the sector of education and repealing a certain legislative provision", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read.

Mr Blank moved that the report be adopted.

The motion was adopted on the following division:

The report was accordingly adopted and bill No. 23 was ordered for third reading during the present sitting.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit immediately in the Red Room, for the section by section examination of bill No. 22, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec".

Mr Bienvenue moved that bill No. 23, "An Act respecting the maintaining of services in the sector of education and repealing a certain legislative provision", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The motion was then adopted on the following division :

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Denis, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Perreault, Pilote, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—64.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Morin.—3.

ABSTENTION:—M./Mr Samson.—1.

En conséquence, le projet de loi no 23 est lu la troisième fois.

Bill No. 23 was accordingly read the third time.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 192, « Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec », est présenté par M. Pagé, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 192, "An Act to incorporate the Association of Building Contractors of Québec", was introduced by Mr Pagé, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

À vingt-trois heures treize minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At thirteen minutes past eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 9 avril 1976

Dix heures

Friday, April 9th 1976

Ten o'clock A.M.

M. Burns propose:

Que le nom de M. Bédard (Chicoutimi) soit substitué à celui de M. Lessard sur la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Burns moved:

That the name of Mr Lessard be replaced by that of Mr Bédard (Chicoutimi) on the list of members of the Committee on the National Assembly.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Brisson, Brown, Burns, Caron, Chagnon, Charron, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Picard, Pilote, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Tardif, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—70.

CONTRE—NAYS:—0.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Levesque:

Copie d'une lettre du Premier ministre du Canada, en date du 31 mars 1976, adressée au Premier ministre du Québec, avec copie d'une lettre de la même date, adressée par le Premier ministre du Canada aux Premiers ministres des provinces du Canada, accompagnée d'un modèle de proclamation du Gouverneur général, ainsi que copie d'une lettre du Premier ministre du Québec adressée au Premier ministre du Canada, en date du 7 avril 1976, au sujet de la question constitutionnelle.

(Document de la session no 45.)

Par M. Parent (Hull):

Copies de deux ententes intervenues le 13 septembre 1971 et conclues le 5 avril 1976, la première entre le gouvernement du Québec, la Commission de la Capitale nationale et la Communauté Régionale de l'Outaouais, relative à la construction d'égouts et de conduites maîtresses d'eau pour desservir les nouveaux édifices du gouvernement fédéral en voie de construction et des conduites maîtresses d'égouts et d'une usine d'épuration pour la région québécoise de l'Outaouais, et la deuxième entre le gouvernement du Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais quant au partage du coût desdits travaux.

(Document de la session no 46.)

Par M. Drummond:

Rapport préparé pour le ministère de l'Agriculture par Drouin, Paquin & Associés Ltée, en date du 5 mars 1976, concernant l'évaluation des opérations de mise en marché des oeufs au Québec.

(Document de la session no 47.)

Par M. Saint-Pierre:

Documents relatifs au dossier de la Société Populaire Tricofil Inc.

(Document de la session no 48.)

The following documents were tabled:

By Mr Levesque:

Copy of a letter dated March 31st 1976, from the Prime Minister of Canada to the Prime Minister of the province of Québec, together with a copy of a letter bearing the same date forwarded to the Premiers of the other provinces with a draft of a proclamation by the Governor-General and also a copy of a letter dated April 7th 1976, from the Prime Minister of the province of Québec to the Prime Minister of Canada, concerning constitutional matters.

(Sessional Papers, No. 45.)

By Mr Parent (Hull):

Copies of two agreements made on September 13th 1971, and concluded on April 5th 1976, the first agreement being between the government of the province of Québec, the National Capital Commission and the Outaouais Regional Community, concerning the construction of sewers and water-mains to serve the new federal government buildings which are under construction, and main sewers and a water purification plant for the Québec region of the Outaouais, and the second agreement being between the government of the province of Québec and the Outaouais Regional Community concerning the sharing of the costs for the said work.

(Sessional Papers, No. 46.)

By Mr Drummond:

Report dated March 5th 1976, drawn up for the Department of Agriculture by Drouin, Paquin & Associés Ltée, concerning the valuation of egg marketing operations in the province of Québec.

(Sessional Papers, No. 47.)

By Mr Saint-Pierre:

Documents concerning the file on the Société Populaire Tricofil Inc.

(Sessional Papers, No. 48.)

Par M. Levesque, pour M. Cournoyer:

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 49.*)

Rapport préliminaire du Comité d'étude sur la salubrité dans l'industrie de l'amiante, en date d'avril 1976.

(*Document de la session no 50.*)

Par M. Hardy:

Rapport annuel de l'Éditeur officiel du Québec, pour l'année 1974 (L.Q. 1968, c. 8, articles 25 et 26, édictés par art. 8).

(*Document de la session no 51.*)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège immédiatement au Salon Rouge pour étudier, article par article, le projet de loi no 22, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré ».

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

Sur la motion de Mme Bacon, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 8.—Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels;

Projet de loi no 10.—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations.

Mme Bacon propose que le projet de loi no 9, « Loi modifiant la Loi concernant les caisses d'établissement », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

By Mr Levesque, on behalf of Mr Cournoyer:

Annual report of the Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP), for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 49.*)

Preliminary report by the Study Committee on health in the asbestos industry, dated April 1976.

(*Sessional Papers, No. 50.*)

By Mr Hardy:

Annual report by the Québec Official Publisher, for 1974 (S.Q. 1968, c. 8, sections 25 and 26, enacted by s. 8).

(*Sessional Papers, No. 51.*)

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit immediately in the Red Room, for the section by section examination of bill No. 22, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec".

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of Transport.

On motion of Mrs Bacon, the following bills were severally read the third time:

Bill No. 8.—An Act to amend the Professional Syndicates Act;

Bill No. 10.—An Act to amend the Special Corporate Powers Act.

Mrs Bacon moved that bill No. 9, "An Act to amend the Act respecting *caisses d'établissement*", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, le projet de loi no 9 est lu la troisième fois.

Conformément à l'article 30 du règlement, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se réunira lundi prochain à quinze heures.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 25, « Loi concernant le Village olympique ».

M. Garneau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Garneau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours de son discours, M. Garneau dépose des documents concernant le contrat intervenu entre le Comité organisateur des Jeux olympiques 1976 et les Terrasses Zarolega Inc.

(Document de la session no 52.)

M. Léger propose:

« Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant à la fin les mots « dans cinq jours ». »

Et un débat s'élève sur cet amendement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Garneau.

Aujourd'hui, vendredi 9 avril 1976, à douze heures cinquante-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Massicotte, le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Caron, le représentant du Premier ministre, de M. Burns, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Roy, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieute-

The motion was then adopted, bill No. 9 was accordingly read the third time.

In accordance with Standing Order 30, on motion of Mr Levesque, the Assembly will sit next Monday, at three o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 25, "An Act respecting the Olympic Village".

Mr Garneau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Garneau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

During his speech, Mr Garneau tabled documents concerning the contract made between the 1976 Olympic Games Organizing Committee and Terrasses Zarolega Inc.

(Sessional Papers, No. 52.)

Mr Léger moved:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding at the end thereof the words "this day five days"."

And a debate arising on this amendment.

The debate was adjourned on motion of Mr Garneau.

Today, Friday, April 9th 1976, at fifty-five minutes past twelve o'clock noon, in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Massicotte, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr Caron, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Burns, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Roy, and of the Secretary General of the National Assembly, the

nant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 8 Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels;
- 9 Loi modifiant la Loi concernant les caisses d'établissement;
- 10 Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations;
- 23 Loi concernant le maintien des services dans le domaine de l'éducation et abrogeant une disposition législative.

À treize heures, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 8 An Act to amend the Professional Syndicates Act;
- 9 An Act to amend the Act respecting *caisses d'établissement*;
- 10 An Act to amend the Special Corporate Powers Act;
- 23 An Act respecting the maintaining of services in the sector of education and repealing a certain legislative provision.

At one o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Monday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Lundi 12 avril 1976

Quinze heures

M. Lapointe, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 22, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré ».

Ledit projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 53.)

M. Levesque propose que la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement au Salon Rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Monday, April 12th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Lapointe, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game which examined bill No. 22, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", following second reading.

The said bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 53.)

Mr Levesque moved that the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply do sit immediately in the Red Room, for the examination of the estimates of the Department of Transport.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Eédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Eérard, Berthiaume, Bienvenue, Elank, Eonnier, Bossé, Eoudreault, Bourassa, Erisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Séguin, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—71.

CONTRE—NAYS:—0.

Conformément à l'article 68 du règlement, M. Burns propose:

Que l'Assemblée blâme la conduite de son Vice-Président, le député de Saint-Louis, pour avoir bafoué les règles bien établies de la procédure parlementaire par la façon dont il a présidé la commission plénière qui a étudié le projet de loi no 23.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

À vingt et une heures quinze minutes, le débat étant terminé, la motion est mise aux voix.

M. le Président remet l'enregistrement des noms à vingt-deux heures cinquante minutes.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Léger à la motion de M. Garneau proposant que le projet de loi no 25, « Loi concernant le Village olympique », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

In accordance with Standing Order 68, Mr Burns moved:

That the Assembly do censure the conduct of its Vice-President, the Member for Saint-Louis, for having flouted the well-established rules of parliamentary procedure by the manner in which he presided over the Committee of the Whole which examined bill No. 23.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

At nine-fifteen o'clock P.M., the debate being concluded, the motion was put to the vote.

Mr President postponed the taking down of names until fifty minutes past ten o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Léger to the motion by Mr Garneau proposing that bill No. 25, "An Act respecting the Olympic Village", be now read the second time, which amendment reads as follows:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans cinq jours ». ».

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Choquette, Lessard, Morin, Roy.—7.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Blank, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Séguin, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—55.

Le débat sur la motion principale est remis à plus tard, au cours de la présente séance.

À vingt-deux heures trente-cinq minutes, du consentement unanime, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Burns proposant :

« *Que* l'Assemblée blâme la conduite de son Vice-Président, le député de Saint-Louis, pour avoir bafoué les règles bien établies de la procédure parlementaire par la façon dont il a présidé la commission plénière qui a étudié le projet de loi no 23 ».

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Choquette, Lessard, Morin, Roy.—7.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Boutin, Erisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Séguin, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—54.

ABSTENTION:—M./Mr Blank.—1.

“*That* the motion under debate be amended by striking out the word “now”, therein, and by adding thereto the words “this day five days”.”.

The amendment was rejected on the following division:

The debate on the main motion was postponed until later during the present sitting.

At thirty-five minutes past ten o'clock P.M., with the unanimous consent, the Assembly proceeded with the taking down of names on the motion by Mr Burns proposing:

“*That* the Assembly do censure the conduct of its Vice-President, the Member for Saint-Louis, for having flouted the well-established rules of parliamentary procedure by the manner in which he presided over the Committee of the Whole which examined bill No. 23”.

The motion was then rejected on the following division:

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que le projet de loi no 25, « Loi concernant le Village olympique », soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

M. Boutin propose, pour M. Pagé, que le projet de loi no 192, « Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

À la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires sociales siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À vingt-trois heures sept minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that bill No. 25, "An Act respecting the Olympic Village", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

Mr Boutin moved, on behalf of Mr Pagé, that bill No. 192, "An Act to incorporate the Association of Building Contractors of Québec", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit at ten o'clock A.M.:

In the Red Room:

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit for the examination of the estimates of the Department of Transport.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of Social Affairs.

At seven minutes past eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 13 avril 1976

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 26, « Loi concernant la Ville de Montréal », est présenté par M. Goldbloom.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—88.

CONTRE—NAYS:—0.

Tuesday, April 13th 1976

Three o'clock P.M.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 26, "An Act respecting the City of Montreal", was introduced by Mr Goldbloom.

Mr Goldbloom moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

En conséquence, le projet de loi no 26 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Goldbloom:

Rapport annuel du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, pour l'année 1975.

(Document de la session no 54.)

Par M. Mailloux:

Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'année 1975.

(Document de la session no 55.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires sociales siège immédiatement au Salon Rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 22, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré ».

Sur la motion de M. Lapointe, le rapport est pris en considération et adopté.

Le projet de loi no 22 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Boutin, pour M. Pagé, proposant que le projet de loi no 192, « Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

À seize heures cinquante minutes, le débat étant terminé, la motion est mise aux voix.

Bill No. 26 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr Goldbloom:

Annual report of the Greater Québec Water Purification Board, for 1975.

(Sessional Papers, No. 54.)

By Mr Mailloux:

Annual report of the Québec Autoroutes Authority, for 1975.

(Sessional Papers, No. 55.)

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in the Red Room, for the examination of the estimates of the Department of Social Affairs.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, which examined bill No. 22, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", following second reading.

On motion of Mr Lapointe, the report was taken into consideration and adopted.

Bill No. 22 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Boutin, on behalf of Mr Pagé, proposing that bill No. 192, "An Act to incorporate the Association of Building Contractors of Québec", be now read the second time.

At fifty minutes past four o'clock P.M., the debate being concluded, the motion was put to the vote.

M. le Président remet l'enregistrement des noms à dix-sept heures cinquante-cinq minutes.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que le projet de loi no 25, « Loi concernant le Village olympique », soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lalonde.

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Boutin, pour M. Pagé, proposant que le projet de loi no 192, « Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Blank, Bonnier, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Lachance, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, St-Germain, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—75.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Choquette, Roy.—2.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 192 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des Affaires sociales siégera au Salon Rouge à compter

Mr President postponed the taking down of names until fifty-five minutes past five o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that bill No. 25, "An Act respecting the Olympic Village", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Lalonde.

At fifty-five minutes past five o'clock P.M., the Assembly proceeded with the taking down of names on the motion by Mr Boutin, on behalf of Mr Pagé, proposing that bill No. 192, "An Act to incorporate the Association of Building Contractors of Québec", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 192 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Social Affairs will sit in the Red Room at eight o'clock

de vingt heures, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures

M. le Président reprend le fauteuil.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que le projet de loi no 25, « Loi concernant le Village olympique », soit maintenant lu la deuxième fois.

Au cours de son discours, M. Garneau dépose copie de la correspondance échangée, au cours de la période du 14 janvier au 2 mars 1976, entre M. Victor Goldbloom, ministre des Affaires municipales et de l'Environnement, M. Roger Rousseau, Président et Commissaire général du Comité organisateur des jeux olympiques de 1976 et M. Claude Rouleau, président de la Régie des installations olympiques, concernant le Village olympique.

(Document de la session no 56.)

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Blank, Bonnier, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, St-Germain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—57.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Choquette, Léger, Lessard, Morin, Roy.—8.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

P.M., for examination of the estimates of the Department of Social Affairs.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that bill No. 25, "An Act respecting the Olympic Village", be now read the second time.

During his speech, Mr Garneau tabled copies of the correspondence exchanged during the period from January 14th to March 2nd 1976 by the Minister of Municipal Affairs and Environment, Mr Goldbloom, the Chairman and Commissioner-General of the Comité organisateur des jeux olympiques de 1976, Mr Roger Rousseau, and the President of the Régie des installations olympiques, Mr Claude Rouleau, concerning the Olympic Village.

(Sessional Papers, No. 56.)

The motion was then adopted on the following division:

The said bill was accordingly read the second time.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 14 avril 1976

Quinze heures

M. Burns propose:

Que le nom de M. Lessard soit substitué à celui de M. Bédard (Chicoutimi) sur la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Lachance, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—77.

CONTRE—NAYS:—0.

Wednesday, April 14th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Burns moved:

That the name of Mr Bédard (Chicoutimi) be replaced by that of Mr Lessard on the list of members of the Committee on the National Assembly.

The motion was adopted on the following vote:

M. Léger propose:

Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement fédéral doit prendre à sa charge au moins la moitié du déficit encouru pour l'organisation des Jeux olympiques de Montréal.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Marchand propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant dans les deuxième et troisième lignes les mots: « prendre à sa charge au moins la moitié du déficit encouru » et en les remplaçant par les mots suivants: « contribuer d'une façon substantielle aux coûts encourus ».

La motion d'amendement est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—62.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Choquette, Léger, Lessard, Morin.—7.

Et le débat continue sur la motion principale amendée, qui se lit maintenant comme suit:

« *Que* cette Assemblée est d'avis que le gouvernement fédéral doit contribuer d'une façon substantielle aux coûts encourus pour l'organisation des Jeux olympiques de Montréal. »

M. Morin propose:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant à la fin le point par une virgule et en y ajoutant les mots suivants: « soit un minimum de quatre cent cinquante millions de dollars ».

Mr Léger moved:

That the Assembly is of opinion that the federal government must assume the responsibility for at least one-half of the deficit incurred for the organizing of the Montreal Olympic Games.

And a debate arising on this motion.

Mr Marchand moved:

That the motion under debate be amended by striking out, in the second, third and fourth lines thereof, the words: "assume the responsibility for at least one-half of the deficit incurred", and replacing them by the following words: "contribute in a substantial manner to the costs incurred".

The motion of amendment was adopted on the following division:

And the debate continuing on the main motion as amended, which now reads as follows:

"*That* the Assembly is of opinion that the federal government must contribute in a substantial manner to the costs incurred for the organizing of the Montreal Olympic Games."

Mr Morin moved:

That the motion under debate be amended by striking out the period at the end thereof, and replacing it by a comma, and by adding the following words: "namely a minimum amount of four hundred and fifty million dollars".

Et le débat continue sur l'amendement et sur la motion principale amendée.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Phaneuf.

À dix-huit heures, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que la séance soit suspendue jusqu'à vingt heures, alors que l'Assemblée reprendra ses travaux jusqu'à vingt-trois heures et que l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par l'article 35 du règlement.

À vingt heures, l'Assemblée reprend sa séance.

M. Levesque propose, pour M. Saint-Pierre, que le projet de loi no 22, « Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Pagé, le projet de loi no 192, « Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu, et agréé après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Pagé propose que ledit projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Bellemare (Johnson), Burns et Roy.

En conséquence, le projet de loi no 192 est lu la troisième fois.

And the debate continuing on the amendment and on the main motion as amended.

The debate was adjourned on motion of Mr Phaneuf.

At six o'clock P.M., with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, —

Resolved, that the sitting be suspended until eight o'clock P.M., at which time the Assembly will resume its work until eleven o'clock P.M., and that the Order of Business be determined by the provisions of Standing Order 35 respecting Tuesday's sittings.

At eight o'clock P.M., the Assembly resumed its sitting.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Saint-Pierre, that bill No. 22, "An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Pagé, bill No. 192, "An Act to incorporate the Association of Building Contractors of Québec", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read, and agreed to on division.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Pagé moved that the said bill be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Messrs Bellemare (Johnson), Burns and Roy dissenting.

Bill No. 192 was accordingly read the third time.

À vingt-deux heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi, 27 avril 1976, à quinze heures.

Aujourd'hui, mercredi 14 avril 1976, à vingt-deux heures quarante minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Gratton, le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Phaneuf, de M. Burns, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Roy, et de M. Lessard, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 22 Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré;
- 192 Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At twenty-five minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, April 27th 1976, at three o'clock P.M.

Today, Wednesday, April 14th 1976, at forty minutes past ten o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Gratton, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Phaneuf, of Mr Burns, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Roy, and of Mr Lessard, the Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 22 An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec;
- 192 An Act to incorporate the Association of Building Contractors of Québec.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 27 avril 1976

Quinze heures

Le projet de loi no 13, « Loi modifiant le Code de la route », est présenté par M. Mailloux, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Levesque propose que le projet de loi no 25, « Loi concernant le Village olympique », adopté en deuxième lecture le 13 avril 1976, soit envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Bossé, Boutin, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.
—74.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy.—6.

Tuesday, April 27th 1976

Three o'clock P.M.

Bill No. 13, "An Act to amend the Highway Code", was introduced by Mr Mailloux, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Levesque moved that bill No. 25, "An Act respecting the Olympic Village", adopted in second reading on April 13th 1976, be referred for section by section examination to the Committee of the Whole.

The motion was adopted on the following division:

M. Levesque propose :

Que la Commission élue permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège immédiatement au Salon Rouge, aux fins d'entendre l'Association des entrepreneurs en construction du Québec et le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret concernant l'industrie de la construction.

La motion est adoptée après division des voix.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera aujourd'hui à compter de vingt heures, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour étudier, article par article, le projet de loi no 25, « Loi concernant le Village olympique ».

À dix-huit heures, M. le Président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président de la commission plénière reprend le fauteuil.

Et le débat continue en commission plénière.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

M. Hardy, pour M. Levesque, donne l'avis suivant :

Demain, si nécessaire, la commission élue permanente du travail, de la main-

Mr Levesque moved :

That the Select Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration do sit immediately in the Red Room, for the purpose of hearing the Association of Building Contractors of Québec and the Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, regarding the reasons underlining the impossibility of reaching an agreement respecting the amendments to be made to the decree concerning the Construction Industry.

The motion was adopted on division.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit this evening at eight o'clock in Room 91 "A", for the examination of the estimates of the Department of Lands and Forests.

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole, for the section by section examination of bill No. 25, "An Act respecting the Olympic Village".

At six o'clock P.M., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

And the debate continuing in Committee of the Whole.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, gave the following notice :

Tomorrow, if necessary, the Select Standing Committee on Labour, Man-

d'oeuvre et de l'immigration siégera au Salon Rouge à compter de dix heures, aux fins d'entendre l'Association des entrepreneurs en construction du Québec et le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret concernant l'industrie de la construction.

Demain, à la Salle 91 « A », à la même heure, la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Vice-Président,
ROBERT LAMONTAGNE.

power and Immigration will sit in the Red Room, at ten o'clock A.M., for the purpose of hearing the Association of Building Contractors of Québec and the Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, regarding the reasons underlining the impossibility of reaching an agreement respecting the amendments to be made to the decree concerning the Construction Industry.

Tomorrow, the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit at the same time in Room 91 "A", for the examination of the estimates of the Department of Lands and Forests.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

ROBERT LAMONTAGNE,
Vice-President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 28 avril 1976

Quinze heures

Wednesday, April 28th 1976

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 19, « Loi modifiant la Loi des travaux publics », est présenté par M. Tetley.

M. Tetley propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 19, "An Act to amend the Public Works Act", was introduced by Mr Tetley.

Mr Tetley moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 19 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 19 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Levesque:

Projet de loi no 21.—Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Par M. Drummond:

Projet de loi no 24.—Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Forget:

Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'année 1975.

(*Document de la session no 57.*)

Par M. Lalonde:

Rapport annuel du Service de police scientifique et de toxicologie, pour l'année 1975.

(*Document de la session no 58.*)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare (Johnson):

1. Existe-t-il une correspondance échangée avec le gouvernement fédéral au sujet de l'aide versée au transport des céréales fourragères, depuis le 1er avril 1971 ?

2. Avec qui cette correspondance a-t-elle été échangée et à quelle date ?

3. Le gouvernement du Québec a-t-il fait des représentations:

- a) pour le maintien de ce subside;
- b) pour l'augmentation de ce subside;
- c) pour sa disparition ?

4. Dans l'affirmative, à quelle date ?

Réponse de M. Drummond:

1. Oui.

2. À M. Lucien Bissonnette, de M. Roger Perreault, 10/5/72; à M. Gaétan Lussier, de M. S.B. Williams, 1/5/73; à M.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Levesque:

Bill No. 21.—An Act to amend the Crime Victims Compensation Act.

By Mr Drummond:

Bill No. 24.—An Act to amend the Act respecting farm income stabilization insurance.

The following documents were tabled:

By Mr Forget:

Annual report of the Québec Pension Board, for 1975.

(*Sessional Papers, No. 57.*)

By Mr Lalonde:

Annual report of the Scientific and Toxicological Police Service, for 1975.

(*Sessional Papers, No. 58.*)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Has any correspondence been exchanged with the federal government since April 1st 1971, concerning the assistance paid for the transportation of feed grain ?

2. With whom was such correspondence exchanged and on what date ?

3. Did the Government of Québec make any representations:

- (a) for the maintenance of such subsidy;
- (b) for the increase of such subsidy;
- (c) for it to be done away with ?

4. If so, on what date ?

Answer by Mr Drummond:

1. Yes.

2. To Mr Lucien Bissonnette from Mr Roger Perreault, 10/5/72; to Mr Gaétan Lussier from Mr S.B. Williams,

S.B. Williams, de M. Lucien Bissonnette, 8/5/73; à M. Otto Lang et M. Eugene Whelan, de M. Normand Toupin, 28/6/73; à M. P.-E. Trudeau, de M. Robert Bourassa, 5/7/73; à M. Robert Bourassa, de M. P.-E. Trudeau, 17/5/73; à M. S.B. Williams, de M. Gaétan Lussier, 4/1/74; à M. Roger Perreault, de M. Kevin Drummond, 17/11/75; à M. Eugene Whelan et M. Otto Lang, ainsi que d'autres ministres fédéraux du Québec, de M. Kevin Drummond, 20/11/75.

3. a) Oui;
- b) non;
- c) non;
- d) à différentes occasions et principalement lors de rencontres entre les ministres provinciaux et fédéral de l'Agriculture, le gouvernement du Québec a demandé le maintien de l'aide versée au transport de céréales fourragères. Des mémoires ont été présentés au fédéral à chaque rencontre où cet item était à l'ordre du jour et particulièrement en: juin 1971, juillet 1971, janvier 1972, février 1972, mai 1973, juillet 1973, février 1974, mai 1975, octobre 1975, novembre 1975, 11 décembre 1975, 3 mars 1976 et 8 mars 1976.

Question de M. Bellemare (Johnson):

1. Quelles sont les sommes versées ou engagées dans la restauration du village de Val-Jalbert ?
2. Quelles sont les personnes, professionnels et entrepreneurs, qui ont reçu des mandats relativement à cette rénovation ?
3. Quelles sont les sommes versées ou qui doivent être versées à chacun d'eux ?
4. Quelle est la liste des bâtiments complètement restaurés au 1er mars 1976 ?

Réponse de M. Simard:

1. Les sommes totales versées ou engagées dans la restauration du village de Val-Jalbert jusqu'à date sont de \$1,458,360.51 incluant le montant de \$83,991.86 engagé

1/5/73; to Mr S.B. Williams from Mr Lucien Bissonnette, 8/5/73; to Mr Otto Lang and Mr Eugene Whelan from Mr Normand Toupin, 28/6/73; to Mr P.-E. Trudeau from Mr Robert Bourassa, 5/7/73; to Mr Robert Bourassa from Mr P.-E. Trudeau, 17/5/73; to Mr S.B. Williams from Mr Gaétan Lussier, 4/1/74; to Mr Roger Perreault from Mr Kevin Drummond, 17/11/75; to Mr Eugene Whelan and Mr Otto Lang and other federal Ministers from the province of Québec from Mr Kevin Drummond, 20/11/75.

3. (a) Yes;
- (b) no;
- (c) no;
- (d) the government of Québec has requested the maintenance of the assistance provided for the transportation of feed grain on various occasions and principally during meetings between the federal and provincial Ministers of Agriculture. Briefs were submitted to the federal government at each meeting where this item was on the agenda, and particularly: in June 1971, July 1971, January 1972, February 1972, May 1973, July 1973, February 1974, May 1975, October 1975, November 1975, December 11th 1975, March 3rd 1976 and March 8th 1976.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. What amounts have been paid or earmarked for the restoration of Val-Jalbert Village ?
2. What persons, professionals and contractors, have been awarded contracts respecting such restoration ?
3. What amounts have been paid or are to be paid to each one ?
4. What is the list of the buildings that were completely restored as at March 1st 1976 ?

Answer by Mr Simard:

1. The total amounts paid or earmarked to date for the restoration of Val-Jalbert Village amount to \$1,458,360.51, including the amount of \$83,991.86 pledged on

le 3 mars 1976 par arrêté en conseil, pour terminer la restauration du Vieux Moulin.

2. et 3. Les sommes versées ou engagées pour les honoraires de professionnels sont :

Léo Lapointe, architecte, \$44,761.00; Lemieux, Morin, Bourdages, ingénieurs, \$55,000.00; Roy, Bergeron, Gariépy & Associés, ingénieurs, \$4,954.92; Léonard Savoie, ingénieur, Equipement de cuisine, \$4,000.00; Sondage & Laboratoire Ste-Foy Inc. (structure), \$26,571.35; Centre d'étude Géo-Cartographique (maquette), \$18,500.00.

Les sommes versées ou engagées pour les entrepreneurs sont :

Dufco Inc. (toit du Vieux Moulin), \$115,089.00; Dufco Inc. (structure du Vieux Moulin), \$110,600.00; Claude Sasseville Inc. (Hôtel & Vieux Moulin), 1er A.C. \$200,000.00; 2e A.C. \$190,000.00; 3e A.C. \$83,991.86, 3/3/76, \$473,991.86; J.R. Théberge (égout, aqueduc, village), \$170,514.38; Turcotte Inc. (plomberie), \$48,786.76; André Cloutier (électricité), \$62,213.00; Sani-Métal (équipement de cuisine), \$36,188.24; Gêrus Inc. (4 maisons), \$287,190.00.

4. L'état des travaux de restauration des bâtiments au 1er mars 1976 est :

- a) Hôtel, complété à 100%;
- b) Vieux Moulin, complété à 85%;
- c) 4 maisons, complété à 85%.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare (Johnson) :

1. Relativement à l'extraction et au transport de la marne dans le Bas Saint-Laurent, combien de bassins sont encore en exploitation et où sont-ils situés ?

2. Combien d'agriculteurs ont utilisé de la marne au cours des années 1972/73, 1973/74 et 1974/75, et quel volume a été épandu dans les fermes au cours de chacune de ces années ?

3. Quel a été, au cours de chacune de ces années, le coût total :

March 3rd 1976 by Order in Council, to complete the restoration of the Vieux Moulin.

2. and 3. The amounts paid or earmarked for professional fees are as follows :

Léo Lapointe, Architect, \$44,761.00; Lemieux, Morin, Bourdages, Engineers, \$55,000.00; Roy, Bergeron, Gariépy & Associés, Engineers, \$4,954.92; Léonard Savoie, Engineer, Kitchen equipment, \$4,000.00; Sondage & Laboratoire Ste-Foy Inc. (construction), \$26,571.35; Centre d'étude Géo-Cartographique (model), \$18,500.00.

The amounts paid or earmarked for the contractors are as follows :

Dufco Inc. (roof of the Vieux Moulin), \$115,089.00; Dufco Inc. (construction of the Vieux Moulin), \$110,600.00; Claude Sasseville Inc. (Hotel and the Vieux Moulin), 1st O.C. \$200,000.00; 2nd O.C. \$190,000.00; 3rd O.C. \$83,991.86, 3/3/76, \$473,991.86; J.R. Théberge (sewer, waterworks, village), \$170,514.38; Turcotte Inc. (plumbing), \$48,786.76; André Cloutier (electric wiring), \$62,213.00; Sani-Métal (kitchen equipment), \$36,188.24; Gêrus Inc. (4 houses), \$287,190.00.

4. As at March 1st 1976, the restoration work stands as follows :

- (a) Hotel, 100% completed;
- (b) Vieux Moulin, 85% completed;
- (c) four houses, 85% completed.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson) :

1. With reference to the extracting and transporting of marl in the Lower St. Lawrence, how many basins are still being operated and where are they located ?

2. How many farmers used marl in 1972/73, 1973/74 and 1974/75, and what volume was spread on farms during each of the above years ?

3. During such same years, what was the total cost :

- a) de l'extraction;
 - b) de la construction des bassins;
 - c) des chemins d'accès;
 - d) de tout autre aménagement nécessaire à l'exploitation des bassins ?
4. À qui ces sommes ont-elles été payées ?
5. Quels sont, s'il y en a, les prix unitaires approuvés par le gouvernement ?
6. Combien le gouvernement a-t-il payé en subsides pour le transport de la marne au cours des mêmes périodes ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Drummond dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(Document de la session no 59.)

Sur la motion de M. Lessard, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie des directives du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche concernant le Parc provincial des Laurentides, y compris la section portant sur les territoires de pêche et de chasse situés à l'intérieur du parc.

M. Simard dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(Document de la session no 60.)

M. Levesque donne l'avis suivant:
 Demain, à compter de dix heures trente minutes, la Commission élue permanente des engagements financiers siègera à la Salle 91 « A ».

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Morin à la motion amendée de M. Léger, qui se lit comme suit:

- (a) of the extraction;
 - (b) of the construction of the basins;
 - (c) of the access roads;
 - (d) of any other development work required for the operating of the basins ?
4. To whom were such amounts paid ?
5. What are the unit prices approved by the government, if any ?
6. How much did the government pay out in grants for the transporting of the marl during such period ?

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Drummond tabled the said document.
(Sessional Papers, No. 59.)

On motion of Mr Lessard,—
Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the directives of the Department of Tourism, Fish and Game concerning the Laurentides Provincial Park, including the section on the fish and game territories located within the park.

Mr Simard tabled the said document.
(Sessional Papers, No. 60.)

Mr Levesque gave the following notice:
 Tomorrow, the Select Standing Committee on Financial Commitments will sit in Room 91 "A", at ten-thirty o'clock A.M.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit immediately in Room 91 "A", for the examination of the estimates of the Department of Lands and Forests.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Morin to the motion by Mr Léger, as amended, which reads as follows:

« *Que* cette Assemblée est d'avis que le gouvernement fédéral doit contribuer d'une façon substantielle aux coûts encourus pour l'organisation des Jeux olympiques de Montréal. », lequel amendement se lit comme suit :

« *Que* la motion en discussion soit amendée en remplaçant à la fin le point par une virgule et en y ajoutant les mots suivants : « soit un minimum de quatre cent cinquante millions de dollars ». ».

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin.—5.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Cloutier, Côté, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Gallienne, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lafrance, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—50.

Et le débat continue sur la motion principale amendée de M. Léger, qui se lit comme suit :

« *Que* cette Assemblée est d'avis que le gouvernement fédéral doit contribuer d'une façon substantielle aux coûts encourus pour l'organisation des Jeux olympiques de Montréal. »

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Cloutier, Côté, Denis, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—62.

CONTRE—NAYS:—0.

“*That* the Assembly is of opinion that the federal government must contribute in a substantial manner to the costs incurred for the organizing of the Montreal Olympic Games.”, which amendment reads as follows:

“*That* the motion under debate be amended by striking out the period at the end thereof, and replacing it by a comma, and by adding the following words: “namely a minimum amount of four hundred and fifty million dollars”.”.

The amendment was then rejected on the following division:

And the debate continuing on the main motion by Mr Léger, as amended, which reads as follows:

“*That* the Assembly is of opinion that the federal government must contribute in a substantial manner to the costs incurred for the organizing of the Montreal Olympic Games.”

The motion was then adopted on the following vote:

À dix-sept heures quarante-neuf minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Vice-Président,
ROBERT LAMONTAGNE.

At forty-nine minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

ROBERT LAMONTAGNE,
Vice-President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 29 avril 1976

Quinze heures

Thursday, April 29th 1976

Three o'clock P.M.

M. Burns propose:

Que le nom de M. Bédard (Chicoutimi) soit substitué à celui de M. Lessard sur la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Burns moved:

That the name of Mr Lessard be replaced by that of Mr Bédard (Chicoutimi) on the list of members of the Committee on the National Assembly.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Bossé, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Déziel, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—72.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Lalonde dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel de la Commission de police du Québec, pour l'année 1975.

(Document de la session no 61.)

Mr Lalonde tabled the following document:

Annual report of the Québec Police Commission, for 1975.

(Sessional Papers, No. 61.)

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Léger propose :

Que cette Assemblée blâme le ministre des Affaires municipales, responsable de la Régie des installations olympiques, pour avoir autorisé la signature du deuxième contrat entre le COJO et les Terrasses Zarolega, et avoir ensuite caché ce fait à la Chambre, l'induisant ainsi en erreur.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Burns, Léger, Lessard, Morin.—4.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bacon, Bérard, Bonnier, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Déziel, Dufour, Faucher, Fraser, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Levesque, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Parent (Prévost), Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Séguin, Shanks, Sylvain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt.—40.

ABSTENTION:—M./Mr Choquette.—1.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

In accordance with Standing Order 24, Mr Léger moved :

That the Assembly do censure the Minister of Municipal Affairs, who is responsible for the Régie des installations olympiques, for having authorized the signing of the second contract between COJO and Terrasses Zarolega, and then having concealed such fact from the House, thus misleading it.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The motion was then rejected on the following division :

At fifty-five minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 30 avril 1976

Dix heures

M. Lecours dépose, pour M. Malépart, rapporteur désigné, le rapport de la Commission élue permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a tenu des séances le mardi 27 avril et le mercredi 28 avril 1976, aux fins d'entendre les porte-parole du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction et l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, quant à l'éventuelle signature d'une convention collective entre ces deux parties.

(Document de la session no 62.)

M. Burns propose:

Que le nom de M. Léger soit substitué à celui de M. Burns sur la liste des membres de la Commission élue permanente de l'agriculture.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Friday, April 30th 1976

Ten o'clock A.M.

Mr Lecours tabled, on behalf of Mr Malépart, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration which held sittings on Tuesday, April 27th and Wednesday, April 28th 1976, for the purpose of hearing the spokesmen of the Conseil provincial du Québec des métiers de la construction and the Association of Building Contractors of Québec, regarding the possibility of the signing of a collective agreement between the two parties.

(Sessional Papers, No. 62.)

Mr Burns moved:

That the name of Mr Burns be replaced by that of Mr Léger on the list of members of the Select Standing Committee on Agriculture.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bonnier, Bourassa, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Giasson, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Simard, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—49.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Lapointe, Lecours, Sylvain, Tardif.—4.

ABSTENTION:—M./Mr Bellemare (Rosemont).—1.

M. Levesque dépose, pour M. Saint-Pierre, le document suivant:

Rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'année 1975.

(Document de la session no 63.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 4 mai 1976, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de la fonction publique siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Fonction publique.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 25, « Loi concernant le Village olympique », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose, pour M. Garneau, que ledit projet de loi soit lu la troisième fois.

Mr Levesque tabled, on behalf of Mr Saint-Pierre, the following document:

Annual report of the General Investment Corporation of Québec, for 1975.

(Sessional Papers, No. 63.)

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, May 4th 1976, the following Select Standing Committees will sit at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game.

In Room 91 "A":

The Committee on the Civil Service will sit for the examination of the estimates of the Department of the Civil Service.

On motion of Mr Levesque, bill No. 25, "An Act respecting the Olympic Village", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved, on behalf of Mr Garneau, that the said bill be read the third time.

La motion est adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger et Lessard.

En conséquence, le projet de loi no 25 est lu la troisième fois.

À douze heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Aujourd'hui, vendredi le 30 avril 1976, à treize heures cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Hardy, le représentant du Premier ministre, de M. Lessard, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

25 Loi concernant le Village olympique.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The motion was adopted on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger and Lessard dissenting.

Bill No. 25 was accordingly read the third time.

At twelve o'clock noon, on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

Today, Friday, April 30th 1976, at five minutes past one o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Hardy, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lessard, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bill:

25 An Act respecting the Olympic Village.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 4 mai 1976

Quinze heures

Tuesday, May 4th 1976

Three o'clock P.M.

M. L'Allier dépose les documents suivants:

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 64.)

Rapport annuel des biens en sa possession, des opérations et de l'état général des affaires de la Régie du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice terminé le 31 mars 1975.

(Document de la session no 65.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront aujourd'hui dès l'ajournement de l'Assemblée, jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner et demain, si nécessaire, les mêmes commissions siégeront aux mêmes endroits, à compter de dix heures.

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du

Mr L'Allier tabled the following documents:

Annual report of the Department of Cultural Affairs, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 64.)

Annual report of the Régie du Grand Théâtre de Québec on the property in its possession and respecting its operations, and showing the general state of its affairs, for the fiscal year ended March 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 65.)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit today as soon as the Assembly adjourns, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn, and if necessary, such Committees will sit tomorrow, in the same Rooms, at ten o'clock A.M.

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates

ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

À la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales et de l'Environnement.

À la Salle 91 « A »:

La Commission des affaires sociales siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À seize heures quinze minutes, M. Levesque propose que l'Assemblée soit ajournée à demain quinze heures.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Vallières.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, à seize heures vingt-cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

of the Department of Tourism, Fish and Game.

In Room 81 "A":

The Committee on Municipal Affairs and Environment will sit for the examination of the estimates of the Department of Municipal Affairs and Environment.

In Room 91 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of Social Affairs.

At four-fifteen o'clock P.M., Mr Levesque moved that the Assembly do adjourn until tomorrow, at three o'clock P.M.

The motion was adopted on the following vote:

At twenty-five minutes past four o'clock P.M., the Assembly accordingly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 5 mai 1976

Quinze heures

M. Charron propose:

Que le nom de M. Bédard (Chicoutimi) soit substitué à celui de M. Léger sur la liste des membres de la Commission élue permanente de l'agriculture.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—87.

CONTRE—NAYS:—0.

Wednesday, May 5th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Charron moved:

That the name of Mr Léger be replaced by that of Mr Bédard (Chicoutimi) on the list of members of the Select Standing Committee on Agriculture.

The motion was adopted on the following vote:

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Levesque:

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 66.*)

By Mr Levesque:

Annual report of the Québec Planning and Development Bureau, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 66.*)

Par M. Mailloux:

Rapport annuel du ministère des Transports du Québec, pour l'année 1975/76.

(*Document de la session no 67.*)

By Mr Mailloux:

Annual report of the Department of Transport of Québec, for 1975/76.

(*Sessional Papers, No. 67.*)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires sociales siège immédiatement à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in Room 91 "A", for the examination of the estimates of the Department of Social Affairs.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game.

À la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales et de l'Environnement.

In Room 81 "A":

The Committee on Municipal Affairs and Environment will sit for the examination of the estimates of the Department of Municipal Affairs and Environment.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

In Room 91 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

M. Lessard propose:

Que cette Assemblée appuie les revendications des producteurs de lait du Québec en ce qui concerne les modifications à apporter à la politique laitière du gouverne-

Mr Lessard moved:

That the Assembly do support the demands of the milk producers of the province of Québec as regards the changes to be made in the dairy policy of the govern-

ment du Canada et demande au ministre de l'Agriculture d'intervenir publiquement dans ce sens auprès des autorités fédérales.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Ostiguy propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant dans la sixième ligne le mot « d' » et en y insérant à la place les mots « de continuer à ».

La motion d'amendement est adoptée.

Et le débat continue sur la motion principale amendée, qui se lit maintenant comme suit:

Que cette Assemblée appuie les revendications des producteurs de lait du Québec en ce qui concerne les modifications à apporter à la politique laitière du gouvernement du Canada et demande au ministre de l'Agriculture de continuer à intervenir publiquement dans ce sens auprès des autorités fédérales.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bacon.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

ment of Canada, and do request the Minister of Agriculture to intervene publicly in this regard with the federal authorities.

And a debate arising on this motion.

Mr Ostiguy moved:

That the motion under debate be amended by inserting, after the word "to", in the sixth line thereof, the words "continue to".

The motion of amendment was adopted.

And a debate continuing on the main motion, as amended, which now reads as follows:

That the Assembly do support the demands of the milk producers of the province of Québec as regards the changes to be made in the dairy policy of the government of Canada, and do request the Minister of Agriculture to continue to intervene publicly in this regard with the federal authorities.

The debate was adjourned on motion of Mr Bacon.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 6 mai 1976

Quinze heures

Thursday, May 6th 1976

Three o'clock P.M.

M. Charron propose:

Que le nom de M. Burns soit substitué à celui de M. Bédard (Chicoutimi) sur la liste des membres de la Commission élue permanente de l'agriculture.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Charron moved:

That the name of Mr Bédard (Chicoutimi) be replaced by that of Mr Burns on the list of members of the Select Standing Committee on Agriculture.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, Sylvain, Tetley, Vaillancourt, Verreault.—70.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Boutin, Côté, Harvey (Dubuc), Leduc, Ostiguy, Tardif.—6.

M. L'Allier dépose le document suivant:

Rapport annuel de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse, pour l'année 1974.
(Document de la session no 68.)

Mr L'Allier tabled the following document:

Annual report of the Office Franco-Québécois pour la Jeunesse, for 1974.
(Sessional Papers, No. 68.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège immédiatement au Salon Rouge, pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

M. Mailloux propose que le projet de loi no 13, « Loi modifiant le Code de la route », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit immediately in the Red Room, for the examination of the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game.

Mr Mailloux moved that bill No. 13, "An Act to amend the Highway Code", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

At fifty-five minutes past nine o'clock, on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 7 mai 1976

Dix heures

M. Charron propose:

Que le nom de M. Bédard (Chicoutimi) soit substitué à celui de M. Burns sur la liste des membres de la Commission élue permanente de l'agriculture.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare (Rosemont), Boutin, Chagnon, Déziel, Dufour, Harvey (Dubuc), Lachance, Lecours, Marchand, Massicotte, Mercier, Sylvain, Tardif.—13.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Cornellier, Drummond, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Levesque, Massé, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Quenneville, Séguin, Simard, Vaillancourt, Veilleux.—38.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement

Friday, May 7th 1976

Ten o'clock A.M.

Mr Charron moved:

That the name of Mr Burns be replaced by that of Mr Bédard (Chicoutimi) on the list of members of the Select Standing Committee on Agriculture.

The motion was rejected on the following division:

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit immediately

ment à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires inter-gouvernementales.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Mardi, le 11 mai 1976, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner :

À la Salle 81 « A » :

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

À la Salle 91 « A » :

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation et plus particulièrement ceux du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Mailloux proposant que le projet de loi no 13, « Loi modifiant le Code de la route », soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Mercier.

À douze heures cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

in Room 91 "A", for the examination of the estimates of the Department of Inter-governmental Affairs.

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, May 11th 1976, the following Select Standing Committees will sit at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the examination of the estimates of the Department of Natural Resources.

In Room 91 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Education, and particularly those of the Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Mailloux proposing that bill No. 13, "An Act to amend the Highway Code", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Mercier.

At five minutes past twelve o'clock noon, on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 11 mai 1976

Quinze heures

Tuesday, May 11th 1976

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Que le délai de dépôt au secrétariat des commissions des mémoires relatifs au projet de loi no 7, « Loi sur la protection du consommateur », soit prolongé jusqu'au 31 mai 1976.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque moved:

That the delay for the depositing at the Secretariat of Committees of the briefs respecting bill No. 7, "Consumer Protection Act", be extended until May 31st 1976.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Veilleux.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Harvey (Jonquière):

Rapport annuel du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre du Québec, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 69.*)

Par M. le Président:

Rapport du bibliothécaire de la Législature, pour les activités couvrant la période du 18 mars au 19 décembre 1975.

(*Document de la session no 70.*)

Sur la motion de M. Levesque, les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 81 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siège pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation et particulièrement ceux du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

À la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour l'étude

The following documents were tabled:

By Mr Harvey (Jonquière):

Annual report of the Department of Labour and Manpower of Québec, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 69.*)

By Mr President:

Report of the librarian of the Legislature, on the activities for the period from March 18th to December 19th 1975.

(*Sessional Papers, No. 70.*)

On motion of Mr Levesque, the following Select Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until six o'clock P.M.:

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the examination of the estimates of the Department of Natural Resources.

In Room 91 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Education, and particularly those of the Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the examination of the estimates of the Department of Natural Resources.

In Room 81 "A":

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for the

des crédits du ministère des Affaires municipales et de l'Environnement.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation et particulièrement ceux du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

À seize heures sept minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

À vingt heures, l'Assemblée reprend sa séance.

M. Garneau prononce le discours du budget à la fin duquel, conformément à l'article 127 du règlement, il propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Morin.

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

examination of the estimates of the Department of Municipal Affairs and the Environment.

In Room 91 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Education, and particularly those of the Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

At seven minutes past four o'clock P.M., with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

At eight o'clock P.M., the Assembly resumed its sitting.

Mr Garneau gave the budget speech at the end of which, in accordance with Standing Order 127, he moved that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr Morin.

At ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 12 mai 1976

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Saint-Pierre:

Rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 71.)

Par M. Cournoyer:

Rapport annuel de l'Hydro-Québec, pour l'année 1975.

(Document de la session no 72.)

Par M. le Président:

Quatrième rapport de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux et aussi un atlas sur lesdits districts électoraux. (Texte imprimé).

(Document de la session no 73.)

M. Levesque propose que la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement à la Salle 81 « A »,

Wednesday, May 12th 1976

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Saint-Pierre:

Annual report of the Department of Industry and Commerce of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 71.)

By Mr Cournoyer:

Hydro-Québec annual report, for 1975.

(Sessional Papers, No. 72.)

By Mr President:

The fourth report of the Standing Committee on Reform of the Electoral Districts together with an atlas concerning the said electoral districts. (Printed text).

(Sessional Papers, No. 73.)

Mr Levesque moved that the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply do sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the

pour l'étude des crédits du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner :

Au Salon Rouge :

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera à compter de dix heures, pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

À la Salle 81 « A » :

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera à compter de dix heures trente minutes, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales et de l'Environnement.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare (Johnson) :

1. Quels sont les contrats déjà accordés par le gouvernement relativement au détournement de l'autoroute 73 dans la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides ?

2. À qui ces contrats ont-ils été accordés ?

estimates of the Department of Public Works and Supply.

The motion was adopted on the following vote :

Mr Levesque gave the following notice :

Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit until such time as they decide to adjourn :

In the Red Room :

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit at ten o'clock A.M., for the examination of the estimates of the Department of Natural Resources.

In Room 81 "A" :

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit at ten-thirty o'clock A.M., for the examination of the estimates of the Department of Municipal Affairs and the Environment.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson) :

1. What contracts have already been granted by the government for the diversion of Autoroute 73 in the parish of Notre-Dame-des-Laurentides ?

2. To whom were such contracts awarded ?

3. Quelle est la longueur du détournement projeté ?

4. Quelle est la liste des propriétaires de lots touchés par ce détournement au moment de la prise de décision ?

5. Quels étaient les propriétaires de ces mêmes lots au 1er novembre 1969 ?

Réponse de M. Mailloux:

1. Les seuls contrats accordés par le gouvernement relativement à la prolongation de l'autoroute 73, vers le nord, sont six (6) contrats de services professionnels pour la fabrication de plans et devis.

*2. Plans et devis de route: Rochette, Rochefort & Ass. Ltée, Québec; Viaduc - rue Villemure: Gilbert-Létourneau, Québec; Viaduc - sortie municipale du Lac Delage: Mainguy, Roy & Gauthier, Québec; Viaduc - route 371: Dupuis et Côté, Québec; Plans d'arpentage légal: Béliveau et Couture, Québec; Plan d'arpentage légal: B. O'Gallagher, Québec.

3. La longueur du projet est de 7.35 milles.

4. et 5. Aucune expropriation n'a été faite, donc aucun propriétaire n'a été touché par ce projet.

* Les travaux ayant été arrêtés, les contrats professionnels sont suspendus.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Léger:

1. Le ministère de l'Environnement en Ontario a établi un indice de la pollution de l'air basé sur la concentration en anhydride sulfureux et sur l'indice de souillure en unité (COH-coefficient of haze). Cet indice est appliqué à des villes comme Toronto. Dès que l'indice atteint certaines valeurs, des mesures restreignant l'activité industrielle polluante sont prévues. Les S.P.E. ou la C.U.M. ont-ils établi un tel indice de pollution pour Montréal ?

2. Si oui, quelle utilisation en est faite ?

3. Sont-ils publiés, et, dans l'affirmative, quand et où ?

3. What is the length of the projected diversion ?

4. What was the list of the proprietors of the lots involved in the diversion at the time that the decision was made ?

5. Who were the proprietors of these same lots as at November 1st 1969 ?

Answer by Mr Mailloux:

1. The only contracts granted by the government for the extension of Autoroute 73, northward, consist of six (6) professional contracts for the drawing up of plans and specifications.

*2. Highway plans and specifications: Rochette, Rochefort & Ass. Ltée, Québec; Viaduct - Villemure Street: Gilbert-Létourneau, Québec; Viaduct - Lac Delage municipal exit: Mainguy, Roy & Gauthier, Québec; Viaduct - Route 371: Dupuis & Côté, Québec; Legal survey drawings: Béliveau et Couture, Québec; Legal survey drawing: B. O'Gallagher, Québec.

3. The length of the project is 7.35 miles.

4. and 5. No expropriations were made, therefore no proprietors were affected by the project.

* As the work has been stopped, the professional contracts have been suspended.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Léger:

1. The Ontario Department of the Environment has established an air pollution index based on the concentration of sulphur dioxide and the coefficient of haze (COH). This index is applied to cities such as Toronto. As soon as the index reaches certain levels, measures to restrict polluting industrial activity are provided for. Have the E.P.S. or the M.U.C. established such an index for Montreal ?

2. If so, to what extent is it used ?

3. Are they published, and if so, when and where ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé un document contenant les informations demandées.

M. Goldbloom dépose ledit document.

(Document de la session no 74.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Léger:

1. Combien y a-t-il de postes d'analyses dans l'est de l'Île de Montréal ?

2. Quelle est leur localisation exacte ?

3. Combien de ces postes sont équipés pour des analyses d'anhydride sulfureux ?

4. Ces postes sont-ils suffisants pour détecter les variations d'anhydride sulfureux près des raffineries de ce secteur ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé un document contenant les informations demandées.

M. Goldbloom dépose ledit document.

(Document de la session no 75.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Léger:

1. Les S.P.E. ou la C.U.M. ont-ils fait des études pour déterminer quelles sont les compagnies responsables de la pollution par l'anhydride sulfureux dans les secteurs de Montréal-Est et de Pointe-aux-Trembles ?

2. Où ces études sont-elles accessibles ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé un document contenant les informations demandées.

M. Goldbloom dépose ledit document.

(Document de la session no 76.)

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Goldbloom tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 74.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Léger:

1. How many analysis centres are there at the eastern end of the Island of Montreal ?

2. Where exactly are they located ?

3. How many of such centres are equipped for sulphur dioxide analyses ?

4. Is there a sufficient number of such centres to detect the variations of sulphur dioxide in this area ?

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Goldbloom tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 75.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Léger:

1. Have the E.P.S. or the M.U.C. made any surveys to determine which companies are responsible for sulphur dioxide pollution in the Montreal East and Pointe-aux-Trembles areas ?

2. Where can these surveys be obtained ?

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Goldbloom tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 76.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Léger:

1. Les S.P.E. ou la C.U.M. ont-ils déterminé la concentration en hydrocarbures polycycliques dans l'air de Montréal-Est et de Pointe-aux-Trembles ?

2. Si oui, où ces données sont-elles accessibles ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé un document contenant les informations demandées.

M. Goldbloom dépose ledit document.

(Document de la session no 77.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Léger:

1. Les S.P.E. ou la C.U.M. ont-ils fait des études pour déterminer la nature des particules solides en suspension dans l'air de Montréal-Est et de Pointe-aux-Trembles ?

2. Quelles sont ces études ?

3. Où ces études sont-elles accessibles ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé un document contenant les informations demandées.

M. Goldbloom dépose ledit document.

(Document de la session no 78.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

1. Combien de personnes accompagnaient le premier ministre au cours de sa visite officielle en France ?

2. Quelle était la fonction officielle des personnes qui accompagnaient le premier ministre ?

3. Quels sont les noms de ces personnes ?

4. Quels montants a-t-on versés à ces personnes à titre de dépenses de voyage ?

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Léger:

1. Have the E.P.S. or the M.U.C. determined the concentration of polycyclic hydrocarbons in the air in Montreal East and Pointe-aux-Trembles ?

2. If so, where is this data available ?

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Goldbloom tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 77.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Léger:

1. Have the E.P.S. or the M.U.C. made any surveys to determine the nature of the solid particles in the air in Montreal East and Pointe-aux-Trembles ?

2. What types of surveys ?

3. Where can the surveys be obtained ?

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Goldbloom tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 78.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Roy:

1. How many persons accompanied the Prime Minister on his official visit to France ?

2. What were the official duties of the persons who accompanied the Prime Minister ?

3. What are the names of such persons ?

4. What amounts were paid to such persons in the form of travelling expenses ?

5. Est-ce que le gouvernement du Québec, des sociétés de la Couronne ou autres organismes ont retenu, contre paiement, des annonces publicitaires dans la presse écrite, la radio et la télévision françaises à l'occasion de la visite du premier ministre en France ?

6. Quel a été le coût total de cette campagne publicitaire ?

7. Combien de réceptions ont été offertes par le gouvernement québécois à l'occasion de cette visite et quel en a été le coût ?

8. Le gouvernement du Québec a-t-il invité des journalistes français à Québec au cours des derniers mois en vue de préparer la visite du premier ministre à Paris ?

9. Quel a été le coût total des frais de séjour et autres frais des journalistes invités par le gouvernement ?

10. Quel a été le coût total de la visite du premier ministre à Paris :

- a) publicité;
- b) personnel de soutien;
- c) frais de séjour et de voyage;
- d) autres dépenses ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé un document contenant les informations demandées.

M. Levesque dépose, pour M. Cloutier, ledit document.

(Document de la session no 79.)

Sur la motion de M. Lessard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé :

Copie du texte et de tous les documents relatifs à l'entente intervenue entre Québec et Ottawa concernant un transfert de territoires impliquant 12,500 acres (Québec) et 255 acres (Ottawa), dans la région de la capitale fédérale.

M. Parent (Hull) dépose ledit document.

(Document de la session no 80.)

5. Did the government of the province of Québec, or any Crown Corporation or other bodies have any paid advertisements put in the French press, or on radio or television on the occasion of the Prime Minister's visit to France ?

6. What was the total cost of such advertising campaign ?

7. How many receptions were given by the Québec government on the occasion of the visit, and how much did they cost ?

8. Did the government of the province of Québec invite any French newspapermen to Québec during the last few months for the purpose of preparing the Prime Minister's visit to France ?

9. What was the total cost of the hotel expenses and other costs of the newspapermen who were invited by the government ?

10. What was the total cost of the Prime Minister's visit to Paris for :

- (a) advertising;
- (b) staff assistants;
- (c) hotel and travelling expenses;
- (d) other expenses ?

On motion Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr Cloutier.

(Sessional Papers, No. 79.)

On motion of Mr Lessard,—

Ordered, that there be tabled :

A copy of the text and all the documents respecting the agreement made between Québec and Ottawa concerning a transfer of territories involving 12,500 acres (Québec) and 255 acres (Ottawa), in the National Capital Region.

Mr Parent (Hull) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 80.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion amendée de M. Lessard proposant :

« *Que* cette Assemblée appuie les revendications des producteurs de lait du Québec en ce qui concerne les modifications à apporter à la politique laitière du gouvernement du Canada et demande au ministre de l'Agriculture de continuer à intervenir publiquement dans ce sens auprès des autorités fédérales. »

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Boutin, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Côté, Cournoyer, Denis, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Springate, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Verreault.—68.

CONTRE—NAYS:—0.

À dix-sept heures quarante-cinq minutes, M. Levesque propose que l'Assemblée soit ajournée à demain quinze heures.

La motion est mise aux voix et adoptée.

En conséquence, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Lessard, as amended, proposing:

“*That* the Assembly do support the demands of the milk producers of the province of Québec as regards the changes to be made in the dairy policy of the government of Canada, and do request the Minister of Agriculture to continue to intervene publicly in this regard with the federal authorities.”

The motion was adopted on the following vote:

At five forty-five o'clock P.M., Mr Levesque moved that the Assembly be adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

The motion was put to the vote and adopted.

The Assembly accordingly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 13 mai 1976

Quinze heures

M. Charron propose:

Que le nom de M. Léger soit substitué à celui de M. Burns sur la liste des membres de la Commission élue permanente de l'agriculture.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Charron, Choquette, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—7.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare (Rosemont), Boudreault, Boutin, Chagnon, Déziel, Dufour, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Leduc, Mercier, Picard, Vallières.—16.

ABSTENTIONS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Dionne, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Levesque, Mailloux, Malépart, Massé, Massicotte, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Vaillancourt, Verreault.—61.

Thursday, May 13th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Charron moved:

That the name of Mr Burns be replaced by that of Mr Léger on the list of members of the Select Standing Committee on Agriculture.

The motion was rejected on the following division:

Sur la motion de M. Levesque, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

À la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales et de l'Environnement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Morin propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir imposé aux contribuables québécois déjà surtaxés la plus forte hausse de taxe de l'histoire du Québec et d'en faire porter le fardeau surtout par les petits et moyens contribuables.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charron, au nom de M. Samson.

À dix-sept heures quarante minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Levesque, the following Select Standing Committees will sit at eight o'clock P.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the examination of the estimates of the Department of Natural Resources.

In Room 81 "A":

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for the examination of the estimates of the Department of Municipal Affairs and the Environment.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

Mr Morin moved:

That the Assembly do censure the government for having imposed the highest tax increase in the history of the province of Québec upon the already overtaxed taxpayers of Québec and particularly for having put the burden upon the taxpayers with small and average incomes.

The debate was adjourned on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Samson.

At forty minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 14 mai 1976

Dix heures

Friday, May 14th 1976

Ten o'clock A.M.

M. Charron propose:

Que le nom de M. Morin soit substitué à celui de M. Burns sur la liste des membres de la Commission élue permanente de l'agriculture.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Charron, Léger, Lessard, Roy, Samson, Veilleux.—7.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bossé, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Cloutier, Denis, Desjardins, Déziel, Drummond, Faucher, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Massé, Massicotte, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Saindon, Shanks, Simard, Springate, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vallières.—45.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bacon, Bonnier, Boudreault, Brisson, Dufour, Giasson, Morin, Pagé, Séguin, St-Hilaire, Verreault.—11.

M. Levesque donne l'avis suivant:
Mardi, le 18 mai 1976, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à

Mr Charron moved:

That the name of Mr Burns be replaced by that of Mr Morin on the list of members of the Select Standing Committee on Agriculture.

The motion was rejected on the following division:

FOR—YEAS:—MR./Messrs Bédard (Chicoutimi), Charron, Léger, Lessard, Roy, Samson, Veilleux.—7.

AGAINST—NAYS:—MR./Messrs Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bossé, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Cloutier, Denis, Desjardins, Déziel, Drummond, Faucher, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Massé, Massicotte, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Saindon, Shanks, Simard, Springate, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vallières.—45.

ABSTENTIONS:—MR./Messrs Bacon, Bonnier, Boudreault, Brisson, Dufour, Giasson, Morin, Pagé, Séguin, St-Hilaire, Verreault.—11.

Mr Levesque gave the following notice:
On Tuesday, May 18th 1976, the following Select Standing Committees will sit at

compter de dix heures trente minutes jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

À la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales et de l'Environnement.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de la fonction publique siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Fonction publique.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales et de l'Environnement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure suivante:

De M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir imposé aux contribuables québécois déjà surtaxés la plus forte hausse de taxe de l'histoire du Québec et d'en faire porter le fardeau par les petits et moyens contribuables. »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

À douze heures trente-deux minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assem-

ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the examination of the estimates of the Department of Natural Resources.

In Room 81 "A":

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for the examination of the estimates of the Department of Municipal Affairs and the Environment.

In Room 91 "A":

The Committee on the Civil Service will sit for the examination of the estimates of the Department of the Civil Service.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of Municipal Affairs and the Environment.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motion of non-confidence:

By Mr Morin:

“*That* the Assembly do censure the government for having imposed the highest tax increase in the history of the province of Québec upon the already overtaxed taxpayers of Québec and particularly for having put the burden upon the taxpayers with small and average incomes.”

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

At thirty-two minutes past twelve o'clock noon, on motion of Mr Levesque,

blée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 18 mai 1976

Quinze heures

Tuesday, May 18th 1976

Three o'clock P.M.

M. Burns propose:

Que le nom de M. Léger soit substitué à celui de M. Bédard (Chicoutimi), sur la liste des membres de la Commission élue permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bonnier, Boudreault, Burns, Chagnon, Charron, Choquette, Dufour, Harvey (Dubuc), Léger, Lessard, Morin, Roy.—13.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Leduc.—1.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bérard, Bienvenue, Bourassa, Boutin, Brown, Caron, Carpentier, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—68.

M. Simard dépose le document suivant :

Rapport annuel du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 81.*)

Sur la motion de M. Levesque, les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement :

Au Salon Rouge :

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège pour l'étude du ministère des Affaires intergouvernementales.

À la Salle 81 « A » :

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siège pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales et de l'Environnement.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner :

Au Salon Rouge :

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siègera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

À la Salle 91 « A » :

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siègera pour l'étude des crédits du ministère de l'Immigration.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure suivante de M. Morin :

Mr Simard tabled the following document :

Annual report of the Department of Tourism, Fish and Game, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 81.*)

On motion of Mr Levesque, the following Select Standing Committees will sit immediately :

In the Red Room :

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

In Room 81 "A" :

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for the examination of the estimates of the Department of Municipal Affairs and the Environment.

Mr Levesque gave the following notice :

Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn :

In the Red Room :

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

In Room 91 "A" :

The Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit for the examination of the estimates of the Department of Immigration.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motion of non-confidence by Mr Morin :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir imposé aux contribuables québécois déjà surtaxés la plus forte hausse de taxe de l'histoire du Québec et d'en faire porter le fardeau par les petits et moyens contribuables. »

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Marchand.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

“*That* the Assembly do censure the government for having imposed the highest tax increase in the history of the province of Québec upon the already overtaxed taxpayers of Québec and particularly for having put the burden upon the taxpayers with small and average incomes.”

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Marchand.

At fifty-five minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trentième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 19 mai 1976

Quinze heures

Le projet de loi n° 35, « Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec », est présenté par M. Saint-Pierre.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—94.

CONTRE—NAYS:—0.

Wednesday, May 19th 1976

Three o'clock P.M.

Bill No. 35, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec", was introduced by Mr Saint-Pierre.

Mr Saint-Pierre moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

En conséquence, le projet de loi n° 35 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Goldbloom dépose le document suivant:

Rapport minoritaire de Mme Jeanne Leblanc, membre du groupe de travail sur l'habitation, en date de mars 1976, intitulé: « Vers un Québec habitable ».

(*Document de la session n° 82.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare (Johnson):

1. L'École des routiers a-t-elle donné des cours durant l'année scolaire qui a débuté en septembre 1975 ?

2. Dans l'affirmative, quelle est la date du début de l'année scolaire ?

3. Quel est le montant total des subventions accordées à cette école depuis le 1er janvier 1975 ?

4. Le gouvernement a-t-il reçu des requêtes syndicales pour demander une enquête sur le fonctionnement de cette école ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bienvenue dépose ledit document.
(*Document de la session n° 83.*)

Sur la motion de M. Lessard, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du rapport biologique intitulé: « Évaluation du point de vue chasse et pêche de la partie retranchée du Parc Joliette ».

M. Simard dépose ledit document.
(*Document de la session n° 84.*)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège immédiatement à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère de l'Immigration.

Bill No. 35 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Goldbloom tabled the following document:

A minority report, dated March 1976, by Mrs Jeanne Leblanc, member of the Working Group on Housing, and entitled "Towards a Habitable Québec".

(*Sessional Papers, No. 82.*)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Has the École des routiers given any courses during the school year which began in September 1975 ?

2. If so, on what date did the school year begin ?

3. What is the total amount of the grants given to this school since January 1st 1975 ?

4. Did the government receive any union requests for an investigation of the operating of this school ?

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Bienvenue tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 83.*)

On motion of Mr Lessard,—
Ordered, that there be tabled:

A copy of the biological report entitled: "Évaluation du point de vue chasse et pêche de la partie retranchée du Parc Joliette".

Mr Simard tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 84.*)

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit immediately in Room 91 "A", for the examination of the estimates of the Department of Immigration.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner :

Au Salon Rouge :

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

À la Salle 81 « A » :

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

M. Roy propose :

Que cette Assemblée est d'avis que la Commission élue permanente de l'agriculture soit convoquée sans délai afin d'examiner la situation concernant les petits abattoirs et leurs propriétaires et, en particulier :

a) la réglementation ayant trait aux installations;

b) les normes de compensation;

c) les recommandations de la Commission Dutil concernant les établissements;

d) les conséquences pour les agriculteurs et les consommateurs ainsi que pour l'économie rurale.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Sylvain propose :

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans la troisième ligne les mots « sans délai » par les mots « s'il est jugé nécessaire ».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Morin.

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the examination of the estimates of the Department of Lands and Forests.

Mr Roy moved:

That the Assembly is of opinion that the Select Standing Committee on Agriculture must be convened without delay to examine the situation concerning the small slaughter-houses and their proprietors, and particularly:

(a) the regulations respecting the equipment;

(b) the compensation standards;

(c) the recommendations of the Dutil Commission concerning the establishments;

(d) the results as regards the farmers and consumers, as well as the rural economy.

And a debate arising on this motion.

Mr Sylvain moved:

That the motion under debate be amended by replacing, in the third line, the words "without delay", by the words "if it is deemed expedient".

And a debate arising on this motion of amendment.

The debate was adjourned on motion of Mr Morin.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne
à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At six o'clock P.M., the Assembly ad-
journed until tomorrow, at three o'clock
P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 20 mai 1976

Quinze heures

M. Levesque dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants :

Projet de loi n° 212.—Loi concernant le testament de Pierre Foucreault ;

Projet de loi n° 217.—Loi concernant la ville de Gatineau.

(Document de la session n° 85.)

Le projet de loi privé n° 212, « Loi concernant le testament de Pierre Foucreault », est présenté par M. Marchand, au nom de M. Ostiguy.

M. Marchand propose, au nom de M. Ostiguy, que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Thursday, May 20th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Levesque tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills :

Bill No. 212.—An Act respecting the will of Pierre Foucreault ;

Bill No. 217.—An Act respecting the city of Gatineau.

(Sessional Papers, No. 85.)

Private bill No. 212, "An Act respecting the will of Pierre Foucreault", was introduced by Mr Marchand, on behalf of Mr Ostiguy.

Mr Marchand moved, on behalf of Mr Ostiguy, that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote :

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mme./Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—92.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 212 est lu la première fois et sur la motion de M. Levesque, ce projet de loi est déferé pour étude à la Commission élue permanente de la justice.

Le projet de loi privé n° 217, « Loi concernant la ville de Gatineau », est présenté par M. Gratton, au nom de M. Assad, lu la première fois et sur la motion de M. Levesque, ce projet de loi est déferé pour étude à la Commission élue permanente de la justice.

M. Saint-Pierre dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 7 mai 1976, de M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, adressée à M. Don Jamieson, ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada, au sujet des multiples problèmes auxquels fait face l'industrie des textiles et du vêtement au Québec.

(Document de la session n° 86.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 25 mai 1976, au Salon Rouge, à compter de dix heures trente minutes, la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera aux fins d'entendre les administrateurs de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP).

Bill No. 212 was accordingly read the first time and on motion of Mr Levesque, the bill was referred to the Select Standing Committee on Justice for consideration.

Private bill No. 217, "An Act respecting the city of Gatineau", was introduced by Mr Gratton, on behalf of Mr Assad, read the first time and on motion of Mr Levesque, the bill was referred to the Select Standing Committee on Justice for consideration.

Mr Saint-Pierre tabled the following document:

Copy of a letter dated May 7th 1976, written to the Minister of Industry, Trade and Commerce of Canada, Mr Don Jamieson, by the Minister of Industry and Commerce of Québec, Mr Guy Saint-Pierre, concerning the many problems being faced by the textile and clothing industries in the province of Québec.

(Sessional Papers, No. 86.)

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, May 25th 1976, the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit in the Red Room, at ten-thirty o'clock A.M., for the purpose of hearing the directors of the Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP).

Sur la motion de M. Levesque, les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement :

Au Salon Rouge :

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

À la Salle 81 « A » :

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siège pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure suivante de M. Morin :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir imposé aux contribuables québécois déjà surtaxés la plus forte hausse de taxe de l'histoire du Québec et d'en faire porter le fardeau par les petits et moyens contribuables. »

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Tetley.

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Levesque, the following Select Standing Committees will sit immediately :

In the Red Room :

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

In Room 81 "A" :

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the examination of the estimates of the Department of Lands and Forests.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motion of non-confidence by Mr Morin :

"*That* the Assembly do censure the government for having imposed the highest tax increase in the history of the province of Québec upon the already overtaxed taxpayers of Québec and particularly for having put the burden upon the taxpayers with small and average incomes."

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Tetley.

At ten o'clock P.M., on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 21 mai 1976

Dix heures

Friday, May 21st 1976

Ten o'clock A.M.

M. Burns propose que le nom de M. Léger soit substitué à celui de M. Charron sur la liste des membres de la Commission éeue permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration.

La motion est mise aux voix et les noms sont enregistrés comme suit:

Mr Burns moved that the name of Mr Charron be replaced by that of Mr Léger on the list of names of the Select Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration.

The motion was put to the vote and the names were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Choquette, Léger, Lessard, Morin, Roy.—7.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Bonnier, Boudreault, Chagnon, Lachance, Marchand, Ostiguy.—7.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bossé, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Levesque, Malépart, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Séguin, Simard, Springate, St-Hilaire, Tetley, Toupin, Tremblay, Veilleux.—55.

Comme il y a égalité des voix, M. le Président donne sa voix prépondérante en faveur de la motion.

En conséquence, la motion est adoptée.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Mardi, le 25 mai 1976, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes :

À la Salle 81 « A » :

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera aux fins d'entendre les administrateurs de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP).

À la Salle 91 « A » :

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 35, « Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec ».

M. Saint-Pierre informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Saint-Pierre.

As there was a tie-vote, Mr President gave his casting vote in favor of the motion.

The motion was accordingly adopted.

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, May 25th 1976, the following Select Standing Committees will sit at ten-thirty o'clock A.M.:

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the purpose of hearing the directors of the Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP).

In Room 91 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit for the examination of the estimates of the Department of Public Works and Supply.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 35, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec".

Mr Saint-Pierre informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Saint-Pierre moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Saint-Pierre.

À douze heures cinquante minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

At fifty minutes past twelve o'clock noon, on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 25 mai 1976

Quinze heures

Tuesday, May 25th 1976

Three o'clock P.M.

M. le Président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée la lettre suivante:

Québec, le 25 mai 1976.

L'Honorable Jean-Noël Lavoie,
Président de l'Assemblée nationale,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur le Président,

Il me fait plaisir de vous informer que monsieur Maurice Bellemare, député du district électoral de Johnson, continuera à agir à titre de chef parlementaire de l'Union nationale.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le Chef de l'Union nationale,
RODRIGUE M. BIRON.

Mr President made the following announcement:

I have the honour to inform the Assembly of the following letter:

Québec, May 25th 1976.

The Honourable Jean-Noël Lavoie,
President of the National Assembly,
Government Buildings,
Québec.

Mr President,

I am pleased to inform you that Mr Maurice Bellemare, the Member for the electoral district of Johnson, will continue to act as the Parliamentary Leader for the Union nationale.

Yours very truly,

RODRIGUE M. BIRON,
Leader of the Union nationale.

M. Levesque dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 203.—Loi concernant la succession Lambert de Loulay;

Projet de loi n° 204.—Loi concernant la succession de Joseph Octave Saint-Pierre;

Projet de loi n° 207.—Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste Beaudry Leman.

(*Document de la session n° 87.*)

Sur la motion de M. Levesque, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas des projets de loi nos 204 et 207.

Sur la motion de M. Bellemare, appuyée par MM. Bourassa, Morin, Samson et Choquette, il est—

Résolu que par respect pour la mémoire de Madame Denise Pelletier, des condoléances soient adressées à la famille éprouvée ainsi qu'à toute la colonie artistique québécoise.

Le projet de loi n° 193, « Loi modifiant le Code du travail », est présenté par M. Burns.

M. Burns propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Veilleux.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

Mr Levesque tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill No. 203.—An Act respecting the Lambert de Loulay estate;

Bill No. 204.—An Act respecting the Joseph Octave Saint-Pierre estate;

Bill No. 207.—An Act respecting the Polyxène Beaudry estate and the Jean-Baptiste Beaudry Leman estate.

(*Sessional Papers, No. 87.*)

On motion of Mr Levesque, the Rules of Procedure concerning private bills were suspended respecting bills Nos. 204 and 207.

On motion of Mr Bellemare, seconded by Messrs Bourassa, Morin, Samson and Choquette,—

Resolved, that as a mark of respect for the sudden passing of Madame Denise Pelletier, a message of condolence be forwarded to her family, and to all her fellow artists of Québec.

Bill No. 193, "An Act to amend the Labour Code", was introduced by Mr Burns.

Mr Burns moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

En conséquence, le projet de loi n° 193 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Séguin, au nom de M. Saindon: Projet de loi n° 203.—Loi concernant la succession Lambert de Loulay.

Par M. Ciaccia, au nom de M. Caron: Projet de loi n° 204.—Loi concernant la succession de Joseph Octave Saint-Pierre.

Par M. Pepin, au nom de M. Beauregard:

Projet de loi n° 207.—Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste Beaudry Leman.

Sur la motion de M. Levesque, ces projets de loi sont, l'un après l'autre, déferés pour étude à la Commission élue permanente de la justice.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Jeudi, le 3 juin 1976, au Salon Rouge, à compter de dix heures, la Commission élue permanente de la justice siégera pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 203.—Loi concernant la succession Lambert de Loulay;

Projet de loi n° 204.—Loi concernant la succession de Joseph Octave Saint-Pierre;

Projet de loi n° 207.—Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste Beaudry Leman;

Projet de loi n° 212.—Loi concernant le testament de Pierre Foucreault;

Projet de loi n° 217.—Loi concernant la ville de Gatineau.

Déclaration ministérielle de M. Harvey (Jonquière), ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, concernant le toit du vélodrome situé sur le chantier olympique.

Bill No. 193 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following private bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Séguin, on behalf of Mr Saindon: Bill No. 203.—An Act respecting the Lambert de Loulay estate.

By Mr Ciaccia, on behalf of Mr Caron: Bill No. 204.—An Act respecting the Joseph Octave Saint-Pierre estate.

By Mr Pepin, on behalf of Mr Beauregard:

Bill No. 207.—An Act respecting the Polyxène Beaudry estate and the Jean-Baptiste Beaudry Leman estate.

On motion of Mr Levesque, these bills were severally referred to the Select Standing Committee on Justice for consideration.

Mr Levesque gave the following notice:

On Thursday, June 3rd 1976, the Select Standing Committee on Justice will sit in the Red Room, at ten o'clock A.M., for the examination of the following private bills:

Bill No. 203.—An Act respecting the Lambert de Loulay estate;

Bill No. 204.—An Act respecting the Joseph Octave Saint-Pierre estate;

Bill No. 207.—An Act respecting the Polyxène Beaudry estate and the Jean-Baptiste Beaudry Leman estate;

Bill No. 212.—An Act respecting the will of Pierre Foucreault;

Bill No. 217.—An Act respecting the city of Gatineau.

Ministerial declaration by the Minister of Labour and Manpower, Mr Harvey (Jonquière), concerning the roof of the velodrome forming part of the olympic installations.

M. Mailloux dépose le document suivant :

Documents relatifs à une demande d'augmentation des tarifs à la Traverse Matane-Baie-Comeau-Godbout, ainsi que des tableaux expliquant la situation financière de cette compagnie.

(Document de la session n° 88.)

M. Levesque donne l'avis suivant :

Mardi, le 8 juin 1976, au Salon Rouge, à compter de dix heures trente minutes, la Commission élue permanente des affaires sociales siègera aux fins d'entendre les bénéficiaires de l'aide sociale relativement à la Loi de l'aide sociale et à sa réglementation.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Saint-Pierre proposant que le projet de loi n° 35, « Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 35 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche qui siègera immédiatement à la Salle 91 « A » ;

Mr Mailloux tabled the following document :

Documents concerning a request for an increase in the Matane-Baie-Comeau-Godbout ferry rates, together with tables showing the financial situation of the company.

(Sessional Papers, No. 88.)

Mr Levesque gave the following notice :

On Tuesday, June 8th 1976, the Select Standing Committee on Social Affairs will sit in the Red Room, at ten-thirty o'clock A.M., for the purpose of hearing the beneficiaries of social aid under the Social Aid Act, and concerning its regulations.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Saint-Pierre proposing that bill No. 35, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following vote :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—84.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 35 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game which will sit immediately in Room 91 "A"; as soon as the examina-

dès que l'étude de ce projet de loi sera terminée, cette commission étudiera les crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce et ceci pour cet après-midi, ce soir et demain à compter de dix heures.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement à la Salle 81 « A », aux fins d'entendre les administrateurs de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP); dès que ces audiences seront terminées, cette commission étudiera les crédits du ministère des Terres et Forêts et ceci pour cet après-midi, ce soir et demain à compter de dix heures.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure suivante de M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir imposé aux contribuables québécois déjà surtaxés la plus forte hausse de taxe de l'histoire du Québec et d'en faire porter le fardeau par les petits et moyens contribuables. »

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Mercier.

À vingt et une heures cinquante-huit minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Vice-Président,
HARRY BLANK.

tion of the bill is concluded the Committee will sit this afternoon and this evening, and also tomorrow at ten o'clock A.M., for the examination of the estimates of the Department of Industry and Commerce.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit immediately in Room 81 "A", for the purpose of hearing the directors of the Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP); as soon as these hearings are concluded, the Committee will sit this afternoon and this evening, and also tomorrow at ten o'clock A.M., for the examination of the estimates of the Department of Lands and Forests.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motion of non-confidence by Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for having imposed the highest tax increase in the history of the province of Québec upon the already overtaxed taxpayers of Québec and particularly for having put the burden upon the taxpayers with small and average incomes."

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair, and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock, P.M.

The debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Mercier.

At fifty-eight minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

HARRY BLANK,
Vice-President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 26 mai 1976

Quinze heures

M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui a siégé le 25 mai 1976, aux fins d'entendre les administrateurs de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), sur les activités de cette société.

(Document de la session n° 89.)

Le projet de loi n° 194, « Loi modifiant la Loi des agents de voyage », est présenté par M. Charron.

M. Charron propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Wednesday, May 26th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests which sat on May 25th 1976, for the purpose of hearing the directors of the Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP), on the activities of the company.

(Sessional Papers, No. 89.)

Bill No. 194, "An Act to amend the Travel Agents Act", was introduced by Mr Charron.

Mr Charron moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévu), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—95.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 194 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 194 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTIONS AND ANSWERS

Question de M. Bellemare (Johnson):

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Le gouvernement, par l'entremise du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, a-t-il acheté un garage sur la rue Saint-Jean-Baptiste, à Montréal ?

1. Did the Department of Public Works and Supply purchase a garage on Saint-Jean-Baptiste Street in Montreal on behalf of the government ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et à quel prix ?

2. If so, on what date and at what price ?

3. À quelle date le vendeur-proprétaire en avait-il pris possession et à quel prix ?

3. On what date had the proprietor-seller taken possession of it and at what price ?

4. Quelle est la dernière évaluation municipale de ce garage ?

4. What is the latest municipal valuation of such garage ?

Réponse de M. Tetley:

Answer by Mr Tetley:

1. Oui, pour le ministère des Transports, pour utilisation comme centre permanent d'inspection des véhicules automobiles. Vendeur: Versailles Ford Sales Limited.

1. Yes, for the Department of Transport, to be used as a permanent motor vehicle inspection centre. Seller: Versailles Ford Sales Limited.

2. Date: 15 décembre 1975.

2. Date: December 15th 1975.

Prix: \$780,000.00.

Price: \$780,000.00.

Le coût d'acquisition comportait l'équipement et les meubles.

The purchase price included the equipment and furniture.

3. Achat: 11 juin 1975.

3. Purchase: June 11th 1975.

Prix: \$1.00 et à la charge de payer les sommes suivantes: \$499,728.17 plus les

Price: \$1.00 and the responsibility of paying the following amounts: \$499,728.17

intérêts à la Banque Canadienne Nationale;

\$73,000.00 plus les intérêts au Crédit Immobilier Inc.

4. \$261,050.00 selon un rapport d'évaluation daté du 10 septembre 1975.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare (Johnson):

1. Depuis 1970, quelles sont les nouvelles industries qui se sont installées dans la région de Québec et qui emploient au moins 100 personnes ?

2. Depuis 1970, quelles sont les industries qui ont fermé leurs portes dans la région de Québec et qui employaient au moins 100 personnes ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Saint-Pierre dépose ledit document.

(Document de la session n° 90.)

Sur la motion de M. Léger, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copies des déclarations assermentées faites, au cours de la troisième session de la 30^e Législature, par chacun des membres de l'Assemblée nationale, relativement aux jours de séance auxquels s'applique l'article 95 de la Loi de la Législature.

M. Levesque, au nom de M. le Président, dépose ledit document.

(Document de la session n° 91.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions éues permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera à compter de dix heures, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

plus interest to the Banque Canadienne Nationale;

\$73,000.00 plus interest to Crédit Immobilier Inc.

4. \$261,050.00 according to a valuation report dated September 10th 1975.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. What new industries employing at least 100 persons have been established in the Québec City region since 1970 ?

2. What industries employing at least 100 persons have been closed in the Québec City region since 1970 ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Saint-Pierre tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 90.)

On motion of Mr Léger,—

Ordered, that there be tabled:

Copies of the sworn statements made by each of the Members of the National Assembly during the third session of the 30th Legislature, respecting the sitting days contemplated by section 95 of the Legislature Act.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr President.

(Sessional Papers, No. 91.)

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game will sit at ten o'clock A.M., for the examination of the estimates of the Department of Industry and Commerce.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera à compter de dix heures trente minutes, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

À la Salle 91 « A »:

La Commission des engagements financiers siégera à compter de dix heures trente minutes.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Sylvain à la motion de M. Roy proposant:

« *Que* cette Assemblée est d'avis que la Commission élue permanente de l'agriculture soit convoquée sans délai afin d'examiner la situation concernant les petits abattoirs et leurs propriétaires et, en particulier:

a) la réglementation ayant trait aux installations;

b) les normes de compensation;

c) les recommandations de la Commission Dutil concernant les établissements;

d) les conséquences pour les agriculteurs et les consommateurs ainsi que pour l'économie rurale. », lequel amendement se lit comme suit:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans la troisième ligne les mots « sans délai » par les mots « s'il est jugé nécessaire ». »

La motion d'amendement est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit at ten-thirty o'clock A.M., for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

In Room 91 "A":

The Committee on Financial Commitments will sit at ten-thirty o'clock A.M.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game will sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of Industry and Commerce.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Sylvain to the motion by Mr Roy proposing:

"*That* the Assembly is of opinion that the Select Standing Committee on Agriculture must be convened without delay to examine the situation concerning the small slaughter-houses and their proprietors, and particularly:

(a) the regulations respecting the equipment;

(b) the compensation standards;

(c) the recommendations of the Dutil Commission concerning the establishments;

(d) the results as regards the farmers and consumers, as well as the rural economy.", which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by replacing, in the third line, the words "without delay", by the words "if it is deemed expedient"."

The motion of amendment was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Beaugard, Bellemare (Rosemont), Bérard, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Côté, Denis, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—77.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Burns, Charron, Choquette, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

La motion principale amendée se lit maintenant comme suit:

« *Que* cette Assemblée est d'avis que la Commission élue permanente de l'agriculture soit convoquée s'il est jugé nécessaire afin d'examiner la situation concernant les petits abattoirs et leurs propriétaires et, en particulier:

a) la réglementation ayant trait aux installations;

b) les normes de compensation;

c) les recommandations de la Commission Dutil concernant les établissements;

d) les conséquences pour les agriculteurs et les consommateurs ainsi que pour l'économie rurale. »

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The main motion, as amended, now reads as follows:

“*That* the Assembly is of opinion that the Select Standing Committee on Agriculture must be convened, if it is deemed expedient, to examine the situation concerning the small slaughter-houses and their proprietors, and particularly:

(a) the regulations respecting the equipment;

(b) the compensation standards;

(c) the recommendations of the Dutil Commission concerning the establishments;

(d) the results as regards the farmers and consumers, as well as the rural economy.”

The said motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Beaugard, Bellemare (Rosemont), Bérard, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Côté, Denis, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

À dix-huit heures quinze minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At six-fifteen o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trentième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 27 mai 1976

Quinze heures

M. Marchand, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 35, « Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 92.)

Les documents suivants sont déposés:

Par M. L'Allier:

Livre vert, en date de mai 1976, intitulé: « Pour l'évolution de la politique culturelle ».

(Document de la session n° 93.)

Par M. Lalonde:

Rapport de la Commission de police du Québec, en date du 20 mai 1976, concernant la plainte de brutalité formulée à l'égard de certains policiers de Sainte-Foy.

(Document de la session n° 94.)

Thursday, May 27th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Marchand, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game which examined bill No. 35, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 92.)

The following documents were tabled:

By Mr L'Allier:

A Green Paper dated May 1976, entitled: "Pour l'évolution de la politique culturelle" (For the development of the Cultural Policy).

(Sessional Papers, No. 93.)

By Mr Lalonde:

Report of the Québec Police Commission, dated May 20th 1976, concerning the complaint against certain police officers of Sainte-Foy charging them with brutality.

(Sessional Papers, No. 94.)

Par M. Lachapelle:

Rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'année 1974/75.

(Document de la session n° 95.)

Rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'année 1975/76.

(Document de la session n° 96.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, à compter de vingt heures, les commissions élues permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

M. Levesque propose:

Que les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce;

À la Salle 81 « A »:

La Commission de l'agriculture pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

By Mr Lachapelle:

Annual report of the Council on the Status of Women, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 95.)

Annual report of the Québec Professions Board, for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 96.)

Mr Levesque gave the following notice:

Today, the following Select Standing Committees will sit at eight o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of the Department of Industry and Commerce.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

In Room 91 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Communications.

Mr Levesque moved:

That the following Select Standing Committees do sit immediately:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game for the examination of the estimates of the Department of Industry and Commerce;

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Blank, Bonnier, Bossé, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—93.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure suivante de M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir imposé aux contribuables québécois déjà surtaxés la plus forte hausse de taxe de l'histoire du Québec et d'en faire porter le fardeau par les petits et moyens contribuables. »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

À dix-sept heures quinze minutes, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motion of non-confidence by Mr Morin:

“*That* the Assembly do censure the government for having imposed the highest tax increase in the history of the province of Québec upon the already overtaxed taxpayers of Québec and particularly for having put the burden upon the taxpayers with small and average incomes.”

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

At five-fifteen o'clock P.M., on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 28 mai 1976

Dix heures

Friday, May 28th 1976

Ten o'clock A.M.

M. Burns propose:

Que le nom de M. Lessard soit substitué à celui de M. Léger sur la liste des membres de la Commission élue permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Burns moved:

That the name of Mr Léger be replaced by that of Mr Lessard on the list of members of the Select Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Beauregard, Berthiaume, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Charron, Cornellier, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Fraser, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Shanks, Springate, Tetley, Vallières, Veilleux.—47.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare (Rosemont), Dufour, Harvey (Dubuc), Lapointe, Lecours, Picotte, Tardif.—7.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bonnier, Chagnon, Lachance, Marchand.—4.

M. Parent (Hull) dépose le document suivant:

Mr Parent (Hull) tabled the following document:

Textes préliminaires du schéma d'aménagement de la Communauté régionale de l'Outaouais.

(Document de la session n° 97.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 35, « Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec ».

Sur la motion de M. Marchand, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 35 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 1^{er} juin 1976, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de la fonction publique siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Fonction publique.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, les commissions élues permanentes suivantes siégeront immédiatement après l'ajournement de l'Assemblée jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Preliminary texts of the plan for the development of the Outaouais Regional Community.

(Sessional Papers, No. 97.)

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game which examined bill No. 35, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec", following second reading.

On motion of Mr Marchand, the report was adopted.

Bill No. 35 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, June 1st 1976, the following Select Standing Committees will sit at ten-thirty o'clock A.M.:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of the Department of Industry and Commerce.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

In Room 91 "A":

The Committee on the Civil Service will sit for the examination of the estimates of the Department of the Civil Service.

Mr Levesque gave the following notice:

Today, the following Select Standing Committees will sit until one o'clock P.M., immediately after the Assembly has adjourned:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of the Department of Industry and Commerce.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

À onze heures trente minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président Suppléant,
FERNAND PICARD.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

In Room 91 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Communications.

At eleven-thirty o'clock A.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

FERNAND PICARD,
Deputy President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 1er juin 1976

Quinze heures

Tuesday, June 1st 1976

Three o'clock P.M.

M. Burns propose:

Que le nom de M. Morin soit substitué à celui de M. Bédard (Chicoutimi) sur la liste des membres de la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Burns moved:

That the name of Mr Bédard (Chicoutimi) be replaced by that of Mr Morin on the list of members of the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Beaugard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Blank, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—74.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bonnier, Boudreault, Dufour, Lachance, Lapointe, Lecours, Leduc, Malépart, Sylvain, Tardif, Tremblay.—13.

ABSTENTION:—M./Mr Lafrance.—1.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de la fonction publique siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Fonction publique.

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

Sur la motion de M. Levesque, les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit this evening at eight o'clock:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of the Department of Industry and Commerce.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

In Room 91 "A":

The Committee on the Civil Service will sit for the examination of the estimates of the Department of the Civil Service.

Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit at ten o'clock A.M.:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of the Department of Industry and Commerce.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

In Room 91 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Communications.

On motion of Mr Levesque, the following Select Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until six o'clock P.M.:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure suivante de M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir imposé aux contribuables québécois déjà surtaxés la plus forte hausse de taxe de l'histoire du Québec et d'en faire porter le fardeau par les petits et moyens contribuables. »

M. Bellemare (Johnson) propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir été incapable d'administrer la province avec efficacité et de freiner réellement l'augmentation des coûts de l'administration publique.

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Picotte.

À dix-huit heures, sur la motion de M. Mailloux, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of the Department of Industry and Commerce.

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Communications.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motion of non-confidence by Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for having imposed the highest tax increase in the history of the province of Québec upon the already overtaxed taxpayers of Québec and particularly for having put the burden upon the taxpayers with small and average incomes."

Mr Bellemare (Johnson) moved:

That the Assembly do censure the government for having been incapable of administering the province efficiently and of genuinely slowing down the increase in the cost of public administration.

And the debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Picotte.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Mailloux, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 2 juin 1976

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Levesque:

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'année 1975/76.

(Document de la session n° 98.)

Par M. Berthiaume:

Rapport de M. Roger Morin, c.a., sur la vérification des comptes relatifs au Vérificateur général, pour l'année financière terminée le 31 mars 1975.

(Document de la session n° 99.)

Etats financiers des entreprises du gouvernement du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session n° 100.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare (Johnson):

1. Relativement à la subvention de \$350,000.00 consentie à la Société Coopérative Agricole du Bas Saint-Laurent, Bic,

Wednesday, June 2nd 1976

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Levesque:

Annual report of "Régie des loteries et courses du Québec", for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 98.)

By Mr Berthiaume:

Report by Mr Roger Morin, C.A., on the audit of the accounts relating to the Auditor-General, for the fiscal year ended March 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 99.)

Financial statements of Québec government enterprises, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 100.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Respecting the grant of \$350,000.00 given to the Société Coopérative Agricole du Bas Saint-Laurent, Bic, Rimouski coun-

comté de Rimouski, pour l'implantation d'un système de séchage et d'entreposage des grains produits dans les comtés de Rimouski, Matane, Gaspé-Ouest et Témiscouata:

a) quelles sont les mesures incitatives consenties par le ministère de l'Agriculture du Québec pour promouvoir la culture des céréales dans les quatre comtés ci-dessus mentionnés;

b) quelle production de céréales, autre que l'avoine, présente l'assurance d'une rentabilité dans cette même région;

c) quel est le volume de céréales produit dans ces mêmes comtés pour chacune des années 1972/73, 1973/74 et 1974/75;

d) combien l'Office du crédit agricole a-t-il prêté aux producteurs des quatre comtés pour l'agrandissement des superficies;

e) quelle est la capacité d'entreposage de la nouvelle usine;

f) quel sera le coût aux 100 livres demandé aux producteurs pour faire sécher et entreposer leurs céréales?

Réponse de M. Drummond:

1. a) Le ministère de l'Agriculture accorde une subvention de \$4.00 l'acre à tout agriculteur qui produit de la semence pedigree de céréales, afin d'assurer une quantité suffisante de semence de qualité;

b) l'orge, le blé et les grains mélangés à la condition de respecter les techniques culturales demandées;

ty, for the setting up of a drying and storage system for the grain produced in the counties of Rimouski, Matane, Gaspé-West and Témiscouata:

(a) what incentive measures were agreed to by the Québec Department of Agriculture to promote the growing of grain in the four counties mentioned above;

(b) what type of grain other than oats can be profitably produced in such same region;

(c) what quantity of grain was produced in such same counties in 1972/73, 1973/74 and 1974/75;

(d) what amount was lent to the producers of the four counties by the Farm Credit Bureau to enlarge the area;

(e) what is the storage capacity of the new plant;

(f) what is the cost per 100 pounds to be charged to the producers for the drying and storing of their grain?

Answer by Mr Drummond:

1. (a) The Department of Agriculture gives a grant of \$4.00 per acre to each farmer who produces pedigree seed grain, in order to ensure a sufficient quantity of quality seed;

(b) barley, wheat and mixed grain, on condition that the required farming techniques are respected;

- c) 1972/73 - 31,200 tonnes / tons;
 1973/74 - 31,600 tonnes / tons;
 1974/75 - 30,300 tonnes / tons;

	1972/73	1973/74	1974/75
d) Rimouski	\$52,145.00	\$65,451.00	\$240,444.00
Matane	17,179.00	9,902.00	25,001.00
Gaspé	—	—	5,800.00
Témiscouata	19,106.00	1,900.00	38,944.00

- e) 201,000 boisseaux / bushels;

f) Degré d'humidité avant séchage Degree of humidity before drying	Degré d'humidité après séchage Degree of humidity after drying	Coût au producteur aux 100 livres Cost to producer per 100 lb
18% et moins/or less	14%	34 cents
19 - 20%	14%	34 cents
21 - 22%	14%	37 cents
23 - 24%	14%	40 cents
25 - 26%	14%	44 cents
27 - 28%	14%	48 cents
29 - 30%	14%	52 cents

Ces montants représentent les taux fixés à l'automne 1975. Quant à ceux pour 1976, ils ne sont pas encore connus.

These amounts represent the rates fixed in the autumn of 1975. The rates for 1976 are not yet known.

Question de M. Bellemare (Johnson):

1. À quelles firmes de consultants le gouvernement du Québec a-t-il confié des travaux de recherche en vue de l'application d'une loi éventuelle de l'utilisation du territoire agricole?

2. Quel est le montant total du contrat?

3. À quelle date le rapport sera-t-il présenté?

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. What consulting firms were entrusted with the carrying out of research work by the government of Québec for the purpose of a future bill on the utilization of the agricultural territory?

2. What is the total amount of the contract?

3. On what date will the report be submitted?

Réponse de M. Drummond:

1. a) Côté, Duvieusart & Associés agissant comme personne-ressource en collaboration avec les spécialistes du ministère de l'Agriculture du Québec, particulièrement en vue de la délimitation de l'aire agricole souhaitée et susceptible d'être dévolue à l'agriculture;

Answer by Mr Drummond:

1. (a) Côté, Duvieusart & Associés acting as advisers in co-operation with the specialists of the Québec Department of Agriculture, particularly for the purpose of the delimitation of the desired agricultural area likely to be set aside for farming;

b) l'étude légale Dupont, Roy, Gingras & Kenniff, avocats, chargée d'apporter une expertise en vue de la rédaction finale d'un projet de loi concernant l'utilisation du territoire agricole.

2. a) \$58,900.00;

b) \$45,492.00.

3. a) La cartographie de la délimitation de l'aire agricole souhaitée a d'ores et déjà été complétée au mois de novembre 1975 pour l'ensemble des basses-terres du Saint-Laurent. Le mandat de cette firme s'est terminé le 1er décembre 1975;

b) l'expertise fournie a permis au ministère de l'Agriculture de compléter une version révisée d'un projet de loi concernant l'utilisation du territoire agricole.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la justice siégera pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 203.—Loi concernant la succession Lambert de Loulay;

Projet de loi n° 204.—Loi concernant la succession de Joseph Octave Saint-Pierre;

Projet de loi n° 207.—Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste Beaudry Lemay;

Projet de loi n° 212.—Loi concernant le testament de Pierre Foucreault;

Projet de loi n° 217.—Loi concernant la ville de Gatineau.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera

(b) the law firm of Dupont, Roy, Gingras & Kenniff, advocates, entrusted with the task of providing expert advice on the final draft of a bill respecting the utilization of the agricultural territory.

2. (a) \$58,900.00;

(b) \$45,492.00.

3. (a) The mapping of the delimitation of the desired agricultural area was completed in November 1975 as regards the lowlands of the St. Lawrence as a whole. The mandate of this firm terminated on December 1st 1975;

(b) the expert opinion provided made it possible for the Department of Agriculture to draw up a revised version of a bill respecting the utilization of the agricultural territory.

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit at ten o'clock A.M.:

In the Red Room:

The Committee on Justice will sit for the examination of the following private bills:

Bill No. 203.—An Act respecting the Lambert de Loulay estate;

Bill No. 204.—An Act respecting the Joseph Octave Saint-Pierre estate;

Bill No. 207.—An Act respecting the Polyxène Beaudry estate and the Jean-Baptiste Beaudry Lemay estate;

Bill No. 212.—An Act respecting the will of Pierre Foucreault;

Bill No. 217.—An Act respecting the city of Gatineau.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

In Room 91 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for

ra pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

M. Levesque propose que la Commission élue permanente de la fonction publique siège immédiatement à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère de la Fonction publique.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Charron propose que le projet de loi n° 194, « Loi modifiant la Loi des agents de voyage », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Simard propose :

« Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant à la fin les mots « dans un mois ». »

Et un débat s'élève sur cet amendement.

L'amendement est alors adopté.

En conséquence, le projet de loi n° 194 est remis dans un mois pour la deuxième lecture.

the examination of the estimates of the Department of Communications.

Mr Levesque moved that the Select Standing Committee on the Civil Service do sit immediately in Room 91 "A", for the examination of the estimates of the Department of the Civil Service.

The motion was adopted on the following vote:

Mr Charron moved that bill No. 194, "An Act to amend the Travel Agents Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Mr Simard moved:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now", and by adding at the end, the words "this day one month"."

And a debate arising on this amendment.

The amendment was then adopted.

Bill No. 194 was accordingly ordered for second reading this day one month.

À dix-sept heures cinq minutes, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At five minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 3 juin 1976

Quinze heures

Thursday, June 3rd 1976

Three o'clock P.M.

Les affaires courantes étant terminées, M. Levesque donne l'avis suivant :

Aujourd'hui, les commissions élues permanentes suivantes siégeront jusqu'à dix-huit heures, immédiatement après l'ajournement de l'Assemblée :

Au Salon Rouge :

La Commission de la justice siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

À la Salle 81 « A » :

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

À la Salle 91 « A » :

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif et particulièrement ceux de l'Office de planification et de développement du Québec.

Routine Business being concluded, Mr Levesque gave the following notice :

Today, the following Select Standing Committees will sit until six o'clock P.M., immediately after the Assembly has adjourned :

In the Red Room :

The Committee on Justice will sit for the examination of the estimates of the Department of Justice.

In Room 81 "A" :

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

In Room 91 "A" :

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of the Executive Council, and particularly those of the Québec Planning and Development Bureau.

Ce soir, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures :

Au Salon Rouge :

La Commission de la justice siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

À la Salle 81 « A » :

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

À la Salle 91 « A » :

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

À seize heures, M. Levesque propose que l'Assemblée soit ajournée à demain dix heures.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenu, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—87.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, à seize heures douze minutes, l'Assemblée s'ajourne.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The following Select Standing Committees will sit this evening at eight o'clock:

In the Red Room:

The Committee on Justice will sit for the examination of the estimates of the Department of Justice.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

In Room 91 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of the Executive Council.

At four o'clock P.M., Mr Levesque moved that the Assembly do adjourn until tomorrow, at ten o'clock A.M.

The motion was adopted on the following vote:

At twelve minutes past four o'clock P.M., the Assembly accordingly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 4 juin 1976

Dix heures

M. Garneau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 4 juin 1976.

(Document de la session n° 2.)

M. Levesque propose que tous ces crédits supplémentaires soient envoyés pour étude à la commission plénière.

Friday, June 4th 1976

Ten o'clock A.M.

Mr Garneau presented to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1977, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

HUGUES LAPOINTE.

Government House,
Québec, June 4th 1976.

(Sessional Papers, No. 2.)

Mr Levesque moved that all the Supplementary Estimates of Expenditure be referred to the Committee of the Whole for consideration.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Springate, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt.—66.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 8 juin 1976, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission élue permanente des affaires sociales siégera aux fins d'entendre les bénéficiaires de l'aide sociale relativement à la Loi de l'aide sociale et à sa réglementation.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

À la Salle 91 « A »:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour l'étude des crédits du ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi n° 35, « Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec ».

Sur la motion de M. Saint-Pierre, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, June 8th 1976, the following Select Standing Committees will sit at ten-thirty o'clock A.M.:

In the Red Room:

The Select Standing Committee on Social Affairs will sit for the purpose of hearing the beneficiaries of social aid under the Social Aid Act, and concerning its regulations.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the examination of the estimates of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 35, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec".

On motion of Mr Saint-Pierre, the Order which had just been read was rescinded; the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 35 est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Mailloux proposant que le projet de loi n° 13, « Loi modifiant le Code de la route », soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Tetley.

À douze heures quinze minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Saint-Pierre moved that the said bill be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill No. 35 was accordingly read the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Mailloux proposing that bill No. 13, "An Act to amend the Highway Code", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Tetley.

At twelve-fifteen o'clock noon, on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trentième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 8 juin 1976

Quinze heures

Tuesday, June 8th 1976

Three o'clock P.M.

M. Beauregard, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 203.—Loi concernant la succession Lambert de Loulay;

Projet de loi n° 204.—Loi concernant la succession de Joseph Octave Saint-Pierre;

Projet de loi n° 207.—Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste Beaudry Lemman;

Projet de loi n° 212.—Loi concernant le testament de Pierre Foucreault;

Projet de loi n° 217.—Loi concernant la ville de Gatineau.

Les projets de loi nos 203 et 207 sont rapportés sans amendement, les projets de loi nos 212 et 217 sont rapportés avec des amendements et l'étude du projet de loi n° 204 est ajournée *sine die*.

(Document de la session n° 103.)

Mr Beauregard, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Justice which examined the following private bills, after first reading:

Bill No. 203.—An Act respecting the Lambert de Loulay estate;

Bill No. 204.—An Act respecting the Joseph Octave Saint-Pierre estate;

Bill No. 207.—An Act respecting the Polyxène Beaudry estate and the Jean-Baptiste Beaudry Lemman estate;

Bill No. 212.—An Act respecting the will of Pierre Foucreault;

Bill No. 217.—An Act respecting the city of Gatineau.

Bills Nos. 203 and 207 were reported without amendment, bills Nos. 212 and 217 were reported with amendments and the examination of bill No. 204 was adjourned *sine die*.

(Sessional Papers, No. 103.)

Sur la motion de M. Beauregard, le rapport est adopté.

Les projets de loi privés n^o 203, 207, 212 et 217 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Levesque dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n^o 201.—Loi concernant L'Avenir du Québec;

Projet de loi n^o 205.—Loi modifiant la Loi relative à La Société d'assurance des Caisses Populaires;

Projet de loi n^o 208.—Loi abrogeant la Loi concernant L'Institut Albert Prévost;

Projet de loi n^o 214.—Loi concernant Gedney Corp.;

Projet de loi n^o 220.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation Montreal Protestant Hospital.

(Document de la session n^o 104.)

Sur la motion de M. Levesque, le délai pour le dépôt des projets de loi privés au secrétariat des commissions est prolongé jusqu'au 11 juin 1976.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Bonnier:

Projet de loi n^o 201.—Loi concernant L'Avenir du Québec.

Par M. Chagnon:

Projet de loi n^o 205.—Loi modifiant la Loi relative à La Société d'assurance des Caisses Populaires.

Par M. Lachance, au nom de M. Tardif:

Projet de loi n^o 208.—Loi abrogeant la Loi concernant L'Institut Albert Prévost;

Projet de loi n^o 214.—Loi concernant Gedney Corp.;

On motion of Mr Beauregard, the report was adopted.

Private bills Nos. 203, 207, 212 and 217 were ordered for second reading at the next sitting.

Mr Levesque tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill No. 201.—An Act respecting L'Avenir du Québec;

Bill No. 205.—An Act to amend the Act respecting La Société d'assurance des Caisses Populaires;

Bill No. 208.—An Act to repeal the Act respecting L'Institut Albert Prévost;

Bill No. 214.—An Act respecting Gedney Corp.

Bill No. 220.—An Act to amend the Act to incorporate Montreal Protestant Hospital.

(Sessional Papers, No. 104.)

On motion of Mr Levesque, the delay for the depositing of private bills at the Secretariat of Committees was extended until June 11th 1976.

The following private bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Bonnier:

Bill No. 201.—An Act respecting L'Avenir du Québec.

By Mr Chagnon:

Bill No. 205.—An Act to amend the Act respecting La Société d'assurance des Caisses Populaires.

By Mr Lachance, on behalf of Mr Tardif:

Bill No. 208.—An Act to repeal the Act respecting L'Institut Albert Prévost;

Bill No. 214.—An Act respecting Gedney Corp.;

Par M. Bossé, au nom de M. Kennedy :

Projet de loi n° 220.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation Montreal Protestant Hospital.

M. Levesque propose que ces projets de loi soient déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission élue permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Beauregard, Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Gallienne, Garneau, Giasson, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Veilleux.—73.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 27, « Loi concernant l'exercice de professions par certaines personnes sur les sites des Jeux de la XXI^e olympiade », est présenté par M. Lachapelle, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Forget :

Rapports annuels des activités des conseils régionaux de la santé et des services sociaux, pour l'année 1975.

(Document de la session n° 105.)

Par M. L'Allier :

Rapport annuel des biens et des opérations de la Régie de la Place des Arts, pour l'année 1974/75.

(Document de la session n° 106.)

By Mr Bossé, on behalf of Mr Kennedy :

Bill No. 220.—An Act to amend the Act to incorporate Montreal Protestant Hospital.

Mr Levesque moved that these bills be referred to the Select Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for public hearings and section by section examination.

The motion was adopted on the following vote :

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 27, "An Act respecting the practice of professions by certain persons on the sites of the Games of the XXIst Olympiad", was introduced by Mr Lachapelle, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled :

By Mr Forget :

Annual reports of the activities of the regional health and social service councils, for 1975.

(Sessional Papers, No. 105.)

By Mr L'Allier :

Annual report of the Régie de la Place des Arts on the property in its possession and respecting its operations, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 106.)

Par M. Toupin:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 25 février 1976, concernant la réorganisation financière de Samoco Inc.

(Document de la session n° 107.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 15 juin, la Commission élue permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siègera à la Salle 81 « A » à compter de dix heures trente minutes, pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 201.—Loi concernant L'Avenir du Québec;

Projet de loi n° 205.—Loi modifiant la Loi relative à La Société d'assurance des Caisses Populaires;

Projet de loi n° 208.—Loi abrogeant la Loi concernant L'Institut Albert Prévost;

Projet de loi n° 214.—Loi concernant Gedney Corp.;

Projet de loi n° 220.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation Montreal Protestant Hospital.

Aujourd'hui, les commissions élues permanentes suivantes siégeront jusqu'à dix-huit heures, immédiatement après l'ajournement de l'Assemblée:

Au Salon Rouge:

La Commission élue permanente des affaires sociales siégera aux fins d'entendre les bénéficiaires de l'aide sociale relativement à la Loi de l'aide sociale et à sa réglementation.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture.

À la Salle 91 « A »:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour l'étude des crédits du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

By Mr Toupin:

Copy of an Order in Council, dated February 25th 1976, concerning the financial reorganization of Samoco Inc.

(Sessional Papers, No. 107.)

Mr Levesque gave the following notice:

Next Tuesday, June 15th, the Select Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit in Room 81 "A", at ten-thirty o'clock A.M., for the examination of the following private bills:

Bill No. 201.—An Act respecting L'Avenir du Québec;

Bill No. 205.—An Act to amend the Act respecting La Société d'assurance des Caisses Populaires;

Bill No. 208.—An Act to repeal the Act respecting L'Institut Albert Prévost;

Bill No. 214.—An Act respecting Gedney Corp.;

Bill No. 220.—An Act to amend the Act to incorporate Montreal Protestant Hospital.

Today, the following Select Standing Committees will sit until six o'clock P.M., immediately after the Assembly has adjourned:

In the Red Room:

The Select Standing Committee on Social Affairs will sit for the purpose of hearing the beneficiaries of social aid under the Social Aid Act, and concerning its regulations.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of the Department of Agriculture.

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the examination of the estimates of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.

Ce soir, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures :

Au Salon Rouge :

La Commission élue permanente des affaires sociales siégera aux fins d'entendre les bénéficiaires de l'aide sociale relativement à la Loi de l'aide sociale et à sa réglementation.

À la Salle 81 « A » :

La Commission de la justice siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

À la Salle 91 « A » :

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour l'étude des crédits du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures :

Au Salon Rouge :

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

À la Salle 81 « A » :

La Commission de la justice siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

À la Salle 91 « A » :

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour l'étude des crédits du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières; si l'étude de ces crédits est terminée, la Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif et particulièrement ceux

The following Select Standing Committees will sit this evening at eight o'clock:

In the Red Room:

The Select Standing Committee on Social Affairs will sit for the purpose of hearing the beneficiaries of social aid under the Social Aid Act, and concerning its regulations.

In Room 81 "A":

The Committee on Justice will sit for the examination of the estimates of the Department of Justice.

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the examination of the estimates of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.

The following Select Standing Committees will sit tomorrow, at ten o'clock A.M.:

In the Red Room:

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Communications.

In Room 81 "A":

The Committee on Justice will sit for the examination of the estimates of the Department of Justice.

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the examination of the estimates of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions; if the examination of these estimates is concluded, the Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the examination of the estimates of the De-

de l'Office de planification et de développement du Québec.

À seize heures cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

partment of the Executive Council, and particularly those of the Québec Planning and Development Bureau.

At five minutes past four o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 9 juin 1976

Quinze heures

Wednesday, June 9th 1976

Three o'clock P.M.

Le projet de loi n° 34, « Loi modifiant la Loi sur le commerce des produits pétroliers », est présenté par M. Cournoyer.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 34, "An Act to amend the Petroleum Products Trade Act", was introduced by Mr Cournoyer.

Mr Cournoyer moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Cournoyer, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Verreault.—75.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 34 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 34 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Goldbloom, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Projet de loi n° 36.—Loi concernant la ville de La Baie;

Projet de loi n° 37.—Loi concernant la corporation du canton de Brompton.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ciaccia:

Copie de la version française et copie de la version anglaise de la convention signée à Québec le 11 novembre 1975, entre le gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec), et le Grand Council of the Crees (of Québec) et la Northern Québec Inuit Association, et le Gouvernement du Canada.

(*Documents de la session nos 101 et 102.*)

Par M. le Président:

Rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'année 1975.

(*Document de la session n° 108.*)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de la justice siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siègera pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

The following bills were severally introduced by Mr Goldbloom, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Bill No. 36.—An Act respecting the city of La Baie;

Bill No. 37.—An Act respecting the corporation of the township of Brompton.

The following documents were tabled:

By Mr Ciaccia:

Copies of the French and English versions of the agreement signed at Québec on November 11th 1975, between the government of Québec, the James Bay Energy Corporation, the James Bay Development Corporation, the Québec Hydro-Electric Commission (Hydro-Québec), and the Grand Council of the Crees (of Québec) and the Northern Québec Inuit Association, and the Government of Canada.

(*Sessional Papers, Nos. 101 and 102.*)

By Mr President:

Annual report of the Public Protector, for 1975.

(*Sessional Papers, No. 108.*)

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Justice will sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of Justice.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit tomorrow, at ten o'clock A.M.:

In the Red Room:

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Communications.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de la justice siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif et particulièrement ceux de l'Office de planification et de développement du Québec.

M. Samson propose:

Que cette Assemblée exprime l'avis que le Québec devrait pouvoir contrôler son crédit, son commerce, son immigration, et prendre en main toutes ses sources de fiscalité.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bonnier.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

In Room 81 "A":

The Committee on Justice will sit for the examination of the estimates of the Department of Justice.

In Room 91 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of the Executive Council, and particularly those of the Québec Planning and Development Bureau.

Mr Samson moved:

That the Assembly is of opinion that the province of Québec should be able to control its credit, its commerce, its immigration, and take over all its tax sources.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Bonnier.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 10 juin 1976

Quinze heures

Thursday, June 10th 1976

Three o'clock P.M.

M. Levesque dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants :

Projet de loi n° 215.—Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban;

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi n° 219.—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;

Projet de loi n° 223.—Loi concernant la cité de Rimouski;

Projet de loi n° 225.—Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake.

(Document de la session n° 109.)

Le projet de loi privé n° 223, « Loi concernant la cité de Rimouski », est présenté par M. Denis, au nom de M. Déom.

M. Denis, au nom de M. Déom, propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

Mr Levesque tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill No. 215.—An Act respecting the municipalities of Notre-Dame-de-Montauban, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban;

Bill No. 218.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 219.—An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec;

Bill No. 223.—An Act respecting the city of Rimouski;

Bill No. 225.—An Act to amend the charter of the town of Black Lake.

(Sessional Papers, No. 109.)

Private bill No. 223, "An Act respecting the city of Rimouski", was introduced by Mr Denis, on behalf of Mr Déom.

Mr Denis moved, on behalf of Mr Déom, that the said bill be read the first time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

The motion was adopted on the following vote :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 223 est lu la première fois.

Bill No. 223 was accordingly read the first time.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois :

The following private bills were severally introduced and read the first time :

Par M. Dufour, au nom de M. Pagé :

Projet de loi n° 215.—Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban.

By Mr Dufour, on behalf of Mr Pagé :

Bill No. 215.—An Act respecting the municipalities of Notre-Dame-de-Montauban, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban.

Par M. Perreault :

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles.

By Mr Perreault :

Bill No. 218.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles.

Par M. Pepin, au nom de M. Harvey (Charlesbourg) :

Projet de loi n° 219.—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec.

By Mr Pepin, on behalf of Mr Harvey (Charlesbourg) :

Bill No. 219.—An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec.

Par M. Lecours :

Projet de loi n° 225.—Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake.

By Mr Lecours :

Bill No. 225.—An Act to amend the charter of the town of Black Lake.

Sur la motion de M. Levesque, ces projets de loi sont déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement.

On motion of Mr Levesque, these bills were referred to the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment for public hearings and section by section examination.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Aujourd'hui, les commissions élues permanentes suivantes siégeront immédiatement après l'ajournement de l'Assemblée jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner :

Au Salon Rouge :

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

À la Salle 81 « A » :

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.

À la Salle 91 « A » :

La Commission des finances, des comptes publics et du revenu siégera pour l'étude des crédits du ministère des Finances.

Jeudi prochain, le 17 juin, à la Salle 81 « A », à compter de dix heures, la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera aux fins d'entendre les administrateurs de SOQUEM.

À seize heures cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Levesque gave the following notice:

Today, the following Select Standing Committees will sit immediately after the Assembly has adjourned, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Communications.

In Room 81 "A":

The Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit for the examination of the estimates of the Department of Labour and Manpower.

In Room 91 "A":

The Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit for the examination of the estimates of the Department of Finance.

Next Thursday, June 17th, the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit in Room 81 "A", at ten o'clock A.M., for the purpose of hearing the directors of SOQUEM.

At five minutes past four o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 11 juin 1976

Dix heures

Friday, June 11th 1976

Ten o'clock A.M.

M. Burns propose:

Que le nom de M. Charron soit substitué à celui de M. Léger sur la liste des membres de la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Burns moved:

That the name of Mr Léger be replaced by that of Mr Charron on the list of members of the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bossé, Brisson, Brown, Burns, Carpentier, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Drummond, Forget, Fraser, Garneau, Giasson, Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Massé, Morin, Pepin, Perreault, Phaneuf, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Springate, St-Germain, Tetley, Vaillancourt.—47.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Boutin, Chagnon, Desjardins, Harvey (Dubuc), Lacroix, Lecours, Marchand, Massicotte, Tardif.—9.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bonnier, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Lafrance, Mercier, Picotte, Pilote, Tremblay, Verreault.—11.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Bienvenue, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

The following bills were severally introduced by Mr Bienvenue, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Projet de loi n° 42.—Loi concernant l'élection des commissaires d'écoles dans l'île de Montréal et modifiant la Loi de l'instruction publique et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n° 48.—Loi concernant l'annexion du territoire de l'île d'Anticosti à la municipalité scolaire du Littoral.

M. Lachapelle dépose le document suivant:

Rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'année 1975/76.
(*Document de la session n° 110.*)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 15 juin, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 201.—Loi concernant L'Avenir du Québec;

Projet de loi n° 205.—Loi modifiant la Loi relative à la Société d'assurance des Caisses Populaires;

Projet de loi n° 208.—Loi abrogeant la Loi concernant L'Institut Albert Prévost;

Projet de loi n° 214.—Loi concernant Gedney Corp.;

Projet de loi n° 220.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation Montreal Protestant Hospital.

À la Salle 91 « A »:

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.

À la Salle 101 « B »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles (incluant le program-

Bill No. 42.—An Act respecting the election of school commissioners on the island of Montreal and amending the Education Act and other legislation;

Bill No. 48.—An Act respecting the annexation of the territory of Anticosti island to the school municipality of Littoral.

Mr Lachapelle tabled the following document:

Annual report of the Québec Interprofessional Council, for 1975/76.
(*Sessional Papers, No. 110.*)

Mr Levesque gave the following notice:

Next Tuesday, June 15th 1976, the following Select Standing Committees will sit at ten-thirty o'clock A.M.:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the examination of the following private bills:

Bill No. 201.—An Act respecting L'Avenir du Québec;

Bill No. 205.—An Act to amend the Act respecting La Société d'assurance des Caisses Populaires;

Bill No. 208.—An Act to repeal the Act respecting L'Institut Albert Prévost;

Bill No. 214.—An Act respecting Gedney Corp.;

Bill No. 220.—An Act to amend the Act to incorporate Montreal Protestant Hospital.

In Room 91 "A":

The Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit for the examination of the estimates of the Department of Labour and Manpower.

In Room 101 "B":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Cultural Affairs (including

me 3 des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales — Office Franco-Québécois pour la Jeunesse).

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif et particulièrement ceux de l'Office de planification et de développement du Québec.

M. Levesque propose :

Qu'en vue d'utiliser encore plus efficacement le temps disponible d'ici l'ajournement d'été de la présente session, l'Assemblée nationale puisse tenir une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement; que l'article 174 soit suspendu, que le débat prévu aux articles 24, 68, 78, 79, 80 et 81 du règlement se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance; que nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns, Morin et Samson.

À douze heures quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Programme 3 of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs — Office Franco-Québécois pour la Jeunesse).

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of the Executive Council, and particularly those of the Québec Planning and Development Bureau.

Mr Levesque moved:

That in order to make even more efficient use of the time available between now and the summer recess of the present session, the National Assembly may hold a sitting every day of the week except on Sundays, from ten o'clock in the forenoon until such time as it decides to adjourn, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be that determined by Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesdays' sittings; that Standing Order 174 be suspended, that the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 and 81 be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting; that notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Messrs Burns, Morin and Samson dissenting.

At twelve forty-five o'clock noon, on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 15 juin 1976

Quinze heures

Tuesday, June 15th 1976

Three o'clock P.M.

M. Levesque dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 224.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec;

Projet de loi n° 226.—Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Foy;

Projet de loi n° 229.—Loi concernant la ville de Hull;

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

(Document de la session n° 111.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Cournoyer:

Projet de loi n° 32.—Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Par M. Levesque:

Projet de loi n° 33.—Loi sur les jurés.

Mr Levesque tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill No. 224.—An Act to amend the Québec Urban Community Act;

Bill No. 226.—An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy;

Bill No. 229.—An Act respecting the city of Hull;

Bill No. 230.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

(Sessional Papers, No. 111.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Cournoyer:

Bill No. 32.—An Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec.

By Mr Levesque:

Bill No. 33.—Jurors Act.

Par M. Giasson, au nom de M. Forget :

Projet de loi n° 40.—Loi modifiant la Loi de l'aide sociale.

Le projet de loi n° 41, « Loi modifiant la Loi de police, la Loi des commissions d'enquête et d'autres dispositions législatives », est présenté par M. Lalonde.

M. Lalonde propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enrégistrées comme suit :

By Mr Giasson, on behalf of Mr Forget :

Bill No. 40.—An Act to amend the Social Aid Act.

Bill No. 41, "An Act to amend the Police Act, the Public Inquiry Commission Act and other legislation", was introduced by Mr Lalonde.

Mr Lalonde moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—87.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 41 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois :

Par M. Bonnier :

Projet de loi n° 224.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec.

Par M. Houde (Fabre), au nom de M. Desjardins :

Projet de loi n° 226.—Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Foy.

Par M. Gratton :

Projet de loi n° 229.—Loi concernant la ville de Hull.

Bill No. 41 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following private bills were severally introduced and read the first time :

By Mr Bonnier :

Bill No. 224.—An Act to amend the Québec Urban Community Act.

By Mr Houde (Fabre), on behalf of Mr Desjardins :

Bill No. 226.—An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy.

By Mr Gratton :

Bill No. 229.—An Act respecting the city of Hull.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi privé n° 230, « Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec », est présenté par M. Houde (Limoulou) et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés n° 224, 226, 229 et 230 sont déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Mardi prochain, le 22 juin, à la Salle 81 « A », à compter de dix heures, la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement siègera pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants :

Projet de loi n° 215.—Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban;

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi n° 219.—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;

Projet de loi n° 223.—Loi concernant la cité de Rimouski;

Projet de loi n° 224.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec;

Projet de loi n° 225.—Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake;

Projet de loi n° 226.—Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Foy;

Projet de loi n° 229.—Loi concernant la ville de Hull;

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Hardy :

Rapport annuel du ministère des Communications, pour l'année 1974/75.

(Document de la session n° 112.)

With the unanimous consent of the Assembly, private bill No. 230, "An Act to amend the Charter of the City of Québec", was introduced by Mr Houde (Limoulou) and read the first time.

On motion of Mr Levesque, private bills Nos. 224, 226, 229 and 230 were referred to the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment for public hearings and section by section examination.

Mr Levesque gave the following notice:

Next Tuesday, June 22nd, the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit in Room 81 "A", at ten o'clock A.M., for public hearings and section by section examination of the following private bills:

Bill No. 215.—An Act respecting the municipalities of Notre-Dame-de-Montauban, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban;

Bill No. 218.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 219.—An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec;

Bill No. 223.—An Act respecting the city of Rimouski;

Bill No. 224.—An Act to amend the Québec Urban Community Act;

Bill No. 225.—An Act to amend the charter of the town of Black Lake;

Bill No. 226.—An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy;

Bill No. 229.—An Act respecting the city of Hull;

Bill No. 230.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

The following documents were tabled:

By Mr Hardy :

Annual report of the Department of Communications, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 112.)

Par M. Giasson:

Rapport annuel du Régime des allocations familiales du Québec, pour l'année 1975/76.

(Document de la session n° 113.)

Par M. Parent (Hull):

Rapport, en date du 13 juin 1976, intitulé: « Pour une solution négociée », soumis par MM. Gilles Poirier, Aimé Nault et Alex K. Paterson, commissaires aux différends scolaires.

(Document de la session n° 114.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront aujourd'hui à compter de vingt heures, et demain, à compter de dix heures, les mêmes commissions siégeront aux mêmes endroits:

À la Salle 101 « B »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siègera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siègera pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

À la Salle 91 « A »:

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siègera pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement à la Salle 101 « B », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

M. Bienvenue propose que le projet de loi n° 42, « Loi concernant l'élection des commissaires d'écoles dans l'île de Mont-

By Mr Giasson:

Annual report of the Québec Family Allowances Plan, for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 113.)

By Mr Parent (Hull):

A report dated June 13th 1976, entitled: "For a Negotiated Settlement", submitted by Messrs Gilles Poirier, Aimé Nault and Alex K. Paterson, Commissioners for Educational Disputes.

(Sessional Papers, No. 114.)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit this evening at eight o'clock, and tomorrow these Committees will sit at ten o'clock A.M., in the same Rooms:

In Room 101 "B":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Cultural Affairs.

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of the Executive Council.

In Room 91 "A":

The Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit for the examination of the estimates of the Department of Labour and Manpower.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately in Room 101 "B", for the examination of the estimates of the Department of Cultural Affairs.

Mr Bienvenue moved that bill No. 42, "An Act respecting the election of school commissioners on the island of Montreal

réal et modifiant la Loi de l'instruction publique et d'autres dispositions législatives », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 42 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

M. Bienvenue propose que le projet de loi n° 48, « Loi concernant l'annexion du territoire de l'île d'Anticosti à la municipalité scolaire du Littoral », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 48 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Sur la motion de M. Bienvenue, le projet de loi n° 42, « Loi concernant l'élection des commissaires d'écoles dans l'île de Montréal et modifiant la Loi de l'instruction publique et d'autres dispositions législatives », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Bienvenue, le projet de loi n° 48, « Loi concernant l'annexion du territoire de l'île d'Anticosti à la municipalité scolaire du Littoral », est de

and amending the Education Act and other legislation", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 42 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again during the present sitting.

Mr Bienvenue moved that bill No. 48, "An Act respecting the annexation of the territory of Anticosti island to the school municipality of Littoral", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 48 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again during the present sitting.

On motion of Mr Bienvenue, bill No. 42, "An Act respecting the election of school commissioners on the island of Montreal and amending the Education Act and other legislation", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Bienvenue, bill No. 48, "An Act respecting the annexation of the territory of Anticosti island to the school municipality of Littoral", was again con-

nouveau étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

À dix-sept heures quarante minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

sidered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

At forty minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 16 juin 1976

Quinze heures

M. Malépart, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires sociales qui a siégé le 8 juin 1976, aux fins d'entendre tous les bénéficiaires et organismes intéressés à l'application de la Loi de l'aide sociale et à sa réglementation.

(Document de la session n° 115.)

M. Massé, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 201.—Loi concernant L'Avenir du Québec;

Projet de loi n° 205.—Loi modifiant la Loi relative à la Société d'assurance des Caisses Populaires;

Projet de loi n° 208.—Loi abrogeant la Loi concernant L'Institut Albert Prévost;

Projet de loi n° 214.—Loi concernant Gedney Corp.;

Wednesday, June 16th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Malépart, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Social Affairs which sat on June 8th 1976, for the purpose of hearing all the beneficiaries and organizations interested in the application of the Social Aid Act and its regulations.

(Sessional Papers, No. 115.)

Mr Massé, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined the following private bills, after first reading:

Bill No. 201.—An Act respecting L'Avenir du Québec;

Bill No. 205.—An Act to amend the Act respecting La Société d'assurance des Caisses Populaires;

Bill No. 208.—An Act to repeal the Act respecting L'Institut Albert Prévost;

Bill No. 214.—An Act respecting Gedney Corp.;

Projet de loi n° 220.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation Montreal Protestant Hospital.

Les projets de loi n° 205, 214 et 220 sont rapportés avec des amendements et les projets de loi n° 201 et 208 sont rapportés sans amendement.

(*Document de la session n° 116.*)

Sur la motion de M. Massé, le rapport est adopté.

Les projets de loi privés n° 201, 205, 208, 214 et 220 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 221, « Loi concernant un immeuble de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence ».

(*Document de la session n° 117.*)

Le projet de loi n° 38, « Loi concernant la Communauté régionale de l'Outaouais », est présenté par M. Goldbloom.

M. Goldbloom propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Cornellier, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—79.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 38 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 220.—An Act to amend the Act to incorporate Montreal Protestant Hospital.

Bills Nos. 205, 214 and 220 were reported with amendments and bills Nos. 201 and 208 were reported without amendment.

(*Sessional Papers, No. 116.*)

On motion of Mr Massé, the report was adopted.

Private bills Nos. 201, 205, 208, 214 and 220 were ordered for second reading at the next sitting.

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on private bill No. 221, "An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence".

(*Sessional Papers, No. 117.*)

Bill No. 38, « An Act respecting the Outaouais Regional Community », was introduced by Mr Goldbloom.

Mr Goldbloom moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 38 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Le projet de loi privé n° 221, « Loi concernant un immeuble de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence », est présenté par M. Boudreault et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 221 est déferé pour audition publique et étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement.

M. Levesque donne l'avis suivant:

La Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement siégera mardi, le 22 juin 1976, à dix heures, à la Salle 81 « A », pour audition publique et étude, article par article, du projet de loi n° 221 et des neuf autres projets de loi privés pour lesquels avis a été donné hier.

M. Goldbloom dépose les documents suivants:

Deuxième tranche du rapport de la Commission de la refonte des lois municipales incluant le livre quatrième du futur Code des municipalités portant sur le champ de compétences de la municipalité.

(Document de la session n° 118.)

Tome 1 du rapport du Conseil consultatif de l'environnement, en date de mai 1976, au sujet du projet d'une deuxième zone industrielle à Saint-Augustin et à Neuville, accompagné du tome 2, liste d'annexes concernant ce rapport.

(Document de la session n° 119.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Léger:

1. Combien d'inspections des S.P.E. ont été faites aux trois porcheries, propriété de M. Magella Bourget, à Saint-Isidore de Dorchester (Beauce-Nord) ?

2. Quels sont les résultats de ces inspections quant à la qualité de l'air ambiant ?

Private bill No. 221, "An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence", was introduced by Mr Boudreault and read the first time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 221 was referred to the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment for public hearings and section by section examination.

Mr Levesque gave the following notice:

The Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit on Tuesday, June 22nd 1976, in Room 81 "A", at ten o'clock A.M., for public hearings and the section by section examination of bill No. 221 and the nine other private bills, notice of which was given yesterday.

Mr Goldbloom tabled the following documents:

The second part of the report by the Commission on the revision of Municipal Laws, including the fourth volume of the future Municipalities Code concerning the area of municipal jurisdiction.

(Sessional Papers, No. 118.)

Volume 1 of the report dated May 1976, by the Advisory Council on the Environment, concerning the plan to establish a second industrial zone at Saint-Augustin and Neuville, together with volume 2, giving a list of appendices concerning the report.

(Sessional Papers, No. 119.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Léger:

1. How many inspections were made by the E.P.S. on the three piggeries owned by Mr Magella Bourget in Saint-Isidore de Dorchester (Beauce-North) ?

2. What were the results of such inspections as regards the ambient air ?

3. Le Ministre a-t-il l'intention d'émettre une ordonnance de cessation d'activités polluantes dans ce cas ?

4. Si non, pourquoi ?

Réponse de M. Goldbloom:

1. Neuf (9) inspections ont été faites aux porcheries de M. Bourget entre 1968 et 1975. Deux (2) de ces inspections avaient pour but précis d'observer l'air ambiant.

2. Lors de ces deux (2) visites, l'odeur caractéristique de porcherie était perceptible jusqu'à une distance de 900 pieds.

3. Non.

4. Lors de la construction de ces installations, celles-ci étaient conformes aux exigences des règlements alors en vigueur (chapitre XV des règlements provinciaux d'hygiène).

Question de M. Léger:

Où en sont les études des S.P.E. sur les rivières suivantes:

- a) Nicolet;
- b) Bécancour;
- c) Cap-Rouge;
- d) Beauport;
- e) Rivière-du-Nord (en reprise);
- f) Saint-François (en reprise) ?

Réponse de M. Goldbloom:

a) et b) *Rivières Nicolet et Bécancour*

La direction de la Connaissance de la qualité du milieu procède actuellement à la phase 2 de l'étude de ces rivières qui consiste à identifier les problèmes causés par les exploitations minières d'amiante. Dans l'étape 3, à être réalisée l'an prochain, les travaux concerneront les pollutions industrielles et municipales.

c) *Rivière Cap-Rouge*

L'étude prévue en 1975 a été reportée en 1976/77. Un projet qui aurait pour effet d'éliminer une certaine mesure de pollution a cependant été reçu.

3. Does the Minister intend to issue a cessation of polluting activities ordinance in this case ?

4. If not, why ?

Answer by Mr Goldbloom:

1. Nine (9) inspections were carried out at Mr Bourget's piggeries between 1968 and 1975. Two (2) of such inspections were for the precise purpose of observing the ambient air.

2. During such two (2) visits, the characteristic piggery odour was noticeable up to a distance of 900 feet.

3. No.

4. When the installations were constructed, they were in conformity with the regulations existing at that time (Chapter XV of the regulations under the Public Health Act).

Question by Mr Léger:

What stage has been reached in the surveys being carried out by the E.P.S. on the following rivers:

- (a) Nicolet;
- (b) Bécancour;
- (c) Cap-Rouge;
- (d) Beauport;
- (e) Rivière-du-Nord (resurvey);
- (f) Saint-François (resurvey) ?

Answer by Mr Goldbloom:

(a) and (b) *The Nicolet and Bécancour Rivers*

The Knowledge of the Quality of the Environment Branch is now carrying out Phase 2 of the survey of these rivers which consists of identifying the problems caused by asbestos mining operations. In Phase 3, to be carried out next year, the work will cover industrial and municipal pollution.

(c) *The Cap-Rouge River*

The survey which was to have been made in 1975 was postponed until 1976/77.

However, a plan to eliminate a certain amount of pollution has been received.

d) Rivière Beauport

L'étude est terminée et le rapport sera rédigé au cours de l'été.

e) et f) Rivière-du-Nord et rivière Saint-François

Les rapports sont attendus à la fin de l'automne.

Question de M. Léger:

Les rapports suivants concernant l'état des eaux de diverses rivières du Québec sont-ils terminés et disponibles, tel que promis en avril 1975 (B-1664):

- a) rivière de L'Assomption;
- b) rivière Chaudière;
- c) rivière Etchemin;
- d) rivière Gatineau;
- e) rivière Montmorency;
- f) rivière Richelieu;
- g) rivière Châteauguay;
- h) rivière Saint-Maurice?

Réponse de M. Goldbloom:

a) Rivière L'Assomption

Le rapport est actuellement sous presse et est attendu en juillet.

b) Rivière Chaudière

Le rapport a été rendu public le 9 juin 1976.

c) Rivière Etchemin

Le rapport est terminé et est prêt à être rendu public.

d) Rivière Gatineau

Le rapport a été rendu public le 14 octobre 1975.

e) Rivière Montmorency

Le rapport a été rendu public le 25 septembre 1975.

f) Rivière Richelieu

La direction des recherches et de la planification termine actuellement la rédaction du rapport. Un texte préliminaire est attendu vers l'été.

g) Rivière Châteauguay

L'interprétation des données est actuellement en cours et le rapport technique* est attendu vers la fin de l'été.

(d) The Beauport River

The survey has been completed and the report will be drawn up during the summer.

(e) and (f) The Rivière-du-Nord and the Saint-François River

The reports are expected at the end of the autumn.

Question by Mr Léger:

Have the following reports been completed and become available as promised in April 1975 (B-1664), respecting the condition of the water in various rivers of the province of Québec:

- (a) L'Assomption River;
- (b) the Chaudière River;
- (c) the Etchemin River;
- (d) the Gatineau River;
- (e) the Montmorency River;
- (f) the Richelieu River;
- (g) the Châteauguay River;
- (h) the Saint-Maurice River?

Answer by Mr Goldbloom:

(a) L'Assomption River

The report is now being printed and is expected in July.

(b) The Chaudière River

The report was made public on June 9th 1976.

(c) The Etchemin River

The report is finished and is ready to be made public.

(d) The Gatineau River

The report was made public on October 14th 1975.

(e) The Montmorency River

The report was made public on September 25th 1975.

(f) The Richelieu River

The Research and Planning Branch is drawing up the report at the present time. A preliminary text is expected during the summer.

(g) The Châteauguay River

The interpreting of the data is being carried out at the present time, and the technical report* is expected towards the end of the summer.

h) Rivière Saint-Maurice

Le rapport technique* est attendu en juillet.

* Un rapport technique est préparé par les professionnels et contient tous les éléments techniques de l'étude. Il doit être confié à une équipe de rédaction dans le but de sa publication.

Question de M. Léger:

1. À la suite du blâme du Conseil de presse à l'endroit des Services de protection de l'environnement concernant « l'absence d'une véritable politique de l'information aux S.P.E. » (8/12/75), les Services de protection de l'environnement ont-ils l'intention de publier un rapport annuel ?

2. Si non, pourquoi ?

Réponse de M. Goldbloom:

1. Oui: le rapport 1972/73 est sorti vers le mois de juin 1975, le rapport 1973/74, très complet, annexes comprises, doit sortir incessamment, le rapport 1974/75 est terminé en ce qui concerne l'aspect rédactionnel. Il en est rendu à l'étape technique, et devra paraître cet automne, le rapport 1975/76 doit être entrepris au stade préliminaire dans le courant du mois de juin.

Les rapports annuels subséquents paraîtront dans les délais normaux, c'est-à-dire dans les trois mois suivant les exercices auxquels ils se rapporteront.

Question de M. Léger:

Quand sera disponible le rapport du Conseil consultatif de l'environnement concernant l'aménagement des berges des lacs et des rivières, dont le rapport intérimaire était prêt en mai 1975 ?

Réponse de M. Goldbloom:

Le Conseil consultatif a informé le ministre de l'Environnement que le rapport devra être prêt vers la fin de juin.

Question de M. Léger:

Où peut-on se procurer le rapport de Mme Schulman, ex-membre du Conseil

(h) The Saint-Maurice River

The technical report* is expected in July.

* A technical report is drawn up by the professionals and contains all the technical elements of the survey. It must be given to a team of writers to prepare it for publication.

Question by Mr Léger:

1. Do the Environment Protection Services intend to publish an annual report as a result of the criticism of the Environment Protection Services by the Press Council concerning "the lack of a genuine information policy among the E.P.S.'s." (8/12/75) ?

2. If not, why ?

Answer by Mr Goldbloom:

1. Yes: the 1972/73 report came out around June 1975, the 1973/74 report which is very complete and includes appendices, will be out very soon, the 1974/75 report has been completed as regards its being drawn up. It is now at the technical stage and will be out this fall, the 1975/76 report will be in the preliminary stage in June.

The subsequent annual reports will come out within the normal interval, or in other words, within the three months following the end of the period concerned.

Question by Mr Léger:

When will the report of the Advisory Council on the Environment be available concerning the improving of lake shores and river banks, the interim report on which was ready in May 1975 ?

Answer by Mr Goldbloom:

The Minister has been informed by the Advisory Council that the report will be ready at the end of June.

Question by Mr Léger:

Where is it possible to obtain a copy of the report by Mrs Schulman, a former

consultatif de l'environnement, qui porterait sur la multiplicité abusive des structures administratives en matière d'environnement, rapport remis au Conseil en 1975?

Réponse de M. Goldbloom:

Il s'agit d'une opinion exprimée par Mme Schulman au Conseil consultatif de l'environnement, dont elle était membre à l'époque. Il faudrait s'adresser au conseil.

Question de M. Léger:

Quel est l'échéancier exact des dépenses prévues, année par année jusqu'à l'achèvement, du complexe d'épuration des eaux usées de l'île de Montréal, incluant l'usine et les collecteurs?

Réponse de M. Goldbloom:

*Coûts de 1974 indexés de 1% par mois
non composé
(millions \$)*

	75/76	76/77	77/78	78/79
<i>et avant</i>				
	\$ 46.9	\$121.7	\$229.1	\$ 383.3
	79/80	80/81	81/82	Total
	\$339.1	\$148.1	\$ 43.3	\$1,311.5

Il est bon de noter que ces coûts sont exprimés en dollars courants et non en dollars constants comme c'était la pratique antérieurement.

Question de M. Léger:

Quelles subventions sont prévues pour l'année fiscale en cours concernant la mise en place d'un système d'égout à Grande Île, au boulevard du Bord de l'Eau, système rendu nécessaire par les travaux de voirie du Québec?

Réponse de M. Goldbloom:

Le député du comté de Beauharnois, M. Cadieux, a demandé une subvention au ministère des affaires municipales le 5 mai

member of the Advisory Council on the Environment, which apparently concerns the abusive overlapping of the administrative structures in environmental matters, which report was submitted to the Council in 1975?

Answer by Mr Goldbloom:

It is a matter of an opinion expressed by Mrs Schulman to the Advisory Council on the Environment, of which she was a member at the time. It would be necessary to ask the Council.

Question by Mr Léger:

What are the exact estimated expenditures for each year prior to the completion of the island of Montreal waste water purification complex, including the plant and the main sewers?

Answer by Mr Goldbloom:

*1974 costs indexed at 1%
per month in simple interest
(in millions of dollars)*

	75/76	76/77	77/78	78/79
<i>and previously</i>				
	\$46.9	\$121.7	\$229.1	\$383.3
	79/80	80/81	81/82	Total
	\$339.1	\$148.1	\$ 43.3	\$1,311.5

It should be noted that the costs are expressed in current dollars and not constant dollars as was formerly the case.

Question by Mr Léger:

What grants have been earmarked for the current fiscal year for a sewer system at Grande Île, at Bord de l'Eau Boulevard, which system has been made necessary by road construction work by Québec?

Answer by Mr Goldbloom:

The member for the electoral district of Beauharnois, Mr Cadieux, asked the Minister of Municipal Affairs for a grant

1976. Par la suite, le ministère des Affaires municipales a transmis des formules au secrétaire-trésorier de la municipalité.

Le secrétaire-trésorier n'a pas encore retourné les formules au ministère des affaires municipales.

Question de M. Morin:

1. Des crédits sont-ils prévus pour l'année en cours concernant le dragage des chenaux entourant les îles aux Foins, aux Lièvres, Demers et Goyer, tel que demandé en particulier par la cité de Chambly ?

2. Si non, pour quelles raisons ?

3. Si oui, pour quels montants et quand les travaux débuteront-ils ?

Réponse de M. Cournoyer:

1. Non. Il n'y a pas eu de crédits prévus pour l'année en cours concernant le dragage des chenaux entourant les îles aux Foins, aux Lièvres, Demers et Goyer.

2. Aucun montant n'a été accordé au ministère des Richesses naturelles dans le cadre du budget 1976/1977 pour la réalisation de projets de cette envergure. Ces restrictions font suite aux contraintes budgétaires imposées à tous les ministères par le gouvernement du Québec.

Le ministère des Richesses naturelles est en train de réviser avec le ministère des Affaires municipales, sa politique de financement de tels travaux qui, selon les modalités actuellement acceptées par les deux ministères, seraient financés par la municipalité elle-même avec octroi possible d'une subvention du ministère des Affaires municipales, le ministère des Richesses naturelles se contentant d'agir à titre de conseiller technique.

Question de M. Léger:

1. Quelles sommes seront dépensées, pour l'année fiscale en cours, dans le cadre des interventions d'épuration des eaux du bassin de la Yamaska ?

2. Quel montant sera dépensé chaque année jusqu'en 1981 ?

on May 5th 1976. Following this, the Department of Municipal Affairs forwarded forms to the Secretary-treasurer of the municipality.

The Secretary-treasurer has not yet returned the forms to the Department of Municipal Affairs.

Question by Mr Morin:

1. Have any estimates been provided during the current fiscal year for the dredging of the channels surrounding aux Foins, aux Lièvres, Demers and Goyer islands, as requested particularly by the city of Chambly ?

2. If not, what are the reasons ?

3. If so, in what amounts and when will the work be started ?

Answer by Mr Cournoyer:

1. No. No estimates were provided for the current year for the dredging of the channels surrounding aux Foins, aux Lièvres, Demers and Goyer islands.

2. No amount was granted to the Department of Natural Resources within the framework of the 1976/1977 budget for the carrying out of any projects of this scope. These restrictions follow the budgetary restraints imposed on all the Departments by the government of Québec.

The Department of Natural Resources is working in co-operation with the Department of Municipal Affairs on a revision of its policy for the financing of such projects, which, according to the procedure now accepted by the two Departments, would be financed by the municipality itself with the possible obtaining of a grant from the Department of Municipal Affairs, with the Department of Natural Resources being content to act as a technical adviser.

Question by Mr Léger:

1. What amounts will be spent during the current fiscal year for water purification work in the Yamaska River Basin ?

2. What amount will be spent each year until 1981 ?

Réponse de M. Goldbloom:

1. Le montant d'investissement prévu pour la construction des usines et des intercepteurs pendant l'année financière 1976/77 s'élève à \$9.5 millions.

2. Année financière	Coûts
77/78	\$24.0 millions;
78/79	\$ 9.1 millions;
79/80	\$22.9 millions;
80/81	\$15.0 millions.

Total pour les cinq (5) ans:	\$80.5 millions (dollars courants).
---------------------------------	--

Question de M. Léger:

1. Un comité interministériel a-t-il été créé pour étudier l'étendue de la pollution causée par le flottage du bois ?

2. Si oui, qui est membre de ce comité ?

3. À quelle date a-t-il été formé et quand présentera-t-il son rapport ?

Réponse de M. Goldbloom:

1. Un comité interministériel a été formé pour évaluer et analyser les inconvénients et conséquences du flottage du bois.

2. Les membres de ce comité sont :

Dr. H. Claude Lavallée, ing., Services de protection de l'environnement, Environnement industriel, responsable du comité;

M. Gilles Coulombe, ing., ministère des Richesses naturelles, Directeur du milieu hydrique;

M. Paul Archambault, ministère des Terres et Forêts, (ou M. Hector Morin) Directeur du Service de la voirie forestière;

M. Gilles Bernier, ing., Services de protection de l'environnement-Recherches et planification;

M. Yvon Côté, biologiste, ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, Service de la recherche biologique.

3. Le comité a été formé à l'automne 1975.

Answer by Mr Goldbloom:

1. The amount of the investment earmarked for the construction of plants and interceptors during the 1976/77 fiscal year amounts to \$9.5 million.

2. Fiscal year	Costs
77/78	\$24.0 million;
78/79	\$ 9.1 million;
79/80	\$22.9 million;
80/81	\$15.0 million.

Total for the five (5) years:	\$80.5 million (current dollars)
----------------------------------	-------------------------------------

Question by Mr Léger:

1. Has an interdepartmental committee been appointed to examine the extent of the pollution caused by the floating of wood ?

2. If so, who are the members of the committee ?

3. On what date was it appointed and when will it submit its report ?

Answer by Mr Goldbloom:

1. An interdepartmental committee has been appointed to assess and analyze the risks involved in the floating of wood.

2. The following are the members of the committee:

Dr. H. Claude Lavallée, P. Eng., Environment Protection Services, Industrial Environment, head of the committee;

Mr Gilles Coulombe, P. Eng., Department of Natural Resources, Director of the Hydrous Environment;

Mr Paul Archambault, Department of Lands and Forests, (or Mr Hector Morin), Director of the Forest Roads Service;

Mr Gilles Bernier, P. Eng., Environment Protection Services Research and planning;

Mr Yvon Côté, Biologist, Department of Tourism, Fish and Game, Biological Research Service.

3. The committee was appointed in the autumn of 1975.

Quatre (4) réunions ont été tenues jusqu'à ce jour : 20 janvier, 12 février, 19 mars et 6 mai 1976. Une cinquième réunion est prévue pour le 10 juin 1976.

Un rapport devrait être présenté pour la fin de l'automne 1976.

4. En outre une collaboration a été proposée au gouvernement fédéral par le ministère de l'Environnement.

Question de M. Léger :

Quelles suites ont été données aux plaintes relatives à des déversements d'acide sulfurique dans les égouts, effectués par la C.T.C.U.M. au début de l'année 1976 ?

Réponse de M. Goldbloom :

Une solution temporaire, mais tout à fait efficace, en vue de neutraliser l'acide sulfurique provenant des accumulateurs d'autobus de la C.T.C.U.M. a été acceptée par les Services de protection de l'environnement au début de mars 1976, et un délai de deux (2) mois a alors été accordé à la compagnie afin de lui permettre de trouver une solution permanente.

Dernièrement, une proposition de solution permanente a été présentée par la C.T.C.U.M., et il semble probable que les SPE seront en mesure d'approuver prochainement les plans et devis de ces installations.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare (Johnson) :

1. Le nouveau titulaire du ministère des Affaires culturelles a-t-il fait exécuter des travaux de rénovation dans ses bureaux de Québec et de Montréal ?

2. Dans l'affirmative, de quels travaux s'agit-il, par qui ces travaux ont-ils été exécutés et quel est le montant payé à chaque exécutant ?

Four (4) meetings have been held to date: January 20th, February 12th, March 19th and May 6th 1976. A fifth meeting is expected to be held on June 10th 1976.

A report should be submitted at the end of the autumn of 1976.

4. In addition, the Department of the Environment has suggested that the federal government co-operate.

Question by Mr Léger :

Has there been any inquiry into the complaints concerning the pouring of sulphuric acid into the sewers by the M.U.C.T.C. at the beginning of 1976 ?

Answer by Mr Goldbloom :

A temporary but completely efficient solution to neutralize the sulphuric acid from the storage batteries of the M.U.C.T.C. buses was accepted by the Environment Protection Services at the beginning of March 1976, and a delay of two (2) months was then granted to the company to allow it to find a permanent solution.

Recently, a proposal for a permanent solution was put forward by the M.U.C.T.C., and it appears likely that the E.P.S's. will be able to approve the plans and specifications for these installations in the near future.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson) :

1. Did the new Head of the Department of Cultural Affairs have any renovation work carried out in his offices in Québec and Montreal ?

2. If so, what type of work was done, by whom was the work carried out and what amount was paid to each executant ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document
contenant les informations demandées.

M. L'Allier dépose ledit document.
(*Document de la session n° 120.*)

M. Levesque donne l'avis suivant:
Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures:

À la Salle 101 « B »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

À la Salle 81 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera aux fins d'entendre les administrateurs de SOQUEM.

À la Salle 91 « A »:

La Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Demain, à la Salle 332 « B », la Commission élue permanente des engagements financiers siégera à compter de dix heures trente minutes.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement jusqu'à dix-huit heures, à la Salle 101 « B », pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

Sur la motion de M. Bienvenue, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi n° 42.—Loi concernant l'élection des commissaires d'écoles dans l'île de Montréal et modifiant la Loi de

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr L'Allier tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 120.*)

Mr Levesque gave the following notice:
Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit at ten o'clock A.M.:

In Room 101 "B":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Education.

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the purpose of hearing the directors of SOQUEM.

In Room 91 "A":

The Committee on Labour, Manpower and Immigration will sit for the examination of the estimates of the Department of Labour and Manpower.

Tomorrow, the Select Standing Committee on Financial Commitments will sit in Room 332 "B", at ten-thirty o'clock A.M.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately, and will continue to sit until six o'clock P.M., in Room 101 "B", for the examination of the estimates of the Department of Cultural Affairs.

On motion of Mr Bienvenue, the following bills were severally read the third time:

Bill No. 42.—An Act respecting the election of school commissioners on the island of Montreal and amending the

l'instruction publique et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n° 48.—Loi concernant l'annexion du territoire de l'île d'Anticosti à la municipalité scolaire du Littoral.

Conformément à l'article 78 du règlement et avant l'appel des affaires du jour, M. Choquette propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence savoir, la situation qui prévaut actuellement dans le secteur hospitalier ainsi que l'éventualité d'une grève générale dans ce secteur vendredi prochain.

M. le Président reçoit la motion et partage le temps comme suit: quinze minutes au proposeur, quarante minutes au gouvernement, trente minutes à l'Opposition officielle et dix minutes au Ralliement Créditiste.

Et le débat d'urgence est tenu.

À dix-huit heures cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Education Act and other legislation;

Bill No. 48.— An Act respecting the annexation of the territory of Anticosti island to the school municipality of Littoral.

In accordance with Standing Order 78 and before Business of the Day was called, Mr Choquette moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, to wit, the situation prevailing in the hospital sector at the present time and the possibility of a general strike in this sector this coming Friday.

Mr President received the motion, and allotted the time as follows: fifteen minutes to the proposer, forty minutes to the government, thirty minutes to the Official Opposition and ten minutes to the Social Credit Rally.

And the emergency debate was held.

At five minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 17 juin 1976

Quinze heures

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 227, « Loi concernant l'Alliance Sécurité Blindé (Division Québec) Ltée ».

(Document de la session n° 121.)

Le projet de loi privé n° 227, « Loi concernant l'Alliance Sécurité Blindé (Division Québec) Ltée », est présenté par M. Burns.

M. Burns propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Thursday, June 17th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on private bill No. 227, "An Act respecting Alliance Sécurité Blindé (Division Québec) Ltée".

(Sessional Papers, No. 121.)

Private bill No. 227, "An Act respecting Alliance Sécurité Blindé (Division Québec) Ltée", was introduced by Mr. Burns.

Mr Burns moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS: M./Mr Arsenault, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi est lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 227 est déféré pour audition publique et étude, article par article, à la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Goldbloom:

Rapport annuel des Services de protection de l'environnement du Québec, pour l'année 1973/74.

(Document de la session n° 122.)

Par M. Berthiaume:

Copie du mandat de la commission d'étude formée par M. Raymond Garneau, ministre des Finances du Québec, le 28 janvier 1976, pour examiner le rôle et les structures de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec, ainsi que copie d'une lettre adressée aux concessionnaires de Loto-Québec et copie d'un communiqué de presse explicitant le mandat de cette commission.

(Document de la session n° 123.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Ce soir, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner.

À la Salle 101 « B »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

À la Salle 81 « A »:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif (particulièrement ceux de l'Office des professions).

The bill was accordingly read the first time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 227 was referred to the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply for public hearings and section by section examination.

The following documents were tabled:

By Mr Goldbloom:

Annual report of the Environment Protection Services of Québec, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 122.)

By Mr Berthiaume:

A copy of the terms of reference of the Study Committee appointed by the Minister of Finance of Québec, Mr Raymond Garneau on January 28th 1976, to inquire into the rôle and structures of the Société d'exploitation des loteries et courses du Québec, together with a copy of a letter forwarded to the agents for Loto-Québec and also a copy of a press release explaining the terms of reference of the Committee.

(Sessional Papers, No. 123.)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit this evening at eight o'clock, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn.

In Room 101 "B":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the examination of the estimates of the Department of Education.

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit for the examination of the estimates of the Department of the Executive Council (particularly those of the Professions Board).

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement à la Salle 101 « B », pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

Sur la motion de M. Garneau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant :

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires (n° 1), soit une somme n'excédant pas, en tout, \$200,000,000 qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province, pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le montant de chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

M. Garneau présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport : projet de loi n° 39, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure suivantes :

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately in Room 101 "B", for the examination of the estimates of the Department of Education.

On motion of Mr Garneau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1977.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report :

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1), namely a sum not exceeding, in all, \$200,000,000 which shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this province, to defray, for the fiscal year ending on the 31st of March 1977, the charges and expenses of the government and public service of the province not otherwise provided for, namely the amount of the various programmes set forth in the schedule of the bill which will be introduced.

Mr Garneau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 39, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1977, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motions of non-confidence :

De M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir imposé aux contribuables québécois déjà surtaxés la plus forte hausse de taxe de l'histoire du Québec et d'en faire porter le fardeau par les petits et moyens contribuables. »

De M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir été incapable d'administrer la province avec efficacité et de freiner réellement l'augmentation des coûts de l'administration. »

Le débat est terminé.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président reporte la mise aux voix des deux motions de censure et de la motion principale à mardi prochain, le 22 juin.

Sur la motion de M. Levesque, au nom de M. Lachapelle, le projet de loi n° 27, « Loi concernant l'exercice de professions par certaines personnes sur les sites des Jeux de la XXI^e olympiade », est lu la deuxième fois, envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, au nom de M. Goldbloom, le projet de loi n° 37, « Loi concernant la corporation du canton de Brompton », est lu la deuxième fois, envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

À dix-sept heures cinquante minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for having imposed the highest tax increase in the history of the province of Québec upon the already overtaxed taxpayers of Québec and particularly for having put the burden upon the taxpayers with small and average incomes."

By Mr Bellemare (Johnson):

"*That* the Assembly do censure the government for having been incapable of administering the province efficiently and of genuinely slowing down the increase in the cost of public administration."

The debate was concluded.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr President postponed the putting to the vote of the two motions of non-confidence and of the main motion until this coming Tuesday, June 22nd.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Lachapelle, bill No. 27, "An Act respecting the practice of professions by certain persons on the sites of the Games of the XXIst Olympiad", was read the second time, committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Goldbloom, bill No. 37, "An Act respecting the corporation of the township of Brompton", was read the second time, committed, considered in Committee of the Whole, reported, and ordered for third reading at the next sitting.

At fifty minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 18 juin 1976

Dix heures

Le projet de loi n° 43, « Loi modifiant la Loi des droits sur les successions », est présenté par M. Quenneville, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi n° 44, « Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail », est présenté par M. Quenneville.

M. Quenneville propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mine/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Carpentier, Choquette, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Garneau, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dabuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt.—72.

CONTRE—NAYS:—0.

Friday, June 18th 1976

Ten o'clock A.M.

Bill No. 43, "An Act to amend the Succession Duties Act", was introduced by Mr Quenneville, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 44, "An Act to amend the Retail Sales Tax Act", was introduced by Mr Quenneville.

Mr Quenneville moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

En conséquence, le projet de loi n° 44 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Déclaration ministérielle de M. Parent (Hull), ministre de la Fonction publique, relativement à l'entente globale de principe intervenue dans le secteur des affaires sociales entre les trois coordonnateurs du front commun et les négociateurs gouvernementaux.

M. Levesque, au nom de M. Bourassa, dépose le document suivant:

La version française et la version anglaise des allocutions prononcées par le Premier ministre du Canada et les Premiers ministres provinciaux à la conférence fédérale-provinciale tenue à Ottawa les 14 et 15 juin 1976, sur les arrangements fiscaux et les programmes à frais partagés.

(Document de la session n° 124.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bellemare (Johnson) dépose le document suivant:

Copie d'une lettre de M. Maurice Bellemare, député de Johnson, en date du 22 janvier 1976, adressée à M. Victor Goldbloom, ministre des Affaires municipales et de l'Environnement, ayant trait à un problème juridique concernant la municipalité du canton de Brompton, ainsi que des documents se rapportant à cette municipalité.

(Document de la session n° 125.)

Sur la motion de M. Lachapelle, le projet de loi n° 27, « Loi concernant l'exercice de professions par certaines personnes sur les sites des Jeux de la XXI^e Olympiade », est lu la troisième fois.

Bill No. 44 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

A ministerial declaration by the Minister of the Civil Service, Mr Parent (Hull), concerning the general agreement in principle made in the social affairs sector between the three common front coordinators and the government negotiators.

Mr Levesque tabled the following document, on behalf of Mr Bourassa:

The French and English versions of the speeches given by the Prime Minister of Canada and the provincial Premiers at the Federal-Provincial conference on the fiscal arrangements and the shared-costs programmes, held in Ottawa on June 14th and 15th 1976.

(Sessional Papers, No. 124.)

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of Education.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bellemare (Johnson) tabled the following document:

Copy of a letter dated January 22nd 1976, written by Mr Maurice Bellemare, the Member for Johnson, to the Minister of Municipal Affairs and the Environment, Mr Victor Goldbloom, concerning a legal problem respecting the municipality of the township of Brompton, together with certain documents referring to such municipality.

(Sessional Papers, No. 125.)

On motion of Mr Lachapelle, bill No. 27, "An Act respecting the practice of professions by certain persons on the sites of the Games of the XXIst Olympiad", was read the third time.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi n° 37, « Loi concernant la corporation du canton de Brompton », est lu la troisième fois.

M. Cournoyer propose que le projet de loi n° 34, « Loi modifiant la Loi sur le commerce des produits pétroliers », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 34 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 32, « Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois ».

M. Cournoyer informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Morin.

À douze heures trente-trois minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain quinze heures.

Aujourd'hui, vendredi 18 juin 1976, à douze heures quarante minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Kennedy, le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 37, "An Act respecting the corporation of the township of Brompton", was read the third time.

Mr Cournoyer moved that bill No. 34, "An Act to amend the Petroleum Products Trade Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 34 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 32, "An Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec".

Mr Cournoyer informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Cournoyer moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Morin.

At thirty-three minutes past twelve o'clock noon, on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until this coming Monday, at three o'clock P.M.

Today, Friday, June 18th 1976, at forty minutes past twelve o'clock noon, in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Kennedy, the Delegate of the President of the National Assembly, of

M. Perreault, le représentant du Premier ministre, de M. Carpentier, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 27 Loi concernant l'exercice de professions par certaines personnes sur les sites des Jeux de la XXI^e Olympiade;
- 35 Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec;
- 37 Loi concernant la corporation du canton de Brompton;
- 39 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, et pour d'autres fins du service public;
- 42 Loi concernant l'élection des commissaires d'écoles dans l'île de Montréal et modifiant la Loi de l'instruction publique et d'autres dispositions législatives;
- 48 Loi concernant l'annexion du territoire de l'île d'Anticosti à la municipalité scolaire du Littoral.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Perreault, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Carpentier, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 27 An Act respecting the practice of professions by certain persons on the sites of the Games of the XXIst Olympiad;
- 35 An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec;
- 37 An Act respecting the corporation of the township of Brompton;
- 39 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1977, and for other purposes connected with the public service;
- 42 An Act respecting the election of school commissioners on the island of Montreal and amending the Education Act and other legislation;
- 48 An Act respecting the annexation of the territory of Anticosti island to the school municipality of Littoral.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Lundi 21 juin 1976

Quinze heures

Monday, June 21st 1976

Three o'clock P.M.

Le projet de loi n° 51, « Loi concernant l'exemption de l'application de certaines dispositions législatives à l'égard des Jeux de la XXI^e Olympiade », est présenté par M. Goldbloom.

M. Goldbloom propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 51, "An Act respecting exemption from certain provisions of law with regard to the Games of the XXIst Olympiad", was introduced by Mr Goldbloom.

Mr Goldbloom moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Charron, Cornellier, Déziel, Dionne, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Morin, Ostiguy, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Shanks, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—59.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 51 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 51 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Quenneville:

Projet de loi n° 49.—Loi pourvoyant au financement des programmes de santé.

Par M. Levesque:

Projet de loi n° 52.—Loi pour remédier aux pertes occasionnées par un incendie au palais de justice de Québec.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Saint-Pierre:

Projet de loi n° 11.—Loi constituant la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.

Par M. Levesque:

Projet de loi n° 17.—Loi sur la refonte des lois.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

Sur la motion de M. Cournoyer, le projet de loi n° 34, « Loi modifiant la Loi sur le commerce des produits pétroliers », est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Cournoyer proposant que le projet de loi n° 32, « Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois », soit maintenant lu la deuxième fois.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Quenneville:

Bill No. 49.—An Act to provide for the financing of health programmes.

By Mr Levesque:

Bill No. 52.—An Act to remedy the losses caused by a fire at the Québec Court House.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Saint-Pierre:

Bill No. 11.—An Act to incorporate the Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.

By Mr Levesque:

Bill No. 17.—An Act respecting the consolidation of the statutes.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of Education, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn.

On motion of Mr Cournoyer, bill No. 34, "An Act to amend the Petroleum Products Trade Act", was read the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Cournoyer proposing that bill No. 32, "An Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec", be now read the second time.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Garneau, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 32 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Mailloux proposant que le projet de loi n° 13, « Loi modifiant le Code de la route », soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

Le débat continue.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de M. Roy.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Garneau, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 13 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement.

M. Goldbloom propose que le projet de loi n° 36, « Loi concernant la ville de La Baie », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Garneau, on behalf of Mr Levesque, bill No. 32 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Mailloux proposing that bill No. 13, "An Act to amend the Highway Code", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

The debate continuing.

The motion was then adopted on division, with Mr Roy dissenting.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Garneau, on behalf of Mr Levesque, bill No. 13 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply.

Mr Goldbloom moved that bill No. 36, "An Act respecting the city of La Baie", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Garneau, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 36 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Goldbloom propose que le projet de loi n° 38, « Loi concernant la Communauté régionale de l'Outaouais », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Garneau, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 38 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 5, « Loi modifiant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec ».

M. Saint-Pierre informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Garneau, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 5 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 43, « Loi modifiant la Loi des droits sur les successions ».

On motion of Mr Garneau, on behalf of Mr Levesque, bill No. 36 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Goldbloom moved that bill No. 38, "An Act respecting the Outaouais Regional Community", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Garneau, on behalf of Mr Levesque, bill No. 38 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 5, "An Act to amend the Charter of the Centre de recherche industrielle du Québec".

Mr Saint-Pierre informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Saint-Pierre moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Garneau, on behalf of Mr Levesque, bill No. 5 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 43, "An Act to amend the Succession Duties Act".

M. Garneau, au nom de M. Quenneville, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Garneau, au nom de M. Quenneville, propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Garneau, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 43 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 44, « Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail ».

M. Garneau, au nom de M. Quenneville, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Garneau, au nom de M. Quenneville, propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec l'abstention de M. Morin.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Garneau, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 44 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

Mr Garneau, on behalf of Mr Quenneville, informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Garneau moved, on behalf of Mr Quenneville, that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Garneau, on behalf of Mr Levesque, bill No. 43 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 44, "An Act to amend the Retail Sales Tax Act".

Mr Garneau, on behalf of Mr Quenneville, informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Garneau moved, on behalf of Mr Quenneville, that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Mr Morin abstaining.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Garneau, on behalf of Mr Levesque, bill No. 44 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue.

M. Saint-Pierre propose que le projet de loi n° 6, « Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Morin.

À vingt-deux heures quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Saint-Pierre moved that bill No. 6, "An Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Morin.

At ten forty-five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 22 juin 1976

Dix heures

Tuesday, June 22nd 1976

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi n° 45, « Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac », est présenté par M. Quenneville.

M. Quenneville propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 45, "An Act to amend the Tobacco Tax Act", was introduced by Mr Quenneville.

Mr Quenneville moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Eonier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Saint-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières.—73.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 45 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 45 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 54, « Loi constituant un fonds spécial olympique », est présenté par M. Levesque, au nom de M. Garneau, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés:
Par M. Lalonde:

Rapport annuel de la Régie de la langue française, pour la période du 6 novembre 1974 au 31 décembre 1975.

(Document de la session n° 126.)

Par M. Lachapelle:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, pour l'année 1975/76.

(Document de la session n° 127.)

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'année 1975/76.

(Document de la session n° 128.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec, pour l'année 1975/76.

(Document de la session n° 129.)

L'ordre du jour appelle la mise aux voix de la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et des motions de censure suivantes:

De M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir imposé aux contribuables québécois déjà surtaxés la plus forte hausse de taxe de l'histoire du Québec et d'en faire porter le fardeau par les petits et moyens contribuables. »

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 54, "An Act to establish a special olympic fund", was introduced by Mr Levesque, on behalf of Mr Garneau, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled:
By Mr Lalonde:

Annual report of the Régie de la langue française, for the period from November 6th 1974 until December 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 126.)

By Mr Lachapelle:

Annual report of the Professional Corporation of Psychologists of Québec, for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 127.)

Annual report of the Order of Forest Engineers of Québec, for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 128.)

Annual report of the Professional Corporation of Medical Technologists of Québec, for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 129.)

The Order of the Day being read for the putting to the vote of the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and of the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for having imposed the highest tax increase in the history of the province of Québec upon the already over-taxed taxpayers of Québec and particularly for having put the burden upon the taxpayers with small and average incomes."

De M. Bellemare (Johnson):

« *Que cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir été incapable d'administrer la province avec efficacité et de freiner réellement l'augmentation des coûts de l'administration.* ».

La motion de censure de M. Morin est mise aux voix et rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard, Morin, Roy.—7.

CONTRE—NAYS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Éérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Valières, Verreault.—69.

La motion de censure de M. Bellemare (Johnson) est mise aux voix et rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard, Morin, Roy.—7.

CONTRE—NAYS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Éérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Valières, Verreault.—69.

La motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement est alors mise aux voix et adoptée, les voix se divisant comme suit:

By Mr Bellemare (Johnson):

“*That the Assembly do censure the government for having been incapable of administering the province efficiently and of genuinely slowing down the increase in the cost of public administration.*”.

The motion of non-confidence by Mr Morin was put to the vote and rejected on the following division:

The motion of non-confidence by Mr Bellemare (Johnson) was put to the vote and rejected on the following division:

The motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government was then put to the vote and adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Valières, Verreault.—69.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy.—7.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 215.—Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban;

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi n° 219.—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;

Projet de loi n° 221.—Loi concernant un immeuble de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;

Projet de loi n° 223.—Loi concernant la cité de Rimouski;

Projet de loi n° 224.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec;

Projet de loi n° 225.—Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake;

Projet de loi n° 226.—Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Foy;

Projet de loi n° 229.—Loi concernant la ville de Hull;

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

Sur la motion de M. Levesque, au nom de M. Goldbloom, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit immediately in Room 81 "A", for public hearings and the section by section examination of the following private bills:

Bill No. 215.—An Act respecting the municipalities of Notre-Dame-de-Montauban, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban;

Bill No. 218.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 219.—An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec;

Bill No. 221.—An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;

Bill No. 223.—An Act respecting the city of Rimouski;

Bill No. 224.—An Act to amend the Québec Urban Community Act;

Bill No. 225.—An Act to amend the charter of the town of Black Lake;

Bill No. 226.—An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy;

Bill No. 229.—An Act respecting the city of Hull;

Bill No. 230.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Goldbloom, the following bills were severally read the third time:

Projet de loi n° 36.—Loi concernant la ville de La Baie;

Projet de loi n° 38.—Loi concernant la Communauté régionale de l'Outaouais.

Sur la motion de M. Séguin, au nom de M. Ostiguy, le projet de loi privé n° 212, « Loi concernant le testament de Pierre Foucreault », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Cornellier, au nom de M. Assad, le projet de loi privé n° 217, « Loi concernant la ville de Gatineau », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Saindon, le projet de loi privé n° 203, « Loi concernant la succession Lambert de Loulay », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Faucher, au nom de M. Beaugregard, le projet de loi privé n° 207, « Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste Beaudry Leman », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Bonnier, le projet de loi privé n° 201, « Loi concernant L'Avenir du Québec », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Lacroix, au nom de M. Chagnon, le projet de loi privé n° 205, « Loi modifiant la Loi relative à la Société d'assurance des Caisses Populaires », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Houde (Limoilou), au nom de M. Tardif, le projet de loi privé n° 208, « Loi abrogeant la Loi concernant L'Institut Albert Prévost », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Cadieux, au nom de M. Tardif, le projet de loi privé n° 214, « Loi concernant Gedney Corp. », est lu la deuxième et la troisième fois.

Bill No. 36.—An Act respecting the city of La Baie;

Bill No. 38.—An Act respecting the Outaouais Regional Community.

On motion of Mr Séguin, on behalf of Mr Ostiguy, private bill No. 212, "An Act respecting the will of Pierre Foucreault", was read the second and the third time.

On motion of Mr Cornellier, on behalf of Mr Assad, private bill No. 217, "An Act respecting the city of Gatineau", was read the second and the third time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Saindon, private bill No. 203, "An Act respecting the Lambert de Loulay estate", was read the second and the third time.

On motion of Mr Faucher, on behalf of Mr Beaugregard, private Bill No. 207, "An Act respecting the Polyxène Beaudry estate and the Jean-Baptiste Beaudry Leman estate", was read the second and the third time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Eonnier, private bill No. 201, "An Act respecting L'Avenir du Québec", was read the second and the third time.

On motion of Mr Lacroix, on behalf of Mr Chagnon, private bill No. 205, "An Act to amend the Act respecting La Société d'assurance des Caisses Populaires", was read the second and the third time.

On motion of Mr Houde (Limoilou), on behalf of Mr Tardif, private bill No. 208, "An Act to repeal the Act respecting L'Institut Albert Prévost", was read the second and the third time.

On motion of Mr Cadieux, on behalf of Mr Tardif, private bill No. 214, "An Act respecting Gedney Corp.", was read the second and the third time.

Sur la motion de M. Bellemare (Rosemont), au nom de M. Kennedy, le projet de loi privé n° 220, « Loi modifiant la Loi constituant en corporation Montreal Protestant Hospital », est lu la deuxième et la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 40, « Loi modifiant la Loi de l'aide sociale ».

M. Giasson, au nom de M. Forget, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Giasson, au nom de M. Forget, propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 40 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Saint-Pierre proposant que le projet de loi n° 6, « Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 6 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche.

À treize heures quinze minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

On motion of Mr Bellemare (Rosemont), on behalf of Mr Kennedy, private bill No. 220, "An Act to amend the Act to incorporate Montreal Protestant Hospital", was read the second and the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 40, "An Act to amend the Social Aid Act".

Mr Giasson informed the Assembly, on behalf of Mr Forget, that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Giasson moved, on behalf of Mr Forget, that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 40 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Saint-Pierre proposing that bill No. 6, "An Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 6 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game.

At one-fifteen o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Sur la motion de M. Harvey (Jonquière), au nom de M. Garneau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits de l'Assemblée nationale.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant :

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les programmes des crédits de l'Assemblée nationale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977.

Le rapport est adopté.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Ce soir, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures quinze minutes jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner :

Au Salon Rouge :

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 5, « Loi modifiant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec ».

À la Salle 81 « A » :

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants :

Projet de loi n° 215.—Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban ;

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles ;

Projet de loi n° 219.—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec ;

Projet de loi n° 221.—Loi concernant un immeuble de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence ;

On motion of Mr Harvey (Jonquière), on behalf of Mr Garneau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to consider the estimates of the National Assembly.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report :

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the Programmes of the estimates of the National Assembly, for the fiscal year ending March 31st 1977.

The report was adopted.

Mr Levesque gave the following notice :

The following Select Standing Committees will sit this evening, at eight-fifteen o'clock, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn :

In the Red Room :

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the section by section examination of bill No. 5, "An Act to amend the Charter of the Centre de recherche industrielle du Québec".

In Room 81 "A" :

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for public hearings and the section by section examination of the following private bills :

Bill No. 215.—An Act respecting the municipalities of Notre-Dame-de-Montauban, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban ;

Bill No. 218.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles ;

Bill No. 219.—An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec ;

Bill No. 221.—An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence ;

Projet de loi n° 223.—Loi concernant la cité de Rimouski;

Projet de loi n° 224.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec;

Projet de loi n° 225.—Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake;

Projet de loi n° 226.—Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Foy;

Projet de loi n° 229.—Loi concernant la ville de Hull;

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

À dix-huit heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Bill No. 223.—An Act respecting the city of Rimouski;

Bill No. 224.—An Act to amend the Québec Urban Community Act;

Bill No. 225.—An Act to amend the charter of the town of Black Lake;

Bill No. 226.—An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy;

Bill No. 229.—An Act respecting the city of Hull;

Bill No. 230.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 23 juin 1976

Dix heures

M. Gratton, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission éeue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui a siégé le 17 juin 1976, aux fins d'entendre les administrateurs de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM) sur les activités de cette société, et en annexe au rapport, l'allocution prononcée le 15 juin 1976 par M. Jean Cournoyer, ministre des Richesses naturelles, lors du congrès de l'Association des mines de métaux du Québec, sur la rentabilité privée et la rentabilité publique du développement minier.

(Document de la session n° 130.)

M. St-Germain, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission éeue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 5, « Loi modifiant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec ».

Wednesday, June 23rd 1976

Ten o'clock A.M.

Mr Gratton, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests which sat on June 17th 1976, for the purpose of hearing the directors of the Québec Mining Exploration Company (SOQUEM) on the activities of the company, with an appendix to the report containing the talk given on June 15th 1976, by the Minister of Natural Resources, Mr Jean Cournoyer, at the convention of the Québec Metal Mining Association, on the private and public profitability of mining development.

(Sessional Papers, No. 130.)

Mr St-Germain, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game which examined bill No. 5, "An Act to amend the Charter of the Centre de recherche industrielle du Québec", following second reading.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 131.)

Sur la motion de M. Léger, le nom de M. Léger est substitué à celui de M. Charron sur la liste des membres de la Commission des affaires municipales et de l'environnement.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par Mme Bacon et lus la première fois:

Projet de loi n° 28.—Loi du ministère de la population et de l'immigration;

Projet de loi n° 29.—Loi sur l'immigration.

Le projet de loi n° 30, « Loi constituant le Conseil de la population et de l'immigration », est présenté par Mme Bacon.

Mme Bacon propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Berthiaume, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Kennedy, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—75.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 30 est lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi n°s 28, 29 et 30 sont déférés pour étude à la Commission élue permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, et les règles concernant l'étude en commission parlementaire des projets de loi publics, après la première lecture, soit

The bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 131.)

On motion of Mr. Léger, the name of Mr Charron was replaced by that of Mr Léger on the list of members of the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment.

The following bills were severally introduced by Mrs Bacon and read the first time:

Bill No. 28.—Population and Immigration Department Act;

Bill No. 29.—An Act respecting immigration.

Bill No. 30, "An Act to establish the Conseil de la population et de l'immigration", was introduced by Mrs Bacon.

Mrs Bacon moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 30 was accordingly read the first time.

On motion of Mr Levesque, bills Nos. 28, 29 and 30 were referred to the Select Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration for consideration, and the Rules of Procedure respecting the examination of public bills in Parliamentary Committees, following first reading,

l'article 118-A, sont suspendues, notamment l'avis dans la *Gazette officielle du Québec* et le délai de trente jours pour déposer au secrétariat des commissions cent exemplaires des mémoires, accompagnés d'un bref résumé.

M. Berthiaume dépose le document suivant :

Rapport annuel de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec, pour l'année 1975/76.

(*Document de la session n° 132.*)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement siège immédiatement jusqu'à treize heures, à la Salle 81 « A », pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés n°s 215, 218, 219, 221, 223, 224, 225, 226, 229 et 230, et la Commission élue permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siègera au même endroit, à compter de quinze heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif, particulièrement le programme 9 — Régie de la langue française.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi n° 51, « Loi concernant l'exemption de l'application de certaines dispositions législatives à l'égard des Jeux de la XXI^e Olympiade », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 51 est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

Sur la motion de M. Levesque, au nom de M. Forget, le projet de loi n° 40, « Loi modifiant la Loi de l'aide sociale », est lu la troisième fois.

namely Standing Order 118-A, were suspended, particularly the notice in the *Gazette officielle du Québec* and the delay of thirty days to deposit at the Secretariat of Committees one hundred copies of the briefs, together with a short summary.

Mr Berthiaume tabled the following document :

Annual report of the Société d'exploitation des loteries et courses du Québec, for 1975/76.

(*Sessional Papers, No. 132.*)

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit immediately and will continue to sit until one o'clock P.M., in Room 81 "A", for public hearings and the section by section examination of private bills Nos. 215, 218, 219, 221, 223, 224, 225, 226, 229 and 230, and the Select Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit in the same Room, at three o'clock P.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the examination of the estimates of the Department of the Executive Council, particularly Programme 9 — Régie de la langue française.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 51, "An Act respecting exemption from certain provisions of law with regard to the Games of the XXIst Olympiad", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 51 was referred to the Committee of the Whole for section by section examination.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Forget, bill No. 40, "An Act to amend the Social Aid Act", was read the third time.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi n° 32, « Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois ».

Sur la motion de M. Levesque, au nom de M. Cournoyer, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; ledit projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

M. Levesque, au nom de M. Cournoyer, propose que ledit projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 32 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 45, « Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac ».

M. Quenneville informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Quenneville propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 45 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

M. Drummond propose que le projet de loi n° 24, « Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles », soit maintenant lu la deuxième fois.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 32, "An Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec".

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Cournoyer, the Order which had just been read was rescinded; the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Cournoyer, that the said bill be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill No. 32 was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 45, "An Act to amend the Tobacco Tax Act".

Mr Quenneville informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Quenneville moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 45 was referred to the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue for section by section examination.

Mr Drummond moved that bill No. 24, "An Act to amend the Act respecting farm income stabilization insurance", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 24 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 11, « Loi constituant la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel ».

M. Saint-Pierre informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À douze heures trente minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Le débat continue.

M. Burns propose:

« Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant à la fin les mots « dans six mois ». »

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

La motion d'amendement est alors mise aux voix et rejetée.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Saint-Pierre, proposant que le projet de loi n° 11, « Loi constituant la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel », soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Léger.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 24 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 11, "An Act to incorporate the Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel".

Mr Saint-Pierre informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Saint-Pierre moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At twelve-thirty o'clock noon, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The debate continuing.

Mr Burns moved:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now", and by adding at the end, the words "this day six months"."

And a debate arising on this motion of amendment.

The motion of amendment was then put to the vote and rejected.

And the debate continuing on the main motion by Mr Saint-Pierre, proposing that bill No. 11, "An Act to incorporate the Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Léger.

M. Levesque propose que le projet de loi n° 52, « Loi pour remédier aux pertes occasionnées par un incendie au palais de justice de Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.
La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 52 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de la justice.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 17, « Loi sur la refonte des lois ».

M. Levesque informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.
La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 17 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de la justice.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 33, « Loi sur les jurés ».

M. Levesque informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.
La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Mr Levesque moved that bill No. 52, "An Act to remedy the losses caused by a fire at the Québec Court House", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.
The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 52 was referred to the Select Standing Committee on Justice for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 17, "An Act respecting the consolidation of the statutes".

Mr Levesque informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Levesque moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.
The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 17 was referred to the Select Standing Committee on Justice by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 33, "Jurors Act".

Mr Levesque informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Levesque moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.
The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 33 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de la justice.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de la justice siégera à compter de vingt heures à la Salle 81 « A », pour l'étude, article par article, des projets de loi nos 17, 33 et 52, et le rapport du président de cette commission sera fait comme si ces projets de loi avaient été étudiés en commission plénière.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 49, « Loi pourvoyant au financement des programmes de santé ».

M. Quenneville informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Quenneville propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Charron, Morin et Roy.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Hardy, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 49 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

M. Lalonde propose que le projet de loi n° 41, « Loi modifiant la Loi de police, la Loi des commissions d'enquête et d'autres dispositions législatives », soit maintenant lu la deuxième fois.

On motion of Mr Levesque, bill No. 33 was referred to the Select Standing Committee on Justice for section by section examination.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Justice will sit this evening in Room 81 "A", at eight o'clock, for the section by section examination of bills Nos. 17, 33 and 52, and the report by the Chairman of the Committee shall be made in the same manner as if the bills had been examined in Committee of the Whole.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 49, "An Act to provide for the financing of health programmes".

Mr Quenneville informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Quenneville moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Messrs Charron, Morin and Roy dissenting.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, bill No. 49 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue.

Mr Lalonde moved that bill No. 41, "An Act to amend the Police Act, the Public Inquiry Commission Act and other legislation", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

Conformément à l'ordre adopté aujourd'hui par l'Assemblée, le président de la Commission élue permanente de la justice rapporte que la commission a adopté avec des amendements le projet de loi n° 33, « Loi sur les jurés », et sans amendement, les projets de loi suivants :

Projet de loi n° 17.—Loi sur la refonte des lois;

Projet de loi n° 52.—Loi pour remédier aux pertes occasionnées par un incendie au palais de justice de Québec.

Le rapport est adopté.

Les projets de loi n° 17, 33 et 52 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Lundi prochain, le 28 juin, à compter de dix heures trente minutes, à la Salle 81 « A », la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement siégera pour audition publique et étude, article, par article, des projets de loi privés suivants :

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi n° 226.—Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Foy;

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

À vingt-deux heures quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

In accordance with the Order adopted by the Assembly today, the Chairman of the Select Standing Committee on Justice reported that the Committee had adopted bill No. 33, "Jurors Act", with amendments, and the following bills, without amendment :

Bill No. 17.—An Act respecting the consolidation of the statutes;

Bill No. 52.—An Act to remedy the losses caused by a fire at the Québec Court House.

The report was adopted.

Bills Nos. 17, 33 and 52 were ordered for third reading at the next sitting.

Mr Levesque gave the following notice :

This coming Monday, June 28th, the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit in Room 81 "A", at ten-thirty o'clock A.M., for public hearings and the section by section examination of the following private bills :

Bill No. 218.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 226.—An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy;

Bill No. 230.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

At ten forty-five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until this coming Monday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Lundi 28 juin 1976

Quinze heures

M. Levesque propose:

Que la Commission de l'Assemblée nationale se réunisse aux fins de continuer le mandat qui lui a été donné lors de la session précédente, soit: de proposer les transformations qui s'imposent à la Loi de la Législature, de proposer les modifications nécessaires au règlement de l'Assemblée nationale et d'examiner la question de la législation déléguée;

que cette commission soit autorisée à faire, de temps à autre, des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont on aura besoin;

que pour les fins de la poursuite de ce triple mandat uniquement, les changements suivants soient apportés dans la composition de ladite commission, en ajoutant les noms de MM. Bellemare (Johnson), Bonnier, Gratton, Roy et Samson.

La motion est adoptée.

Monday, June 28th 1976

Three o'clock P.M.

Mr Levesque moved:

That the Committee on the National Assembly do meet for the purpose of continuing the terms of reference which was given to it during the preceding session, to wit: to propose the changes which are essential in the Legislature Act, to propose the necessary amendments to the Standing Orders of the National Assembly and to examine the question of delegated legislation;

that the Committee be empowered to report, from time to time, its observations and opinions on such matters, and to send for such persons, papers and records as it may need;

that for the sole purpose of carrying out this threefold task, the following changes be made in the composition of the said Committee, by adding the names of Messrs Bellemare (Johnson), Bonnier, Gratton, Roy and Samson.

The motion was adopted.

Le projet de loi n° 53, « Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires », est présenté par M. Levesque.

M. Levesque propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 53, "An Act to amend the Courts of Justice Act", was introduced by Mr Levesque.

Mr Levesque moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Beaugard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Brown, Chagnon, Cloutier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Massé, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—63.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Morin.—5.

En conséquence, le projet de loi n° 53 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 53 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture :

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting :

Par M. Lachapelle :

Projet de loi n° 31.—Loi modifiant la Loi des prêts et bourses aux étudiants.

By Mr Lachapelle :

Bill No. 31.—An Act to amend the Students Loans and Scholarships Act.

Par M. Quenneville :

Projet de loi n° 46.—Loi des droits sur les transferts de terrains.

By Mr Quenneville :

Bill No. 46.—An Act respecting duties on transfers of land.

Par M. Goldbloom :

Projet de loi n° 50.—Loi concernant le rattachement d'un territoire à la Ville de Montréal.

By Mr Goldbloom :

Bill No. 50.—An Act respecting the attachment of a territory to the City of Montreal.

Par M. Levesque :

Projet de loi n° 56.—Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne ;

By Mr Levesque :

Bill No. 56.—An Act to amend the Charter of human rights and freedoms ;

Projet de loi n° 58.—Loi validant certains actes enregistrés dans les divisions d'enregistrement de Terrebonne, de Trois-Rivières et de Champlain.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 55, « Loi sur la protection des personnes handicapées », est présenté par M. Forget et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 55 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires sociales.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 12, « Loi sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire municipal ».

Sur la motion de M. Levesque, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué et le projet de loi est déferé pour étude, après la première lecture, à la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement.

Sur la motion de M. Levesque, au nom de M. Goldbloom, le projet de loi n° 51, « Loi concernant l'exemption de l'application de certaines dispositions législatives à l'égard des Jeux de la XXI^e Olympiade », est étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 215.—Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban;

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 58.—An Act to ratify certain deeds registered in the registration divisions of Terrebonne, Trois-Rivières and Champlain.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 55, "An Act respecting the protection of handicapped persons", was introduced by Mr Forget and read the first time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 55 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Social Affairs.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 12, "An Act respecting municipal land use planning and development".

On motion of Mr Levesque, the Order which had just been read was rescinded and the bill was referred to the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment to be examined, following first reading.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Goldbloom, bill No. 51, "An Act respecting exemption from certain provisions of law with regard to the Games of the XXIst Olympiad", was considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit immediately in Room 81 "A", for public hearings and the section by section examination of the following private bills:

Bill No. 215.—An Act respecting the municipalities of Notre-Dame-de-Montauban, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban;

Bill No. 218.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi n° 219.—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;

Projet de loi n° 221.—Loi concernant un immeuble de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;

Projet de loi n° 223.—Loi concernant la cité de Rimouski;

Projet de loi n° 224.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec;

Projet de loi n° 225.—Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake;

Projet de loi n° 226.—Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Foy;

Projet de loi n° 229.—Loi concernant la ville de Hull;

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que le nom de M. Bédard (Chicoutimi) soit substitué à celui de M. Roy sur la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale qui ont été ajoutés pour les fins des trois sous-commissions, avec la restriction que, si un vote était nécessaire à la Commission de l'Assemblée nationale ou dans une sous-commission, on s'en tienne au nombre des membres réguliers de la commission.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 54, « Loi constituant un fonds spécial olympique ».

M. Garneau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Garneau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns, Charron et Léger.

Bill No. 219.—An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec;

Bill No. 221.—An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;

Bill No. 223.—An Act respecting the city of Rimouski;

Bill No. 224.—An Act to amend the Québec Urban Community Act;

Bill No. 225.—An Act to amend the charter of the town of Black Lake;

Bill No. 226.—An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy;

Bill No. 229.—An Act respecting the city of Hull;

Bill No. 230.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved:

That the name of Mr Roy be replaced by that of Mr Bédard (Chicoutimi) on the list of Members of the Committee on the National Assembly who were added for the purposes of the three subcommittees, with the restriction that if a vote is necessary in the Committee on the National Assembly or in a subcommittee, it will be confined to the number of regular members of the Committee.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 54, "An Act to establish a special olympic fund".

Mr Garneau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Garneau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Messrs Burns, Charron and Léger dissenting.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 54 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu; cette commission siège immédiatement jusqu'à dix-huit heures au Salon Rouge pour l'étude de ce projet de loi et des autres projets de loi qui lui ont été déferés.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi n° 17.—Loi sur la refonte des lois;

Projet de loi n° 33.—Loi sur les jurés;

Projet de loi n° 52.—Loi pour remédier aux pertes occasionnées par un incendie au palais de justice de Québec.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 5, « Loi modifiant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec ».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. St-Germain, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 5 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Ce soir, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour étude, article par article, du projet de loi n° 6, « Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 54 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue; this Committee will sit immediately in the Red Room, and will continue to sit until six o'clock P.M., for the examination of this bill and the other bills which have been referred to it.

On motion of Mr Levesque, the following bills were severally read the third time:

Bill No. 17.—An Act respecting the consolidation of the statutes;

Bill No. 33.—Jurors Act;

Bill No. 52.—An Act to remedy the losses caused by a fire at the Québec Court House.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game which examined bill No. 5, "An Act to amend the Charter of the Centre de recherche industrielle du Québec", following second reading.

On motion of Mr Charron, the report was adopted, on behalf of Mr St-Germain.

Bill No. 5 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit this evening, at eight o'clock, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit for the section by section examination of bill No. 6, "An Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act",

sur les impôts », et audition de certains organismes intéressés à ce projet de loi.

À la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires municipales et de l'environnement siégera pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 215.—Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban;

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi n° 219.—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;

Projet de loi n° 221.—Loi concernant un immeuble de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;

Projet de loi n° 223.—Loi concernant la cité de Rimouski;

Projet de loi n° 224.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec;

Projet de loi n° 225.—Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake;

Projet de loi n° 226.—Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Foy;

Projet de loi n° 229.—Loi concernant la ville de Hull;

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de la justice siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Saint-Pierre proposant que le projet de loi n° 11, « Loi constituant la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

and for the hearing of certain organizations interested in such bill.

In Room 81 "A":

The Committee on Municipal Affairs and the Environment will sit for public hearings and the section by section examination of the following private bills:

Bill No. 215.—An Act respecting the municipalities of Notre-Dame-de-Montauban, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban;

Bill No. 218.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 219.—An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec;

Bill No. 221.—An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;

Bill No. 223.—An Act respecting the city of Rimouski;

Bill No. 224.—An Act to amend the Québec Urban Community Act;

Bill No. 225.—An Act to amend the charter of the town of Black Lake;

Bill No. 226.—An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy;

Bill No. 229.—An Act respecting the city of Hull;

Bill No. 230.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

In Room 91 "A":

The Committee on Justice will sit for the examination of the estimates of the Department of Justice.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Saint-Pierre proposing that bill No. 11, "An Act to incorporate the Société du parc industriel et aéroportuaire de Mirabel", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bienvenue, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 11 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

À dix-huit heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 11 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 29 juin 1976

Dix heures

Tuesday, June 29th 1976

Ten o'clock A.M.

M. Lachance, au nom de M. Lapointe, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 6, « Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts ».

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est retiré et le projet de loi n° 6 est retourné pour étude à la Commission élue permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Lachapelle :

Rapport annuel de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, pour l'année 1975/76.

(Document de la session n° 133.)

Mr Lachance tabled, on behalf of Mr Lapointe, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game which examined bill No. 6, "An Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act", following second reading.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the said report was withdrawn and bill No. 6 was referred back to the Select Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game for consideration.

The following documents were tabled:

By Mr Lachapelle :

Annual report of the Order of Veterinary Surgeons of Québec, for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 133.)

Rapport annuel de l'Ordre des optométristes du Québec, pour l'année 1975/76.
(Document de la session n° 131.)

Annual report of the Order of Optometrists of Québec, for 1975/76.
(Sessional Papers, No. 131.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, pour l'année 1975/76.
(Document de la session n° 135.)

Annual report of the Professional Corporation of Licensed General Accountants of Québec, for 1975/76.
(Sessional Papers, No. 135.)

Par M. Hardy:

Rapport annuel de l'Office de radiotélédiffusion du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session n° 136.)

By Mr Hardy:

Annual report of the Québec Broadcasting Bureau, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 136.)

Par M. Berthiaume:

Rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'année 1975/76.
(Document de la session n° 137.)

By Mr Berthiaume:

Annual report of the Québec Liquor Corporation, for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 137.)

Par M. Forget:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'année 1975/76.

(Document de la session n° 138.)

By Mr Forget:

Annual report of the Québec Health Insurance Board, for 1975/76.

(Sessional Papers, No. 138.)

M. Levesque propose que la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 13, « Loi modifiant le Code de la route ».

Mr Levesque moved that the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply do sit immediately in Room 81 "A", for the section by section examination of bill No. 13, "An Act to amend the Highway Code".

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM. Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenu, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornélien, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est, East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux. — 81.

CONTRE—NAYS:—0.

Conformément à l'article 132 du règlement, M. Levesque, au nom de M. Garneau, donne avis qu'à une séance subséquente, l'Assemblée se transformera en commission plénière pour voter en bloc un quart des différents articles du budget 1976/77, comme crédits provisoires.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bourassa propose:

Que M^e Luce Patenaude soit nommée à la fonction de Protecteur du citoyen; *que* son traitement soit fixé à \$40,000.00 annuellement; *qu'elle* bénéficie d'une allocation à titre de frais de représentation de \$1,000.00 par année sur présentation de pièces justificatives et de \$100.00 par mois à titre d'allocation d'automobile et *qu'elle* soit indemnisée de ses dépenses de voyage sur la même base que les sous-ministres du gouvernement.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Goldbloom propose que le projet de loi n^o 51, « Loi concernant l'exemption de l'application de certaines dispositions législatives à l'égard des Jeux de la XXI^e Olympiade », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n^o 51 est lu la troisième fois.

In accordance with Standing Order 132, Mr Levesque gave notice, on behalf of Mr Garneau, that at a future sitting, the Assembly will resolve itself into Committee of the Whole to vote, as a lump sum, one-quarter of the various articles of the 1976/77 budget as provisional appropriations.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bourassa moved:

That Mrs Luce Patenaude, Advocate, be appointed to the position of Public Protector; *that* her salary be fixed at \$40,000.00 per annum; *that* she be granted an allowance of \$1,000.00 per annum for representation expenses, upon presentation of vouchers, and \$100.00 per month for automobile expenses, and *that* her travelling expenses be reimbursed on the same basis as the deputy ministers of the government.

The motion was adopted on the following vote:

Mr Goldbloom moved that bill No. 51, "An Act respecting exemption from certain provisions of law with regard to the Games of the XXIst Olympiad", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill No. 51 was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 46, « Loi des droits sur les transferts de terrains ».

M. Quenneville informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Quenneville propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Le débat continue.

M. Léger propose:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant à la fin les mots « dans trois mois ». »

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

La motion d'amendement est alors mise aux voix et rejetée.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Quenneville, proposant que le projet de loi n° 46, « Loi des droits sur les transferts de terrains », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Berthiaume, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picard, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Verreault.—64.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Choquette, Roy.—2.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 46, "An Act respecting duties on transfers of land".

Mr Quenneville informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Quenneville moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The debate continuing.

Mr Léger moved:

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now", and by adding at the end, the words "this day three months"."

And a debate arising on this motion of amendment.

The motion of amendment was then put to the vote and rejected.

And the debate continuing on the main motion by Mr Quenneville, proposing that bill No. 46, "An Act respecting duties on transfers of land", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 46 est déféré pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu siégera ce soir à compter de vingt heures quinze minutes, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Finances.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 13, « Loi modifiant le Code de la route ».

M. Drummond propose que le projet de loi n° 24, « Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 24 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Saint-Pierre, le projet de loi n° 5, « Loi modifiant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec », est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lalonde proposant que le

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 46 was referred to the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue for section by section examination.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit this evening at eight-fifteen o'clock, in Room 81 "A", for the examination of the estimates of the Department of Finance.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit immediately in the Red Room, for the section by section examination of bill No. 13, "An Act to amend the Highway Code".

Mr Drummond moved that bill No. 24, "An Act to amend the Act respecting farm income stabilization insurance", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill No. 24 was accordingly read the third time.

On motion of Mr Saint-Pierre, bill No. 5, "Act to amend the Charter of the Centre de recherche industrielle du Québec", was read the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Lalonde proposing that

projet de loi n° 41, « Loi modifiant la Loi de police, la Loi des commissions d'enquête et d'autres dispositions législatives », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns et Lessard.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Hardy, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 41 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de la justice.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 31, « Loi modifiant la Loi des prêts et bourses aux étudiants ».

M. Lachapelle informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Lachapelle propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Hardy, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 31 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Goldbloom propose que le projet de loi n° 50, « Loi concernant le rattachement d'un territoire à la Ville de Montréal », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

bill No. 41, "An Act to amend the Police Act, the Public Inquiry Commission Act and other legislation", be now read the second time.

The motion was then adopted on division, with Messrs Burns and Lessard dissenting.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, bill No. 41 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Justice.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 31, "An Act to amend the Students Loans and Scholarships Act".

Mr Lachapelle informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Lachapelle moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, bill No. 31 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Mr Goldbloom moved that bill No. 50, "An Act respecting the attachment of a territory to the City of Montreal", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 50 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Faucher, au nom de M. Tremblay, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 13, « Loi modifiant le Code de la route ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 139.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Faucher, au nom de M. Tremblay, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 13 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lecours, au nom de M. Harvey (Charlesbourg), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 215.—Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban;

Projet de loi n° 218.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles;

Projet de loi n° 219.—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;

Projet de loi n° 221.—Loi concernant un immeuble de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;

Projet de loi n° 223.—Loi concernant la cité de Rimouski;

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 50 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Faucher tabled, on behalf of Mr Tremblay, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which examined bill No. 13, "An Act to amend the Highway Code", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 139.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Faucher, on behalf of Mr Tremblay, the report was adopted.

Bill No. 13 was ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lecours tabled, on behalf of Mr Harvey (Charlesbourg), the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment which examined the following private bills, after first reading:

Bill No. 215.—An Act respecting the municipalities of Notre-Dame-de-Montauban, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban;

Bill No. 218.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles;

Bill No. 219.—An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec;

Bill No. 221.—An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;

Bill No. 223.—An Act respecting the city of Rimouski;

Projet de loi n° 224.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec;

Projet de loi n° 225.—Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake;

Projet de loi n° 226.—Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Foy;

Projet de loi n° 229.—Loi concernant la ville de Hull;

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

Lesdits projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 140.)

Sur la motion de M. Lecours, au nom de M. Harvey (Charlesbourg), le rapport est adopté.

Les projets de loi privés n°s 215, 218, 219, 221, 223, 224, 225, 226, 229 et 230 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 53, « Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires ».

M. Levesque informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

0 heure, mercredi 30 juin 1976

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns et Morin.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 53 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amen-

Bill No. 224.—An Act to amend the Québec Urban Community Act;

Bill No. 225.—An Act to amend the charter of the town of Black Lake;

Bill No. 226.—An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy;

Bill No. 229.—An Act respecting the city of Hull;

Bill No. 230.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

The said bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 140.)

On motion of Mr Lecours, the report was adopted, on behalf of Mr Harvey (Charlesbourg).

Private bills Nos. 215, 218, 219, 221, 223, 224, 225, 226, 229 and 230 were ordered for second reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 53, "An Act to amend the Courts of Justice Act".

Mr Levesque informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Levesque moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Midnight, Wednesday, June 30th 1976

The motion was then adopted on division, with Messrs Burns and Morin dissenting.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 53 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to;

dé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Levesque propose que le projet de loi n° 56, « Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 56 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

À une heure trente-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Levesque moved that bill No. 56, "An Act to amend the Charter of human rights and freedoms", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 56 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

At thirty-five minutes past one o'clock A.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trentième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 30 juin 1976

Dix heures

Conformément à l'article 130 du règlement, M. Garneau dépose le rapport groupant les rapports des Commissions élues permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1976/77 de chacun des ministères du gouvernement du Québec.

(Document de la session n° 141.)

M. Levesque propose:

Que les sous-commissions soient autorisées à siéger après l'ajournement de la présente session avec tous les droits et privilèges accordés aux membres des commissions.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Wednesday, June 30th 1976

Ten o'clock A.M.

In accordance with Standing Order 130, Mr Garneau tabled the report grouping the reports of the Select Standing Committees, which examined the estimates of the main budget for the 1976/77 fiscal year of each one of the Departments of the government of Québec.

(Sessional Papers, No. 141.)

Mr Levesque moved:

That all the subcommittees be authorized to sit after the adjournment of the present session with all the rights and privileges granted to the members of the Committees.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Massé, Morin, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—81.

CONTRE—NAYS:—0.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lachapelle:

Rapport annuel de l'Ordre des pharmaciens du Québec, pour l'année 1975/76.
(*Document de la session n° 142.*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec, pour l'année 1975/76.
(*Document de la session n° 143.*)

Rapport annuel de l'Ordre des comptables agréés du Québec, pour l'année terminée le 31 mars 1976.
(*Document de la session n° 144.*)

Rapport annuel de l'Ordre des architectes du Québec, pour l'année 1975/76.
(*Document de la session n° 145.*)

Rapport sur les subventions de fonctionnement aux universités du Québec, pour les années 1975/76 et 1976/77.
(*Document de la session n° 146.*)

Par M. Tetley:

Rapport annuel du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, pour l'année 1975/76.
(*Document de la session n° 147.*)

Avant l'appel des affaires du jour et conformément à l'article 78 du règlement, M. Léger propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'im-

The following documents were tabled:

By Mr Lachapelle:

Annual report of the Order of Pharmacists of Québec, for 1975/76.
(*Sessional Papers, No. 142.*)

Annual report of the Professional Corporation of Physiotherapists of Québec, for 1975/76.
(*Sessional Papers, No. 143.*)

Annual report of the Order of Chartered Accountants of Québec, for the year ended March 31st 1976.
(*Sessional Papers, No. 144.*)

Annual report of the Order of Architects of Québec, for 1975/76.
(*Sessional Papers, No. 145.*)

Report on the operating grants given to the universities of Québec, for 1975/76 and 1976/77.
(*Sessional Papers, No. 146.*)

By Mr Tetley:

Annual report of the Department of Public Works and Supply, for 1975/76.
(*Sessional Papers, No. 147.*)

Before Business of the Day was called and in accordance with Standing Order 78, Mr Léger proposed that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of considera-

pose d'urgence, savoir: l'utilisation du français dans les communications aériennes au Québec.

Après avoir entendu les brèves explications du député de Lafontaine qui se terminaient par une motion, M. le Président déclare que ce débat serait souhaitable mais qu'il ne doit entraîner aucune décision de l'Assemblée, que de plus, il y a certaines réserves quant à la juridiction de la province dans les communications aériennes. C'est pourquoi il déclare cette motion irrecevable.

À la suite de cette décision, un consentement unanime de l'Assemblée est accordé pour la tenue de ce débat et un partage du temps disponible est fait entre les différents partis politiques.

Avant que le consentement unanime ne soit accordé, conformément à l'article 78 du règlement, M. Lessard propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir: la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les producteurs de lait du Québec.

Après avoir entendu les brèves explications du député de Saguenay, M. le Président prend cette motion en délibéré.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 49.—Loi pourvoyant au financement des programmes de santé;

Projet de loi n° 54.—Loi constituant un fonds spécial olympique.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare (Johnson):

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de rendre publiques les recommandations du sous-comité de la réforme du Code de la

tion, to wit: the use of French in air communications in the province of Québec.

After hearing the brief explanations by the Member for Lafontaine, which ended with a motion, Mr President stated that the debate would be desirable but that it must not bring about any decision by the Assembly, and that furthermore, there were certain reservations as regards the jurisdiction of the province in air communications. This was why he declared the motion inadmissible.

Following this decision, the unanimous consent of the Assembly was granted for the holding of such debate and the available time was allotted to the various political parties.

Before the unanimous consent was granted and in accordance with Standing Order 78, Mr Lessard proposed that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, to wit: the catastrophic situation of the milk producers of the province of Québec.

After hearing the brief explanations by the Member for Saguenay, Mr President took the motion under consideration.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit immediately in Room 81 "A", for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 49.—An Act to provide for the financing of health programmes;

Bill No. 54.—An Act to establish a special olympic fund.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Does the government intend to make public the recommendations of the subcommittee on the reform of the Highway

route relativement à la question des phares sur les automobiles ?

2. En attendant le rapport de ce sous-comité, le gouvernement projette-t-il de conserver des phares à feu rouge sur la majorité de ses limousines, contrairement aux dispositions du Code de la route ?

Réponse de M. Mailloux :

1. Oui, lorsque le Comité de révision du Code de la route aura complété l'étude de la refonte globale du Code de la route. Le comité n'a pas encore présenté son rapport final au ministre des Transports.

2. Le gouvernement, par la voie du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, a demandé un avis juridique au ministère de la Justice concernant la légalité des phares à feu rouge dont sont munies les limousines du gouvernement.

L'opinion qui lui fut transmise est à l'effet que la Couronne n'est pas liée par une disposition d'une loi à moins d'une mention expresse. Or, comme le Code de la route ne contient aucune disposition permettant d'assujettir la Couronne à son application, cette Loi ne s'applique pas au gouvernement.

En conséquence, le gouvernement préfère attendre que la révision du Code de la route soit complétée avant d'entreprendre des changements dans ce domaine.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Massicotte :

1. Depuis le 12 mai 1970 jusqu'à ce jour, selon le programme d'aide à la moyenne et petite entreprise, y a-t-il eu des contributions ou aides financières consenties et versées par le gouvernement, ses offices, régies, commissions, sociétés ou organismes à la Fonderie Sainte-Croix Limitée, Sainte-Croix, comté de Lotbinière, ou à ses filiales ?

2. Si tel est le cas, à quelle date et à quel titre chaque versement a-t-il été effectué ?

Code respecting the matter of lights on motor vehicles ?

2. Whilst awaiting the subcommittee's report, does the government plan to keep the red flasher lights on the majority of its sedans, contrary to the provisions of the Highway Code ?

Answer by Mr Mailloux :

1. Yes, when the Committee on the revision of the Highway Code has completed its examination of the overall revision of the Highway Code. The Committee has not yet submitted its final report to the Minister of Transport.

2. Through the Department of Public Works and Supply, the government has requested the Department of Justice to provide a legal opinion concerning the legality of the red flasher lights on the government's sedans.

The opinion received was to the effect that the Crown is not subject to the provisions of any law unless it is expressly mentioned. As the Highway Code does not contain any provision to allow its being applied to the Crown, such Code does not apply to the government.

Therefore, the government prefers to wait until the revision of the Highway Code is completed before making any changes in this regard.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Massicotte :

1. From May 12th 1970 to date, has any contribution or financial assistance been granted and paid by the government or any of its bureaus, boards, commissions, corporations or bodies, to the Fonderie Sainte-Croix Limitée, Sainte-Croix, Lotbinière county, or to any of its subsidiaries, under the programme for assistance to average and small sized industries ?

2. If so, on what date and for what purpose was each payment made ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document
contenant les informations demandées.

M. Levesque, au nom de M. Mailloux,
dépose ledit document.

(Document de la session n° 148.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat sur l'utilisation du français dans les communications aériennes au Québec est tenu et le temps imparti à chaque parti est le suivant: trente minutes au Parti libéral, vingt minutes au Parti québécois, dix minutes à l'Union nationale, dix minutes au Ralliement Créditiste et dix minutes au Parti National Populaire.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lalonde propose:

Que cette Assemblée donne son appui à l'Association des Gens de l'Air du Québec et demande l'implantation dans les meilleurs délais de l'usage du français dans les communications aériennes au Québec.

Et un débat s'élève sur cette motion.
Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et M. le Président remet l'enregistrement des noms à dix-sept heures quarante-cinq minutes.

À treize heures vingt minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, les ordres d'envoi à des commissions éues permanentes des projets de loi n° 6 et 54 sont révoqués et lesdits projets de loi sont envoyés pour étude à la commission plénière.

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr Mailloux.

(Sessional Papers, No. 148.)

With the unanimous consent of the Assembly, the debate on the use of French in air communications in the province of Québec, was held, and the time allotted to each party was as follows: thirty minutes to the Liberal Party, twenty minutes to the Parti québécois, ten minutes to the Union nationale, ten minutes to the Social Credit Rally and ten minutes to the Popular National Party.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lalonde moved:

That the Assembly do give its support to the Association des Gens de l'Air du Québec and request the establishment of the use of French in air communications in the province of Québec in the shortest possible time.

And a debate arising on this motion.
The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and Mr President postponed the taking down of the names until five forty-five o'clock P.M.

At twenty minutes past one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Orders for the referral of bills Nos. 6 and 54 to Select Standing Committees, were withdrawn, and the said bills were referred to the Committee of the Whole for examination.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Garneau, le rapport groupant les rapports des commissions élues permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1976/77 de chacun des ministères du gouvernement du Québec est pris en considération et adopté.

M. Garneau présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: Projet de loi n° 60, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission de l'Assemblée nationale siège immédiatement à la Salle 193 « A », pour former trois sous-commissions.

Sur la motion de M. Lachapelle, le projet de loi n° 31, « Loi modifiant la Loi des prêts et bourses aux étudiants », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi n° 50, « Loi concernant le rattachement d'un territoire à la Ville de Montréal », est lu la troisième fois.

M. Mailloux propose que le projet de loi n° 13, « Loi modifiant le Code de la route », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 13 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 56, « Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne », est lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Garneau, the report grouping the reports of the Select Standing Committees, which examined the estimates of the main budget for the 1976/77 fiscal year for each one of the Departments of the government of Québec, was taken into consideration and adopted.

Mr Garneau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 60, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1977, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

On motion of Mr Levesque, the Committee on the National Assembly will sit immediately in Room 193 "A", to form three subcommittees.

On motion of Mr Lachapelle, bill No. 31, "An Act to amend the Students Loans and Scholarships Act", was read the third time.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 50, "An Act respecting the attachment of a territory to the City of Montreal", was read the third time.

Mr Mailloux moved that bill No. 13, "An Act to amend the Highway Code", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill No. 13 was accordingly read the third time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 56, "An Act to amend the Charter of human rights and freedoms", was read the third time.

M. Levesque propose que le projet de loi n° 53, « Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires », soit lu la troisième fois.

La motion est alors mise aux voix et M. le Président remet l'enregistrement des noms à dix-sept heures quarante-cinq minutes.

Sur la motion de M. Picotte, au nom de M. Pagé, le projet de loi privé n° 215, « Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Perreault, le projet de loi privé n° 218, « Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Harvey (Charlebourg), le projet de loi privé n° 219, « Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Lecours, au nom de M. Déom, le projet de loi privé n° 223, « Loi concernant la cité de Rimouski », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Lecours, le projet de loi privé n° 225, « Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Bonnier, le projet de loi privé n° 224, « Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Dufour, au nom de M. Desjardins, le projet de loi privé n° 226, « Loi refondant la Charte de la ville de Sainte-Foy », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Harvey (Charlebourg), au nom de M. Gratton, le projet

Mr Levesque moved that bill No. 53, "An Act to amend the Courts of Justice Act", be read the third time.

The motion was then put to the vote and Mr President postponed the taking down of the names until five forty-five o'clock P.M.

On motion of Mr Picotte, on behalf of Mr Pagé, private bill No. 215, "An Act respecting the municipalities of Notre-Dame-de-Montauban, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban", was read the second and the third time.

On motion of Mr Perreault, private bill No. 218, "An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles", was read the second and the third time.

On motion of Mr Harvey (Charlebourg), private bill No. 219, "An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec", was read the second and the third time.

On motion of Mr Lecours, on behalf of Mr Déom, private bill No. 223, "An Act respecting the city of Rimouski", was read the second and the third time.

On motion of Mr Lecours, private bill No. 225, "An Act to amend the charter of the town of Black Lake", was read the second and the third time.

On motion of Mr Bonnier, private bill No. 224, "An Act to amend the Québec Urban Community Act", was read the second and the third time.

On motion of Mr Dufour, on behalf of Mr Desjardins, private bill No. 226, "An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy", was read the second and the third time.

On motion of Mr Harvey (Charlebourg), on behalf of Mr Gratton, private

de loi privé n° 229, « Loi concernant la ville de Hull », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Houde (Limoilou), le projet de loi privé n° 230, « Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Houde (Limoilou), au nom de M. Boudreault, le projet de loi privé n° 221, « Loi concernant un immeuble de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence », est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 59, « Loi sur l'insaisissabilité des biens culturels étrangers », est présenté par M. L'Allier, lu la première fois et remis au cours de la présente séance pour la deuxième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 54, « Loi constituant un fonds spécial olympique », est étudié en commission plénière et rapporté.

Sur la motion de M. Garneau, le projet de loi n° 54 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Hardy, au nom de M. Levesque, le projet de loi n° 6, « Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts », est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

Sur la motion de M. Saint-Pierre, le projet de loi n° 6 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose, au nom de M. Bourassa:

Que conformément à l'article 73 de la Loi de l'administration financière (Lois du Québec 1970, chapitre 17), le trai-

bill No. 229, "An Act respecting the city of Hull", was read the second and the third time.

On motion of Mr Houde (Limoilou), private bill No. 230, "An Act to amend the Charter of the City of Québec", was read the second and the third time.

On motion of Mr Houde (Limoilou), on behalf of Mr Boudreault, private bill No. 221, "An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 59, "An Act respecting the exemption from seizure of foreign cultural property", was introduced by Mr L'Allier, read the first time and ordered for second reading during the present sitting.

On motion of Mr Levesque, bill No. 54, "An Act to establish a special olympic fund", was considered in Committee of the Whole and reported.

On motion of Mr Garneau, bill No. 54 was read the third time.

On motion of Mr Hardy, on behalf of Mr Levesque, bill No. 6, "An Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act", was considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

On motion of Mr Saint-Pierre, bill No. 6 was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved, on behalf of Mr Bourassa:

That in accordance with section 73 of the Financial Administration Act (Statutes of Québec 1970, chapter 17), the

tement du Vérificateur général soit fixé à \$46,815.00 à compter du 1^{er} juillet 1975, et à \$49,215.00 à compter du 1^{er} janvier 1976 et qu'à compter de cette date, son allocation à titre de frais de représentation soit fixée à \$1,000.00 par année, sur présentation de pièces justificatives.

Qu'également il bénéficie, de la même manière que les cadres supérieurs du gouvernement, le cas échéant, de l'allocation d'un montant forfaitaire pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 11, « Loi constituant la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 11 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tremblay, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 43.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;

Projet de loi n° 44.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi n° 45.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac;

Projet de loi n° 46.—Loi des droits sur les transferts de terrains;

Projet de loi n° 49.—Loi pourvoyant au financement des programmes de santé.

salary of the Auditor-General be fixed at \$46,815.00 effective July 1st 1975, and at \$49,215.00 effective January 1st 1976 and that commencing on such date, his allowance for representation expenses be fixed at \$1,000.00 per annum, upon presentation of vouchers.

That he also be given the benefit, in the same manner as the members of the senior staff of the government, as the case may be, of the grant of a lump sum payment in consideration of the increase in the cost of living.

The motion was adopted.

On motion of Mr Levesque, bill No. 11, "An Act to incorporate the Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

Mr Saint-Pierre moved that the said bill be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill No. 11 was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tremblay, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 43.—An Act to amend the Succession Duties Act;

Bill No. 44.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 45.—An Act to amend the Tobacco Tax Act;

Bill No. 46.—An Act respecting duties on transfers of land;

Bill No. 49.—An Act to provide for the financing of health programmes.

Lesdits projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(*Document de la session n° 149.*)

Sur la motion de M. Tremblay, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Caron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui s'est réunie le 30 juin 1976, aux fins de continuer le mandat qui lui a été donné lors de la session précédente, soit: de proposer les transformations qui s'imposent à la Loi de la Législature, de proposer les modifications nécessaires au règlement de l'Assemblée nationale et d'examiner la question de la législation déléguée. Ce rapport contient la liste des membres qui ont été choisis pour les trois sous-commissions.

(*Document de la session n° 150.*)

Sur la motion de M. Quenneville le projet de loi n° 43, « Loi modifiant la Loi des droits sur les successions », est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de M. Roy.

Sur la motion de M. Quenneville, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi n° 44.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi n° 45.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac;

Projet de loi n° 46.—Loi des droits sur les transferts de terrains.

Sur la motion de M. Quenneville, le projet de loi n° 49, « Loi pourvoyant au financement des programmes de santé », est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns, Charron, Lessard, Morin et Roy.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. L'Allier propose que le projet de loi n° 59, « Loi sur l'insaisissabilité des

The said bills were reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 149.*)

On motion of Mr Tremblay, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Caron, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly which met on June 30th 1976, for the purpose of continuing the terms of reference which was given to it during the preceding session, to wit: to propose the changes which are essential in the Legislature Act, to propose the necessary amendments to the Standing Orders of the National Assembly and to examine the question of delegated legislation. The report contains the names of the members who were chosen to form the three subcommittees.

(*Sessional Papers, No. 150.*)

On motion of Mr Quenneville, bill No. 43, "An Act to amend the Succession Duties Act", was read the third time on division, with Mr Roy dissenting.

On motion of Mr Quenneville, the following bills were severally read the third time:

Bill No. 44.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 45.—An Act to amend the Tobacco Tax Act;

Bill No. 46.—An Act respecting duties on transfers of land.

On motion of Mr Quenneville, bill No. 49, "An Act to provide for the financing of health programmes", was read the third time on division, with Messrs Burns, Charron, Lessard, Morin and Roy dissenting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr L'Allier moved that bill No. 59, "An Act respecting the exemption

biens culturels étrangers », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 59 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé quant au titre et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

Sur la motion de M. L'Allier, le projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code de procédure civile quant à l'insaisissabilité des biens culturels étrangers », est lu la troisième fois.

M. Levesque propose que le projet de loi n° 58, « Loi validant certains actes enregistrés dans les divisions d'enregistrement de Terrebonne, de Trois-Rivières et de Champlain », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 58 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 21, « Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels ».

M. Levesque informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recom-

from seizure of foreign cultural property", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 59 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported with title amended; the bill as amended was read and agreed to.

On motion of Mr L'Allier, bill No. 59, "An Act to amend the Code of Civil Procedure in respect of the immunity from seizure of foreign cultural property", was read the third time.

Mr Levesque moved that bill No. 58, "An Act to ratify certain deeds registered in the registration divisions of Terrebonne, Trois-Rivières and Champlain", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 58 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 21, "An Act to amend the Crime Victims Compensation Act".

Mr Levesque informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Gov-

mande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 21 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la motion de M. Lessard proposant la tenue d'un débat d'urgence sur la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les producteurs de lait du Québec, est reçue et le débat est tenu.

Le débat est terminé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Goldbloom, la troisième lecture des projets de loi privés suivants est révoquée:

Projet de loi n° 212.—Loi concernant le testament de Pierre Foucreault;

Projet de loi n° 221.—Loi concernant un immeuble de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;

Projet de loi n° 223.—Loi concernant la cité de Rimouski;

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

Lesdits projets de loi sont groupés, renvoyés à la commission plénière, étudiés en commission plénière, amendés et rapportés; les projets de loi amendés sont lus et agréés.

Sur la motion de M. Goldbloom, au nom de M. Ostiguy, le projet de loi privé n° 212,

enorm recommended the said bill to their consideration.

Mr Levesque moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 21 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, the motion by Mr Lessard proposing that a debate be held on an urgent matter, to wit: the catastrophic situation of the milk producers in the province of Québec, was received, and the debate was held.

The debate was concluded.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Goldbloom, the third reading of the following private bills was rescinded:

Bill No. 212.—An Act respecting the will of Pierre Foucreault;

Bill No. 221.—An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;

Bill No. 223.—An Act respecting the city of Rimouski;

Bill No. 230.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

The said bills were grouped together, committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bills as amended were read and agreed to.

On motion of Mr Goldbloom, on behalf of Mr Ostiguy, private bill No. 212, "An

« Loi concernant le testament de Pierre Foucreault », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Goldbloom, au nom de M. Boudreault, le projet de loi privé n° 221, « Loi concernant un immeuble de La Communauté des Socurs de Charité de la Providence », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Goldbloom, au nom de M. Déom, le projet de loi privé n° 223, « Loi concernant la cité de Rimouski », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Goldbloom, au nom de M. Houde (Limoilou), le projet de loi privé n° 230, « Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec », est lu la troisième fois.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Lalonde proposant :

Que cette Assemblée donne son appui à l'Association des Gens de l'Air du Québec et demande l'implantation dans les meilleurs délais de l'usage du français dans les communications aériennes au Québec.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Bonnier, Bossé, Boudreault, Ecurassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, LaFrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—81.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Levesque proposant que le projet de loi n° 53, « Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires », soit lu la troisième fois.

Act respecting the will of Pierre Foucreault", was read the third time.

On motion of Mr Goldbloom, on behalf of Mr Boudreault, private bill No. 221, "An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence", was read the third time.

On motion of Mr Goldbloom, on behalf of Mr Déom, private bill No. 223, "An Act respecting the city of Rimouski", was read the third time.

On motion of Mr Goldbloom, on behalf of Mr Houde (Limoilou), private bill No. 230, "An Act to amend the Charter of the City of Québec", was read the third time.

The Assembly proceeded with the taking down of the names on the motion by Mr Lalonde proposing :

That the Assembly do give support to the Association des Gens de l'Air du Québec and request the establishment of the use of French in air communications in the province of Québec in the shortest possible time.

The motion was adopted on the following vote:

The Assembly proceeded with the taking down of the names on the motion by Mr Levesque proposing that bill No. 53, "An Act to amend the Courts of Justice Act", be read the third time.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—73.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—6.

À dix-huit heures quarante-trois minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi le 19 octobre 1976, à quinze heures.

At forty-three minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, October 19th 1976, at three o'clock P.M.

Aujourd'hui, mercredi 30 juin 1976, à dix-neuf heures trente minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Burns, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

Today, Wednesday, June 30th 1976, at seven-thirty o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Burns, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- | | |
|---|--|
| 5 Loi modifiant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec; | 5 An Act to amend the Charter of the Centre de recherche industrielle du Québec; |
| 6 Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts; | 6 An Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act; |
| 11 Loi constituant la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel; | 11 An Act to incorporate the Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel; |
| 13 Loi modifiant le Code de la route; | 13 An Act to amend the Highway Code; |
| 17 Loi sur la refonte des lois; | 17 An Act respecting the consolidation of the statutes; |
| 21 Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels; | 21 An Act to amend the Crime Victims Compensation Act; |
| 24 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles; | 24 An Act to amend the Act respecting farm income stabilization insurance; |

- | | |
|---|--|
| <p>31 Loi modifiant la Loi des prêts et bourses aux étudiants;</p> <p>32 Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois;</p> <p>33 Loi sur les jurés;</p> <p>34 Loi modifiant la Loi sur le commerce des produits pétroliers;</p> <p>36 Loi concernant la ville de La Baie;</p> <p>38 Loi concernant la Communauté régionale de l'Outaouais;</p> <p>40 Loi modifiant la Loi de l'aide sociale;</p> <p>43 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;</p> <p>44 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;</p> <p>45 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac;</p> <p>46 Loi des droits sur les transferts de terrains;</p> <p>49 Loi pourvoyant au financement des programmes de santé;</p> <p>50 Loi concernant le rattachement d'un territoire à la Ville de Montréal;</p> <p>51 Loi concernant l'exemption de l'application de certaines dispositions législatives à l'égard des Jeux de la XXI^e Olympiade;</p> <p>52 Loi pour remédier aux pertes occasionnées par un incendie au palais de justice de Québec;</p> <p>53 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires;</p> <p>54 Loi constituant un fonds spécial olympique;</p> <p>56 Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne;</p> <p>58 Loi validant certains actes enregistrés dans les divisions d'enregistrement de Terrebonne, de Trois-Rivières et de Champlain;</p> <p>59 Loi modifiant le Code de procédure civile quant à l'insaisissabilité des biens culturels étrangers;</p> <p>60 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, et pour d'autres fins du service public;</p> | <p>31 An Act to amend the Students Loans and Scholarships Act;</p> <p>32 An Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec;</p> <p>33 Jurors Act;</p> <p>34 An Act to amend the Petroleum Products Trade Act;</p> <p>36 An Act respecting the city of La Baie;</p> <p>38 An Act respecting the Outaouais Regional Community;</p> <p>40 An Act to amend the Social Aid Act;</p> <p>43 An Act to amend the Succession Duties Act;</p> <p>44 An Act to amend the Retail Sales Tax Act;</p> <p>45 An Act to amend the Tobacco Tax Act;</p> <p>46 Land Transfer Duties Act;</p> <p>49 An Act to provide for the financing of health programmes;</p> <p>50 An Act respecting the attachment of a territory to the City of Montreal;</p> <p>51 An Act respecting exemption from certain provisions of law with regard to the Games of the XXIst Olympiad;</p> <p>52 An Act to remedy the losses caused by a fire at the Québec Court House;</p> <p>53 An Act to amend the Courts of Justice Act;</p> <p>54 An Act to establish a special olympic fund;</p> <p>56 An Act to amend the Charter of human rights and freedoms;</p> <p>58 An Act to ratify certain deeds registered in the registration divisions of Terrebonne, Trois-Rivières and Champlain;</p> <p>59 An Act to amend the Code of Civil Procedure in respect of the exemption from seizure of foreign cultural property;</p> <p>60 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1977, and for other purposes connected with the public service;</p> |
|---|--|

201 Loi concernant L'Avenir du Québec;	201 An Act respecting L'Avenir du Québec;
203 Loi concernant la succession Lambert de Loulay;	203 An Act respecting the Lambert de Loulay estate;
205 Loi modifiant la Loi relative à la Société d'assurance des Caisses Populaires;	205 An Act to amend the Act respecting La Société d'assurance des Caisses Populaires;
207 Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste Beaudry Leman;	207 An Act respecting the Polyxène Beaudry estate and the Jean-Baptiste Beaudry Leman estate;
208 Loi abrogeant la Loi concernant L'Institut Albert Prévost;	208 An Act to repeal the Act respecting L'Institut Albert Prévost;
212 Loi concernant le testament de Pierre Foucreault;	212 An Act respecting the will of Pierre Foucreault;
214 Loi concernant Gedney Corp.;	214 An Act respecting Gedney Corp.;
215 Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban;	215 An Act respecting the municipalities of Notre-Dame-de-Montauban, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban;
217 Loi concernant la ville de Gatineau;	217 An Act respecting the city of Gatineau;
218 Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles;	218 An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles;
219 Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;	219 An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec;
220 Loi modifiant la Loi constituant en corporation Montreal Protestant Hospital;	220 An Act to amend the Act to incorporate Montreal Protestant Hospital;
221 Loi concernant un immeuble de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;	221 An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence;
223 Loi concernant la cité de Rimouski;	223 An Act respecting the city of Rimouski;
224 Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec;	224 An Act to amend the Québec Urban Community Act;
225 Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake;	225 An Act to amend the charter of the town of Black Lake;
226 Loi refondant la Charte de la ville de Sainte-Foy;	226 An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy;
229 Loi concernant la ville de Hull;	229 An Act respecting the city of Hull;
230 Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.	230 An Act to amend the Charter of the City of Québec.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 23 juillet 1976

Vingt heures

Friday, July 23rd 1976

Eight o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Que vu l'état critique prévalant dans les services de santé, plus particulièrement dans la région de Montréal, en raison des débrayages massifs qui mettent sérieusement en danger la santé et la vie de nombreuses personnes, il y a urgence, en vue de l'adoption du projet de loi n° 61, « Loi concernant les services de santé dans certains établissements », et conformément à l'article 84, paragraphe 2 du règlement:

1° de suspendre l'application des articles 24, 30, 31 et 33, paragraphes 5 et 8, 34, 35, paragraphe 2, 49, paragraphe 1, 57, 68, 77, 78, 79, 80, 81, 87, 88, 115, 116, 134 et 174 du règlement; *que*, nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques; *que*, de plus, la commission plénière fasse rapport au plus tard trois heures après le début de ses travaux; quinze minutes avant l'expiration de ce délai, le président de la commission met immédiatement aux voix, sans débat, les articles du projet de loi et les amende-

Mr Levesque moved:

That in view of the critical situation prevailing in the health services, more particularly in the Montreal region, because of the massive walk-outs which are seriously endangering the health and the lives of many persons, it is urgent, for the purpose of passing bill No. 61, "An Act respecting health services in certain establishments", and in accordance with paragraph 2 of Standing Order 84:

1. to suspend the application of Standing Orders 24, 30 and 31, paragraphs five and eight of Standing Order 33, paragraph 2 of Standing Orders 34 and 35, the first paragraph of Standing Order 49, Standing Orders 57, 68, 77, 78, 79, 80, 81, 87, 88, 115, 116, 134 and 174; *that* notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public; *that* furthermore, the Committee of the Whole do report not later than three hours after the beginning of its work; fifteen minutes before the expiration of such delay, the Chairman of the Com-

ments dont la commission n'a pas disposé.

2° En conséquence, *que* l'application des règles ci-dessus énumérées soit suspendue et *que* l'Assemblée puisse siéger sans interruption de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, tous les jours de la semaine, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement et ce, jusqu'à l'adoption du projet de loi n° 61.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours du débat, M. Levesque dépose le document suivant :

Copie de la convention collective de travail concernant, d'une part, les salariés membres d'associations de salariés dont les accréditations sont détenues par l'une ou l'autre des associations suivantes :

L'Alliance des Infirmières de Montréal;
L'Alliance des Infirmiers et Infirmières de Shawinigan;

L'Alliance des Infirmières de Joliette;
L'Alliance des Infirmières et Infirmiers du Centre Hospitalier Lafèche;

L'Alliance des Infirmiers et Infirmières d'Amos,

et/ou affiliées à, adhérant à ou représentés par l'organisme connu sous le nom de Fédération des Infirmières et Infirmiers du Québec

et, d'autre part, les établissements liés par les accréditations ci-dessus, membres de :

L'Association des Hôpitaux de la Province de Québec (A.H.P.Q.);

L'Association des Centres d'Accueil du Québec (A.C.A.Q.);

L'Association des Établissements Privés (A.E.P.);

L'Association des Directeurs et Établissements Privés de santé et de bien-être (A.D.E.P.).

(Document de la session n° 151.)

mittee do put to the vote immediately, without any debate, the sections of the bill and the amendments which the Committee has not disposed of.

2. *That* the application of the Standing Orders enumerated above be suspended accordingly and *that* the Assembly may sit without interruption from ten o'clock in the forenoon until such time as it decides to adjourn, every day of the week, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by the provisions of Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesdays' sittings, all of which until the adoption of bill No. 61.

And a debate arising on this motion.

During the debate, Mr Levesque tabled the following document :

A copy of the collective labour agreement between the employee members of the employees' associations the certification of which is held by any one of the following associations :

L'Alliance des Infirmières de Montréal;
L'Alliance des Infirmiers et Infirmières de Shawinigan;

L'Alliance des Infirmières de Joliette;
L'Alliance des Infirmières et Infirmiers du Centre Hospitalier Lafèche;

L'Alliance des Infirmiers et Infirmières d'Amos,

and/or affiliated with, belonging to or represented by, the body known under the name of Fédération des Infirmières et Infirmiers du Québec

and the establishments linked to the certified association shown below, members of :

L'Association des Hôpitaux de la Province de Québec (A.H.P.Q.);

L'Association des Centres d'Accueil du Québec (A.C.A.Q.);

L'Association des Établissements Privés (A.E.P.);

L'Association des Directeurs et Établissements Privés de santé et de bien-être (A.D.E.P.).

(Sessional Papers No. 151.)

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

À vingt et une heures quinze minutes, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, la séance est suspendue jusqu'à vingt-deux heures.

At nine-fifteen o'clock P.M., with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the sitting was suspended until ten o'clock P.M.

À vingt-deux heures dix minutes, l'Assemblée reprend sa séance.

At ten minutes past ten o'clock P.M. the Assembly resumed its sitting.

Le projet de loi n° 61, « Loi concernant les services de santé dans certains établissements », est présenté par M. Forget et lu la première fois.

Bill No. 61, "An Act respecting health services in certain establishments", was introduced by Mr Forget and read the first time.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois. Et un débat s'élève sur cette motion.

Mr Forget moved that the said bill be now read the second time. And a debate arising on this motion.

M. Charron propose:

Mr Charron moved:

« Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant à la fin les mots « après quinze heures le 24 juillet 1976 ». »

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end, the words "after three o'clock P.M. on July 24th 1976"."

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

And a debate arising on this motion of amendment.

0 heure, samedi 24 juillet 1976

Midnight, Saturday, July 24th 1976

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit :

The amendment was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Choquette, Léger, Morin, Roy.—7.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lalonde, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Samson, Séguin, Springate, St-Hilaire, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—77.

Et le débat continue sur la motion principale.

And the debate continuing on the main motion.

La motion principale est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The main motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lecours, Leduc, Levesque, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Springate, St-Hilaire, Tremblay, Vallières.—68.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 61 est lu la deuxième fois.

Bill No. 61 was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi n° 61, « Loi concernant les services de santé dans certains établissements », est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

On motion of Mr Levesque, bill No. 61, "An Act respecting health services in certain establishments", was referred for section by section examination to the Committee of the Whole.

À trois heures quarante minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

At forty minutes past three o'clock A.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Quatrième session de la trentième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Fourth Session of the Thirtieth Legislature

Samedi 24 juillet 1976

Dix heures

Sur la motion de M. Levesque, M. le Président quitte le fauteuil et l'Assemblée se transforme en commission plénière pour étudier, article par article, le projet de loi n° 61, « Loi concernant les services de santé dans certains établissements ».

À douze heures quarante-cinq minutes, la commission plénière suspend ses travaux jusqu'à treize heures quinze minutes.

À treize heures vingt-trois minutes, la commission plénière reprend ses travaux.

Le projet de loi n° 61 est alors amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu, et agréé après division des voix.

M. Forget informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Saturday, July 24th 1976

Ten o'clock A.M.

On motion of Mr Levesque, Mr President left the Chair and the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the section by section examination of bill No. 61, "An Act respecting health services in certain establishments".

At twelve forty-five o'clock noon, the Committee of the Whole suspended its work until one-fifteen o'clock P.M.

At twenty-three minutes past one o'clock P.M., the Committee of the Whole resumed its work.

Bill No. 61 was then amended and reported; the bill as amended was read, and agreed to on division.

Mr Forget informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Forget moved that the said bill be read the third time.

And a debate arising on this motion.

Sur la motion de M. Forget, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Forget proposant que le projet de loi n° 61, « Loi concernant les services de santé dans certains établissements », soit lu la troisième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Tetley, Tremblay, Vaillancourt.—73.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Morin.—5.

En conséquence, le projet de loi n° 61 est lu la troisième fois.

À quinze heures cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi le 19 octobre 1976, à quinze heures.

Aujourd'hui, samedi 24 juillet 1976, à quinze heures quinze minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Forget, le représentant du Premier ministre, de M. Déom, de M. Séguin, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

61 Loi concernant les services de santé dans certains établissements.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Forget, the bill was again committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

And the debate continuing on the main motion by Mr Forget proposing that bill No. 61, "An Act respecting health services in certain establishments", be read the third time.

The motion was then adopted on the following division:

FOR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Tetley, Tremblay, Vaillancourt.—73.

AGAINST—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Morin.—5.

Bill No. 61 was accordingly read the third time.

At five minutes past three o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, October 19th 1976, at three o'clock P.M.

Today, Saturday, July 24th 1976, at three-fifteen o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Forget, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Déom, of Mr Séguin, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bill:

61 An Act respecting health services in certain establishments.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCLAMATION



Canada
Province de HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L.S.]

Canada
Province of HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L.S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

ATTENDU QUE sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec. Nous avons jugé à propos de dissoudre la présente législature de ladite Province:

WHEREAS We have thought fit, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Québec, to dissolve the present Legislature of the said Province:

À CES CAUSES, Nous dissolvons par les présentes ladite législature de la province de Québec.

THEREFORE, We do hereby dissolve the said Legislature of the Province of Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, a Québec, le dix-huitième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-seize et de Notre règne le vingt-cinquième.

Par ordre,

*Le secrétaire de la
chancellerie à Québec,*
RENÉ BLONDIN.

Given at Our Government House, at Québec, on the eighteenth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-six, in the twenty-fifth year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,
*Clerk of the Crown in
Chancery, at Québec.*

PROCLAMATION



Canada
Province de Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

ATTENDU QUE c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

À CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de brefs d'élection en due forme afin de constituer une nouvelle Assemblée nationale de ladite Province, lesquels brefs d'élection seront tous datés du dix-huit octobre mil neuf cent soixante-seize et devront être rapportés avant le trente novembre mil neuf cent soixante-seize, la présentation des candidats à l'élection devant avoir lieu et se faire le premier novembre mil neuf cent soixante-seize dans tous les districts électoraux; et le scrutin, quand il sera nécessaire d'en tenir un, devra avoir lieu le quinze novembre mil neuf cent soixante-seize dans tous les districts électoraux.

Canada
Province of Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Québec, and to have their advice, expressed in Parliament:

THEREFORE, We do hereby make it known that, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Québec, We have, this day, given orders for issuing Election Writs in due form, for constituting a new National Assembly of the said Province, which Election Writs are all to bear date the eighteenth day of October 1976, and be returned before the thirtieth day of November 1976, the nomination of candidates at the election to be held and take place on the first day of November 1976, in all the electoral districts; and the holding of the polls to take place and be held on the fifteenth day of November 1976, in all the electoral districts.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos Präsentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-huitième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-seize et de Notre règne le vingt-cinquième.

Par ordre,

*Le secrétaire de la
chancellerie à Québec,*
RENÉ BLONDIN.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, at Québec, on the eighteenth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-six, in the twenty-fifth year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,
*Clerk of the Crown in
Chancery, at Québec.*

PROCLAMATION



Canada
Province de HUGUES LAPOINTE
Québec
[L.S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

ATTENDU QUE c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes, une nouvelle législature de la Province pour le trentième jour de novembre prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif, en la Ville de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Canada
Province of HUGUES LAPOINTE
Québec
[L.S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Québec and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Québec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the thirtieth day of November next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-huitième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-seize et de Notre regne le vingt-cinquième.

Par ordre,

*Le secrétaire de la
chancellerie à Québec,*
RENÉ BLONDIN.

Given at Our Government House, at Québec, on the eighteenth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-six, in the twenty-fifth year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,
*Clerk of the Crown in
Chancery, at Québec.*

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF
(par ordre de préséance)

et leurs

ADJOINTS PARLEMENTAIRES

DEPARTMENT OF THE EXECUTIVE COUNCIL

MEMBERS OF THE EXECUTIVE COUNCIL
(according to precedence)

and their

PARLIAMENTARY ASSISTANTS

L'honorable

The Honourable

*Adjoints
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

ROBERT BOURASSA	Premier ministre Président du Conseil exécutif Prime Minister President of the Executive Council	
GÉRARD D. LEVESQUE	Vice-Premier ministre Ministre de la Justice Vice-Prime Minister Minister of Justice	M. Gaston Desjardins Mr Gaston Desjardins
GUY SAINT-PIERRE	Ministre de l'Industrie et du Commerce Minister of Industry and Commerce	M. Gérard Cadieux Mr Gérard Cadieux
RAYMOND GARNEAU	Ministre des Finances Minister of Finance	M. Guy Bacon Mr Guy Bacon
FRANÇOIS CLOUTIER	Ministre des Affaires intergouvernementales Minister of Intergovernmental Affairs	M. Alfred Bossé Mr Alfred Bossé
WILLIAM TETLEY	Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement Minister of Public Works and Supply	M. Claude St-Hilaire Mr Claude St-Hilaire
NORMAND TOUPIN	Ministre des Terres et Forêts Minister of Lands and Forests	
KEVIN DRUMMOND	Ministre de l'Agriculture Minister of Agriculture	M. Roger Houde Mr Roger Houde

L'honorable

The Honourable

*Adjoints
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

JEAN-PAUL L'ALLIER	Ministre des Affaires culturelles Minister of Cultural Affairs	
GÉRALD HARVEY	Ministre du Travail et de la Main-d'œuvre Minister of Labour and Manpower	M. Jacques Veilleux Mr Jacques Veilleux
JEAN COURNOYER	Ministre des Richesses naturelles Minister of Natural Resources	M. Jean Perreault Mr Jean Perreault
JEAN BIENVENUE	Ministre de l'Éducation Minister of Education	
CLAUDE SIMARD	Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche Minister of Tourism, Fish and Game	M. Gilles Houde Mr Gilles Houde
OSWALD PARENT	Ministre de la Fonction publique Ministre d'État aux Affaires intergouvernementales Minister of the Civil Service Minister without Portfolio for Intergovernmental Affairs Minister without Portfolio for Finance	
VICTOR C. GOLDBLOOM	Ministre des Affaires municipales et de l'Environnement Minister of Municipal Affairs and the Environment	
RAYMOND MAILLOUX	Ministre des Transports Minister of Transport	M. Marcel Bédard Mr Marcel Bédard
CLAUDE FORGET	Ministre des Affaires sociales Minister of Social Affairs	M. Guy Fortier Mr Guy Fortier
DENIS HARDY	Ministre des Communications Minister of Communications	
ROBERT QUENNEVILLE	Ministre du Revenu Minister of Revenue	
LISE BACON	Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières Ministre de l'Immigration Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions Minister of Immigration	

L'honorable

The Honourable

*Adjoint
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

FERNAND LALONDE	Solliciteur général Solicitor-General
GEORGES VAILLANCOURT	Ministre d'État à l'Agriculture Minister without Portfolio for Agriculture
PAUL PHANEUF	Ministre responsable du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports Minister responsible for the High Commission on Youth, Recreation and Sports
BERNARD LACHAPELLE	Ministre d'État au Conseil exécutif, à l'OPDQ et à l'ODEQ Ministre d'État à l'Éducation Minister without Portfolio for the Executive Council, OPDQ and ODEQ Minister without Portfolio for Education
PAUL BERTHIAUME	Ministre d'État aux Transports Ministre d'État aux Finances Minister without Portfolio for Transport Minister without Portfolio for Finance
JULIEN GIASSON	Ministre d'État aux Affaires Sociales Minister without Portfolio for Social Affairs

LES OFFICIELS
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE

THE OFFICIALS
of the
NATIONAL ASSEMBLY

Président President	L'honorable The Honourable	JEAN-NOËL LAVOIE
Vice-président Vice-president		HARRY BLANK
Vice-président Vice-president		ROBERT LAMONTAGNE
Premier ministre Prime Minister	L'honorable The Honourable	ROBERT BOURASSA
Leader parlementaire du gouvernement Government House Leader	L'honorable The Honourable	GÉRARD D. LEVESQUE
Chef de l'Opposition officielle Leader of the Official Opposition	L'honorable The Honourable	JACQUES-YVAN MORIN
Leader parlementaire de l'Opposition officielle Parliamentary Leader of the Official Opposition		ROBERT BURNS

CADRES SUPÉRIEURS
SENIOR STAFF

Secrétaire de l'Assemblée et Secrétaire de la Chancellerie Secretary of the Assembly and Clerk of the Crown in Chancery		RENÉ BLONDIN
Secrétaire associé de l'Assemblée Associate Secretary of the Assembly		RAYMOND DESMEULES
Secrétaire adjoint de l'Assemblée et Secrétaire adjoint de la Chancellerie Secretary Assistant of the Assembly and Assistant Clerk of the Crown in Chancery		JACQUES LESSARD
Secrétaire adjoint de l'Assemblée Secretary Assistant of the Assembly		PIERRE DUCHESNE

Sergent d'armes
Sergeant-at-Arms

RENÉ JALBERT

Directeur de la bibliothèque de la Législature
Director of the Library of the Legislature

JACQUES PRÉMONT

Greffier en Loi de la Législature
Law Clerk of the Legislature

BENOÎT DUFOUR

Secrétaire du comité de législation de la Législature
Secretary of the Committee on Legislation of the Legislature

ÉMILE TURMEL

Secrétaire des Commissions
Secretary of Committees

JACQUES POULIOT

Greffier du feuillet, archiviste et traducteur
Clerk of the Order Paper and Archives, and translator

PETER CHÂTEAUVERT

Greffier des procès-verbaux
Clerk of the Votes and Proceedings

GUSTAVE GERVAIS

Éditeur du journal des Débats
Editor of the Journal of Debates

BENOÎT MASSICOTTE

Directeur des Services administratifs
Director of Administrative Services

RICHARD BRETON

Responsable du personnel
Personnel Manager

YVON DESBIENS

Directeur du Bureau d'accueil et d'information
Director of the Reception and Information Bureau

ANDRÉ BEAULIEU

Directeur des Relations publiques et interparlementaires
Director of Public and Interparliamentary Relations

ROBERTO WILSON

LISTE ALPHABÉTIQUE
des
DISTRICTS ÉLECTORAUX
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Quatrième Session, Trentième Législature

ALPHABETICAL LIST
of the
ELECTORAL DISTRICTS
of the
NATIONAL ASSEMBLY
Fourth Session, Thirtieth Legislature

A

ABITIBI-EST (EAST)
ABITIBI-OUEST (WEST)
ANJOU
ARGENTEUIL
ARTHABASKA

Houde, Roger
Boutin, Jean-Hugues
Tardif, Yves
Saindon, Zoël
Massé, J.-Gilles

B

BEAUCE-NORD (NORTH)
BEAUCE-SUD (SOUTH)
BEAUHARNOIS
BELLECHASSE
BERTHIER
BONAVENTURE
BOURASSA
BOURGET
BRÔME-MISSISQUOI

Sylvain, Denis
Roy, Fabien
Cadieux, Gérard
Mercier, Pierre
Denis, Michel
Levesque, Hon. Gérard-D.
Bacon, Hon. Madame Lise
Boudreault, Jean
Brown, Glendon P.

C

CHAMBLY
CHAMPLAIN
CHARLESBOURG
CHARLEVOIX
CHÂTEAUGUAY
CHAUVEAU

Saint-Pierre, Hon. Guy
Toupin, Hon. Normand
Harvey, André
Mailloux, Hon. Raymond
Kennedy, George
Lachapelle, Hon. Bernard

	C	
CHICOUTIMI CRÉMAZIE		Bédard, Marc-André Bienvenue, Hon. Jean
	D	
D'ARCY McGEE DEUX-MONTAGNES (TWO MOUNTAINS) DORION DRUMMOND DUBUC DUPLESSIS		Goldbloom, Hon. Victor C. L'Allier, Hon. Jean-Paul Bossé, Alfred Malouin, Robert Harvey, Ghislain Gallienne, Donald
	F	
FABRE FRONTENAC'		Houde, Gilles Lecours, Henri
	G	
GASPÉ GATINEAU' GOUIN		Fortier, Guy Gratton, Michel Beauregard, Jean-M.
	H	
HULL HUNTINGDON		Parent, Hon. Oswald Fraser, Kenneth
	I	
IBERVILLE ÎLES-DE-LA-MADELEINE (MAGDALEN ISLANDS)		Tremblay, Jacques-R. Lacroix, Louis-Philippe
	J	
JACQUES-CARTIER JEANNE-MANCE JEAN-TALON JOHNSON JOLIETTE-MONTCALM JONQUIÈRE		St-Germain, Noël Brisson, Aimé Garneau, Hon. Raymond Bellemare, Maurice Quenneville, Hon. Robert Harvey, Hon. Gérard
	K	
KAMOURASKA-TÉMISCOUATA		Pelletier, Jean-Marie

L

L'ACADIE
 LAC-SAINT-JEAN
 LAFONTAINE
 LAPORTE
 LAPRAIRIE
 L'ASSOMPTION
 LAURENTIDES-LABELLE
 LAURIER
 LAVAL
 LAVIOLETTE
 LÉVIS
 LIMOILOU
 LOTBINIÈRE
 LOUIS-HÉBERT

Cloutier, Hon. François
 Pilote, Roger
 Léger, Marcel
 Déon, André
 Berthiaume, Hon. Paul
 Perreault, Jean
 Lapointe, Roger
 Marchand, André
 Lavoie, Hon. Jean-Noël
 Carpentier, Prudent
 Chagnon, Vincent
 Houde, Fernand
 Massicotte, Georges
 Desjardins, Gaston

M

MAISONNEUVE
 MARGUERITE-BOURGOYS
 MASKINONGÉ
 MATANE
 MATAPÉDIA
 MÉGANTIC-COMPTON
 MERCIER
 MILLE-ÎLES
 MONTMAGNY-L'ISLET
 MONTMORENCY
 MONT-ROYAL (MOUNT-ROYAL)

Burns, Robert
 Lalonde, Hon. Fernand
 Picotte, Yvon
 Côté, Marc-Yvan
 Arsenault, Bona
 Dionne, Omer
 Bourassa, Hon. Robert
 Lachance, Bernard
 Giasson, Hon. Julien
 Bédard, Marcel
 Ciaccia, John

N

NICOLET-YAMASKA
 NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Faucher, Benjamin
 Tetley, Hon. William

O

ORFORD
 OUTREMONT

Vaillancourt, Hon. Georges
 Choquette, Jérôme

P

PAPINEAU
 POINTE-CLAIRE
 PONTIAC-TÉMISCAMINGUE
 PORTNEUF
 PRÉVOST

Assad, Mark
 Séguin, Arthur-E.
 Larivière, Jean-Guy
 Pagé, Michel
 Parent, Bernard

R

RICHELIEU
RICHMOND
RIMOUSKI
RIVIÈRE-DU-LOUP
ROBERT-BALDWIN
ROBERVAL
ROSEMONT
ROUYN-NORANDA

Simard, Hon. Claude
Vallières, Yvon
St-Hilaire, Claude
Lafrance, Paul
Cournoyer, Hon. Jean
Lamontagne, Robert
Bellemare, Gilles
Samson, Camil

S

SAGUENAY
SAINTE-ANNE
SAINTE-FRANÇOIS
SAINTE-HENRI
SAINTE-HYACINTHE
SAINTE-JACQUES
SAINTE-JEAN
SAINTE-LAURENT
SAINTE-LOUIS
SAINTE-MARIE
SAINTE-MAURICE
SAUVÉ
SHEFFORD
SHERBROOKE

Lessard, Lucien
Springate, George
Déziel, Gérard
Shanks, Gérard
Cornellier, Fernand
Charron, Claude
Veilleux, Jacques
Forget, Hon. Claude-E.
Blank, Harry
Malépart, Jean-Claude
Bérard, Marcel
Morin, Hon. Jacques-Yvan
Verreault, Richard
Pepin, Jean-Paul

T

TAILLON
TASCHEREAU
TERREBONNE
TROIS-RIVIÈRES

Leduc, Guy
Bonnier, Irénée
Hardy, Hon. Denis
Bacon, Guy

V

VANIER
VAUDREUIL-SOULANGES
VERCHÈRES
VERDUN
VIAU

Dufour, Fernand
Phaneuf, Hon. Paul
Ostiguy, Marcel
Caron, Lucien
Picard, Fernand

W

WESTMOUNT

Drummond, Hon. Kevin

LISTE ALPHABÉTIQUE
des
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Quatrième Session, Trentième Législature

ALPHABETICAL LIST
of the
MEMBERS OF THE NATIONAL ASSEMBLY
Fourth Session, Thirtieth Legislature

A

ARSENAULT, Bona	Matapédia
ASSAD, Mark	Papineau

B

BACON, Guy	Trois-Rivières
BACON, Hon. Madame Lise	Bourassa
BEAUREGARD, Jean-M.	Gouin
BÉDARD, Marc-André	Chicoutimi
BÉDARD, Marcel	Montmorency
BELLEMARE, Gilles	Rosemont
BELLEMARE, Maurice	Johnson
BÉRARD, Marcel	Saint-Maurice
BERTHIAUME, Hon. Paul	Laprairie
BIENVENUE, Hon. Jean	Crémazie
BLANK, Harry	Saint-Louis
BONNIER, Irénée	Taschereau
BOSSÉ, Alfred	Dorion
BOUDREAU, Jean	Bourget
BOURASSA, Hon. Robert	Mercier
BOUTIN, Jean-Hugues	Abitibi-Ouest (West)
BRISSON, Aimé	Jeanne-Mance
BROWN, Glendon P.	Brôme-Missisquoi
BURNS, Robert	Maisonneuve

C

CADIEUX, Gérard	Beauharnois
CARON, Lucien	Verdun
CARPENTIER, Prudent	Lavoilette
CHAGNON, Vincent	Lévis
CHARRON, Claude	Saint-Jacques
CHOQUETTE, Jérôme	Outremont

C

CIACCIA, John	Mont-Royal (Mount-Royal)
CLOUTIER, Hon. François	L'Acadie
CORNELLIER, Fernand	Saint-Hyacinthe
CÔTÉ, Marc-Yvan	Matane
COURNOYER, Hon. Jean	Robert Baldwin

D

DENIS, Michel	Berthier
DÉOM, André	Laporte
DESJARDINS, Gaston	Louis-Hébert
DÉZIEL, Gérard	Saint-François
DIONNE, Omer	Mégantic-Compton
DRUMMOND, Hon. Kevin	Westmount
DUFOUR, Fernand	Vanier

F

FAUCHER, Benjamin	Nicolet-Yamaska
FORGET, Hon. Claude	Saint-Laurent
FORTIER, Guy	Gaspé
FRASER, Kenneth	Huntingdon

G

GALLIENNE, Donald	Duplessis
GARNEAU, Hon. Raymond	Jean-Talon
GIASSON, Hon. Julien	Montmagny-L'Islet
GOLDBLOOM, Hon. Victor C.	D'Arcy McGee
GRATTON, Michel	Gatineau

H

HARDY, Hon. Denis	Terrebonne
HARVEY, André	Charlesbourg
HARVEY, Hon. Gérard	Jonquière
HARVEY, Ghislain	Dubuc
HOUDE, Fernand	Limoilou
HOUDE, Gilles	Fabre
HOUDE, Roger	Abitibi-Est (East)

K

KENNEDY, George	Châteauguay
------------------------	-------------

L

LACHANCE, Bernard
LACHAPELLE, Hon. Bernard
LACROIX, Louis-Philippe
LAFRANCE, Paul
L'ALLIER, Hon. Jean-Paul
LALONDE, Hon. Fernand
LAMONTAGNE, Robert
LAPOINTE, Roger
LARIVIÈRE, Jean-Guy
LAVOIE, Hon. Jean-Noël
LECOURS, Henri
LEDUC, Guy
LÉGER, Marcel
LESSARD, Lucien
LEVESQUE, Hon. Gérard D.

Mille-Îles
 Chauveau
 Îles-de-la-Madeleine (Magdalen Islands)
 Rivière-du-Loup
 Deux-Montagnes (Two Mountains)
 Marguerite-Bourgeoys
 Roberval
 Laurentides-Labelle
 Pontiac-Témiscamingue
 Laval
 Frontenac
 Taillon
 Lafontaine
 Saguenay
 Bonaventure

M

MAILLOUX, Hon. Raymond
MALEPART, Jean-Claude
MALOUIN, Robert
MARCHAND, André
MASSÉ, J.-Gilles
MASSICOTTE, Georges
MERCIER, Pierre
MORIN, Hon. Jacques-Yvan

Charlevoix
 Sainte-Marie
 Drummond
 Laurier
 Arthabaska
 Lotbinière
 Bellechasse
 Sauvé

O

OSTIGUY, Marcel

Verchères

P

PAGÉ, Michel
PARENT, Bernard
PARENT, Hon. Oswald
PELLETIER, Jean-Marie
PEPIN, Jean-Paul
PERREAULT, Jean
PHANEUF, Hon. Paul
PICARD, Fernand
PICOTTE, Yvon
PILOTE, Roger

Portneuf
 Prévost
 Hull
 Kamouraska-Témiscouata
 Sherbrooke
 L'Assomption
 Vaudreuil-Soulanges
 Viau
 Maskinongé
 Lac-Saint-Jean

Q

QUENNEVILLE, Hon. Robert

Joliette-Montcalm

R**ROY, Fabien**

Beauce-Sud (South)

S**SAINDON, Zoël**

Argenteuil

SAINT-PIERRE, Hon. Guy

Chambly

SAMSON, Camil

Rouyn-Noranda

SÉGUIN, Arthur-E.

Poncy-Claire

SHANKS, Gérard

Saint-Henri

SUMARD, Hon. Claude

Richelieu

SPRINGATE, George

Sainte-Anne

ST-GERMAIN, Noël

Jacques-Cartier

ST-HILAIRE, Claude

Rimouski

SYLVAIN, Denis

Beauce-Nord (North)

T**TARDIF, Yves**

Anjou

TETLEY, Hon. William

Notre-Dame-de-Grâce

TOUPIN, Hon. Normand

Champlain

TREMBLAY, Jacques

Iberville

V**VAILLANCOURT, Hon. Georges**

Orford

VALLIÈRES, Yvon

Richmond

VEILLEUX, Jacques

Saint-Jean

VERREAULT, Richard

Shefford

INDEX DES PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

25 ELIZABETH II, 1976

A

ACTES ENREGISTRÉS DANS LES DIVISIONS D'ENREGISTREMENT DE TERREBONNE, DE TROIS-RIVIÈRES ET DE CHAMPLAIN:—Loi validant certains—. Projet de loi n° 58.

AGENTS DE VOYAGE:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 194.

AIDE SOCIALE:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 40.

ALLIANCE SÉCURITÉ BLINDÉ (DIVISION QUÉBEC) LTÉE:—Loi concernant l'—. Projet de loi n° 227.

ASSOCIATION DES ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION DU QUÉBEC:—Loi incorporant l'—. Projet de loi n° 192.

ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES:—Loi modifiant la Loi sur l'—. Projet de loi n° 24.

Assemblée nationale:

Ajournements, 162; 182; 256; 261; 271; 279; 300; 311; 326.

Ajournement du 30 juin 1976 au 19 octobre 1976, 358.

23 juillet 1976:—Séance spéciale en vue de l'adoption du projet de loi n° 61, Loi concernant les services de santé dans certains établissements, 361.

Ajournement du 24 juillet 1976 au 19 octobre 1976, 366.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir « Documents de la Session » et « Questions et Réponses ».

Assemblée nationale:—Suite

Décision de M. le Président:—347.

M. Maurice Bellemare continuera à agir à titre de chef parlementaire de l'Union Nationale, 225.

Madame Denise Pelletier:—Condoléances à l'occasion du décès de—, 226.

L'Assemblée siège le lundi, 12 avril 1976, à quinze heures, 146.

L'Assemblée nationale siège le mercredi, 28 avril 1976 à vingt heures afin de poursuivre l'étude du projet de loi n° 22, 161.

*L'Assemblée nationale siège tous les jours de la semaine sauf le dimanche:—
Motion; débat; motion adoptée après div. (vote), 133-134.*

*L'Assemblée nationale siège tous les jours de la semaine sauf le dimanche:—
Motion; débat; motion adoptée après div. (dissidence de MM. Burns, Morin et Samson), 277.*

Régie interne de l'Assemblée nationale:—Commissaires et commissaires suppléants nommés, 106. (Document n° 22.)

Règlement de l'Assemblée nationale modifié, 89.

Règlement de l'Assemblée nationale modifié pour la durée de la présente session, 124.

Loi de la Législature, article 95:—Copie des déclarations assermentées des membres, 233. (Document n° 91.)

B

BEAUDRY LEMAN:—Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste.— Projet de loi n° 207.

BIENS CULTURELS ÉTRANGERS:—Loi modifiant le Code de procédure civile quant à l'insaisissabilité des—. Projet de loi n° 59.

BIRON, M. RODRIGUE:—Lettre de—, Chef de l'Union Nationale, informant l'Assemblée que M. Maurice Bellemare continuera à agir à titre de chef parlementaire de l'Union Nationale, 225.

BLACK LAKE:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi n° 225.

BROMPTON:—Loi concernant la corporation du canton de—. Projet de loi n° 37.

Budget et crédits:

Projets de loi n° 20; 39; 60.

Budget déposé:—

Document n° 1, 81.

Document n° 2, 257.

CRÉDITS:

Commission plénière pour l'étude des crédits, 81; 107; 299; 317.

Rapport, 107; 299; 317.

Trois douzièmes, 108.

Trois douzièmes additionnels, 108.

Cinq douzièmes additionnels, 108.

Motion:—«*Que l'étude des crédits de chacun des ministères soit déferée aux commissions élues appropriées, sauf l'étude des crédits de l'Assemblée nationale et toute autre qu'il sera jugé opportun de déferer à la commission plénière*». Motion adoptée (vote), 82.

Séances des Commissions permanentes de l'Assemblée nationale pour l'étude des crédits des ministères;

Commission des affaires municipales, 182; 184; 192; 196; 204; 206; 210.

Commission des affaires sociales, 107; 114; 121; 124; 129; 152; 154; 157; 182; 184.

Commission de l'agriculture, 234; 238; 242; 243; 246; 252; 255; 256; 258; 264.

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 258; 264; 265.

Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 190; 192-193; 238; 243; 246; 247; 252; 265; 268; 273; 276; 282; 295; 298; 299; 302; 306.

Commission des finances, des comptes publics et du revenu, 114; 121; 124; 273; 339.

Commission de la fonction publique, 178; 206; 242; 246; 253.

Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 178; 181; 184; 188; 229; 233; 234; 238; 242; 246; 247.

Commission de la justice, 255; 256; 265; 268; 269; 332.

Budget et crédits:—Suite

Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires inter-gouvernementales, 184; 189; 210; 215; 219; 222; 255; 256; 265; 269; 277; 282; 298; 321.

Commission des richesses naturelles et des terres et forêts, 164; 165; 171; 190; 192; 196; 204; 206; 215; 219; 229.

Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 120; 124; 129; 145; 149; 152; 195; 222.

Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 210; 214; 273; 276; 282; 295.

Rapport groupant les rapports des commissions élues qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1976/77. Déposé, 345. (*Document n° 141.*) Prise en considération du rapport: rapport adopté, 350.

DISCOURS DU BUDGET:

Débat sur le discours du budget, 193. Reprise du débat; motion de censure proposée; débat ajourné, 204. Reprise du débat; débat ajourné, 206; 210; 219; 229; 239. Reprise du débat; 2e motion de censure proposée; débat ajourné, 247. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix reportée au 22 juin, 300. Mise aux voix; motions de censure rejetées après div. (vote); motion princ. adoptée après div. (vote), 312-313.

C

CAISSES D'ÉTABLISSEMENT:—Loi modifiant la Loi concernant les—. Projet de loi n° 9.

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Charte du—. Projet de loi n° 5.

CHARTRE DE LA VILLE DE QUÉBEC:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 230.

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 56.

CODE DE LA ROUTE:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 13.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—Loi modifiant le—, quant à l'insaisissabilité des biens culturels étrangers. Projet de loi n° 59.

CODE DU TRAVAIL:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 193.

COMMERCE DES PRODUITS PÉTROLIERS:—Loi modifiant la Loi sur le—. Projet de loi n° 34.

COMMISSION DES LOISIRS ET DU SPORT:—Loi de la—. Projet de loi n° 3.

COMMISSIONS D'ENQUÊTE:— Loi modifiant la Loi de police, la Loi des—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 41.

Commissions de l'Assemblée nationale:—

Commission des affaires municipales et de l'environnement:—Membres nommés, 68. Membres remplacés, 275; 320. Séances, 281; 287; 314; 317; 321; 326; 329; 332.

La Commission siège aux fins d'entendre les organismes intéressés à l'administration de la C.U.Q., 72; 77. Rapport, 87.

Commission des affaires sociales:—Membres nommés, 68.

La Commission siège relativement à la Loi de l'aide sociale et à sa réglementation, 228; 258; 264; 265, Rapport, 285.

Commission de l'agriculture:—Membres nommés, 68. Membres remplacés, 177; 183; 187; 189; 203; 205.

Commission de l'Assemblée nationale:—Instituée, 14. Membres nommés, 14; 68. Membres remplacés, 143; 159; 175; 329. Membres ajoutés, 329. Séances, 15; 72; 85. Rapport, 67.

La Commission siège aux fins de continuer le mandat qui lui a été donné le 15 décembre 1975 (Voir *Procès-Verbaux*, 1975, p. 529.) Motion adoptée, 327.

La Commission siège pour former trois sous-commissions, 350. Rapport, 354.

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Membres nommés, 68. Séances, 264; 276.

Commission des corporations professionnelles:—Membres nommés, 68.

Commission de l'éducation, des affaires culturelles, et des communications:—Membres nommés, 68.

Commission des engagements financiers:—Membres nommés, 68. Séances, 171; 234; 295.

Commission des finances, des comptes publics et du revenu:—Membres nommés, 68. Séances, 107; 347. Rapport, 109; 353.

Commission de la fonction publique:—Membres nommés, 69.

Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—Membres nommés, 69. Séances, 140; 145; 317; 331. Rapport, 149; 237.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

Commission de la justice:—Membres nommés, 69. Séances, 227; 252; 325.

Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires inter-gouvernementales:—Membres nommés, 69. Membres remplacés, 209.

Commission des richesses naturelles et des terres et forêts:—Membres nommés, 69.

La Commission siège aux fins d'entendre les administrateurs de SOQUIP, 218; 222; 229. Rapport, 231.

La Commission siège aux fins d'entendre les administrateurs de SOQUEM, 273; 295. Rapport, 319.

Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—Membres nommés, 69. Membres remplacés, 245.

La Commission siège pour l'étude du projet de loi n° 13, Loi modifiant le Code de la route, 336; 339. Rapport, 341.

Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—Membres nommés, 69. Membres remplacés, 221; 241.

Rapport de la Commission qui a siégé aux fins d'entendre les responsables de la Commission des accidents du travail, 70.

L'Assemblée siège pour entendre l'Association des entrepreneurs en construction du Québec et le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, 164-165. Rapport, 177.

Commissions élues permanentes:—Présidents des différentes commissions nommés, 69.

Motion:—«Que les sous-commissions soient autorisées à siéger après l'ajournement de la présente session avec tous les droits et privilèges accordés aux membres des commissions.» Motion adoptée (vote), 345.

COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 38.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 224.

CONSEIL DE LA POPULATION ET DE L'IMMIGRATION:—Loi constituant le—. Projet de loi n° 30.

CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS:—Loi approuvant la—. Projet de loi n° 32.

CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGRÉÉS DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi constituant la—. Projet de loi n° 219.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

CORPORATIONS:—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux des—. Projet de loi n° 10.

D

Déclarations ministérielles:

M. Harvey (Jonquière):—Déclaration concernant le toit du vélodrome sur le chantier olympique, 227.

M. Parent (Hull):—Déclaration concernant l'entente globale de principe intervenue dans le secteur des affaires sociales, 302.

DIVISION TERRITORIALE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 16.

Documents de la session:

Affaires culturelles:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 181. (*Document n° 64.*)

Affaires culturelles:—Le nouveau titulaire du ministère des—, a-t-il fait exécuter des travaux de rénovation dans ses bureaux de Québec et de Montréal. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 294. (*Document n° 120.*)

Affaires intergouvernementales:— Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 71. (*Document n° 9.*)

Affaires sociales:—Statistiques régionales des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 88. (*Document n° 15.*)

Amiante:—Rapport préliminaire du Comité d'étude sur la salubrité dans l'industrie de l'—, en date d'avril 1976 (Rapport Beaudry). Déposé, 145. (*Document n° 50.*)

Architectes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 346. (*Document n° 145.*)

Association des mines de métaux du Québec:—Allocution de M. Jean Cournoyer lors du congrès de l'—, le 15 juin 1976. Déposé, 319. (*Document n° 130.*)

Beaudry:—Rapport préliminaire du Comité d'étude sur la salubrité dans l'industrie de l'amiante, en date d'avril 1976 (Rapport—.). Déposé, 145. (*Document n° 50.*)

Bibliothécaire de la Législature:—Rapport des activités couvrant la période du 18 mars au 19 décembre 1975. Déposé, 192. (*Document n° 70.*)

Documents de la session:—Suite

Brompton:—Documents ayant trait à un problème juridique concernant la municipalité du canton de—. Déposé, 302. (*Document n° 125.*)

Budget:—Dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977. Déposé, 81. (*Document n° 1.*)

Budget supplémentaire (n° 1), 1976/77:—Déposé, 257. (*Document n° 2.*)

Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 154. (*Document n° 54.*)

Caisse de dépôt et placement du Québec:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 128. (*Document n° 35.*)

Capitale nationale:—Copie de tous les documents relatifs à l'entente intervenue entre Québec et Ottawa concernant un transfert de territoires dans la région de la—. Déposé, 200. (*Document n° 80.*)

Commissaires aux différends scolaires:—Rapport des—, en date du 13 juin 1976. Déposé, 282. (*Document n° 114.*)

Commission de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a siégé aux fins de désigner les membres des commissions permanentes et d'adopter certains amendements au règlement. Déposé, 67. (*Document n° 6.*)

Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 129. (*Document n° 43.*)

Commission de la refonte des lois municipales:—Deuxième tranche du rapport de la—. Déposé, 287. (*Document n° 118.*)

Commission de police du Québec:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 175. (*Document n° 61.*)

Commission de police du Québec:—Rapport concernant la plainte de brutalité à l'égard de certains policiers de Sainte-Foy. Déposé, 237. (*Document n° 94.*)

Commission de régie interne de l'Assemblée nationale:—Copie de deux arrêtés en conseil concernant la nomination de trois commissaires et de trois commissaires suppléants. Déposé, 106. (*Document n° 22.*)

Commission des accidents du travail de Québec:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 101. (*Document n° 18.*)

Commission des biens culturels du Québec:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 88. (*Document n° 16.*)

Documents de la session:—Suite

- Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a siégé relativement à l'administration de la Communauté urbaine de Québec (CUQ). Déposé, 87. (*Document n° 12.*)
- Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n° 215, 218, 219, 221, 223, 224, 225, 226, 229 et 230. Déposé, 341. (*Document n° 140.*)
- Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'entendre les bénéficiaires de l'aide sociale. Déposé, 285. (*Document n° 115.*)
- Commission permanente de l'Assemblée nationale:—*Rapport de la—, qui a siégé aux fins de choisir les membres des trois sous-commissions qui étudieront des questions se rapportant à la Loi de la Législature, au règlement de l'Assemblée nationale et à la législation déléguée. Déposé, 354. (*Document n° 150.*)
- Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés n° 201, 205, 208, 214 et 220. Déposé, 285. (*Document n° 116.*)
- Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu:—*Rapport de la—, qui a siégé pour étudier le projet de loi n° 14, Loi modifiant la Loi sur les impôts. Déposé, 109. (*Document n° 25.*)
- Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n° 43, 44, 45, 46 et 49. Déposé, 353. (*Document n° 149.*)
- Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 22, Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré. Déposé, 149. (*Document n° 53.*)
- Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 35, Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec. Déposé, 237. (*Document n° 92.*)
- Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 5. Déposé, 319. (*Document n° 131.*)
- Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n° 203, 207, 212 et 217. Déposé, 261. (*Document n° 103.*)
- Commission permanente de la réforme des districts électoraux:—*Version photocopiée du quatrième rapport de la—, accompagné d'un atlas. Déposé, 64. (*Document n° 5.*) (Voir aussi *Document n° 73.*)

Documents de la session:—Suite

- Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts:—*Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'entendre les administrateurs de SOQUIP. Déposé, 231. (*Document n° 89.*)
- Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts:—*Rapport de la—, qui a siégé pour entendre les administrateurs de SOQUEM et allocution de M. Cournoyer à l'Association des mines de métaux du Québec. Déposé, 319. (*Document n° 130.*)
- Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 13, Loi modifiant le Code de la route. Déposé, 341. (*Document n° 139.*)
- Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—*Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'entendre les responsables de la Commission des accidents du travail. Déposé, 70. (*Document n° 7.*)
- Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—*Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'entendre les porte-parole du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction et de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec. Déposé, 177. (*Document n° 62.*)
- Commissions élues permanentes:—*Rapport groupant les rapports des—, qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1976/77. Déposé, 345. (*Document n° 141.*)
- Communauté régionale de l'Outaouais:—*Textes préliminaires du schéma d'aménagement de la—. Déposé, 242. (*Document n° 97.*)
- Communications:—*Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 281. (*Document n° 112.*)
- Comptables agréés du Québec:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année terminée le 31 mars 1976. Déposé, 346. (*Document n° 144.*)
- Comptables généraux licenciés du Québec:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1975/76. Déposé, 336. (*Document n° 135.*)
- Comptes publics de la province de Québec:—*Les volumes 1 et 2 des—, pour l'année financière terminée le 31 mars 1975. Déposé, 101. (*Document n° 19.*)
- Conférence fédérale-provinciale:—*Les versions anglaise et française des allocutions prononcées à Ottawa les 14 et 15 juin 1976. Déposé, 302. (*Document n° 124.*)
- Connaissances économiques des étudiants du Secondaire IV et V:—*Étude réalisée par l'Université Concordia sur les—. Déposé, 139. (*Document n° 44.*)

Documents de la session:—Suite

- Conseil consultatif de l'environnement:—Tome 1 du rapport du—, au sujet d'un projet d'une deuxième zone industrielle à Saint-Augustin et à Neuville. Déposé, 287. (Document n° 119.)*
- Conseil du statut de la femme:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 238. (Document n° 95.)*
- Conseil interprofessionnel du Québec:—Rapport annuel pour l'année 1975/76. Déposé, 276. (Document n° 110.)*
- Conseils régionaux de la santé et des services sociaux:—Rapports annuels pour l'année 1975. Déposé, 263. (Document n° 105.)*
- Constitution du Canada:—Correspondance entre le Premier ministre du Canada et les Premiers ministres des autres provinces concernant la question constitutionnelle. Déposé, 144. (Document n° 45.)*
- Construction d'égouts, de conduits maîtresses d'eau, etc.:—Copie de deux ententes entre le gouvernement du Québec, la Commission de la Capitale nationale et la C.R.O. relative à la—, pour desservir les nouveaux édifices du gouvernement fédéral. Déposé, 144. (Document n° 46.)*
- Convention de la Baie James et du Nord québécois:—Version française et version anglaise de la—, signée à Québec le 11 novembre 1975. Déposé, 268. (Documents n° 101 et 102.)*
- Députés:—Deux articles parus dans *Le Soleil* et *The Montreal Star*, en mars 1976, traitant de l'augmentation salariale des—. Déposés, 112. (Documents n° 30 et 31.)*
- Eaux:—Copie de l'entente intervenue entre la Commission de la Capitale nationale, le Québec et la C.R.O. concernant un projet d'épuration des—. Déposé, 83. (Document n° 11.)*
- École des routiers:—Détails concernant l'—, (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 214. (Document n° 83.)*
- Éditeur officiel du Québec:—Rapport annuel pour l'année 1974. Déposé, 145. (Document n° 51.)*
- Employés publics:—Liste des commissions délivrées aux—, pendant l'année 1975. Déposé, 71. (Document n° 10.)*
- Enrichissement de l'uranium au Canada:—Copie d'une lettre de M. Guy Saint-Pierre adressée à M. Charles Boulva, président de la société Canadif concernant l'—. Déposé, 106. (Document n° 20.)*
- Entreprises du gouvernement du Québec:—États financiers pour l'année 1974/75. Déposé, 249. (Document n° 100.)*

Documents de la session:—Suite

Environnement:—Détails concernant la pollution par l'anhydride sulfureux, etc., dans la région de Montréal. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents). Déposés, 197-198-199. (*Documents n^{os} 74, 75, 76, 77 et 78.*)

Ergothérapeutes du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 129. (*Document n^o 41.*)

Fonderie Sainte-Croix Limitée:—Y a-t-il eu des subventions consenties par le gouvernement à la—, depuis le 12 mai 1970. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 348. (*Document n^o 148.*)

Gazette officielle du Québec:—Copie de tous les arrêtés en conseil, depuis la session précédente, concernant les impressions et la—, (S.R.Q. 1964, c. 54). Déposé, 129. (*Document n^o 42.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports sur les projets de loi privés n^{os} 212 et 217. Déposé, 217. (*Document n^o 85.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports du—, sur les projets de loi privés n^{os} 203, 204 et 207. Déposé, 226. (*Document n^o 87.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports du—, sur les projets de loi n^{os} 201, 205, 208, 214 et 220. Déposé, 262. (*Document n^o 104.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports du—, sur les projets de loi privés n^{os} 215, 218, 219, 223 et 225. Déposé, 271. (*Document n^o 109.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports du—, sur les projets de loi privés n^{os} 224, 226, 229 et 230. Déposé, 279. (*Document n^o 111.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport du—, sur le projet de loi n^o 221. Déposé, 286. (*Document n^o 117.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport du—, sur le projet de loi privé n^o 227. Déposé, 297. (*Document n^o 121.*)

Groupe de travail sur l'habitation:—Rapport des membres du—, intitulé *Habiter au Québec*. Déposé, 101. (*Document n^o 17.*)

Habitation:—Rapport minoritaire de Mme Jeanne Leblanc, membre du groupe de travail sur l'—, intitulé: *Vers un Québec habitable*. Déposé, 214. (*Document n^o 82.*)

Habiter au Québec:—Rapport des membres du groupe de travail sur l'habitation intitulé—. Déposé, 101. (*Document n^o 17.*)

Hydro-Québec:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 195. (*Document n^o 72.*)

Documents de la session:—Suite

- Impressions:*—Copie de tous les arrêtés en conseil, depuis la dernière session, concernant les—, et la Gazette officielle du Québec (S.R.Q. 1964, c. 54). Déposé, 129. (*Document n° 42.*)
- Industrie de l'amiante:*—Rapport préliminaire du Comité d'étude sur la salubrité dans l'—, en date d'avril 1976 (Rapport Beaudry). Déposé, 145. (*Document n° 50.*)
- Industrie des textiles et du vêtement:*—Copie d'une lettre de M. Guy Saint-Pierre adressée à M. Don Jamieson au sujet de l'—. Déposé, 218. (*Document n° 86.*)
- Industrie et du Commerce:*—Rapport annuel du ministère de l'—, pour l'année 1974/75. Déposé, 195. (*Document n° 71.*)
- Industries:*—Depuis 1970, quelles sont les nouvelles—, qui se sont installées dans la région de Québec et qui emploient au moins 100 personnes. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 233. (*Document n° 90.*)
- Infirmières et infirmiers du Québec:*—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 129. (*Document n° 39.*)
- Ingénieurs forestiers du Québec:*—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1975/76. Déposé, 312. (*Document n° 128.*)
- Institut médico-légal:*—Rapport annuel du Service de police scientifique et de toxicologie pour l'année 1975. Déposé, 168. (*Document n° 58.*)
- Législature:*—Copie des déclarations assermentées faites par chacun des membres de l'Assemblée nationale en vertu de l'article 95 de la Loi de la—. Déposé, 233. (*Document n° 91.*)
- Livre vert de M. L'Allier:*—Publié en mai 1976 et intitulé: *Pour l'évolution de la politique culturelle*. Déposé, 237. (*Document n° 93.*)
- Loto-Québec:*—Copie du mandat de la commission d'étude formée pour examiner le rôle et les structures de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec. Déposé, 298. (*Document n° 123.*)
- Mandats spéciaux:*—État des rapports et des dépenses encourues au 15 mars 1976 sur les—, autorisés depuis la prorogation de l'Assemblée nationale. Déposé, 71. (*Document n° 8.*)
- Marne:*—Détails concernant l'extraction et le transport de la—, dans le Bas Saint-Laurent. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 170. (*Document n° 59.*)
- Médecins vétérinaires du Québec:*—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1975/76. Déposé, 335. (*Document n° 133.*)

Documents de la session:—Suite

- Musée des beaux-arts de Montréal*:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 106. (*Document n° 23.*)
- Oeufs*:—Évaluation des opérations de mise en marché des—, au Québec préparée par Drouin, Paquin & Associés Ltée à la demande du ministère de l'Agriculture. Déposé, 144. (*Document n° 47.*)
- Office de planification et de développement du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 184. (*Document n° 66.*)
- Office de radio-télédiffusion du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 336. (*Document n° 136.*)
- Office des autoroutes du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 154. (*Document n° 55.*)
- Office des professions du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1975/76. Déposé, 238. (*Document n° 96.*)
- Office franco-québécois pour la Jeunesse*:—Rapport annuel pour l'année 1974. Déposé, 187. (*Document n° 68.*)
- Oiseaux migrateurs*:—Détails concernant les refuges d'—, présentement administrés par Environnement Canada. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 112. (*Document n° 32.*)
- Optométristes du Québec*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/76. Déposé, 336. (*Document n° 134.*)
- Parc Joliette*:—Copie du rapport biologique intitulé: *Évaluation du point de vue chasse et pêche de la partie retranchée du—*. Déposé, 214. (*Document n° 84.*)
- Parc national des Laurentides*:—Copie des directives du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche concernant le—. Déposé, 171. (*Document n° 60.*)
- Pharmaciens du Québec*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1975/76. Déposé, 346. (*Document n° 142.*)
- Physiothérapeutes du Québec*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1975/76. Déposé, 346. (*Document n° 143.*)
- Politique culturelle*:—Le livre vert de M. L'Allier intitulé: *Pour l'évolution de la—*. Déposé, 237. (*Document n° 93.*)
- Procureur général du Québec*:—Rapport annuel du Solliciteur général du Québec relatif aux autorisations obtenues par le—, en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée. Déposé, 111. (*Document n° 28.*)

Documents de la session:—Suite

- Protecteur du citoyen*:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 268. (*Document n° 108.*)
- Psychologues du Québec*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1975/76. Déposé, 312. (*Document n° 127.*)
- Rapport Castonguay*:—Rapport du groupe de travail sur l'urbanisation au Québec. Déposé, 64. (*Document n° 3.*)
- Rapport Legault*:—Rapport des membres du groupe de travail sur l'habitation. Déposé, 101. (*Document n° 17.*)
- Rapport Poirier*:—Rapport des Commissaires aux différends scolaires en date du 13 juin 1976. Déposé, 282. (*Document n° 114.*)
- Refonte des lois municipales*:—Deuxième tranche du rapport de la Commission de la—. Déposé, 287. (*Document n° 118.*)
- Réforme des districts électoraux*:—Version photocopiee du quatrième rapport de la Commission permanente de la—, accompagné d'un atlas. Déposé, 64. (*Document n° 5.*)
- Réforme des districts électoraux*:—Quatrième rapport de la Commission permanente de la—, accompagné d'un atlas. (Texte imprimé). Déposé, 195. (*Document n° 73.*)
- Régie de la langue française*:—Rapport annuel pour la période du 6 novembre 1974 au 31 décembre 1975. Déposé, 312. (*Document n° 126.*)
- Régie de la Place des Arts*:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 263. (*Document n° 106.*)
- Régie de l'assurance-dépôts du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 111. (*Document n° 29.*)
- Régie de l'assurance-maladie du Québec*:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 336. (*Document n° 138.*)
- Régie de l'électricité et du gaz*:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 111. (*Document n° 27.*)
- Régie des loteries et courses du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1975/76. Déposé, 249. (*Document n° 98.*)
- Régie des rentes du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 168. (*Document n° 57.*)
- Régie des services publics*:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 117. (*Document n° 33.*)

Documents de la session:—Suite

- Régie du Grand Théâtre de Québec:—Rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mars 1975. Déposé, 181. (Document n° 65.)*
- Régie interne de l'Assemblée nationale:—Copie de deux arrêtés en conseil concernant la nomination de trois commissaires et de trois commissaires suppléants. Déposé, 106. (Document n° 22.)*
- Régime des allocations familiales du Québec:—Rapport annuel pour l'année 1975/76. Déposé, 282. (Document n° 113.)*
- Remises de droits et peines:—État détaillé des—. Déposé, 106. (Document n° 24.)*
- REXFOR (Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec):—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 128. (Document n° 38.)*
- Richesses naturelles:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1973/74. Déposé, 88. (Document n° 14.)*
- Saint-Augustin et Neuville:—Tome 1 du rapport du Conseil consultatif de l'environnement au sujet d'un projet d'une deuxième zone industrielle à—. Déposé, 287. (Document n° 119.)*
- Samoco Inc.:—Arrêté en conseil concernant la réorganisation financière de—. Déposé, 264. (Document n° 107.)*
- Schéma d'aménagement de la Communauté régionale de l'Outaouais:—Textes préliminaires. Déposé, 242. (Document n° 97.)*
- Service de police scientifique et de toxicologie:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 168. (Document n° 58.)*
- Services de protection de l'environnement du Québec:—Rapport annuel pour l'année 1973/74. Déposé, 298. (Document n° 122.)*
- Société de développement de la Baie James:—Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1975. Déposé, 111. (Document n° 26.)*
- Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec:—Copie des arrêtés en conseil et règlements adoptés en vertu des articles 9 et 18 de la Loi de la—. Déposé, 128. (Document n° 37.)*
- Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR):—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 128. (Document n° 38.)*
- Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:—Copie du mandat de la commission d'étude formée pour examiner le rôle et les structures de la—. Déposé, 298. (Document n° 123.)*

Documents de la session:—Suite

- Société d'exploitation des loteries et courses du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1975/76. Déposé, 321. (*Document n° 132.*)
- Société des alcools du Québec*:—Rapport annuel pour 1975/76. Déposé, 336. (*Document n° 137.*)
- Société d'habitation du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1974. Déposé, 124. (*Document n° 34.*)
- Société générale de financement du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1975. Déposé, 178. (*Document n° 63.*)
- Société québécoise d'exploitation minière (SOQUEM)*:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 88. (*Document n° 13.*)
- Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)*:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 145. (*Document n° 49.*)
- Solliciteur général du Québec*:—Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues par le procureur général du Québec en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée. Déposé, 111. (*Document n° 28.*)
- Techniciens dentaires du Québec*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année terminée le 31 mai 1975. Déposé, 129. (*Document n° 40.*)
- Technologistes médicaux du Québec*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1975/76. Déposé, 312. (*Document n° 129.*)
- Terrasses Zarolega Inc.*:—Documents concernant le contrat intervenu entre le COJO et les—. Déposé, 146. (*Document n° 52.*)
- Terres et forêts*:—Copie des arrêtés en conseil adoptés en vertu des articles 4, 5, 6, 97, 98 et 108 de la Loi des—. Déposé, 128. (*Document n° 36.*)
- Tourisme, de la Chasse et de la Pêche*:—Rapport annuel du ministère du—, pour l'année 1974/75. Déposé, 210. (*Document n° 81.*)
- Transports*:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1975/76. Déposé, 184. (*Document n° 67.*)
- Travail et de la Main-d'oeuvre*:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 192. (*Document n° 69.*)
- Travaux publics et de l'Approvisionnement*:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1975/76. Déposé, 346. (*Document n° 147.*)
- Traverse Matane-Baie-Comeau-Godbout*:—Documents relatifs à une demande d'augmentation des tarifs à la—. Déposé, 228. (*Document n° 88.*)

Documents de la session:—Suite

Tricofil Inc.:—Documents relatifs au dossier de la Société Populaire—. Déposé, 144. (Document n° 48.)

Université Concordia:—Étude réalisée par l'—, sur les connaissances économiques des étudiants du Secondaire IV et V. Déposé, 139. (Document n° 44.)

Universités:—Rapport sur les subventions de fonctionnement aux—, pour 1975/76 et 1976/77. Déposé, 346. (Document n° 146.)

Urbanisation au Québec:—Rapport du groupe de travail sur l'—. Déposé, 64. (Document n° 3.)

Usine d'épuration des eaux:—Copie de l'entente intervenue entre la Commission de la Capitale nationale, le Québec et la C.R.O. concernant un projet d'—. Déposé, 83. (Document n° 11.)

Vérificateur général:—Copie d'une lettre en date du 16 mars 1976 concernant le dépôt du rapport du—, pour l'année financière terminée le 31 mars 1975. Déposé, 64. (Document n° 4.)

Vérificateur général:—Rapport annuel pour l'année financière terminée le 31 mars 1975. Déposé, 106. (Document n° 21.)

Vérification des comptes:—Rapport de M. Roger Morin sur la—, relatifs au Vérificateur général pour l'année financière terminée le 31 mars 1975. Déposé, 249. (Document n° 99.)

Village olympique:—Documents concernant le contrat intervenu entre le COJO et les Terrasses Zarolega Inc. Déposé, 146. (Document n° 52.)

Village olympique:—Correspondance échangée entre le ministre des Affaires municipales, M. Victor Goldbloom, et MM. Roger Rousseau et Claude Rouleau concernant le—. Déposé, 156. (Document n° 56.)

Voyage de M. Bourassa en France:—Détails concernant le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 199. (Document n° 79.)

DROITS SUR LES SUCCESSIONS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 43.

DROITS SUR LES TRANSFERTS DE TERRAINS:—Loi des—. Projet de loi n° 46.

E

ÉDUCATION:—Loi concernant le maintien des services dans le domaine de l'—, et abrogeant une disposition législative. Projet de loi n° 23.

F

FINANCEMENT DES PROGRAMMES DE SANTÉ:—Loi pourvoyant au—. Projet de loi n° 49.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE:—Loi constituant un—. Projet de loi n° 54.

FOUCREULT:—Loi concernant le testament de Pierre—. Projet de loi n° 212.

G

GATINEAU:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 217.

GEDNEY CORP.:—Loi concernant—. Projet de loi n° 214.

H

HULL:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 229.

I

ÎLE D'ANTICOSTE:—Loi concernant l'annexion du territoire de l'—, à la municipalité scolaire du Littoral. Projet de loi n° 48.

IMMIGRATION:—Loi sur l'—. Projet de loi n° 29.

IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 44.

IMPÔT SUR LE TABAC:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 45.

IMPÔTS:—Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les—. Projet de loi n° 6.

IMPÔTS:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi n° 14.

INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 21.

INSAISSABILITÉ DES BIENS CULTURELS ÉTRANGERS:—Loi modifiant le Code de procédure civile quant à l'—. Projet de loi n° 59.

INSTITUT ALBERT PRÉVOST:—Loi abrogeant la Loi concernant l'—. Projet de loi n° 208.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi concernant l'élection des commissaires d'écoles dans l'île de Montréal et modifiant la Loi de l'—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 42.

J

JEUX DE LA XXIE OLYMPIADE:—Loi concernant l'exercice de professions par certaines personnes sur les sites des—. Projet de loi n° 27.

JEUX DE LA XXIE OLYMPIADE:—Loi concernant l'exemption de l'application de certaines dispositions législatives à l'égard des—. Projet de loi n° 51.

JURÉS:—Loi sur les—. Projet de loi n° 33.

L

LA BAIE:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 36.

LAMBERT DE LOULAY:—Loi concernant la succession—. Projet de loi n° 203.

L'AVENIR DU QUÉBEC:—Loi concernant—. Projet de loi n° 201.

LOISIRS ET LE SPORT:—Loi sur les—. Projet de loi n° 2.

M

MESSAGE INAUGURAL:—

Prise en considération; débat; 1ère motion de censure proposée (M. Morin); débat ajourné, 65-66. Reprise du débat; 2e et 3e motions de censure proposées (MM. Samson et Bellemare (Johnson)); débat ajourné, 71-72. Reprise du débat; 4e motion de censure proposée (M. Léger); débat ajourné, 74. Reprise du débat; 5e motion de censure proposée (M. Roy); débat ajourné. 78.

Reprise du débat; débat ajourné, 84; 98; 102; 108; 114.

Débat terminé, 118.

Les cinq motions de censure sont mises aux voix et rejetées après div. (vote), 118.

MINISTÈRE DE LA POPULATION ET DE L'IMMIGRATION:—Loi du—. Projet de loi n° 28.

MONTREAL:—Loi concernant la Ville de—. Projet de loi n° 26.

MONTREAL:—Loi concernant l'élection des commissaires d'écoles dans l'île de—, et modifiant la Loi de l'instruction publique et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 42.

MONTREAL:—Loi concernant le rattachement d'un territoire à la Ville de—. Projet de loi n° 50.

MONTREAL PROTESTANT HOSPITAL:—Loi modifiant la Loi constituant en corporation—
Projet de loi n° 220.

Motions de fond:

- M. Lalonde*:—Motion concernant l'Association des Gens de l'Air du Québec et l'usage du français dans les communications aériennes au Québec. Débat; débat terminé, 349. Enregistrement des voix; motion adoptée, 357.
- M. Léger*:—Motion concernant le déficit encouru pour l'organisation des Jeux olympiques de Montréal. Débat; amdt proposé; amdt adopté après div. (vote); 2e amdt proposé; débat ajourné, 160-161. Reprise du débat; amdt rejeté après div. (vote); motion princ. adoptée après div. (vote), 171-172.
- M. Lessard*:—Motion concernant les modifications à apporter à la politique laitière du gouvernement du Canada. Débat; amdt proposé; amdt adopté; débat ajourné, 184-185. Reprise du débat; motion adoptée (vote), 201.
- M. Roy*:—Motion concernant la convocation de la Commission permanente de l'agriculture afin d'étudier la situation des petits abattoirs. Débat; amdt proposé; débat ajourné, 215. Reprise du débat; amdt adopté après div. (vote); motion principale adoptée (vote), 234-235.
- M. Samson*:—Motion concernant le contrôle que devrait avoir le Québec sur son crédit, son commerce, son immigration et ses sources de fiscalité. Débat; débat ajourné, 269.

Motions privilégiées:

Motions de censure:

Motions privilégiées (en vertu de l'article 24 du règlement):—

- M. Léger*:—Motion concernant la signature du deuxième contrat entre le COJO et les Terrasses Zarolega. Débat; motion rejetée après div. (vote), 176.

Motions privilégiées (autres que motions de censure):

Motions privilégiées (en vertu de l'article 68 du règlement):—

- M. Burns*:—Motion concernant la façon dont le député de Saint-Louis a présidé la commission plénière lors de l'étude du projet de loi n° 23. Débat; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 150. Enregistrement des noms; motion rejetée après div. (vote), 151.

Motions proposant un débat d'urgence:

Motions proposant un débat d'urgence (en vertu de l'article 78 du règlement):—

Motions privilégiées:—Suite

- M. Choquette*:—Motion concernant la situation qui prévaut dans le secteur hospitalier actuellement. Débat, 296.
- M. Léger*:—Motion concernant l'utilisation du français dans les communications aériennes. Motion déclarée irrecevable (décision de M. le Président); consentement unanime accordé pour la tenue du débat, 347. Débat, 349.
- M. Lessard*:—Motion concernant la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les producteurs de lait du Québec. Motion prise en délibéré, 347. Débat tenu du consentement unanime, 356.

N

NOTRE-DAME-DE-MONTAUBAN:—Loi concernant les municipalités de—, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban. Projet de loi n° 215.

P

PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC:—Loi pour remédier aux pertes occasionnées par un incendie au—. Projet de loi n° 52.

PARCS:—Loi sur les—. Projet de loi n° 4.

PATENAUDE, ME LUCE:—Nommée Protecteur du citoyen, 337.

POINTE-AUX-TREMBLES:—Loi concernant la cité de la—. Projet de loi n° 218.

POLICE:—Loi modifiant la Loi de—, la Loi des commissions d'enquêtes et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 41.

POPULATION ET DE L'IMMIGRATION:—Loi du ministère de la—. Projet de loi n° 28.

PRÊTS ET BOURSES AUX ÉTUDIANTS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 31.

Projets de loi:

Projet de loi 1.—Loi du ministère du tourisme, des loisirs et des parcs.—*M. Bourassa*.—1ère lect., 63.

Projet de loi 2.—Loi sur les loisirs et le sport.—*M. Phaneuf*.—1ère lect. (vote), 70. Ordre de 2e lect. révoqué; déferé à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 114.

Projet de loi 3.—Loi de la Commission des loisirs et du sport.—*M. Phaneuf*.—1ère lect., 70. Ordre de 2e lect. révoqué; déferé à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 114.

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 4.—Loi sur les parcs.—M. Simard.—1ère lect., 73.

Projet de loi 5.—Loi modifiant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec.—M. Saint-Pierre.—1ère lect. (vote), 73. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 308. Rapp. (*Document n° 131*), 319. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 331. 3e lect., 339. Sanction, 358. (1976, c. 34.)

Projet de loi 6.—Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts.—M. Saint-Pierre.—1ère lect. (vote), 87. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 310. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 316. Rapp.; rapport retiré; retourné pour étude à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 335. Ordre d'envoi à cette commission révoqué; envoyé en commission pl., 349. En commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 352. Sanction, 358. (1976, c. 33.)

Projet de loi 7.—Loi sur la protection du consommateur.—Mme Bacon.—1ère lect. (vote); déferé à la Commission permanente des consommateurs, des coopératives et institutions financières, 105-106. Délai de dépôt des mémoires prolongé, 191.

Projet de loi 8.—Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels.—Mme Bacon.—1ère lect., 63. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 130. 3e lect., 145. Sanction, 147. (1976, c. 26.)

Projet de loi 9.—Loi modifiant la Loi concernant les caisses d'établissement.—Mme Bacon.—1ère lect., 63. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 130. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée; 3e lect., 145. Sanction, 147. (1976, c. 42.)

Projet de loi 10.—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations.—Mme Bacon.—1ère lect. (vote), 63. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 131. 3e lect., 45. Sanction, 147. (1976, c. 41.)

Projet de loi 11.—Loi constituant la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.—M. Saint-Pierre.—1ère lect., 306. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; amdt rejeté après div.; débat ajourné, 323. Reprise du débat; motion adoptée après div.; 2e lect.; en commission pl.; progrès, 332. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 353. Sanction, 358. (1976, c. 32.)

Projet de loi 12.—Loi sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire municipal.—M. Goldbloom.—1ère lect., 70. Ordre de 2e lect. révoqué; déferé à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement, 329.

Projet de loi 13.—Loi modifiant le Code de la route.—M. Mailloux.—1ère lect., 163. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 188. Reprise du débat; débat ajourné, 190; 259. Reprise du débat; motion adoptée après div. (dissidence de M. Roy); 2e lect.;

Projets de loi:—Suite

déferé à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 307. Rapp. (*Document n° 139*); rapport adopté, 341. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée; 3e lect., 350. Sanction, 358. (1976, c. 35.)

Projet de loi 14.—Loi modifiant la Loi sur les impôts.—M. Quenneville.—1ère lect., 63. 2e lect. (lt-g.) (vote); déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 101. Rapp. (*Document n° 25*); rapport adopté (cons. unan.); 3e lect., 109-110. Sanction, 116. (1976, c. 17.)

Projet de loi 16.—Loi modifiant la Loi de la division territoriale.—M. Levesque.—1ère lect., 127.

Projet de loi 17.—Loi sur la refonte des lois.—M. Levesque.—1ère lect., 306. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 324. Rapp., 326. 3e lect., 331. Sanction, 358. (1976, c. 11.)

Projet de loi 19.—Loi modifiant la Loi des travaux publics.—M. Tetley.—1ère lect. (vote), 167.

Projet de loi 20.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 108. Sanction, 116. (1976, c. 1.)

Projet de loi 21.—Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.—M. Levesque.—1ère lect., 168. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 355-356. Sanction, 358. (1976, c. 10.)

Projet de loi 22.—Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré.—M. Saint-Pierre.—1ère lect., 123. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 129-130. Rapp. (*Document n° 53*), 149. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 154. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée après div.; 3e lect., 161. Sanction, 162. (1976, c. 31.)

Projet de loi 23.—Loi concernant le maintien des services dans le domaine de l'éducation et abrogeant une disposition législative.—M. Bienvenue.—Certains articles du règlement suspendus; 1ère lect. après div. (vote); motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; amdt rejeté après div. (vote); motion principale adoptée après div. (vote); 2e lect.; motion que le projet de loi soit envoyé en commission pl. adoptée après div. (vote), 134 à 137. En commission pl.; progrès, 139. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; le projet de loi amendé est lu; motion que le rapport soit adopté; motion adoptée après div. (vote); rapport adopté, 140. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3e lect., 140. Sanction, 147. (1976, c. 38.)

Projet de loi 24.—Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.—M. Drummond.—1ère lect., 168. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée;

Projets de loi:—Suite

2e lect.; en commission pl.; rapp., 322-323. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée; 3e lect., 339. Sanction, 358. (1976, c. 25.)

Projet de loi 25.—Loi concernant le Village olympique.—M. Garneau.—1ère lect., 127. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; document sessionnel n° 52 déposé; amdt proposé; débat ajourné, 146. Reprise du débat; amdt rejeté après div. (vote); débat sur motion principale retardé, 151. Reprise du débat; débat ajourné, 152. Reprise du débat; débat ajourné, 155. Reprise du débat; document sessionnel n° 56 déposé; motion adoptée après div. (vote); 2e lect., 156. Motion que le projet de loi soit envoyé en commission pl. adoptée après div. (vote); en commission pl.; progrès, 163-164. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect. après div. (dissidence), 178-179. Sanction, 179. (1976, c. 43.)

Projet de loi 26.—Loi concernant la Ville de Montréal.—M. Goldbloom.— 1ère lect. après div. (vote), 153.

Projet de loi 27.—Loi concernant l'exercice de professions par certaines personnes sur les sites des Jeux de la XXIe olympiade.—M. Lachapelle.—1ère lect., 263. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 300. 3e lect., 302. Sanction, 304. (1976, c. 44.)

Projet de loi 28.—Loi du ministère de la population et de l'immigration.—Mme Bacon.—1ère lect.; déferé à la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration; règles de pratique suspendues, 320-321.

Projet de loi 29.—Loi sur l'immigration.—Mme Bacon.—1ère lect.; déferé à la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration; règles de pratique suspendues, 320-321.

Projet de loi 30.—Loi constituant le Conseil de la population et de l'immigration.—Mme Bacon.—1ère lect.; déferé à la Commission permanente du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration; règles de pratique suspendues, 320-321.

Projet de loi 31.—Loi modifiant la Loi des prêts et bourses aux étudiants.—M. Lachapelle.—1ère lect., 328. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 340. 3e lect., 350. Sanction, 359. (1976, c. 37.)

Projet de loi 32.—Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois.—M. Cournoyer.—1ère lect., 279. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 303. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 306. Ordre de 3e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; motion de 3e lect.; débat; motion adoptée; 3e lect., 322. Sanction, 359. (1976, c. 46.)

Projet de loi 33.—Loi sur les jurés.—M. Levesque.—1ère lect., 279. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 324. Rapp., 326. 3e lect., 331. Sanction, 359. (1976, c. 9.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 34.—Loi modifiant la Loi sur le commerce des produits pétroliers.—M. Cournoyer.—1ère lect., 267. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 303. 3e lect., 306. Sanction, 359. (1976, c. 22.)

Projet de loi 35.—Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec.—M. Saint-Pierre.—1ère lect. (vote), 213. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 222. Reprise du débat; motion adoptée (vote); déferé à la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 228. Rapp. (*Document n° 92*), 237. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 242. Ordre de 3e lect. révoqué; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; motion de 3e lect.; débat; motion adoptée; 3e lect., 258. Sanction, 304. (1976, c. 12.)

Projet de loi 36.—Loi concernant la ville de La Baie.—M. Goldbloom.—1ère lect., 268. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 307. 3e lect., 315. Sanction, 359. (1976, c. 59.)

Projet de loi 37.—Loi concernant la corporation du canton de Brompton.—M. Goldbloom.—1ère lect., 268. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 300. 3e lect., 303. Sanction, 304. (1976, c. 65.)

Projet de loi 38.—Loi concernant la Communauté régionale de l'Outaouais.—M. Goldbloom.—1ère lect., 286. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 308. 3e lect., 315. Sanction, 359. (1976, c. 47.)

Projet de loi 39.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 299. Sanction, 304. (1976, c. 2.)

Projet de loi 40.—Loi modifiant la Loi de l'aide sociale.—M. Forget.—1ère lect., 280. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 316. 3e lect., 321. Sanction, 359. (1976, c. 28.)

Projet de loi 41.—Loi modifiant la Loi de police, la Loi des commissions d'enquête et d'autres dispositions législatives.—M. Lalonde.—1ère lect. (vote), 280. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 325-326. Reprise du débat; motion adoptée après div. (dissidence de MM. Burns et Lessard); 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 340.

Projet de loi 42.—Loi concernant l'élection des commissaires d'écoles dans l'île de Montréal et modifiant la Loi de l'instruction publique et d'autres dispositions législatives.—M. Bienvenue.—1ère lect., 275. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; progrès, 283. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 283. 3e lect., 295. Sanction, 304. (1976, c. 39.)

Projet de loi 43.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.—M. Quenneville.—1ère lect., 301. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 308.

Projets de loi:—Suite

Rapp. (*Document n° 149*); rapport adopté; 3e lect. après div. (dissidence de M. Roy), 353-354. Sanction, 359. (1976, c. 19.)

Projet de loi 44.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail.—M. Quenneville.—1ère lect., 301. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée après div. (abstention de M. Morin); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 309. Rapp. (*Document n° 149*); rapport adopté; 3e lect., 353-354. Sanction, 359. (1976, c. 20.)

Projet de loi 45.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac.—M. Quenneville.—1ère lect., 311. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 322. Rapp. (*Document n° 149*); rapport adopté; 3e lect., 353-354. Sanction, 359. (1976, c. 21.)

Projet de loi 46.—Loi des droits sur les transferts de terrains.—M. Quenneville.—1ère lect., 328. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; amdt rejeté; motion princ. adoptée après div. (vote); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 338-339. Rapp. (*Document n° 149*); rapport adopté; 3e lect., 353-354. Sanction, 359. (1976, c. 23.)

Projet de loi 48.—Loi concernant l'annexion du territoire de l'île d'Anticosti à la municipalité scolaire du Littoral.—M. Bienvenue.—1ère lect., 275. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl., 283. De nouveau en commission pl.; rapp., 283-284. 3e lect., 295. Sanction, 304. (1976, c. 40.)

Projet de loi 49.—Loi pourvoyant au financement des programmes de santé.—M. Quenneville.—1ère lect., 306. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée après div. (dissidence de MM. Charron, Morin et Roy); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 325. Rapp. (*Document n° 149*); rapport adopté; 3e lect. après div. (dissidence de MM. Burns, Charron, Lessard, Morin et Roy), 353-354. Sanction, 359. (1976, c. 27.)

Projet de loi 50.—Loi concernant le rattachement d'un territoire à la Ville de Montréal.—M. Goldbloom.—1ère lect., 328. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 340. 3e lect., 350. Sanction, 359. (1976, c. 53.)

Projet de loi 51.—Loi concernant l'exemption de l'application de certaines dispositions législatives à l'égard des Jeux de la XXIe Olympiade.—M. Goldbloom.—1ère lect., 305. 2e lect.; envoyé en commission pl., 321. En commission pl.; rapp., 329. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée; 3e lect., 337. Sanction, 359. (1976, c. 45.)

Projet de loi 52.—Loi pour remédier aux pertes occasionnées par un incendie au palais de justice de Québec.—M. Levesque.—1ère lect., 306. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 324. Rapp., 326. 3e lect., 331. Sanction, 359. (1976, c. 49.)

Projet de loi 53.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.—M. Levesque.—1ère lect. (vote), 328. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée après div. (dissidence

Projets de loi:—Suite

de MM. Burns et Morin); 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 342. Motion de 3e lect., mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 351. Enregistrement des noms; motion adoptée; 3e lect., 357. Sanction, 359. (1976, c. 8.)

Projet de loi 54.—Loi constituant un fonds spécial olympique.—M. Garneau.—1ère lect., 312. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée (dissidence de MM. Burns, Charron et Léger); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 330-331. Ordre d'envoi à la Commission révoqué; envoyé en commission pl., 349. En commission pl.; rapp.; 3e lect., 352. Sanction, 359. (1976, c. 14.)

Projet de loi 55.—Loi sur la protection des personnes handicapées.—M. Forget.—1ère lect. (cons. unan.); déferé à la Commission permanente des affaires sociales, 329.

Projet de loi 56.—Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne.—M. Levesque.—1ère lect., 328. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 343. 3e lect., 350. Sanction, 359. (1976, c. 5.)

Projet de loi 58.—Loi validant certains actes enregistrés dans les divisions d'enregistrement de Terrebonne, de Trois-Rivières et de Champlain.—M. Levesque.—1ère lect., 329. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 355. Sanction, 359. (1976, c. 50.)

Projet de loi 59.—Loi modifiant le Code de procédure civile quant à l'insaisissabilité des biens culturels étrangers.—M. L'Allier.—1ère lect. (cons. unan.), 352. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; titre amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 355. Sanction, 359. (1976, c. 48.)

Projet de loi 60.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 350. Sanction, 359. (1976, c. 3)

Projet de loi 61.—Loi concernant les services de santé dans certains établissements.—M. Forget.—Règles de pratique suspendues, 361. Document n° 151 déposé, 362. 1ère lect.; motion de 2e lect.; débat; amdt. proposé; amdt. rejeté après div. (vote); motion princ. adoptée (vote); 2e lect.; envoyé en commission pl., 363-364. En commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; motion de 3e lect. (lt-g.); débat; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; motion adoptée après div. (vote); 3e lect., 365-366. Sanction, 366. (1976, c. 29.)

Projet de loi 192.—Loi incorporant l'Association des entrepreneurs en construction du Québec.—M. Pagé.—1ère lect., 141. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 152. Reprise du débat; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé; enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 2e lect.; en commission pl.; progrès, 155. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé après div. des voix; motion de 3e lect.; débat; motion adoptée après div. des voix; 3e lect., 161. Sanction, 162. (1976, c. 72.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 193.—Loi modifiant le Code du travail.—M. Burns.—1ère lect. (vote), 226.

Projet de loi 194.—Loi modifiant la Loi des agents de voyage.—M. Charron.—1ère lect., 231. Motion de 2e lect.; débat; amdt proposé; amdt adopté; 2e lect. dans un mois, 253.

Projet de loi 201.—Loi concernant L'Avenir du Québec.—M. Bonnier.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 104*); 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières, 262-263. Rapp. (*Document n° 116*); rapport adopté, 285-286. 2e et 3e lect., 315. Sanction, 360. (1976, c. 73.)

Projet de loi 203.—Loi concernant la succession Lambert de Loulay.—M. Saindon.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 87*); 226. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 227. Rapp. (*Document n° 103*); rapport adopté, 261. 2e et 3e lect., 315. Sanction, 360. (1976, c. 66.)

Projet de loi 204.—Loi concernant la succession de Joseph Octave Saint-Pierre.—M. Caron.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 87*); règles de pratique suspendues, 226. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 227. Étude du projet de loi ajournée *sine die*, 261.

Projet de loi 205.—Loi modifiant la Loi relative à la Société d'assurance des Caisses Populaires.—M. Chagnon.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 104*); 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières, 262-263. Rapp. (*Document n° 116*); rapport adopté, 285-286. 2e et 3e lect., 315. Sanction, 360. (1976, c. 67.)

Projet de loi 207.—Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste Beaudry Leman.—M. Beauregard.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 87*); règles de pratique suspendues, 226. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 227. Rapp. (*Document n° 103*); rapport adopté, 261. 2e et 3e lect., 315. Sanction, 360. (1976, c. 68.)

Projet de loi 208.—Loi abrogeant la Loi concernant L'Institut Albert Prévost.—M. Tardif.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 104*); 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières, 262-263. Rapp. (*Document n° 116*); rapport adopté, 285-286. 2e et 3e lect., 315. Sanction, 360. (1976, c. 74.)

Projet de loi 212.—Loi concernant le testament de Pierre Foucreault.—M. Ostiguy.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 85*); 1ère lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 217-218. Rapp. (*Document n° 103*); rapport adopté, 261. 2e et 3e lect., 315. 3e lect. révoquée; envoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 356. Sanction, 360. (1976, c. 69.)

Projet de loi 214.—Loi concernant Gedney Corp.—M. Tardif.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 104*); 1ère lect.; déferé à la Commission permanente

Projets de loi:—Suite

des consommateurs, coopératives et institutions financières, 262-263. Rapp. (*Document n° 116*); rapport adopté, 285-286. 2^e et 3^e lect., 315. Sanction, 360. (1976, c. 76.)

Projet de loi 215.—Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de Saint-Alban.—M. Pagé.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 109*), 271. 1^{ère} lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement, 272. Rapp. (*Document n° 140*); rapport adopté, 341. 2^e et 3^e lect., 351. Sanction, 360. (1976, c. 64.)

Projet de loi 217.—Loi concernant la ville de Gatineau.—M. Assad.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 85*); 1^{ère} lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 217-218. Rapp. (*Document n° 103*); rapport adopté, 261. 2^e et 3^e lect., 315. Sanction, 360. (1976, c. 60.)

Projet de loi 218.—Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles.—M. Perreault.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 109*), 271. 1^{ère} lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement, 272. Rapp. (*Document n° 140*); rapport adopté, 341. 2^e et 3^e lect., 351. Sanction, 360. (1976, c. 61.)

Projet de loi 219.—Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec.—M. Harvey (Charlesbourg).—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 109*), 271. 1^{ère} lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement, 272. Rapp. (*Document n° 140*); rapport adopté, 341. 2^e et 3^e lect., 351. Sanction, 360. (1976, c. 70.)

Projet de loi 220.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation Montreal Protestant Hospital.—M. Kennedy.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 104*); 1^{ère} lect.; déferé à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières, 262-263. Rapp. (*Document n° 116*); rapport adopté, 285-286. 2^e et 3^e lect., 316. Sanction, 360. (1976, c. 71.)

Projet de loi 221.—Loi concernant un immeuble de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence.—M. Boudreault.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 117*), 286. 1^{ère} lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement, 287. Rapp. (*Document n° 140*); rapport adopté, 341. 2^e et 3^e lect., 351. 3^e lect. révoquée; envoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3^e lect., 356. Sanction, 360. (1976, c. 75.)

Projet de loi 223.—Loi concernant la cité de Rimouski.—M. Déom.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 109*), 271. 1^{ère} lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement, 272. Rapp. (*Document n° 140*); rapport adopté, 341. 2^e et 3^e lect., 352. 3^e lect. révoquée; envoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3^e lect., 356. Sanction, 360. (1976, c. 62.)

Projet de loi 224.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec.—M. Bonnier.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 111*), 279. 1^{ère} lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement,

Projets de loi:—Suite

280-281. Rapp. (*Document n° 140*); rapport adopté, 341. 2e et 3e lect., 351. Sanction, 360. (1976, c. 55.)

Projet de loi 225.—Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake.—M. Lecours.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 109*), 271. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement, 272. Rapp. (*Document n° 140*); rapport adopté, 341. 2e et 3e lect., 351. Sanction, 360. (1976, c. 63.)

Projet de loi 226.—Loi refondant la Charte de la ville de Sainte-Foy.—M. Desjardins.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 111*), 279. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement, 280-281. Rapp. (*Document n° 140*); rapport adopté, 341. 2e et 3e lect., 351. Sanction, 360. (1976, c. 56.)

Projet de loi 227.—Loi concernant l'Alliance Sécurité Blindé (Division Québec) Ltée.—M. Burns.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 121*); 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 297-298.

Projet de loi 229.—Loi concernant la ville de Hull.—M. Gratton.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 111*), 279. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement, 280-281. Rapp. (*Document n° 140*); rapport adopté, 341. 2e et 3e lect., 351. Sanction, 360. (1976, c. 57.)

Projet de loi 230.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.—M. Houde (Limoilou).—Rapport du greffier en loi déposé (*Document n° 111*), 279. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales et de l'environnement, 280-281. Rapp. (*Document n° 140*); rapport adopté, 341. 2e et 3e lect., 352. 3e lect. révoquée; envoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 356. Sanction, 360. (1976, c. 54.)

Projets de loi (procédures incidentes):

Délai pour le dépôt des projets de loi porté au 11 juin 1976, 262.

PROTECTEUR DU CITOYEN:—Lettre de démission de Me Louis Marceau, 65.

PROTECTEUR DU CITOYEN:—Me Luce Patenaude nommée—, 337.

PROTECTION DES PERSONNES HANDICAPÉES:—Loi sur la—. Projet de loi n° 55.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR:—Loi sur la—. Projet de loi n° 7.

Q

QUÉBEC:—Loi modifiant la Charte de la Ville de—. Projet de loi n° 230.

Questions et réponses:

- Affaires culturelles*:—Le nouveau titulaire du ministère des—, a-t-il fait exécuter des travaux de rénovation dans ses bureaux de Québec et de Montréal. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 294. (Voir aussi *Documents de la session*.)
- Céréales fourragères*:—Existe-t-il une correspondance avec le gouvernement fédéral au sujet de l'aide versée au transport des—, depuis 1971, 168.
- Code de la route*:—Le gouvernement a-t-il l'intention de rendre publiques les recommandations du Comité de révision du—, relativement à la question des phares sur les automobiles, 347.
- Comité de révision du Code de la route*:—Le gouvernement a-t-il l'intention de rendre publiques les recommandations du—, relativement à la question des phares sur les automobiles, 347.
- Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal (C.T.C.U.M.)*:—Quelles suites ont été données aux plaintes relatives à des déversements d'acide sulfurique dans les égouts par la—, 294.
- Conseil consultatif de l'environnement*:—Quand sera disponible le rapport du—, concernant l'aménagement des berges des lacs et des rivières, 290.
- Dragage*:—Des crédits sont-ils prévus concernant le—, des chenaux entourant certaines îles près de Chambly, 292.
- École des routiers*:—Détails concernant l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 214. (Voir aussi *Documents de la session*.)
- Environnement*:—Détails concernant la pollution par l'anhydride sulfureux, etc., dans la région de Montréal. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents), 197-198-199. (Voir aussi *Documents de la session*.)
- Épuration des eaux usées de l'île de Montréal*:—Quel est l'échéancier exact des dépenses prévues jusqu'à l'achèvement du complexe d'—, 291.
- Flottage du bois*:—Un comité interministériel a-t-il été formé pour étudier l'étendue de la pollution causée par le—, 293.
- Fonderie Sainte-Croix Limitée*:—Y a-t-il eu des subventions consenties par le gouvernement à la—, depuis le 12 mai 1970. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 348. (Voir aussi *Documents de la session*.)
- Garage sur la rue Saint-Jean-Baptiste, à Montréal*:—Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a-t-il acheté un—, 232.
- Grande Île, au boulevard du Bord de l'Eau*:—Quelles subventions sont prévues pour l'année fiscale en cours concernant la mise en place d'un système d'égout à—, 291.

Questions et réponses:—Suite

Industries:—Depuis 1970, quelles sont les nouvelles—, qui se sont installées dans la région de Québec et qui emploient au moins 100 personnes. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 233. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Lac Brown:—L'actuel surintendant de la réserve et du parc Saint-Maurice a-t-il obtenu l'autorisation d'occuper un chalet au—, à l'année longue, 113.

Marne:—Détails concernant l'extraction et le transport de la—, dans le Bas Saint-Laurent. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 170. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Montval:—Quels sont les noms des administrateurs de l'édifice—, à Longueuil, où loge une annexe du Palais de Justice de Montréal, 113.

Notre-Dame-des-Laurentides:—Quels sont les contrats déjà accordés relativement au détournement de l'autoroute 73 dans la paroisse de—, 196.

Oiseaux migrateurs:—Détails concernant les refuges d'—, présentement administrés par Environnement Canada. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 112. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Place Royale:—Quel est le coût total des travaux exécutés jusqu'au 1er septembre 1975 à la—, 83.

Porcheries à Saint-Isidore de Dorchester:—Combien d'inspections des S.P.E. ont été faites aux trois—, propriété de M. M. Bourget, 287.

Rivières:—Les rapports concernant l'état des eaux des rivières de l'Assomption, Chaudière, Etchemin, Gatineau, Montmorency, Richelieu, Châteauguay et Saint-Maurice sont-ils terminés, 289.

Rivières:—Où en sont les études des S.P.E. sur les rivières Nicolet, Bécancour, Cap-Rouge, Beauport, Rivière-du-Nord et Saint-François, 288.

Schulman, Mme:—Où peut-on se procurer le rapport de—, ex-membre du Conseil consultatif de l'environnement, 290.

Services de protection de l'environnement:—Les S.P.E. ont-ils l'intention de publier un rapport annuel à la suite de certaines critiques du Conseil de presse, 290.

Sirap d'érable:—Combien de livres de—, ont été achetées par la Raffinerie de Sucre du Québec en vertu d'une entente intervenue entre Ottawa et Québec, 82.

Société Coopérative Agricole du Bas Saint-Laurent:—Détails concernant l'implantation d'un système de séchage et d'entreposage des grains produits dans les comtés de Rimouski, Matane, Gaspé-Ouest et Témiscouata, 249.

Questions et réponses:—Suite

Utilisation du territoire agricole:—À quelles firmes le gouvernement a-t-il confié des travaux de recherche en vue d'une loi éventuelle de l'—, 251.

Val-Jalbert:—Détails concernant la restauration du village de—, 169.

Voyage de M. Bourassa en France:—Détails concernant le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 199. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Yamaska:—Quelles sommes seront dépensées dans le cadre des interventions d'épuration des eaux du bassin de la—, 292.

R

REFONTE DES LOIS:—Loi sur la—. Projet de loi n° 17.

RIMOUSKI:—Loi concernant la cité de—. Projet de loi n° 223.

S

SAINT-ALBAN:—Loi concernant les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban, de Saint-Ubalde et de la paroisse de—. Projet de loi n° 215.

SAINTE-FOY:—Loi refondant la Charte de la ville de—. Projet de loi n° 226.

SAINT-PIERRE:—Loi concernant la succession de Joseph Octave—. Projet de loi n° 204.

SERVICES DE SANTÉ DANS CERTAINS ÉTABLISSEMENTS:—Loi concernant les—. Projet de loi n° 61.

SIDBEC:—Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par—, d'un complexe sidérurgique intégré. Projet de loi n° 22.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DES CAISSES POPULAIRES:—Loi modifiant la Loi relative à la—. Projet de loi n° 205.

SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL AÉROPORTUAIRE DE MIRABEL:—Loi constituant la—. Projet de loi n° 11.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Charte de la—. Projet de loi n° 35.

SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE:—Loi concernant les—, et modifiant la Loi sur les impôts. Projet de loi n° 6.

SOEURS DE CHARITÉ DE LA PROVIDENCE:—Loi concernant un immeuble de La Communauté des—. Projet de loi n° 221.

SYNDICATS PROFESSIONNELS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 8.

T

TOURISME, DES LOISIRS ET DES PARCS:—Loi du ministère du—. Projet de loi n° 1.

TRAVAUX PUBLICS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 19.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 53.

U

URBANISME ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE MUNICIPAL:—Loi sur l'—. Projet de loi n° 12.

V

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL:—Traitement fixé, 352.

VILLAGE OLYMPIQUE:—Loi concernant le—. Projet de loi n° 25.

INDEX OF VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

25 ELIZABETH II, 1976

A

Accounts and Papers:

Advisory Council on the Environment:—Volume 1 of the report by the—, concerning the plan to establish a second industrial zone at Saint-Augustin and Neuville. Tabled, 287. (*Sessional Papers, No. 119.*)

Agreement concerning James Bay and Northern Québec:—The French and English versions of the—, signed at Québec on November 11th 1975. Tabled, 268. (*Sessional Papers, Nos. 101 and 102.*)

Architects of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 346. (*Sessional Papers, No. 145.*)

Asbestos industry:—Preliminary report by the Study Committee on health in the—, dated April 1976 (Beaudry Report). Tabled, 145. (*Sessional Papers, No. 50.*)

Attorney-General of Québec:—Annual report of the Solicitor-General of Québec respecting the authorizations obtained by the—, under the Protection of Privacy Act. Tabled, 111. (*Sessional Papers, No. 28.*)

Auditor-General:—Copy of a letter dated March 16th 1976 respecting the tabling of the report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1975. Tabled, 64. (*Sessional Papers, No. 4.*)

Auditor-General:—Annual report for the fiscal year ended March 31st 1975. Tabled, 106. (*Sessional Papers, No. 21.*)

For *Sessional Papers, Documents*:—See *Accounts and Papers*.
For *Interpellations*:—See *Questions and/or Accounts and Papers*.

Accounts and Papers:—Continued

- Auditor-General*:—Report by Mr Roger Morin on the audit of the accounts relating to the—, for the fiscal year ended March 31st 1975. Tabled, 249. (*Sessional Papers, No. 99.*)
- Brompton*:—Documents concerning a legal problem respecting the municipality of the township of—. Tabled, 302. (*Sessional Papers, No. 125.*)
- Budget*:—Estimates of the expenditures for the fiscal year ending March 31st 1977. Tabled, 81. (*Sessional Papers, No. 1.*)
- Budget, Supplementary (No. 1), 1976/77*:—Tabled, 257. (*Sessional Papers, No. 2.*)
- Chartered Accountants of Québec*:—Annual report of the Order of—, for the year ended March 31st 1976. Tabled, 346. (*Sessional Papers, No. 144.*)
- Commission of Internal Economy of the National Assembly*:—Copy of two Orders in Council concerning the appointment of three commissioners and three substitute commissioners. Tabled, 106. (*Sessional Papers, No. 22.*)
- Commission on the revision of the Municipal Laws*:—The second part of the report by the—. Tabled, 287. (*Sessional Papers, No. 118.*)
- Commissioners for Educational Disputes*:—A report dated June 13th 1976 submitted by the—. Tabled, 282. (*Sessional Papers, No. 114.*)
- Committee on the National Assembly*:—Report of the—, which sat to appoint the members of the Standing Committees and to adopt certain amendments to the Standing Orders. Tabled, 67. (*Sessional Papers, No. 6.*)
- Communications*:—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 281. (*Sessional Papers, No. 112.*)
- Constitutional matters*:—Correspondence between the Prime Minister of Canada and the Provincial Prime Ministers concerning—. Tabled, 144. (*Sessional Papers, No. 45.*)
- Construction of sewers and water-mains etc.*:—Copies of two agreements between the province of Québec, the National Capital Commission and the O.R.C. concerning the—, to serve the new federal government buildings. Tabled, 144. (*Sessional Papers, No. 46.*)
- Council on the Status of Women*:—Annual report for 1974/75. Tabled, 238. (*Sessional Papers, No. 95.*)
- Cultural Affairs*:—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 181. (*Sessional Papers, No. 64.*)
- Cultural Affairs*:—Did the new Head of the Department of—, have any renovation work carried out in his offices in Québec and Montreal. (Question converted

Accounts and Papers:—Continued

- into a motion for the tabling of a document). Tabled, 294. (*Sessional Papers, No. 120.*)
- Cultural Property Commission of Québec*:—Annual report for 1975. Tabled, 88. (*Sessional Papers, No. 16.*)
- Dental Technicians of Québec*:—Annual report of the Professional Corporation of—, for the year ended May 31st 1975. Tabled, 129. (*Sessional Papers, No. 40.*)
- École des routiers*:—Details re—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 214. (*Sessional Papers, No. 83.*)
- Economics*:—Survey carried out by Concordia University on the knowledge of—, of the students in Secondary IV and V. Tabled, 139. (*Sessional Papers, No. 44.*)
- Eggs*:—Report concerning the valuation of egg marketing operations in the province of Québec drawn up by Drouin, Paquin & Associés Ltée for the Department of Agriculture. Tabled, 144. (*Sessional Papers, No. 47.*)
- Electricity and Gas Board*:—Annual report for 1974/75. Tabled, 111. (*Sessional Papers, No. 27.*)
- Enrichment of uranium in Canada*:—Copy of a letter dated December 15th 1975 by Mr Guy Saint-Pierre forwarded to Mr Charles Boulva concerning the—. Tabled, 106. (*Sessional Papers, No. 20.*)
- Enterprises of the government of Québec*:—Financial statements for 1974/75. Tabled, 249. (*Sessional Papers, No. 100.*)
- Environment*:—Details concerning sulphur dioxide pollution, etc., in the Montreal region. (Questions converted into motions for the tabling of documents). Tabled, 197-198-199. (*Sessional Papers, Nos 74, 75, 76, 77 and 78.*)
- Environment Protection Services of Québec*:—Annual report for 1973/74. Tabled, 298. (*Sessional Papers, No. 122.*)
- Federal-Provincial Conference*:—The French and English versions of the speeches given at the—, held in Ottawa on June 14th and 15th 1976. Tabled, 302. (*Sessional Papers, No. 124.*)
- Ferry rates*:—Documents concerning a request for an increase in the Matane-Baie-Comeau-Godbout—. Tabled, 228. (*Sessional Papers, No. 88.*)
- Fonderie Sainte-Croix Limitée*:—Has any financial assistance been granted by the government to the—, since May 12th 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 348. (*Sessional Papers, No. 148.*)
- Forest Engineers of Québec*:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 128.*)

Accounts and Papers:—Continued

- France*:—Details re Mr Robert Bourassa's official visit to—. Tabled, 199. (*Sessional Papers, No. 79.*)
- General Investment Corporation of Québec*:—Annual report for 1975. Tabled, 178. (*Sessional Papers, No. 63.*)
- Greater Québec Water Purification Board*:—Annual report for 1975. Tabled, 154. (*Sessional Papers, No. 54.*)
- Green Paper*:—A—, entitled: *Pour l'évolution de la politique culturelle*. Tabled, 237. (*Sessional Papers, No. 93.*)
- Housing*:—See *Working Group on Housing*.
- Hydro-Québec*:—Annual report for 1975. Tabled, 195. (*Sessional Papers, No. 72.*)
- Industries*:—What new—, employing at least 100 persons have been established in the Québec City region since 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 233. (*Sessional Papers, No. 90.*)
- Industry and Commerce*:—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 195. (*Sessional Papers, No. 71.*)
- Intergovernmental Affairs*:—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 71. (*Sessional Papers, No. 9.*)
- James Bay Development Corporation*:—Annual report for the fiscal year ended December 31st 1975. Tabled, 111. (*Sessional Papers, No. 26.*)
- Joliette*:—A copy of the biological report entitled: *Évaluation du point de vue chasse et pêche de la partie retranchée du Parc*—. Tabled, 214. (*Sessional Papers, No. 84.*)
- Labour and Manpower*:—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 192. (*Sessional Papers, No. 69.*)
- Lands and Forests Act*:—Copy of Orders in Council and regulations adopted under sections 4, 5, 6, 97, 98 and 108 of the—. Tabled, 128. (*Sessional Papers, No. 36.*)
- Laurentides Provincial Park*:—A copy of the directives of the Department of Tourism, Fish and Game concerning the—. Tabled, 171. (*Sessional Papers, No. 60.*)
- Law Clerk of the National Assembly*:—Reports on private bills Nos. 212 and 217. Tabled, 217. (*Sessional Papers, No. 85.*)
- Law Clerk of the National Assembly*:—Reports of the—, on private bills Nos. 203, 204 and 207. Tabled, 226. (*Sessional Papers, No. 87.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Law Clerk of the National Assembly:—*Reports on private bills Nos. 201, 205, 208, 214 and 220. Tabled, 262. (*Sessional Papers, No. 104.*)
- Law Clerk of the National Assembly:—*Reports of the—, on private bills Nos. 215, 218, 219, 223 and 225. Tabled, 271. (*Sessional Papers, No. 109.*)
- Law Clerk of the National Assembly:—*Reports of the—, which examined private bills Nos. 224, 226, 229 and 230. Tabled, 279. (*Sessional Papers, No. 111.*)
- Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on bill No. 221. Tabled, 286. (*Sessional Papers, No. 117.*)
- Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on private bill No. 121. Tabled, 297. (*Sessional Papers, No. 121.*)
- Legislature Act:—*Copies of the sworn statements made by each of the Members of the National Assembly under Section 95 of the—. Tabled, 233. (*Sessional Papers, No. 91.*)
- Librarian of the Legislature:—*Report on the activities for the period from March 18th to December 19th 1975. Tabled, 192. (*Sessional Papers, No. 70.*)
- Licensed General Accountants of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 336. (*Sessional Papers, No. 135.*)
- Liquor Permit Control Commission of Québec:—*Annual report for 1974/75. Tabled, 129. (*Sessional Papers, No. 43.*)
- Marl:—*Details concerning the extracting and transporting of—, in the Lower St. Lawrence. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 170. (*Sessional Papers, No. 59.*)
- Medical Technologists of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 129.*)
- Members of the National Assembly:—*Two articles appearing in *Le Soleil* and *The Montreal Star* concerning the salary increase for the—. Tabled, 112. (*Sessional Papers, Nos 30 and 31.*)
- Migratory bird sanctuaries:—*Details respecting each of the—, administered at present by Environment Canada. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 112. (*Sessional Papers, No. 32.*)
- Montreal Museum of Fine Arts:—*Annual report of The—, for 1974/75. Tabled, 106. (*Sessional Papers, No. 23.*)
- National Capital Region:—*A copy of all the documents respecting the agreement between Québec and Ottawa concerning a transfer of territories in the—. Tabled, 200. (*Sessional Papers, No. 80.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Natural Resources*:—Annual report of the Department of—, for 1973/74. Tabled, 88. (*Sessional Papers, No. 14.*)
- Nurses of Québec*:—Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 129. (*Sessional Papers, No. 39.*)
- Occupational Therapists of Québec*:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1974/75. Tabled, 129. (*Sessional Papers, No. 41.*)
- Office franco-québécois pour la Jeunesse*:—Annual report for 1974. Tabled, 187. (*Sessional Papers, No. 68.*)
- Olympic Village*:—Documents concerning the contract made between the COJO and Terrasses Zarolega Inc. Tabled, 146. (*Sessional Papers, No. 52.*)
- Olympic Village*:—Correspondence exchanged between the Minister of Municipal Affairs, Mr Goldbloom, and Messrs Roger Rousseau and Claude Rouleau concerning the—. Tabled, 156. (*Sessional Papers, No. 56.*)
- Optometrists of Québec*:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 336. (*Sessional Papers, No. 134.*)
- Outaouais Regional Community*:—Preliminary texts of the plan for the development of the—. Tabled, 242. (*Sessional Papers, No. 97.*)
- Pharmacists of Québec*:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 346. (*Sessional Papers, No. 142.*)
- Physiotherapists of Québec*:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 346. (*Sessional Papers, No. 143.*)
- Psychologists of Québec*:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1975/76. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 127.*)
- Public Accounts of the province of Québec*:—Volumes 1 and 2 of the—, for the fiscal year ended March 31st 1975. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 19.*)
- Public Officers Act*:—List of commissions issued during 1975 under the—. Tabled, 71. (*Sessional Papers, No. 10.*)
- Public Protector*:—Annual report for 1975. Tabled, 268. (*Sessional Papers, No. 108.*)
- Public Service Board*:—Annual report for 1974/75. Tabled, 117. (*Sessional Papers, No. 33.*)
- Public Works and Supply*:—Annual report of the Department of—, for 1975/76. Tabled, 346. (*Sessional Papers, No. 147.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Québec Autoroutes Authority*:—Annual report for 1975. Tabled, 154. (*Sessional Papers, No. 55.*)
- Québec Broadcasting Bureau*:—Annual report for 1974/75. Tabled, 336. (*Sessional Papers, No. 136.*)
- Québec Deposit and Investment Fund*:—Annual report for 1975. Tabled, 128. (*Sessional Papers, No. 35.*)
- Québec Deposit Insurance Board*:—Annual report for 1975. Tabled, 111. (*Sessional Papers, No. 29.*)
- Québec Family Allowances Plan*:—Annual report for 1975/76. Tabled, 282. (*Sessional Papers, No. 113.*)
- Québec Health Insurance Board*:—Annual report for 1975/76. Tabled, 336. (*Sessional Papers, No. 138.*)
- Québec Housing Corporation*:—Annual report for 1974. Tabled, 124. (*Sessional Papers, No. 34.*)
- Québec Interprofessional Council*:—Annual report for 1975/76. Tabled, 276. (*Sessional Papers, No. 110.*)
- Québec Liquor Corporation*:—Annual report for 1975/76. Tabled, 336. (*Sessional Papers, No. 137.*)
- Québec Official Gazette*:—Copy of all the Orders in Council passed since the preceding session respecting printing work and the—, (R.S.Q. 1964, c. 54). Tabled, 129. (*Sessional Papers, No. 42.*)
- Québec Official Publisher*:—Annual report by the—, for 1974. Tabled, 145. (*Sessional Papers, No. 51.*)
- Québec Pension Board*:—Annual report for 1975. Tabled, 168. (*Sessional Papers, No. 57.*)
- Québec Planning and Development Bureau*:—Annual report for 1974/75. Tabled, 184. (*Sessional Papers, No. 66.*)
- Québec Police Commission*:—Annual report for 1975. Tabled, 175. (*Sessional Papers, No. 61.*)
- Québec Police Commission*:—Report concerning the complaint against certain police officers of Sainte-Foy. Tabled, 237. (*Sessional Papers, No. 94.*)
- Québec Professions Board*:—Annual report for 1975/76. Tabled, 238. (*Sessional Papers, No. 96.*)

accounts and Papers:—Continued

- Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act*:—Copy of Orders in Council and regulations adopted under sections 9 and 18 of the—. Tabled, 128. (*Sessional Papers, No. 37.*)
- Québec Workmen's Compensation Commission*:—Annual report for 1975. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 18.*)
- Reform of the Electoral Districts*:—A photocopied version of the fourth report of the Standing Committee on—, together with an atlas concerning the said electoral districts. Tabled, 64. (*Sessional Papers, No. 5.*)
- Reform of the Electoral Districts*:—The fourth report of the Standing Committee on—, together with an atlas concerning the said electoral districts. (Printed text). Tabled, 195. (*Sessional Papers, No. 73.*)
- Régie de la langue française*:—Report for the period from November 6th 1974 until December 31st 1975. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 126.*)
- Régie de la Place des Arts*:—Annual report for 1974/75. Tabled, 263. (*Sessional Papers, No. 106.*)
- Régie des loteries et courses du Québec*:—Annual report for 1975/76. Tabled, 249. (*Sessional Papers, No. 98.*)
- Régie du Grand Théâtre de Québec*:—Annual report for the fiscal year ended March 31st 1975. Tabled, 181. (*Sessional Papers, No. 65.*)
- Regional health and social service councils*:—Annual reports for 1975. Tabled, 263. (*Sessional Papers, No. 105.*)
- Remission of duties and penalties*:—A detailed statement of—. Tabled, 106. (*Sessional Papers, No. 24.*)
- REXFOR (Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company)*:—Annual report for 1974/75. Tabled, 128. (*Sessional Papers, No. 38.*)
- Samoco Inc.*:—Order in Council concerning the financial reorganization of—. Tabled, 264. (*Sessional Papers, No. 107.*)
- Scientific and Toxicological Police Service*:—Annual report for 1975. Tabled, 168. (*Sessional Papers, No. 58.*)
- Select Standing Committees*:—Report grouping the reports of the—, which examined the estimates of the main budget for the 1976/77 fiscal year. Tabled, 345. (*Sessional Papers, No. 141.*)
- Social Affairs*:—Regional statistics on—, for 1974/75. Tabled, 88. (*Sessional Papers, No. 15.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Société d'exploitation des loteries et courses du Québec*:—Copy of the terms of reference of the Study Committee appointed to inquire into the role and structures of the—. Tabled, 298. (*Sessional Papers, No. 123.*)
- Société d'exploitation des loteries et courses du Québec*:—Annual report for 1975/76. Tabled, 321. (*Sessional Papers, No. 132.*)
- SOQUEM (Québec Mining Exploration Company)*:—Annual report for 1974/75. Tabled, 88. (*Sessional Papers, No. 13.*)
- SOQUIP (Québec Petroleum Operations Company)*:—Annual report for 1974/75. Tabled, 145. (*Sessional Papers, No. 49.*)
- Special warrants*:—Statement of reports and expenditures incurred as at March 15th 1976 on the—, authorized since the prorogation of the National Assembly. Tabled, 71. (*Sessional Papers, No. 8.*)
- Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions*:—Report of the—, which sat to examine private bills Nos. 201, 205, 208, 214 and 220. Tabled, 285. (*Sessional Papers, No. 116.*)
- Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue*:—Report of the—, which sat to examine bill No. 14, An Act to amend the Taxation Act. Tabled, 109. (*Sessional Papers, No. 25.*)
- Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue*:—Report of the—, which examined bills Nos. 43, 44, 45, 46 and 49. Tabled, 353. (*Sessional Papers, No. 149.*)
- Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game*:—Report of the—, which sat to examine bill No. 22, An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec. Tabled, 149. (*Sessional Papers, No. 53.*)
- Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game*:—Report of the—, which examined bill No. 35, An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec. Tabled, 237. (*Sessional Papers, No. 92.*)
- Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game*:—Report of the—, which examined bill No. 5. Tabled, 319. (*Sessional Papers, No. 131.*)
- Standing Committee on Justice*:—Report of the—, which examined private bills Nos. 203, 207, 212 and 217. Tabled, 261. (*Sessional Papers, No. 103.*)
- Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration*:—Report of the—, which sat for the purpose of hearing the officers of the Québec Workmen's Compensation Commission. Tabled, 70. (*Sessional Papers, No. 7.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration:*—Report of the—, which sat for the purpose of hearing the spokesmen of the *Conseil provincial du Québec des métiers de la construction* and the Association of Building Contractors of Québec. Tabled, 177. (*Sessional Papers, No. 62.*)
- Standing Committee on Municipal Affairs:*—Report of the—, which sat respecting the administration of the Québec Urban Community (QUC). Tabled, 87. (*Sessional Papers, No. 12.*)
- Standing Committee on Municipal Affairs:*—Report of the—, which examined bills Nos. 215, 218, 219, 221, 223, 224, 225, 226, 229 and 230. Tabled, 341. (*Sessional Papers, No. 140.*)
- Standing Committee on the National Assembly:*—Report of the—, which met for the purpose of choosing the members of the three subcommittees which will examine matters related to the Legislature Act, the Standing Orders of the National Assembly and the delegated legislation. Tabled, 354. (*Sessional Papers, No. 150.*)
- Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests:*—Report of the—, which sat for the purpose of hearing the directors of SOQUIP. Tabled, 231. (*Sessional Papers, No. 89.*)
- Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests:*—Report of the—, which sat to hear the directors of SOQUEM and copy of the speech given by Mr Cournoyer at the meeting of the Québec Metal Mining Association. Tabled, 319. (*Sessional Papers, No. 130.*)
- Standing Committee on Reform of the Electoral Districts:*—A photocopied version of the fourth report of the—, together with an atlas concerning the said electoral districts. Tabled, 64. (*Sessional Papers, No. 5*) (See also *Sessional Papers, No. 73.*)
- Standing Committee on Social Affairs:*—Report of the—, which sat for the purpose of hearing the beneficiaries of social aid. Tabled, 285. (*Sessional Papers, No. 115.*)
- Standing Committee on Transport, Public Works and Supply:*—Report of the—, which examined bill No. 13, An Act to amend the Highway Code. Tabled, 341. (*Sessional Papers, No. 139.*)
- Textile and Clothing industries:*—Copy of a letter written to Mr Don Jamieson by Mr Guy Saint-Pierre concerning the—. Tabled, 218. (*Sessional Papers, No. 86.*)
- Tourism, Fish and Game:*—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 210. (*Sessional Papers, No. 81.*)

Accounts and Papers:—Continued

Transport:—Annual report of the Department of—, for 1975/76. Tabled, 184. (*Sessional Papers, No. 67.*)

Tricofil Inc.:—Documents concerning the file on the *Société Populaire*—. Tabled, 144. (*Sessional Papers, No. 48.*)

Universities:—Report on the operating grants given to the—, for 1975/76 and 1976/77. Tabled, 346. (*Sessional Papers, No. 146.*)

Urbanization in the province of Québec:—Report of the working group on—. Tabled, 65. (*Sessional Papers, No. 3.*)

Veterinary Surgeons of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1975/76. Tabled, 335. (*Sessional Papers, No. 133.*)

Water purification plant:—Copy of the agreement between the National Capital Commission, the government of the province of Québec and the O.R.C. concerning a—. Tabled, 83. (*Sessional Papers, No. 11.*)

Working Group on Housing:—Report by the members of the—, entitled *Living in the Province of Québec*. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 17.*)

Working group on Housing:—A minority report by Mrs Jeanne Leblanc, member of the—, entitled: *Towards a Habitable Québec*. Tabled, 214. (*Sessional Papers, No. 82.*)

AGREEMENT CONCERNING JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC:—An Act approving the—. Bill No. 32.

ALLIANCE SÉCURITÉ BLINDÉ (DIVISION QUÉBEC) LTÉE:—An Act respecting the—. Bill No. 227.

ANTICOSTI ISLAND:—An Act respecting the annexation of the territory of—, to the school municipality of Littoral. Bill No. 48.

ASSOCIATION OF BUILDING CONTRACTORS OF QUÉBEC:—An Act to incorporate the—. Bill No. 192.

AUDITOR-GENERAL:—Salary fixed, 352.

B

BEAUDRY LEMAN ESTATE:—An Act respecting the Polyxène Beaudry estate and the Jean-Baptiste—. Bill No. 207.

Bills:

Bill 1.—Tourism, Recreation and Parks Department Act.—Mr Bourassa.—1st R., 63.

Bill 2.—An Act respecting recreation and sport.—Mr Phaneuf.—1st R. (vote), 70. Order for 2nd R. rescinded; bill referred to Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 114.

Bill 3.—An Act respecting the Commission des loisirs et du sport.—Mr Phaneuf.—1st R., 70. Order for 2nd R. rescinded; bill referred to Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 114.

Bill 4.—Parks Act.—Mr Simard.—1st R., 73.

Bill 5.—An Act to amend the Charter of the Centre de recherche industrielle du Québec.—Mr Saint-Pierre.—1st R. (vote), 73. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game, 308. Reported (*Sessional Papers, No. 131*), 319. Consideration of report; report adopted, 331. 3rd R., 339. R.A., 358. (1976, c. 34.)

Bill 6.—An Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act.—Mr Saint-Pierre.—1st R. (vote), 87. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 310. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, 316. Reported; report withdrawn; bill referred back to Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, 335. Order of referral to said Committee rescinded; referred to Committee of the Whole, 349. In Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 352. R.A., 358. (1976, c. 33.)

Bill 7.—Consumer Protection Act.—Mrs Bacon.—1st R. (vote); referred to Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 105-106. Delay for the depositing of briefs extended, 191.

Bill 8.—An Act to amend the Professional Syndicates Act.—Mrs Bacon.—1st R., 63. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 130. 3rd R., 145. R.A., 147. (1976, c. 26.)

Bill 9.—An Act to amend the Act respecting *caisses d'établissement*.—Mrs Bacon.—1st R., 63. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 130. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 145. R.A., 147. (1976, c. 42.)

Bill 10.—An Act to amend the Special Corporate Powers Act.—Mrs Bacon.—1st R. (vote), 63. 2nd R.; in Committee; reported, 131. 3rd R., 145. R.A., 147. (1976, c. 41.)

Bill 11.—An Act to incorporate the Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.—Mr Saint-Pierre.—1st R., 306. Motion for 2nd R. (Lt-G.);

Bills:—Continued

debate; amdt proposed; amdt rejected on div.; debate adjourned, 323. Resuming the debate; motion adopted on div.; in Committee; progress, 332. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 353. R. A., 358. (1976, c. 32.)

Bill 12.—An Act respecting municipal land use planning and development.—Mr Goldbloom.—1st R., 70. Order for 2nd R. rescinded; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 329.

Bill 13.—An Act to amend the Highway Code.—Mr Mailloux.—1st R., 163. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 188. Resuming the debate; debate adjourned, 190; 259. Resuming the debate; motion adopted on div. (Mr Roy dissenting); 2nd R.; referred to Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, 307. Reported (*Sessional Papers, No. 139*); report adopted, 341. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 350. R. A., 358. (1976, c. 35.)

Bill 14.—An Act to amend the Taxation Act.—Mr Quenneville.—1st R., 63. 2nd R. (Lt-G.) (vote); referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 101. Reported (*Sessional Papers, No. 25*); report adopted (unan. consent), 109-110. R. A., 116. (1976, c. 17.)

Bill 16.—An Act to amend the Territorial Division Act.—Mr Levesque.—1st R., 127.

Bill 17.—An Act respecting the consolidation of the statutes.—Mr Levesque.—1st R., 306. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 324. Reported, 326. 3rd R., 331. R. A., 358. (1976, c. 11.)

Bill 19.—An Act to amend the Public Works Act.—Mr Tetley.—1st R. (vote), 167.

Bill 20.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1977, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 108. R. A., 116. (1976, c. 1.)

Bill 21.—An Act to amend the Crime Victims Compensation Act.—Mr Levesque.—1st R., 168. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 355-356. R. A., 358. (1976, c. 10.)

Bill 22.—An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec.—Mr Saint-Pierre.—1st R., 123. 2nd R. (Lt-G.); referred to Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, 129-130. Reported (*Sessional Papers, No. 53*), 149. Consideration of report; report adopted, 154. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 161. R. A., 162. (1976, c. 31.)

Bill 23.—An Act respecting the maintaining of services in the sector of education and repealing a certain legislative provision.—Mr Bienvenue.—Certain Standing

Bills:—Continued

Orders suspended; 1st R. on div. (vote); motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); main motion adopted on div. (vote); 2nd R.; motion that bill be referred to Committee of the Whole adopted on div. (vote), 134 to 137. In Committee; progress, 139. Again in Committee; amended; reported; bill as amended read; motion that report be adopted; motion adopted on div. (vote); report adopted, 140. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 140. R. A., 147. (1976, c. 38.)

Bill 24.—An Act to amend the Act respecting farm income stabilization insurance.—Mr Drummond.—1st R., 168. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 322-323. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 339. R. A., 358. (1976, c. 25.)

Bill 25.—An Act respecting the Olympic Village.—Mr Garneau.—1st R., 127. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; Sessional Papers, No. 52 tabled; amdt proposed; debate adjourned, 146. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); debate on main motion postponed, 151. Resuming the debate; debate adjourned, 152. Resuming the debate; debate adjourned, 155. Resuming the debate; Sessional Papers No. 56 tabled; motion adopted on div. (vote); 2nd R., 156. Motion that bill be referred to the Committee of the Whole adopted on div. (vote); in Committee; progress, 163-164. Again in Committee; amended, reported; amdts read and agreed to; 3rd R. on div. with Members dissenting, 178-179. R. A., 179. (1976, c. 43.)

Bill 26.—An Act respecting the City of Montreal.—Mr Goldbloom.—1st R. on div. (vote), 153.

Bill 27.—An Act respecting the practice of professions by certain persons on the sites of the Games of the XXIst Olympiad.—Mr Lachapelle.—1st R., 263. 2nd R., in Committee; reported, 300. 3rd R., 302. R. A., 304. (1976, c. 44.)

Bill 28.—Population and Immigration Department Act.—Mrs Bacon.—1st R.; referred to Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration; Rules of Procedure suspended, 320-321.

Bill 29.—An Act respecting immigration.—Mrs Bacon.—1st R.; referred to Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration; Rules of Procedure suspended, 320-321.

Bill 30.—An Act to establish the Conseil de la population et de l'immigration.—Mrs Bacon.—1st R.; referred to Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration; Rules of Procedure suspended, 320-321.

Bill 31.—An Act to amend the Students Loans and Scholarships Act.—Mr Lachapelle.—1st R., 328. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 340. 3rd R., 350. R. A., 359. (1976, c. 37.)

Bill 32.—An Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec.—Mr Cournoyer.—1st R., 279. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned,

Bills:—Continued

303. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 306. Order for 3rd R. rescinded; committed; amended; reported; amdts read and agreed to; motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 322. R. A., 359. (1976, c. 46.)

Bill 33.—Jurors Act.—Mr Levesque.—1st R., 279. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 324. Reported, 326. 3rd R., 331. R. A., 359. (1976, c. 9.)

Bill 34.—An Act to amend the Petroleum Products Trade Act.—Mr Cournoyer.—1st R., 267. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 303. 3rd R., 306. R. A., 359. (1976, c. 22.)

Bill 35.—An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec.—Mr Saint-Pierre.—1st R. (vote), 213. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 222. Resuming the debate; motion adopted (vote); referred to Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game, 228. Reported (*Sessional Papers, No. 92*), 237. Consideration of report; report adopted, 242. Order for 3rd R. rescinded; in Committee of the Whole; amended; reported; amdts read and agreed to; motion for 3rd R.; debate, 3rd R., 258. R. A., 304. (1976, c. 12.)

Bill 36.—An Act respecting the city of La Baie.—Mr Goldbloom.—1st R., 268. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 307. 3rd R., 315. R. A., 359. (1976, c. 59.)

Bill 37.—An Act respecting the corporation of the township of Brompton.—Mr Goldbloom.—1st R., 268. 2nd R.; in Committee; reported, 300. 3rd R., 303. R. A., 304. (1976, c. 65.)

Bill 38.—An Act respecting the Outaouais Regional Community.—Mr Goldbloom.—1st R., 286. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 308. 3rd R., 315. R. A., 359. (1976, c. 47.)

Bill 39.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1977, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 299. R. A., 304. (1976, c. 2.)

Bill 40.—An Act to amend the Social Aid Act.—Mr Forget.—1st R., 280. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee, reported, 316. 3rd R., 321. R. A., 359. (1976, c. 28.)

Bill 41.—An Act to amend the Police Act, the Public Inquiry Commission Act and other legislation.—Mr Lalonde.—1st R. (vote), 280. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 325-326. Resuming the debate; motion adopted on div. (Members dissenting); 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 340.

Bill 42.—An Act respecting the election of school commissioners on the island of Montreal and amending the Education Act and other legislation.—Mr Bienvenue.—

Bills:—Continued

1st R., 275. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee, 283. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 283. 3rd R., 295. R. A., 304. (1976, c. 39.)

Bill 43.—An Act to amend the Succession Duties Act.—Mr Quenneville.—1st R., 301. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 308. Reported (*Sessional Papers, No. 149*); report adopted; 3rd R. on div. (Mr Roy dissenting), 353-354. R. A., 359. (1976, c. 19.)

Bill 44.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act.—Mr Quenneville.—1st R., 301. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted on div. (Mr Morin abstaining); 2nd R.; referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 309. Reported (*Sessional Papers, No. 149*); report adopted; 3rd R., 353-354. R. A., 359. (1976, c. 20.)

Bill 45.—An Act to amend the Tobacco Tax Act.—Mr Quenneville.—1st R., 311. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 322. Reported (*Sessional Papers, No. 149*); report adopted; 3rd R., 353-354. R. A., 359. (1976, c. 21.)

Bill 46.—Land Transfer Duties Act.—Mr Quenneville.—1st R., 328. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; amdt proposed; amdt rejected; main motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 338-339. Reported (*Sessional Papers, No. 149*); report adopted; 3rd R., 353-354. R. A., 359. (1976, c. 23.)

Bill 48.—An Act respecting the annexation of the territory of Anticosti island to the school municipality of Littoral.—Mr Bienvenue.—1st R., 275. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee, 283. Again in Committee; reported, 283-284. 3rd R., 295. R. A., 304. (1976, c. 40.)

Bill 49.—An Act to provide for the financing of health programmes.—Mr Quenneville.—1st R., 306. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted on div. (Members dissenting); 2nd R.; referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 325. Reported (*Sessional Papers, No. 149*); report adopted; 3rd R. on div. (Members dissenting), 353-354. R. A., 359. (1976, c. 27.)

Bill 50.—An Act respecting the attachment of a territory to the City of Montreal.—Mr Goldbloom.—1st R., 328. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 340. 3rd R., 350. R. A., 359. (1976, c. 53.)

Bill 51.—An Act respecting exemption from certain provisions of law with regard to the Games of the XXIst Olympiad.—Mr Goldbloom.—1st R., 305. 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 321. In Committee of the Whole; reported, 329. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 337. R. A., 359. (1976, c. 45.)

Bill 52.—An Act to remedy the losses caused by a fire at the Québec Court House.—Mr Levesque.—1st R., 306. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted;

Bills:—Continued

2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 324. Reported, 326. 3rd R., 331. R. A., 359. (1976, c. 49.)

Bill 53.—An Act to amend the Courts of Justice Act.—Mr Levesque.—1st R. (vote), 328. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div. (Members dissenting); 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 342. Motion for 3rd R. put to the vote; taking down of names postponed, 351. Taking down of names; motion adopted; 3rd R., 357. R. A., 359. (1976, c. 8.)

Bill 54.—An Act to establish a special olympic fund.—Mr Garneau.—1st R., 312. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted (Members dissenting); 2nd R.; referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 330-331. Order of referral to Standing Committee rescinded; referred to Committee of the Whole, 349. In Committee; reported; 3rd R., 352. R. A., 359. (1976, c. 14.)

Bill 55.—An Act respecting the protection of handicapped persons.—Mr Forget.—1st R. (unan. consent); referred to Standing Committee on Social Affairs, 329.

Bill 56.—An Act to amend the Charter of human rights and freedoms.—Mr Levesque.—1st R., 328. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 343. 3rd R., 350. R. A., 359. (1976, c. 5.)

Bill 58.—An Act to ratify certain deeds registered in the registration divisions of Terrebonne, Trois-Rivières and Champlain.—Mr Levesque.—1st R., 329. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 355. R. A., 359. (1976, c. 50.)

Bill 59.—An Act to amend the Code of Civil Procedure in respect of the exemption from seizure of foreign cultural property.—Mr L'Allier.—1st R. (unan. consent), 352. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; title amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 355. R. A., 359. (1976, c. 48.)

Bill 60.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1977, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 350. R. A., 359. (1976, c. 3.)

Bill 61.—An Act respecting health services in certain establishments.—Mr Forget.—Rules of Procedure suspended, 361. Sessional Papers, No. 151 tabled, 362. 1st R.; motion for 2nd R.; debate; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); main motion adopted (vote); 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 363-364. In Committee; amended; reported; amdts read and agreed to on div.; motion for 3rd R. (Lt-G.); debate; bill again committed; amended; reported; amdts read and agreed to; main motion adopted on div. (vote); 3rd R. 365-366. R. A., 366. (1976, c. 29.)

Bill 192.—An Act to incorporate the Association of Building Contractors of Québec.—Mr Pagé.—1st R., 141. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 152. Resuming the debate; motion put to the vote; taking down of names postponed; taking

Bills:—Continued

down of names; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in Committee; progress, 155. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to on div.; motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div.; 3rd R., 161. R. A., 162. (1976, c. 72.)

Bill 193.—An Act to amend the Labour Code.—Mr Burns.—1st R. (vote), 226.

Bill 194.—An Act to amend the Travel Agents Act.—Mr Charron.—1st R., 231. Motion for 2nd R.; debate; amdt proposed; amdt adopted; 2nd R. in one month, 253.

Bill 201.—An Act respecting L'Avenir du Québec.—Mr Bonnier.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 104*); 1st R.; referred to Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 262-263. Reported (*Sessional Papers, No. 116*); report adopted, 285-286. 2nd and 3rd R., 315. R. A., 360. (1976, c. 73.)

Bill 203.—An Act respecting the Lambert de Loulay estate.—Mr Saindon.—Report of Law Clerks tabled (*Sessional Papers, No. 87*), 226. 1st R.; referred to Standing Committee on Justice, 227. Reported (*Sessional Papers, No. 103*); report adopted, 261. 2nd and 3rd R., 315. R. A., 360. (1976, c. 66.)

Bill 204.—An Act respecting the Joseph Octave Saint-Pierre estate.—Mr Caron.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 87*); Rules of Procedures suspended 226. 1st R.; referred to Standing Committee on Justice, 227. Examination of bill adjourned *sine die*, 261.

Bill 205.—An Act to amend the Act respecting La Société d'assurance des Caisses Populaires.—Mr Chagnon.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 104*); 1st R.; referred to Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 262-263. Reported (*Sessional Papers, No. 116*); report adopted, 2nd and 3rd R., 315. R. A., 360. (1976, c. 67.)

Bill 207.—An Act respecting the Polyxène Beaudry estate and the Jean-Baptiste Beaudry Leman estate.—Mr Beauregard.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 87*); Rules of Procedure suspended, 226. 1st R.; referred to Standing Committee on Justice, 227. Reported (*Sessional Papers, No. 103*); report adopted, 261. 2nd and 3rd R., 315. R. A., 360. (1976, c. 68.)

Bill 208.—An Act to repeal the Act respecting L'Institut Albert Prévost.—Mr Tardif.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 104*); 1st R.; referred to Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 262-263. Reported (*Sessional Papers, No. 116*); report adopted, 285-286. 2nd and 3rd R., 315. R. A., 360. (1976, c. 74.)

Bill 212.—An Act respecting the will of Pierre Foucreault.—Mr Ostiguy.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 85*); 1st R.; referred to Standing Committee on Justice, 217-218. Reported (*Sessional Papers, No. 103*); report adopted, 261. 2nd and 3rd R., 315. 3rd R. rescinded; committed; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 356. R. A., 360. (1976, c. 69.)

Bills:—Continued

Bill 214.—An Act respecting Gedney Corp.—Mr Tardif.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 104*); 1st R.; referred to Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 262-263. Reported (*Sessional Papers, No. 116*); report adopted, 285-286. 2nd and 3rd R., 315. R. A., 360. (1976, c. 76.)

Bill 215.—An Act respecting the municipalities of Notre-Dame-de-Montauban, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban.—Mr Pagé.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 109*), 271. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 272. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted, 341. 2nd and 3rd R., 351. R. A., 360. (1976, c. 64.)

Bill 217.—An Act respecting the city of Gatineau.—Mr Assad.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 85*); 1st R.; referred to Standing Committee on Justice, 217-218. Reported (*Sessional Papers, No. 103*); report adopted, 261. 2nd and 3rd R., 315. R. A., 360. (1976, c. 60.)

Bill 218.—An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles.—Mr Perreault.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 109*), 271. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 272. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted, 341. 2nd and 3rd R., 351. R. A., 360. (1976, c. 61.)

Bill 219.—An Act to amend the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec.—Mr Harvey (Charlesbourg).—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 109*), 271. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 272. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted, 341. 2nd and 3rd R., 351. R. A., 360. (1976, c. 70.)

Bill 220.—An Act to amend the Act to incorporate Montreal Protestant Hospital.—Mr Kennedy.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 104*); 1st R.; referred to Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 262-263. Reported (*Sessional Papers, No. 116*); report adopted, 285-286. 2nd and 3rd R., 316. R. A., 360. (1976, c. 71.)

Bill 221.—An Act respecting an immoveable of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence.—Mr Boudreault.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 117*), 286. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 287. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted, 341. 2nd and 3rd R., 352. 3rd R. rescinded; committed; amended; reported; amdts read and agreed to, 3rd R., 356. R. A., 360. (1976, c. 75.)

Bill 223.—An Act respecting the city of Rimouski.—Mr Déom.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 109*), 271. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 272. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted, 341. 2nd and 3rd R., 351. 3rd R. rescinded; committed; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 356. R. A., 360. (1976, c. 62.)

Bills:—Continued

Bill 224.—An Act to amend the Québec Urban Community Act.—Mr Bonnier.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 111*), 279. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 280-281. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted, 341. 2nd and 3rd R., 351. R. A., 360. (1976, c. 55.)

Bill 225.—An Act to amend the charter of the town of Black Lake.—Mr Lecours.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 109*), 271. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 272. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted, 341. 2nd and 3rd R., 351. R. A., 360. (1976, c. 63.)

Bill 226.—An Act to revise the Charter of the city of Sainte-Foy.—Mr Desjardins.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 111*), 279. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 280-281. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted, 341. 2nd and 3rd R., 351. R. A., 360. (1976, c. 56.)

Bill 227.—An Act respecting the Alliance Sécurité Blindé (Division Québec) Ltée.—Mr Burns.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 121*); 1st R.; referred to Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, 297-298.

Bill 229.—An Act respecting the city of Hull.—Mr Gratton.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 111*), 279. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 280-281. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted, 341. 2nd and 3rd R., 351. R. A., 360. (1976, c. 57.)

Bill 230.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.—Mr Houde (Limoulu).—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 111*), 279. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs and the Environment, 280-281. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted, 341. 2nd and 3rd R., 352. 3rd R. rescinded; committed; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 356. R. A., 360. (1976, c. 54.)

Bills (Incidental procedures):

Delay for the filing of private bills extended until June 11th 1976, 262.

BIRON, MR RODRIGUE:—Letter of—, Leader of the Union nationale, informing the Assembly that Mr Maurice Bellemare will continue to act as the Parliamentary Leader for the Union nationale, 225.

BLACK LAKE:—An Act to amend the charter of the town of—. Bill No. 225.

BROMPTON:—An Act respecting the corporation of the township of—. Bill No. 37.

Budget and Estimates:

Bills Nos. 20; 39; 60.

Budget and Estimates:—Continued

Budget tabled:—

Sessional Papers, No. 1, 81.

Sessional Papers, No. 2, 257.

ESTIMATES:

Committee of the Whole for the examination of the estimates, 81; 107; 299; 317.

Report, 107; 299; 317.

Three-twelfths, 108.

Additional three-twelfths, 108.

Additional five-twelfths, 108.

BUDGET SPEECH:

Debate on budget speech, 193. Resuming the debate; motion of non-confidence proposed; debate adjourned, 204. Resuming the debate; debate adjourned, 206; 210; 219; 229; 239. Resuming the debate; 2nd motion of non-confidence proposed; debate adjourned, 247. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote postponed until June 22nd, 300. Putting to the vote; motions of non-confidence rejected on div. (vote); main motion adopted on div. (vote), 312-313.

Motion:—“That all the estimates of the various departments be referred to the appropriate Select Committees for examination with the exception of the examination of the estimates of the National Assembly, and any others which it shall be deemed expedient to refer to the Committee of the Whole.” Motion adopted (vote), 82.

Sittings of the Standing Committees of the National Assembly for the examination of the estimates of the Departments:

Committee on Agriculture, 234; 238; 242; 243; 246; 252; 255; 256; 258; 264.

Committee on the Civil Service, 178; 206; 242; 246; 253.

Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 258; 264; 265.

Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 190; 192-193; 238; 243; 246; 247; 252; 265; 268; 273; 276; 282; 295; 298; 299; 302; 306.

Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 114; 121; 124; 273; 339.

Budget and Estimates:—Continued

Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game, 178; 181; 184; 188; 229; 233; 234; 238; 242; 246; 247.

Committee on Justice, 255; 256; 265; 268; 269; 332.

Committee on Labour, Manpower and Immigration, 210; 214; 273; 276; 282; 295.

Committee on Municipal Affairs, 182; 184; 192; 196; 204; 206; 210.

Committee on Natural Resources and Lands and Forests, 164; 165; 171; 190; 192; 196; 204; 206; 215; 219; 229.

Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, 184; 189; 210; 215; 219; 222; 255; 256; 265; 269; 277; 282; 298; 321.

Committee on Social Affairs, 107; 114; 121; 124; 129; 152; 154; 157; 182; 184.

Committee on Transport, Public Works and Supply, 120; 124; 129; 145; 149; 152; 195; 222.

Report grouping the reports of the Select Standing Committees which examined the estimates of the main budget for the 1976/77 fiscal year. Tabled, 345. (*Sessional Papers, No. 141.*) Consideration of the report; report adopted, 350.

C

CAISSES D'ÉTABLISSEMENT:—An Act to amend the Act respecting—. Bill No. 9.

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC:—An Act to amend the Charter of the—. Bill No. 5.

CHARTER OF HUMAN RIGHTS AND FREEDOMS:—An Act to amend the—. Bill No. 56.

CHARTER OF THE CITY OF QUÉBEC:—An Act to amend the—. Bill No. 230.

COMMISSION DES LOISIRS ET DU SPORT:—An Act respecting the—. Bill No. 3.

Committees of the National Assembly:

Committee on Agriculture:—Members appointed, 68. Members replaced, 177; 183; 187; 189; 203; 205.

Committee on the Civil Service:—Members appointed, 69.

Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—Members appointed, 68. Sittings, 264; 276.

Committees of the National Assembly:—Continued

*Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:—*Members appointed, 68.

*Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:—*Members appointed, 68. Sittings, 107; 347. Report, 109; 353.

*Committee on Financial Commitments:—*Members appointed, 68. Sittings, 171; 234; 295.

*Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game:—*Members appointed, 69. Sittings, 140; 145; 317; 331. Report, 149; 237.

*Committee on Justice:—*Members appointed, 69. Sittings, 227; 252; 325.

*Committee on Labour, Manpower and Immigration:—*Members appointed, 69. Members replaced, 221; 241.

Report of the Committee which sat to hear the officers of the Québec Workmen's Compensation Commission, 70.

The Committee to sit for the purpose of hearing the Association of Building Contractors of Québec and the Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, 164-165. Report, 177.

*Committee on Municipal Affairs and the Environment:—*Members appointed, 68. Members replaced, 275; 320. Sittings, 281; 287; 314; 317; 321; 326; 329; 352.

The Committee to sit for the purpose of hearing bodies interested in the administration of the Q.U.C., 72; 77. Report, 87.

*Committee on the National Assembly:—*Appointed, 14. Members appointed, 14; 68. Members replaced, 143; 159; 175; 329. Members added, 329. Sittings, 15; 72; 85. Report, 67.

The Committee to sit for the purpose of continuing the terms of reference given on December 15th 1975. (See *Votes and Proceedings, 1975*, p. 529). Motion adopted, 327.

The Committee to sit to form three subcommittees, 350. Report, 354.

*Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—*Members appointed, 69.

The Committee to sit for the purpose of hearing the directors of SOQUIP, 218; 222; 229. Report, 231.

The Committee to sit for the purpose of hearing the directors of SOQUEM, 273; 295. Report, 319.

Committees of the National Assembly:—Continued

*Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:—*Members appointed, 69. Members replaced, 209.

*Committee on Professional Corporations:—*Members appointed, 68.

*Committee on Social Affairs:—*Members appointed, 68.

The Committee to sit concerning the Social Aid Act and its regulations, 228; 258; 264; 265. Report, 285.

*Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Members appointed, 69. Members replaced, 245.

The Committee to sit for the examination of bill No. 13, An Act to amend the Highway Code, 336; 339. Report, 341.

*Select Standing Committees:—*Chairmen of the various Committees appointed, 69.

Motion:—"That all the subcommittees be authorized to sit after the adjournment of the present session with all the rights and privileges granted to the members of the Committees." Motion adopted (vote), 345.

CONSEIL DE LA POPULATION ET DE L'IMMIGRATION:—An Act to establish the—. Bill No. 30.

CONSOLIDATION OF THE STATUTES:—An Act respecting the—. Bill No. 17.

CONSUMER PROTECTION ACT:— Bill No. 7.

CORPORATION OF CHARTERED MUNICIPAL OFFICERS OF QUÉBEC:—An Act to amend the Act to incorporate the—. Bill No. 219.

CORPORATIONS FOR THE DEVELOPMENT OF QUÉBEC BUSINESS FIRMS:—An Act respecting—, and amending the Taxation Act. Bill No. 6.

CORPORATE POWERS ACT:—An Act to amend the Special—. Bill No. 10.

COURT HOUSE:—An Act to remedy the losses caused by a fire at the Québec—. Bill No. 52.

COURTS OF JUSTICE ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 53.

CRIME VICTIMS COMPENSATION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 21.

D

DEEDS REGISTERED IN THE REGISTRATION DIVISIONS OF TERREBONNE, TROIS-RIVIÈRES AND CHAMPLAIN:—An Act to ratify certain—. Bill No. 58.

E

EDUCATION:—An Act respecting the maintaining of services in the sector of education and repealing a certain legislative provision. Bill No. 23.

F

FARM INCOME STABILIZATION INSURANCE:—An Act to amend the Act respecting—. Bill No. 24.

FINANCING OF HEALTH PROGRAMMES:—An Act to provide for the—. Bill No. 49.

FOREIGN CULTURAL PROPERTY:—An Act to amend the Code of Civil Procedure in respect of the exemption from seizure of—. Bill No. 59.

FOUCREAU:—An Act respecting the will of Pierre—. Bill No. 212.

G

GAMES OF THE XXIST OLYMPIAD:—An Act respecting the practice of professions by certain persons on the sites of the—. Bill No. 27.

GAMES OF THE XXIST OLYMPIAD:—An Act respecting exemption from certain provisions of law with regard to the—. Bill No. 51.

GATINEAU:—An Act respecting the city of—. Bill No. 217.

GEDNEY CORP.:—An Act respecting—. Bill No. 214.

GENERAL INVESTMENT CORPORATION OF QUÉBEC:—An Act to amend the Charter of the—. Bill No. 35.

H

HEALTH SERVICES IN CERTAIN ESTABLISHMENTS:—An Act respecting—. Bill No. 61.

HIGHWAY CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 13.

HULL:—An Act respecting the city of—. Bill No. 229.

I

IMMIGRATION:—An Act respecting—. Bill No. 29.

INAUGURAL MESSAGE:—

Consideration; debate; 1st non-confidence motion proposed (Mr Morin); debate adjourned, 65-66. Resuming the debate; 2nd and 3rd non-confidence motions

proposed (Messrs Samson and Bellemare (Johnson)); debate adjourned, 71-72. 4th non-confidence motion proposed (Mr Léger); debate adjourned, 74. Resuming the debate; 5th non-confidence motion proposed (Mr Roy); debate adjourned, 78.

Resuming the debate; debate adjourned, 84; 98; 102; 109; 114.

Debate concluded, 118.

The five non-confidence motions were put to the vote and rejected on div. (vote), 118.

INSTITUT ALBERT PRÉVOST:—An Act to repeal the Act respecting L'—. Bill No. 208

J

JURORS ACT:—Bill No. 33.

L

LA BAIE:—An Act respecting the city of—. Bill No. 36.

LABOUR CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 193.

LAMBERT DE LOULAY ESTATE:—An Act respecting the—. Bill No. 203.

LAND TRANSFER DUTIES ACT:—Bill No. 46.

L'AVENIR DU QUÉBEC:—An Act respecting—. Bill No. 201.

M

Ministerial Declarations:

Mr Harvey (Jonquière):—Declaration concerning the roof of the velodrome forming part of the olympic installations, 227.

Mr Parent (Hull):—Declaration concerning the general agreement in principal made in the social affairs sector, 302.

MONTREAL:—An Act respecting the City of—. Bill No. 26.

MONTREAL:—An Act respecting the election of school commissioners on the island of Montreal and amending the Education Act and other legislation. Bill No. 42.

MONTREAL:—An Act respecting the attachment of a territory to the City of—. Bill No. 50.

MONTREAL PROTESTANT HOSPITAL:—An Act to amend the Act to incorporate—.
Bill No. 220.

Motions:

MOTIONS, SUBSTANTIVE:

Mr Lalonde:—Motion concerning the *Association des Gens de l'Air du Québec* and the use of French in air communications in the province of Québec. Debate; debate concluded, 349. Taking down of names; motion adopted, 357.

Mr Léger:—Motion concerning the deficit incurred for the organizing of the Montreal Olympic Games. Debate; amdt proposed; amdt adopted on div. (vote); 2nd amdt proposed; debate adjourned, 160-161. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); main motion adopted on div. (vote), 171-172.

Mr Lessard:—Motion concerning the changes to be made in the dairy policy of the government of Canada. Debate; amdt proposed; amdt adopted; debate adjourned, 184-185. Resuming the debate; motion adopted (vote), 201.

Mr Roy:—Motion concerning the convening of the Standing Committee on Agriculture to examine the situation of small slaughter-houses. Debate; amdt proposed; debate adjourned, 215. Resuming the debate; amdt adopted on div. (vote); main motion adopted (vote), 234-235.

Mr Samson:—Motion concerning the control that the province of Québec should have of its credit, its commerce, its immigration and its tax sources. Debate; debate adjourned, 269.

Motions of Privilege:

MOTIONS OF NON-CONFIDENCE:

Motions of privilege (under Standing Order 24):—

Mr Léger:—Motion concerning the signing of the second contract between COJO and Terrasses Zarolega. Debate; motion rejected on div. (vote), 176.

Motions of privilege (other than motions of non-confidence):—

Motions of privilege (under Standing Order 68):—

Mr Burns:—Motion concerning the manner in which the Member for Saint-Louis presided over the Committee of the Whole which examined bill No. 23. Debate; motion put to the vote; taking down of names postponed, 150. Taking down of names; motion rejected on div. (vote), 151.

MOTIONS PROPOSING AN EMERGENCY DEBATE:

Motions proposing an emergency debate (under Standing Order 78):—

Mr Choquette:—Motion concerning the situation prevailing in the hospital sector at the present time. Debate, 296.

Mr Lessard:—Motion concerning the catastrophic situation of the milk producers of the province of Québec. Motion under consideration, 347. Debate held (unanimous consent), 356.

Mr Léger:—Motion concerning the use of French in air communications in the province of Québec. Motion declared inadmissible (decision by Mr President); unanimous consent granted for the holding of debate, 347. Debate, 349.

MUNICIPAL LAND USE PLANNING AND DEVELOPMENT:—An Act respecting—. Bill No. 12.

N

National Assembly:

Adjournments, 162; 182; 256; 261; 271; 279; 300; 311; 326.

Adjournment from June 30th 1976 to October 19th 1976, 358.

July 23rd 1976:—Special sitting for the purpose of passing bill No. 61, An Act respecting health services in certain establishments, 361.

Adjournment from July 24th 1976 to October 19th 1976, 366.

Decision by Mr President:—347.

Assembly to sit every day of the week except Sundays:—Motion; debate; motion adopted on div. (vote), 133-134.

Assembly to sit Monday, April 12th 1976, at three o'clock P.M., 146.

Assembly to sit every day of the week except Sundays:—Motion; debate; motion adopted on div. (Messrs Burns, Morin and Samson dissenting), 277.

Madame Denise Pelletier:—Message of condolence as a mark of respect for the sudden passing of—, 226.

Mr Maurice Bellemare will continue to act as the Parliamentary Leader of the Union nationale, 225.

National Assembly:—Continued

Internal Economy of the National Assembly:—Commissioners and substitute commissioners appointed, 106. (Sessional Papers, No. 22.)

Legislature Act, Section 95:—Copies of the sworn statements by each of the Members of the National Assembly, 233. (Sessional Papers, No. 91.)

Standing Orders of the National Assembly amended, 89.

Standing Orders of the National Assembly amended for the duration of the present session, 124.

NOTRE-DAME-DE-MONTAUBAN:—An Act respecting the municipalities of—, Saint-Ubalde and the parish of Saint-Alban. Bill No. 215.

O

OLYMPIC FUND:—An Act to establish a special—. Bill No. 54

OLYMPIC VILLAGE:—An Act respecting the—. Bill No. 25.

OUTAOUAIS REGIONAL COMMUNITY:—An Act respecting the—. Bill No. 38.

P

PARKS ACT:—Bill No. 4.

PATENAUDE, MRS. LUCE:—Appointed Public Protector, 337.

PETROLEUM PRODUCTS TRADE ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 34.

POINTE-AUX-TREMBLES:—An Act respecting the city of—. Bill No. 218.

POLICE ACT:—An Act to amend the—, the Public Inquiry Commission Act and other legislation. Bill No. 41.

POPULATION AND IMMIGRATION DEPARTMENT ACT:—Bill No. 28.

PROFESSIONAL SYNDICATES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 8.

PROTECTION OF HANDICAPPED PERSONS:—An Act respecting the—. Bill No. 55.

PUBLIC PROTECTOR:—Letter of resignation of Mr Louis Marceau, 65.

PUBLIC WORKS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 19.

Q

QUÉBEC URBAN COMMUNITY ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 224.

Questions and Answers:

Advisory Council on the Environment:—When will the report of the—, concerning the improving of lake shores and river banks, be available, 290.

Cultural Affairs:—Did the new Head of the Department of—, have any renovation work carried out in his offices in Québec and Montreal. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 294. (See also *Accounts and Papers.*)

Dredging:—Have any estimates been provided for the—, of the channels surrounding certain islands near Chambly, 292.

École des routiers:—Details re—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 214. (See also *Accounts and Papers.*)

Environment:—Details concerning sulphur dioxide pollution, etc., in the Montreal region. (Questions converted into motions for the tabling of documents), 197-198-199. (See also *Accounts and Papers.*)

Environment Protection Services:—Do the E.P.S. intend to publish an annual report following criticism by the Press Council, 290.

Feed grain:—Has any correspondence been exchanged with the federal government since April 1st 1971 concerning the transportation of—, 168.

Floating of wood:—Has an interdepartmental committee been appointed to examine the extent of the pollution caused by the—, 293.

Fonderie Sainte-Croix Limitée:—Has any financial assistance been granted by the government to the—, since May 12th 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 348. (See also *Accounts and Papers.*)

Garage on Saint-Jean-Baptiste Street in Montreal:—Did the Department of Public Works and Supply purchase a—, 232.

Grande Île, at Bord de l'Eau Boulevard:—What grants have been earmarked for the current fiscal year for a sewer system at—, 291.

Highway Code:—Does the government intend to make public the recommendations of the Committee on the revision of the—, respecting the matter of lights on motor vehicles, 347.

Industries:—What new—, employing at least 100 persons have been established in the Québec City region since 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 233. (See also *Accounts and Papers.*)

Lake Brown:—Was permission granted to the present superintendent of Saint-Maurice Park to occupy a cottage at—, all the year round, 113.

Questions and Answers:—Continued

Maple syrup:—How many pounds of—, were purchased by the Québec Sugar Refinery under an agreement between Ottawa and Québec, 82.

Marl:—Details concerning the extracting and transporting of—, in the Lower St. Lawrence. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 170. (See also *Accounts and Papers*.)

Migratory bird sanctuaries:—Details respecting each of the—, administered at present by Environment Canada. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 112. (See also *Accounts and Papers*.)

Montreal Urban Community Transport Commission (M.U.C.T.C.):—Has there been any inquiry into the complaints concerning the pouring of sulphuric acid into the sewers by the—, 294.

Montval Buildings:—Who are the administrators and proprietors of the—, in Longueuil, which contains an annexe to the Montreal Court House, 113.

Notre-Dame-des-Laurentides:—What contracts have already been granted for the diversion of Autoroute 73 in the parish of—, 196.

Piggeries in Saint-Isidore de Dorchester:—How many inspections were made by the E.P.S. on the three—, owned by Mr M. Bourget, 287.

Place Royale:—What was the total cost of the work carried out at—, as at September 1st 1975, 83.

Rivers:—What stage has been reached in the surveys carried out by the E.P.S. on the Nicolet, Bécancour, Cap-Rouge, Beauport, Rivière-du-Nord and Saint-François rivers, 288.

Rivers:—Have the reports been completed, respecting the condition of the water of the L'Assomption, Chaudière, Etchemin, Gatineau, Montmorency, Richelieu, Châteauguay and Saint-Maurice rivers, 289.

Schulman, Mrs.:—Where it is possible to obtain a copy of the report by—, a former member of the Advisory Council on the Environment, 290.

Société Coopérative Agricole du Bas Saint-Laurent:—Details concerning the setting up of a drying and storage system for the grain produced in the counties of Rimouski, Matane, Gaspé-West and Temiscouata, 249.

Utilization of the agriculture territory:—What consulting firms were entrusted with the carrying out of research work for the purpose of a future bill on—, 251.

Val-Jalbert Village:—Details respecting the restoration of—, 169.

Questions and Answers:—Continued

Waste water purification complex:—What are the exact estimated expenditures for each year prior to the completion of the Island of Montreal—, 291.

Yamaska River Basin:—What amounts will be spent for water purification work in the—, 292.

R

RECREATION AND SPORT:—An Act respecting—. Bill No. 2.

RETAIL SALES TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 44.

RIMOUSKI:—An Act respecting the city of—. Bill No. 223.

S

SAINT-PIERRE ESTATE:—An Act respecting the Joseph-Octave—. Bill No. 204.

SAINTE-FOY:—An Act to revise the Charter of the city of—. Bill No. 226.

SIDBEC:—An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by—. Bill No. 22.

SOCIAL AID ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 40.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DES CAISSES POPULAIRES:—An Act to amend the Act respecting La—. Bill No. 205.

SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL AÉROPORTUAIRE DE MIRABEL:—An Act to incorporate the—. Bill No. 11.

SOEURS DE CHARITÉ DE LA PROVIDENCE:—An Act respecting an immovable of La Communauté des—. Bill No. 221.

STUDENTS LOANS AND SCHOLARSHIPS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 31.

SUCCESSION DUTIES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 43.

T

TAXATION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 14.

TERRITORIAL DIVISION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 16.

TOBACCO TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 45.

TOURISM, RECREATION AND PARKS DEPARTMENT ACT:—Bill No. 1.

TRAVEL AGENTS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 194.